

# Le Monde



QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13565 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

JEUDI 8 SEPTEMBRE 1988

## Iran : de la révolution à la raison

**L**a fausse démission du premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousseavi, refusée par le président Khameneï et l'imam Khomeïny, marque à Téhéran la première grave crise politique depuis le cessez-le-feu avec l'Irak. Relégués au second plan par la décision de l'Iran d'accepter la résolution 598 du Conseil de sécurité et de négocier avec Bagdad sous l'égide de l'ONU, les divergences entre les différentes factions du régime ont une fois de plus refait surface.

Elles n'ont été apaisées - provisoirement - qu'à la suite de l'intervention du « guide de la révolution », qui a ainsi montré qu'il joue toujours un rôle de premier plan malgré le « poison » qu'il a avalé en acceptant de négocier une paix qu'il qualifiait de « trahison ». En fait, à défaut d'un imposable accord entre les différentes factions rivales du régime, les dirigeants islamiques sont intervenus en force pour que le gouvernement de M. Mousseavi, en place depuis trois mois, reste en place encore quelque temps afin d'éviter une rupture dans une période délicate. Rudement admonesté par l'imam, qui lui a rappelé que « le temps n'est pas aux plaintes et aux démissions », M. Mousseavi s'est incliné et a retiré sa démission.

## Un premier accord sur la « restitution » des terres

### Les Indiens du Canada veulent faire reconnaître leur identité

Pour faire valoir leurs droits et protéger leurs intérêts économiques, les Indiens du Canada ont repris le sentier de la guerre. Non sans succès : une première série d'accords ont été conclus, le lundi 5 septembre, entre leurs chefs et le gouvernement fédéral canadien sur la « restitution » de terres indiennes.

Mais, pour les premiers habitants du Canada, le plus dur reste à faire : obtenir la « restitution » de certains droits ancestraux qui constituent leur identité.

MONTREAL de notre correspondant.

« S'il advient qu'un grand maître menace les nouvelles générations, alors celui qui est capable de grimper au sommet de l'arbre aux longues feuilles regardera dans toutes les directions. S'il aperçoit un danger approcher, il appellera le peuple de la confédération des six nations irquoises. » De chaque côté de la frontière canado-américaine, les quelque 50 000 Mohawks, Oneidas, Onondagas, Cayugas, Senecas et Tuscaroras ont déposé cet extrait de la « grande loi de la paix » pour mieux préparer la guerre. Le 1<sup>er</sup> juin dernier, les 6 000 Mohawks de la réserve de Kahnawake, situés aux portes de Montréal, sur la rive sud du Saint-Laurent, ont été pris par surprise.

Deux cents agents de la gendarmerie royale du Canada (GRC) ont fait irruption, mitrailleuse au poing, dans une douzaine de magasins de ce petit territoire, 4 151 hectares coincés entre le chemin de fer, la voie maritime, le pont et les autoroutes des Blancs.

Dans cette banlieue peu ordinaire, les gendarmes ont prestement arrêté dix-sept Mohawks et saisi des milliers de cartouches, de cigarettes américaines, considérées comme du « matériel de contrebande ». Un vol de 450 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs), disent les Mohawks, qui n'ont pas de mots assez forts pour condamner cette « invasion brutale » de leur territoire, cette « violation de leur souveraineté ».

MARTINE JACOT.

(Lire la suite page 6.)

## Les nouvelles estimations du FMI

### La croissance des pays industriels atteindra 3,8 % cette année

La croissance économique des pays industriels devrait être plus forte que prévu et atteindre 3,8 % cette année, estime le Fonds monétaire international. L'aspect positif de ce dynamisme est limité par la très lente correction des déséquilibres entre le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis et les excédents japonais ou allemands. La vigueur de l'économie mondiale sera cependant insuffisante pour doper les cours du pétrole, qui viennent d'atteindre leur niveau le plus bas depuis 1986.



Lire page 37 l'article de FRANÇOISE CROUIGNEAU.

## La situation en Pologne

Les syndicats officiels demandent la démission du gouvernement.

PAGE 3

## Divisions au Front national

M. Bachelot exclu, M. Arrighi suspendu.

PAGE 12

## M. Joxe en Corse

Enlever aux nationalistes « tout prétexte à la violence ».

PAGE 12

## Traitement du diabète

Le pari de la ciclosporine.

PAGE 14

## Le « baron noir » démasqué

Selon le ministre de l'intérieur, plusieurs pilotes ont survolé Paris la nuit.

PAGE 23

Le sommaire complet se trouve en page 42

## L'ENQUÊTE : les marginaux aux Etats-Unis

### La « sous-culture » des ghettos noirs

La lutte contre la drogue est au centre de la campagne électorale américaine. Un fleau dont les corollaires, gangs et criminalité, achèvent de discréditer les quartiers les plus déshérités des grandes villes américaines. Los Angeles ne fait pas exception.

WATTS (Los Angeles) de notre envoyée spéciale

Evidemment, ce n'était ni le sommet de Moscou ni les accords de Camp David ! Juste une vingtaine d'adolescents noirs, enfermés deux jours durant, en cette fin août étouffante, dans un motel de Watts, une banlieue pourrie au sud de Los Angeles. Avec eux, un prêtre, assez fou pour prétendre les aider à mettre un terme à la « guerre des

gangs ». Comme si cette poignée de gamins n'était trop vite et affublés pour la circonstance des badges et de bijoux de leurs bandes respectives - allaient à eux seuls enrayer le fleau qui ravage la mégalopole californienne : 387 morts en 1987, une centaine déjà depuis le début de l'année.

Plus de la moitié des victimes étaient des passants innocents, selon les chiffres officiels. Avec pour seul tort d'être, au mauvais moment, au mauvais endroit. Pris entre deux feux, deux haines, deux couleurs : le rouge, emblème des « Bloods », et le bleu, celui des « Crips », les deux gangs noirs rivaux. A cela il faut ajouter le blanc, des tonnes de blanc, celui de la cocaïne : le véritable nerf de cette guerre.

Un kaléidoscope qui donne le tournis. A Washington surtout, où

empêtrée dans une année électorale déconcertante qui place en priorité l'insoluble problème de la lutte contre la drogue, la classe politique se serait bien passée de cette publicité faite tout à coup à la « guerre des gangs ».

D'abord, la sortie du film très controversé de Dennis Hooper *Colors* en avril (voir *Le Monde* du 19 août) ; à présent ce mini-sommet de la paix, forcément avorté. Encore du cinéma !

Et pourtant. En voyant à la télévision la noria des voitures de police, et les tireurs sur le toit prêts à tout, beaucoup se sont souvenus de cette banlieue triste, durement cosignée par les Highways : Watts. Parmi les palmiers indifférents, un monument en soi, à la colère des ghettos.

MARIE-CLAUDE DECAMPS. (Lire la suite page 4.)

## Le Monde

### CAMPUS

#### Des lycées au secours des régions

Vierzon et Lens... Deux exemples contrastés de mobilisation école-entreprise

#### L'inspectrice est optimiste

Sur le terrain, l'éducation nationale retrouve peu à peu le moral

#### Ma rentrée... en 1888

Des souvenirs... très actuels de l'écrivain Louis Bertrand

#### Sarrebruck Peuprôenne

L'université de la Sarre a déjà poussé très loin la coopération franco-allemande

Pages 25 à 30

### ARTS ET SPECTACLES

#### La Mostra de Venise

Une rétrospective Pasolini

Quatre films soviétiques

#### La rentrée de Raymond Devos

Pages 15 à 17

## Le film de Martin Scorsese et les chrétiens

### Tentations de scandale

par Bruno Frappat

On n'a pas vu mais on sait. On croit savoir, surtout. Et chacun a son avis sur le film de Martin Scorsese, *La Dernière Tentation du Christ*, présenté le mercredi 7 septembre à la Mostra de Venise. L'œuvre a déjà ses partisans et ses adversaires, les premiers puisant dans la hargne des seconds un aliment à leur indignation anti-inquisitionnelle et anti-obscurantiste. Les fondamentalistes américains manifestant dans la rue contre un film que rien ne les oblige à aller voir, sauf masochisme, sont les alliés objectifs de ceux qui voient dans la réaction a priori des croyants ou des porteurs de l'Eglise catholique un retour au fanatisme médiéval.

Le scandale, si scandale il y a, n'est pas dans l'œuvre, il est dans le sujet et on verra qu'au fond les croyants ne devraient pas, au

contraire, se sentir « déstabilisés », sauf à avoir ignoré jusqu'à ce film l'un des fondements... de leur foi.

Les rapports de l'art et de la foi n'en sont certes pas à leur premier incident. L'histoire de la création humaine est riche de scandales qui ne durèrent que le temps d'un brasier, d'un bûcher... et qui s'anéantirent avec les passions de ceux qui les vécurent.

Sans remonter aux plurisculaires querelles sur la question (déjà !) de la représentation de la figure du Christ dans les lieux de culte - fallait-il aller dans son temple adorer l'Eternel... ou son image ? - les Français, pour s'en tenir au domaine du cinéma, ont en mémoire les débats de l'époque gaullienne sur l'interdiction du film de Jacques Rivette s'inspirant de la *Religieuse* de Diderot ou, plus près de nous, les polémiques

sur le film de Jean-Luc Godard *Je vous salue, Marie*. Et sans parler de *Théorème*, de Pasolini, qui, en 1968, obtint conjointement le prix de l'Office catholique international du cinéma... et les foudres de Rome.

Le sentiment de répétition lassante et d'immobilisme des mentalités qu'on peut avoir à ce sujet est peut-être trop vite éprouvé. Il masque une évolution que révèle la lecture attentive du texte des cardinaux Lustiger et Decourtray.

(Lire la suite page 22.)

### Immobilier

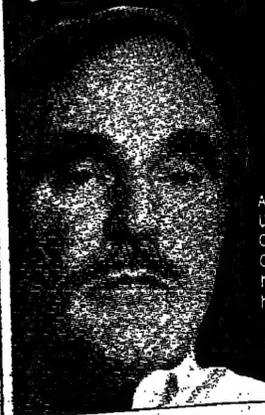
Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 33 et 34

## Le nouveau roman de l'auteur de Qui se souvient des Hommes...

### JEAN RASPAIL

## L'Île Bleue



A treize ans, on se crée un royaume. Une île, par exemple. On est fier, orgueilleux, invincibles... On a treize ans, quand, en juin 1940, l'invasion déferle sur la Touraine heureuse...

ROBERT LAFFONT des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 180 lit. ; Israël, 200 N. ; Japon, 1 700 Y. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 335 F CFA ; Suède, 12,20 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (New York), 1,80 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

مكتبة من الأصل

# Débats

## FRANCE

### La démocratie a besoin d'une vraie droite

par JEAN-MARIE BENOIST (\*)

Il est de bon ton, aujourd'hui, dans maint quartier de la vie politique française, de décréter que la droite est morte et que l'opposition a vécu. Même les partis et formations qui avaient soutenu avec enthousiasme et discipline la politique heureuse du gouvernement de Jacques Chirac entre 1986 et 1988 — forts de l'espérance de 1984 concrétisée par l'élection de mars 1986 — semblent s'abandonner à la mélancolie comme si les valeurs, les idées et les hommes auxquels ils avaient fait confiance s'étaient mis soudainement à ne plus avoir cours.

Il n'est de semaine où l'on ne tente de nous persuader que l'opposition est démodée, tant et si bien que certains des témoins de la majorité d'hier, conditionnés par cette opération de propagande, paraissent vouloir se partager entre le mutisme bougon et craintif — drapeau en berne ou replié dans la poche — la fuite en avant vers de mythiques opérations de « renouvellement » et le ralliement pur et simple au président de la République : ces farouches tenants d'un libéralisme triomphant naguère se sont faits tout humbles pour collaborer avec les adversaires d'hier dès qu'on les a sonnés, et sommés de partager une aventure dont le moins qu'on puisse dire est que les contours et le profil ne sont pas encore définis.

#### Un théâtre d'ombres chinoises

« Thèse, antithèse, prothèse » semble être la devise de ces centristes empressés qui, tourmentés dans leur mauvaise conscience chrétienne de voir le gouvernement socialiste privé de majorité vraie au Parlement, excusent leur appétit de marquoins par le sentiment qu'ils affichent d'avoir à sauver la France d'une nouvelle coalition socialo-communiste. L'on voit même, comble de la frivolité, l'ex-statue du Commandeur de l'orthodoxie « gaullienne », grand pourfendeur de la cohabitation naguère, faire anti-chambre en spéculant sur le renvoi — improbable, du reste — du gironde Rocard, pour s'installer, comme si de rien n'était, à Matignon, dont il semble avoir gardé la nostalgie. Qu'importe le flacon !

A la veille de la commémoration de la Révolution française, de la Déclaration des droits, de la Fête de la Fédération — mais hélas aussi des massacres de septembre, des guillotinades et de la loi des suspects —, l'œuvre entreprise par l'Élysée consiste à tenter artificiellement de gommer les contours des familles politiques françaises, de faire croire que tout se vaut dans une continuité pseudo-unanimiste et de passer, comme l'a dit Roland Damas au lendemain de la réélection de François Mitterrand, « de la pyramide du Louvre à la pyramide de tous les Français ».

Or cette opération d'étouffement des différences par narcose de la cité, par création d'une France somnambule, est contraire

à la tradition profonde de la cité démocratique, qui suppose les deux piliers distincts d'une droite et d'une gauche, toutes deux démocratiques, respectueuses l'une de l'autre, et capables d'alternance ; le parti tory et le Labour en Grande-Bretagne, les républicains et les démocrates aux États-Unis, dans une moindre mesure, l'alternance CDU-SPD en Allemagne (faussée par l'excessive capacité de manœuvre des libéraux de M. Genscher) montrent suffisamment que l'intérêt du choix libre des électeurs et la richesse d'une culture démocratique reposent sur une saine bipolarité à angles bien définis, et à choix politiques distincts au sein d'un contrat social leur faisant partager les mêmes valeurs constitutionnelles et éthiques : état de droit et respect de la personne.

Pour la gauche française en voie de se démanteler, Jacques Julliard a su, en juin dernier, exprimer dans le *Navet Observateur* l'intérêt qu'elle avait à conserver son âme et son identité et à ne pas voir celles-ci se dissoudre dans une utopie ou une utopie socialo-centriste, mariage du cheval et de l'aloüette.

A droite, il appartient aux hommes libres et aux idéologues lucides de rappeler que, sous la surface de ce théâtre d'ombres chinoises qui tient lieu en ce moment de vie politique à la France, la droite démocratique et libérale, la DDL, garde toutes ses chances pour demain, car ses gisements intellectuels et ses réussites politiques récentes sont intacts et encore actifs : les faits et l'histoire contemporaine ne laissent pas, en effet, d'illustrer sa pertinence.

Pour résumer la situation, on pourrait écrire que les concepts, les idées et les méthodes de la droite libérale ont su réfuter et faire tomber en désuétude la culture de la gauche marxiste, et donc un pan entier du socialisme ; que les actes de libération de l'économie et de la cité accomplis par le gouvernement Chirac entre 1986 et 1988 ont remis la société française à l'heure des autres grands pays libres dans le monde, là où la désattribution a permis d'articuler réalisations et idéologie libérale. Mais, par un fâcheux penchement qu'a la droite française à avoir peur de son ombre et de son nom, nous sommes devenus le seul pays parmi les démocraties occidentales où un président et un personnel politique socialistes aient pu se permettre d'empêcher les dividendes des réussites idéologiques, économiques et sociales de la droite.

Plutôt que d'épiloguer indéfiniment sur les causes de ce malentendu, tentons d'énumérer les conditions auxquelles la droite démocratique et libérale française, qui correspond à « la majorité sociologique du pays », pourra retrouver dans l'harmonie d'une alternance prochaine la synthèse active et concrète de son idéologie, de ses valeurs, de sa pratique politique et économique et de l'exercice du pouvoir.

**Première condition :** s'assumer comme droite, c'est-à-dire un

conservatisme libéral de progrès. A force de se laisser intoxiquer et conditionner par les terrorismes intellectuels issus d'une gauche pourtant discréditée idéologiquement, les forces de fidélité aux valeurs et d'ouverture au progrès économique, industriel, technologique, parentes du conservatisme anglais de Mrs Thatcher, se sont adonnées aux étroites équivoques avec un centre gauche de type technocratique qui ne rêvait que de pulvériser la droite tout en lui empruntant ses acquis.

#### Effort, patrie, liberté, famille

Pour regagner le pouvoir et la confiance que les Français lui ont donnés en 1986, la droite française doit assumer son identité de droite, ne pas renoncer dès le premier virage à son ambition de ressusciter la liberté sous toutes ses formes à l'encontre de l'étatisme de gauche, faire refluer la société civile et le marché, mais aussi savoir garder toutes les responsabilités de l'Etat garant en matière de sécurité intérieure et extérieure, de défense et de résistance au totalitarisme qui fut longtemps l'allié de la gauche. Etre de droite aujourd'hui, être un conservateur éclairé et libéral, c'est proclamer haut et fort que la menace totalitaire commande aux sociétés libres un renforcement des alliances européennes et atlantiques et un rôle dynamique et moteur de notre pays dans cette tâche.

Il est absurde pour la droite démocratique et libérale d'avoir déserté ce terrain, en laissant le champ libre à la démagogie fruste d'un tribun dont les outrances et les érucations ont offert à la gauche l'occasion bénie d'un épouvantail facile.

Il convient de s'atteler à offrir à l'électorat qui s'était égaré sur le nom de ce tribun une thématique et un discours précisément ancrés dans les valeurs qui correspondent à l'essentielle modernité de la droite : l'effort, la patrie, la liberté, la réhabilitation de la famille comme creuset de la morale et du respect mutuel et concret des personnes singulières.

**Deuxième condition,** et corollaire de la première : conquérir, comme l'a fait Jacques Chirac, tant dans ses discours que dans son action, à montrer que la pensée de droite aujourd'hui est un humanisme, et que, fidèle à des valeurs, elle a repudié définitivement les péchés dont on avait taxé — durement et indûment — une certaine droite : le racisme et l'antisémitisme. Ce travail culturel et idéologique a eu lieu depuis deux décennies, et on ne saurait, sans encourir la dérision, sonner aujourd'hui le tocsin en faisant croire que 15 % de Français sont aujourd'hui englués dans ces hideuses monstruosités.

#### L'obsession du marketing

**Troisième condition :** une modestie nouvelle de la classe politique, issue dans sa majorité des castes technocratiques, tant à gauche qu'à droite. Cette classe politique doit se mettre doublement à l'écoute des hommes et femmes de terrain et d'expérience, membres de la société civile, et des hommes et des femmes d'idée et d'idéologie : c'est, aux États-Unis, comme au Royaume-Uni, parce que le Parti républicain et le Parti conservateur ont su travailler en osmose avec leurs intellectuels qui sont des sources vives que le parti a été gagné : Heritage Foundation, en prise directe sur la Maison Blanche de Reagan, Bow Group, Conservative Philosophy Club pour les Tories de Margaret Thatcher, qui ont illustré que les laboratoires d'idées étaient le lieu indispensable de la métamorphose de la réflexion en action : lutter contre la myopie technocratique grâce à une réflexion approfondie sur les valeurs et les thèmes du long terme, tel est le défi de la droite si elle veut demeurer humaniste.

**Cela commande une quatrième condition :** délivrer le politique de son obsession de marketing qui a amené des leaders d'excellente qualité à se contrefaire en fonc-

tion des enseignements grossiers et faussement quantifiés des sondages et études de marché. La politique est l'art d'être soi-même et de témoigner de ce à quoi l'on croit profondément, non une quête hystérique de l'opinion aux contours mouvants de laquelle, ectoplasme pathétique, l'on chercherait vainement à se conformer comme le courtisan d'une idole abstraite.

Ne pas seulement se concentrer sur les problèmes du quotidien mais comprendre que la nouvelle génération est politique !

Une fois délivrés de cette ornière, les hommes de la droite démocratique et libérale qui légitimement aspirent à mobiliser et à rassembler les Français sur des valeurs, un programme et des enjeux concrets, doivent avoir le courage d'enterrer la hache de guerre qui a séparé leurs familles politiques traditionnelles : la richesse des héritages est telle qu'elle ne peut que séduire un électeur épris d'unité sur des enjeux fondamentaux.

La querelle entre gaullistes et atlantistes ou européens n'est ici plus de mise : la grande formation politique conservatrice et libérale, ou libérale populaire, qu'Edouard Balladur ici même appelle de ses vœux, sera l'héritière à la fois de la fibre populiste du gaullisme, capable de rassemblement, de son souci profond de la défense, mais elle saura aussi intégrer l'apport légitime de ceux qui, veilleurs antitotalitaires, ont voulu voir se trouver refondés l'alliance atlantique et le projet de construction de l'Europe.

Cette réconciliation entre le RPR et le PR, ainsi qu'avec les éléments sains du centrisme d'opposition, est le creuset de la mouvance libérale conservatrice qui rendra la droite démocratique attirante à tous les hommes de bonne volonté : Jacques Chirac en a, par sa pensée et son action, tracé d'avance les contours. Il lui appartient encore, et peut-être dans un bref avenir, d'être celui qui vendra les fruits de cette métamorphose politique dont il a été l'inspirateur et l'agent. Au moment où Raymond Barre se livre à la dérive de son rêve égotiste, et où Jean-Marie Le Pen redonne ce qu'il est, l'avenir est dans la construction par Jacques Chirac de cette droite démocratique et libérale nécessaire à l'équilibre de la démocratie, une fois dissipées les fumées du centrisme équivoque rallié.

Comme l'écrit Jean-François Revel, « la France d'aujourd'hui a moins besoin de mythes que de lucidité, et plus besoin d'anticiper l'avenir que d'idolâtrer le passé. (1) »

(1) *Le Point*, 5 septembre 1988.

## BIBLIOGRAPHIE

« Homo sportivus », de Philippe Simonnot

### Critique de l'économie olympique

PHILIPPE SIMONNOT a le goût du paradoxe. Ce n'est pas l'argent, dit-il, qui a envahi le sport, mais l'inverse. Le sport est devenu la référence majeure des hommes d'argent, ces « golden boys » de la Bourse, « aussi jeunes, aussi beaux, aussi bronzés que les héros du stade » et, comme eux, avides de battre des records, le regard fixé sur les chiffres qui mesurent leurs performances. *Homo economus* de la doctrine classique a cédé le pas à l'*Homo sportivus*, en même temps que la jeune « économie olympique » succédait à la vieille « économie politique » dans sa fonction principale, qui était de « gouverner les hommes autrement que par la force ».

Car d'où est née, au dix-huitième siècle, l'économie politique, sinon de la faillite du pouvoir monarchique et du constat que, l'ancienne morale ayant échoué à civiliser les mœurs, le « commerce », ainsi que l'écrivait Montesquieu, peut y réussir à sa place ? Et comme le « commerce » à son tour, responsable des maux de la révolution industrielle, montrait des signes de faiblesse, voici que surgissait, à la fin du dix-neuvième siècle, grâce à l'intuition du baron de Coubertin, un substitut miraculeux : le sport. « D'une part, affirme Philippe Simonnot, le sport, comme le commerce au dix-huitième siècle, est censé adoucir les mœurs. D'autre part, une sorte de main invisible connaît les sports à travers ou bien communs, en assurant la paix sociale et en contribuant efficacement à la paix internationale. » Le sport supplée même l'économie dans la mission qu'elle avait elle-même héritée de la religion : la régulation du sexe ou, comme le précise Philippe Simonnot, la domestication de la « bête humaine ».

#### Légitimité et sponsoring

La vie économique a donc peu à peu pris modèle sur la vie sportive : on voit aujourd'hui l'aboutissement de cette évolution, qui conduit les entreprises à renforcer leur légitimité auprès du public par le moyen du sponsoring sportif et, du même coup, leur crédit auprès de leur propre personnel par l'image qu'elles parviennent ainsi à se donner. L'économie sportive est désormais la marque de l'ère post-industrielle : « Par rapport au sport-dollar, écrit notre auteur, l'euro-dollar, le pétrodollar, voire le dollar tout court ont comme un parfum d'archaïsme. »

Chemin faisant, Philippe Simonnot passe en revue, avec la même impertinence, les stratégies des médias, les salaires des champions, la fin de l'amateurisme, les méfaits du dopage, les dérives du nationalisme, les faiblesses des équipes françaises. Il le fait, on s'en doute, sans volonté moralisatrice, mais sa conclusion n'est pas dénuée de gravité : symptôme, parmi d'autres,

d'un retour à l'hellénisme, l'olympisme, « héritage de la civilisation grecque », lui apparaît comme l'expression d'un grave déclin de notre temps, dont l'héritier fut, il y a un demi-siècle, la tragique manifestation.

On ne discutera pas cette dernière affirmation, qui est peu argumentée. L'essai de Philippe Simonnot, brillant et stimulant, procédait ainsi, par généralisations puissantes et formelles à l'exportation. C'est la loi du genre. Mais ses idées reposent sur des bases solides. Il est bien vrai que le sport a toujours eu partie liée avec le développement du capitalisme : il a valorisé dès sa naissance les vertus de caractère et d'énergie qui sont l'appanage des chefs, en particulier des chefs d'entreprise, et il a servi ensuite, à mesure de son expansion, à encadrer les masses ouvrières. Philippe Simonnot brode avec talent sur ce double thème. Quant à l'« explosion » du sport-sponsoring depuis dix ou vingt ans, elle est assurément à mettre en rapport, comme le suggère l'auteur, avec l'évolution de l'économie. Sans doute serait-il nécessaire d'analyser en détail, dans sa diversité et ses contradictions mêmes, le monde du sport pour mieux mesurer la complexité des enjeux politiques qui lui sont associés. Le mérite d'*Homo sportivus* est d'en souligner l'importance.

THOMAS FERENCZI.

\* *Homo sportivus*, coll. « Au vif du sujet », Gallimard, 200 p., 62 F.

## MANCHETTES

### Calendrier national

Le scandale n'est pas toujours là où on croit le voir. C'est le cas à propos du sprint-calendrier qui vient de faire le président du Front national au cap d'Adge. La presse a donné une audience démesurée à des propos qui ne vaudraient même pas à l'esprit des canons dorés dans le plaisir de la lecture dans les cours de récréation d'écoles primaires.

Il n'est pas nécessaire de faire une étude minutieuse pour se rendre compte que la part réservée dans la presse aux travaux de François Doko qui vient de mourir, ou à la détresse de la famille d'un ouvrier alpiniste tué récemment dans l'Inde, n'est pas la même que celle qu'il se portait au secours d'une vieille dame agressée par des voyous, est infiniment plus faible que le tapage fait autour de propos vulgaires.

Dans cette affaire, qui ne mériterait au plus qu'une ébréve, le plus digne est bien l'agressé : Michel Durafour, en refusant de prolonger le scandale par un échec judiciaire.

ROBERT REZENDEL (Dunkerque.)

**Le Monde**

# L'ÉDUCATION

**DOCUMENT**

- TOUS LES SUJETS DU BAC 1988 : en français et en philo. Avec commentaires, exercices et témoignages des professeurs.

**ENQUÊTE**

- LES ÉTUDES LITTÉRAIRES NE MÈNENT PAS AU CHOMAGE : les littéraires s'en tirent plutôt bien sur le marché de l'emploi. Une voie presque sans encombre : l'enseignement.

**SOCIÉTÉ**

- L'EUROPE EN TRAINANT LES PIEDS : comment le système scolaire se prépare-t-il à l'Europe ? Sans enthousiasme apparent.
- TROISIÈME ÂGE : UNE NOUVELLE CARRIERE. L'Université s'ouvre aux retraités.

Numéro de septembre : 86 pages - 15 F  
En vente chez tous les marchands de journaux

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIERS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27  
Télex MONDPAR 850572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL *Le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurent (1982-1985)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Conseiller en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde. Résumés gratuits sur (1) 42-47-89-61

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**

Composés 38-15 - Types LEMONDE

**ABONNEMENTS**

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-96-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS (voir ci-dessus)
3 mois .....	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois .....	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois .....	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an .....	1 260 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois  6 mois  9 mois  1 an

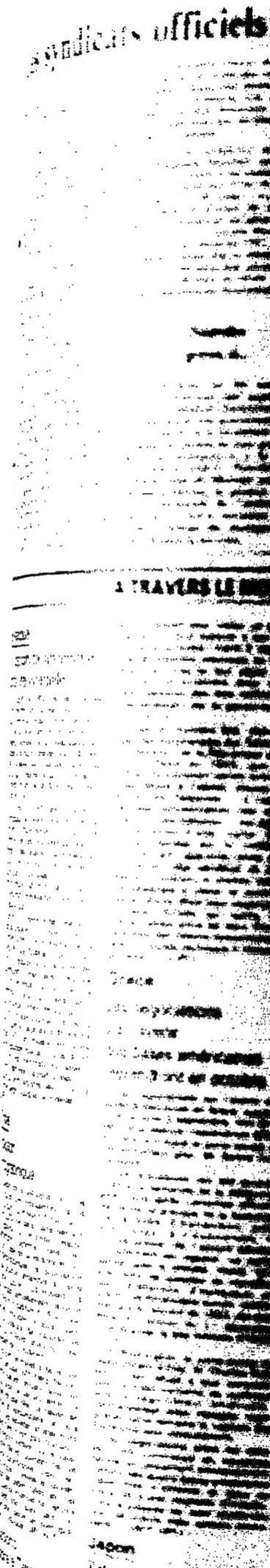
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# Etranger

## POLOGNE

### Les syndicats officiels demandent la démission du gouvernement de M. Messner

VARSOVIE  
de notre envoyé spécial

Du rifting dans le monde syndical officiel et feutré d'un régime communiste... De mémoire de Polonais, on n'avait jamais vu ça. Voici pourtant la nouvelle, tombée mardi soir 6 septembre, sur les téléécrans de Varsovie : dans une résolution adoptée par son grand conseil au complet, l'Entente nationale des syndicats professionnels - c'est-à-dire l'OPZZ, dont le secrétaire général est membre du bureau politique du PC polonais - invite les députés syndicalistes de la Diète (Parlement) à déposer contre le gouvernement de M. Messner, une motion de censure et tous les députés de l'Assemblée à la voter. Seconde résolution, qui énonce peut-être un peu les objectifs de la précédente, l'OPZZ ne voit pas de raison particulière à la légalisation du principe de deux syndicats par entreprise. En fait, il s'agit de la légalisation de l'Etat, *a priori*, les chances de l'Entente de se voir à nouveau autorisée en tant qu'organisation syndicale. Cependant, dans le climat extrêmement confus qui règne en ce moment dans les milieux dirigeants, il ne faut jurer de rien.

L'apparition « rébellion » des syndicats appointés par le parti contre leur gouvernement n'est peut-être qu'une manœuvre destinée, d'une part, à essayer de redorer leur propre blason et, d'autre part, à canali-

ser le mécontentement des masses contre une structure qui compte évidemment beaucoup moins ici qu'à Paris ou à Londres. Les gouvernements ont déjà beaucoup « sauté » en Pologne sans que les choses changent pour autant.

L'actuel premier ministre, M. Zbigniew Messner, qui confesse ses « erreurs » au comité central extraordinaire des 27 et 28 août (*Le Monde* du 30 août) était déjà condamné et n'avait dû son salut qu'à l'intervention du général Jaruzelski. Le « fusible-Messner », nommé à son poste en 1985, pourrait donc démissionner dès la réunion de la Diète à une date non encore fixée, mais qui devrait se tenir dans la troisième semaine de septembre.

#### Nouvelles grèves, si...

En principe, les décrets sont jetés mais, en tant que chef suprême du parti, le général Jaruzelski peut encore sauver son gouvernement en ayant recours à la procédure de discipline obligatoire de vote pour tous les élus communistes à la Diète. Pourquoi le ferait-il ? Peut-être pour épargner non M. Messner mais l'un de ses ministres, le général Kiszcak, responsable de l'intérieur et négociateur, sinon initiateur, de la récente reprise du dialogue avec Lech Walesa et ses amis.



Il ne faut pas s'y tromper : c'est encore et toujours l'électricien de Gdansk qui joue un rôle-clé dans la crise. Lui et tous ceux qui l'entourent, qui soutiennent passionnément son objectif numéro un : ressusciter au plan légal le premier syndicat libre du monde communiste.

La centrale officielle s'était déjà prononcée contre la légalisation de sa puissante concurrente. Elle vient d'enfoncer à nouveau le clou avec sa seconde résolution. Si le principe d'un syndicat unique par entreprise est maintenu, comme le souhaite l'OPZZ, il ne reste plus à Lech

Walesa qu'à en créer là où il n'y en a pas - ce qui est assez rare - ou à infiltrer ses amis dans les comités existants. Ce processus de longue haleine, qui vivrait en outre Solidarité d'une victoire aussi nette que spectaculaire, a d'ores et déjà été rejeté par Lech Walesa.

Le Prix Nobel de la paix 1985 l'a réaffirmé avec force lundi soir à Gdansk dans un entretien avec des journalistes occidentaux : « Les ouvriers polonais veulent la légalisation de Solidarité ». Si cet objectif n'était pas atteint, il « refusera ce qu'il a déjà fait et très vite », c'est

à-dire l'appel à la grève. Même son de cloche à Varsovie chez des intellectuels proches du mouvement, comme Jacek Kuron, Bronislaw Geremek ou Tadeusz Mazowiecki. Rencontrés séparément chez eux, les trois hommes sont unanimes : « Légalisation de Solidarité avant tout le reste ». Le seul compromis possible, selon l'un d'eux, « concerne le moment de l'opération ».

#### La « table ronde »

Tout le problème, apparemment, est de savoir si Solidarité sera admise en tant que telle à cette grande réunion sur le pluralisme promise à Lech Walesa par le général Kiszcak ou si la question ne sera abordée que plus tard au cours de la discussion. La partie de bras de fer se poursuit pour moitié dans la coulisse, pour moitié devant les micros. Dans la coulisse, les gens de Solidarité continuent de négocier avec le pouvoir. « Les contacts sur le mode opératoire de la future « table ronde » se poursuivent », nous a déclaré, mardi soir, M. Bronislaw Geremek. Mais c'était, il est vrai, une heure avant que ne soit rendue publique la « sortie » de l'OPZZ.

Un peu plus tôt dans la journée, au fil d'une longue et fiévreuse intervention devant la presse, M. Jerry Urban, porte-parole du gouvernement, avait pour sa part laissé comprendre que la légalisation de Solidarité n'était pas à

l'ordre du jour. S'adressait-il par-dessus les têtes des journalistes directement à l'OPZZ ? Toujours est-il que dans la seule phase limpide de son exposé, M. Urban avait déclaré : « Rien, quant à l'élargissement du modèle syndical en Pologne, rien ne sera décidé sans les syndicats ». Officiels, bien entendu.

Lesdits syndicats ayant désormais parlé, et notamment, il ne reste plus au général Walesa un message du genre : « Désolé, j'aurais bien voulu vous donner satisfaction, mais les syndicats officiels ne veulent pas de vous... ». Certes, le numéro un polonais pourrait aussi agir en homme d'Etat et rendre justice aux travailleurs de son malheureux pays. Ses actes passés n'incitent guère à l'optimisme...

« C'est simple, nous disait Jacek Kuron, si les travailleurs n'obtiennent pas satisfaction sur Solidarité, il y aura une nouvelle vague de grèves, et puis une autre et une autre encore... ». Et comme on lui faisait remarquer que la légalisation du syndicat signifierait sans doute le début de la fin pour le communisme en Pologne, l'homme de la mouvance Solidarité le plus fréquemment emprisonné répondit dans un sourire : « Hé, hé, oui peut-être, mais s'il ne le font pas, ce sera fini encore plus vite. Alors... »

PATRICE CLAUDE.

### L'enquête sur la mort de trois militants de l'IRA à Gibraltar

#### Les soldats des SAS vont témoigner

LONDRES  
de notre correspondant

Le commando de l'armée britannique qui a tué trois militants de l'IRA à Gibraltar, le 6 mars dernier, a tiré au total vingt-sept coups de feu.

Cette information a été communiquée le mardi 6 septembre devant le tribunal de la colonie où a débuté la procédure judiciaire destinée à éclaircir les circonstances de cette affaire.

Mairead Farrell, Daniel McCann et Sean Savage étaient sans armes lorsque le commando des Special Air Services (SAS), l'unité d'élite de l'armée britannique, a ouvert le feu. Les sept hommes des SAS témoignèrent dans les jours à venir devant le tribunal, dissimulés derrière un rideau pour que leur identité ne soit pas révélée.

Selon la version officielle, ils ont ouvert le feu parce que les trois membres de l'IRA avaient été alertés par la sirène, mise en marche par erreur, d'une voiture de la police locale.

Les hommes des SAS, qui les filaient, ont estimé qu'ils s'apprêtaient à déclencher le mécanisme de commande à distance d'une

bombe qui aurait été placée sur la passerelle de la relève de la garde, près du palais du gouverneur de Gibraltar. Ils auraient donc cherché à les neutraliser.

Les photographies montrées au tribunal ne corroborent guère cette explication. Les trois membres de l'IRA ont été principalement touchés à la tête et dans le haut du corps. Chacun d'eux a reçu au moins six balles.

Cela renforce les accusations selon lesquelles l'unité des SAS avait pour consigne de « tirer pour tuer » et non pas de faire des prisonniers. Sean Savage, en particulier, a été abattu alors qu'il s'enfuyait et a reçu quatre ou cinq balles dans la tête.

Les familles des trois membres de l'IRA ont choisi un avocat de Belfast, M. McGroarty, pour les représenter. Celui-ci, qui ne cache pas ses convictions républicaines, a tenté sans succès lundi d'obtenir que le jury, formé de onze habitants de Gibraltar, soit déclaré incompetent en raison de la campagne menée par la presse populaire britannique, qui n'a pas pu ne pas l'influencer. M. McGroarty lui-même a été vivement attaqué par les médias britanniques.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## A TRAVERS LE MONDE

### Belgique

#### Un diplomate soviétique aurait été interpellé

Un agent du GRU, le service de renseignement de l'armée soviétique, a été interpellé dimanche 4 septembre près de Bruxelles, au moment où il prenait livraison d'un message du colonel d'aviation belge Guy Binet, arrêté la veille pour espionnage (*Le Monde* du 7 septembre), indique le quotidien bruxellois *Le Soir* dans son édition de mardi.

Cet agent serait en poste à l'ambassade d'Union soviétique à Bruxelles. L'information n'a pas été confirmée par les ministères de la défense et des relations extérieures, qui se refusent à tout commentaire. De son côté, le quotidien populaire *Le Dernier Heure* fait état de nombreux contacts entre le colonel Binet et l'espionnage soviétique.

Lors de la conférence de presse au cours de laquelle il a révélé, lundi, l'affaire Binet, le ministre de la défense, M. Guy Coens, n'avait pas écarté la possibilité d'« implications diplomatiques », mais avait indiqué que le colonel Binet n'a livré aucune information vitale à l'Est. Cependant, la presse belge s'interroge sur la tort que cette trahison pourrait causer à l'OTAN, dont le siège est à Bruxelles depuis 1967. Les milieux militaires belges redoutent que le colonel Binet ait livré des informations essentielles sur certains dispositifs électroniques qui vont équiper les F 16 de l'armée belge, indique la presse. — (AFP.)

### Chine

#### Explosion démographique

L'objectif de la politique chinoise de limitation des naissances de ne pas dépasser 1,2 milliard d'habitants en l'an 2000 ne sera certainement pas respecté, a reconnu, mardi 6 septembre, l'agence Chine nouvelle. En raison de la récente explosion démographique, la population chinoise pourrait atteindre à cette date entre 1,25 et 1,28 milliard. La Chine compte actuellement environ 1,07 milliard d'habitants. Pour respecter les prévisions, il aurait fallu limiter le nombre de naissances de 20 millions, alors qu'il est actuellement de 22 millions.

D'autre part, le ministre de la planification familiale, M. Peng Peiyun, a confirmé que les paysans pourront désormais avoir un second enfant si le premier est une fille. La raison est si simple et humanitaire, a-t-elle reconnu : « Les noyades et abandons de petites filles n'ont pas disparu dans les régions rurales, où le rattachement d'une fille est souvent perçu comme une catastrophe. Dans certaines provinces, comme le Hunan, l'assassinat de bébés filles est tel que la population infantile ne compte plus que cent filles pour cent cinquante garçons, selon un démographe chinois. — (Reuters, UPI, AFP.)

### Autorisations

#### à se rendre à Taïwan

Les ressortissants de Chine populaire auront bientôt le droit de se ren-

dre à Taïwan pour visiter un parent malade ou pour assister à ses funérailles, a annoncé, mardi 6 septembre, le ministère taiwanais de l'intérieur. La durée de leur séjour dans l'île pourra atteindre deux mois. Cette décision doit être ratifiée très prochainement par le gouvernement nationaliste.

C'est la première fois, depuis le retrait des nationalistes - ont obtenu l'autorisation d'aller visiter leurs familles restées sur le continent. Environ cent quarante mille personnes ont déjà bénéficié de cette mesure. Vendredi, le premier paquebot taiwanais à visiter le continent levait l'ancre. Mais pour respecter la politique officielle qui rejette tout contact direct entre les deux Chines, sauf pour des raisons humanitaires, il fera une escale technique à Okinawa, au Japon. — (UPI.)

### Grèce

#### Les négociations sur l'avenir des bases américaines reprendront en octobre

Les négociations sur l'avenir des bases américaines en Grèce, suspendues le lundi 5 septembre, reprendront début octobre, a indiqué le porte-parole du gouvernement grec, M. Sotiris Costopoulos.

Les discussions ont été suspendues à la demande de la délégation américaine après l'annonce officielle par la partie grecque de la fermeture de la base d'Hellénikon, près d'Athènes, à l'expiration, le 21 décembre, de l'accord bilatéral actuellement en vigueur. La porte-parole grec a précisé, mardi, qu'il était hors de question de transférer les installations d'Hellénikon en Crète. Les Américains auront, conformément à l'accord de 1983, dix-sept mois, à compter du 21 décembre, pour évacuer le site militaire d'Hellénikon.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, s'est refusé à tout commentaire. Il s'est contenté de confirmer que le négociateur américain, l'ambassadeur Alain Flanigan, rencontrerait cette semaine la capitale des Etats-Unis pour consultations.

Les négociations entre les deux pays ont commencé en novembre dernier et concernent principalement l'avenir des quatre bases américaines (deux près d'Athènes et deux en Crète) et d'une vingtaine d'installations auxiliaires où sont stationnés près de quatre mille soldats américains. — (AFP, UPI.)

### Japon

#### Rebondissement d'un scandale financier

L'opposition parlementaire japonaise a fait rebondir, mardi 6 sep-

tembre, un scandale financier en faisant filer par la télévision une tentative de corruption dirigée contre l'un de ses membres par une société d'annonces immobilières et d'emplois. Un représentant de la Cosmos Recruit a proposé à un député du Parti social-démocrate 5 millions de yens (225 000 francs) comme son silence au Parlement au cours du débat sur ce scandale, tandis que les caméras d'une grande chaîne de télévision filmaient la scène.

Ce député, M. Narazaki, avait interrogé le 5 août dernier les membres du gouvernement sur les profits considérables que les secrétaires ou parents de certains d'entre eux auraient réalisés en acquiesçant avant leur offre au public, des actions de Cosmos Recruit, pour les revendre plus tard avec un confortable profit. Parmi les personnes incriminées, on trouve un ancien secrétaire du premier ministre, M. Takeshita, du temps où il était ministre des finances, ainsi que des collaborateurs de l'ancien premier ministre, M. Nakasone, de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Abe, et de M. Miyazawa, actuel ministre des finances. Chacun d'entre eux aurait fait des profits de plusieurs dizaines de millions de yens. — (AFP.)

### Yougoslavie

#### La Bosnie-Herzégovine refuse une manifestation serbe

Le comité des Serbes du Kosovo a renoncé temporairement à son projet de rassemblement de protestation à Jajce, petite ville de Bosnie-Herzégovine, cette république ayant refusé d'accueillir le meeting, a annoncé, mardi 6 septembre, l'agence officielle Tanjug.

Les autorités de Bosnie-Herzégovine avaient exprimé leurs craintes qu'une telle manifestation ne conduise à une détérioration des rapports entre les communautés de cette république où se côtoient Serbes, Croates et musulmans. De son côté, le comité des Serbes du Kosovo, organisation informelle non reconnue par les autorités de cette province autonome, a indiqué que si la Ligue des communistes ne prenait pas, lors de sa prochaine réunion, prévue le 13 septembre, des mesures pour « briser les forces contre-révolutionnaires du mouvement nationaliste albanais », il continuerait « à tenir des meetings, y compris à Jajce ».

La veille, les plus hautes autorités de la République de Serbie avaient dénoncé en termes dramatiques le sort des deux cent mille Serbes et Monténégrins du Kosovo, victime de la « terreur » des « nationalistes albanais ». Le président de la République de Serbie, le général Petar Gracanin, a exigé que les forces spéciales de la police fédérale interviennent immédiatement dans cette région. Envoyées sur place en octobre 1987, ces unités n'ont participé, jusqu'à présent, à aucune opération de maintien de l'ordre. — (AFP.)

## PAYS-BAS

### Le ministre de la défense présente sa démission

Le ministre néerlandais de la défense, M. Wim Van Eekelen, du parti libéral VVD, a offert sa démission à la reine Beatrix, une semaine après la publication d'un rapport qui l'avait critiqué.

Dans ce rapport, une commission d'enquête parlementaire créée pour examiner la procédure d'introduction d'un nouveau passeport infalsifiable a notamment estimé que M. Van Eekelen n'avait pas traité la question de manière adéquate et systématique avec toutes les personnes concernées.

Le ministre de la défense avait été chargé de l'introduction du nouveau passeport alors qu'il était secrétaire d'Etat aux affaires européennes de M. Raud Lubbers. Comme son successeur chrétien-démocrate, M. René Van der Linden, toujours en fonctions, M. Van Eekelen avait été jugé responsable des retards intervenus dans l'introduction du nouveau document. Les passeports commencent à être délivrés le 1<sup>er</sup> janvier 1989, soit un an après la date prévue.

Parlant devant les députés, le ministre de la défense a rejeté les critiques de la commission, indiquant qu'il avait minutieusement examiné tous les aspects de ce nouveau passeport. « Toutefois, a-t-il dit, un ministre de la défense ne peut pas faire l'objet de discussions incessantes ». Il a regretté que ses amis politiques ne l'aient pas soutenu dans cette affaire. — (AFP.)

## EN BREF

● URSS : ouverture du procès de deux auteurs d'un détournement d'avion. — Le procès des deux survivants de la famille de onze personnes qui avaient été à l'origine, le 8 mars dernier, à l'aéroport de Vypbor, près de Leningrad, d'une tragique tentative de détournement d'avion s'est ouvert, le mardi 6 septembre, à Irkoutsk, en Sibirie, a annoncé l'agence Tass. Les accusés, Olga Ovetchikine, vingt-huit ans, et Igor Ovetchikine, dix-sept ans, sont les deux seuls membres de la famille, mis à part quatre enfants, qui ont survécu à la prise d'assaut de l'appareil, un Tupolev 154, au cours de laquelle neuf personnes ont été tuées, indique l'agence. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : M. et M<sup>me</sup> Dubcek autorisés à se rendre en Italie. — M. et M<sup>me</sup> Dubcek ont obtenu, lundi 5 septembre, leur autorisation de sortie du territoire tchécoslovaque pour se rendre en Italie, où M. Dubek a été invité pour recevoir un titre de docteur honoris causa, à l'université de Bologne. La cérémonie, initialement prévue en septembre, a été reportée au 12 novembre, a-t-on indiqué de source italienne à Prague. — (AFP.)

مكتبة من الأصيل



# Enquête

dans la campagne présidentielle

## Les fruits amers de la convention démocrate

De notre envoyée spéciale

ET maintenant? Les flamboyants discours unitaires de la convention démocrate d'Atlanta se sont estompés, comme s'est un peu voilé aussi le « rêve » du pasteur Luther King dont on célébrait, avec un enthousiasme forcé, le vingt-cinquième anniversaire de sa mort, le 27 août dernier. On dit à présent que Michael Dukakis, le cérébral champion démocrate, dans son filtri déclaré avec les classes moyennes, ne sait plus que faire de Jesse Jackson, cet encombrant allié, si malencontreusement poussé à sa gauche au point de lui avoir suggéré de ne pas se mon-

doute à laisser percer une pointe d'admiration agacée dès qu'il parle de Jackson, le franco-tireur : « Il a une grande gueule et il sait s'en servir... » Quel rôle lui voit-il à l'avenir? « Mais le même, surtout! Il n'est pas un politicien, encore moins un organisateur, plutôt un bulldozer de la cause noire. » « Jesse? Il n'y a pas plus naïf, plus arrogant et plus efficace. » Et Clarence Page, le talentueux éditorialiste noir du Chicago Tribune, d'éclater de rire. « On dit, je crois, nul n'est prophète en son pays? Eh bien ici, justement, à Chicago, où il habite, Jesse n'est pas perçu comme un leader. A la rigueur, comme une sorte de saint Jean-Baptiste! Celui qui prépare le chemin au futur messie noir, comme d'une certaine façon Mal-

monnayer chèrement. D'autant plus chèrement même que les nouveaux chiffres sur la pauvreté publiés à la fin du mois d'août par le census bureau ont rouvert un débat que l'on croyait dépassé depuis les années 60, depuis la publication de ce fameux rapport Kerner si controversé qui concluait à l'époque : « Il y a deux Amériques, une blanche et une noire qui évoluent en sens inverse. » Ces chiffres quels sont-ils? Sur 32,5 millions d'Américains au-dessous du seuil de la pauvreté (1), 10,5 % sont blancs (soit 0,5 % de moins qu'en 1986) et 33,1 % sont noirs (soit 2 % de plus en un an). Parmi ces Noirs pauvres, près de la moitié ont dix-huit ans ou moins. Est-ce assez? Selon une autre étude du JCPS, le courant actuel se poursuit, à la

s'ils échappent par miracle à la drogue et aux gangs, ne vivent que par télévision interposée. Ils s'assimilent totalement aux Palestiniens, voire aux Noirs d'Afrique du Sud, à tous ceux qui leur paraissent les plus opprimés. A ce niveau-là, ce n'est même plus de la politique, mais une recherche d'identité. Rien d'étonnant dès lors à ce que les mouvements noirs les plus radicaux fleurissent dans des villes comme New-York ou Chicago, terre d'élection du black muslim Louis Farrakhan. « Farrakhan voit mon âme comme elle est, mais Jesse Jackson la voit comme elle voudrait être... », aurait dit, pleine d'espoir, une vieille Noire de North-Lawndale - un des foyers les plus insalubres de Chicago - aux enquêteurs du Chicago Tribune qui écrivaient un livre sur le quartier (2). Est-ce à dire que, même sacrifié à l'avance par la classe politique, « Jesse » a toujours un rôle à jouer? « Il est le seul d'entre nous à avoir une certaine légitimité, parce qu'il est un bâtard lui-même, qu'il a fait son apprentissage dans la rue et qu'il impose au gouverneur Dukakis la mention « Afrique du Sud : Etat terroriste » dans le pro-

gramme du parti démocrate, reconnaissant, ému, le sarcastique Simeon Booker. Sans doute est-ce le rôle le plus important : « I am somebody », (Je suis quelqu'un), proclamait le premier slogan de « Jesse ». Electorale ou pas, une façon comme une autre de « garder l'espoir vivant ».

(1) Le seuil de pauvreté est fixé cette année à 11 612 dollars de revenu annuel pour une famille de quatre personnes.

(2) The American Millennium.



La candidature de Jackson a reçu 80 % du vote noir à la dernière convention démocrate.

trer dans plusieurs Etats « sensibles ». On dit aussi que « Jesse » n'en a cure, et que dans sa course folle autour du pays il omet deux fois sur trois de vanter les mérites du « ticket » démocrate, trop occupé à « garder vivant l'espoir » de ce qui paraît être, de plus en plus, son propre avenir électoral. Mais dit-on assez à quel point, après ces primaires « historiques » qui ont vu émerger en force la candidature d'un homme de couleur, ravie et déconçue à la fois, la communauté noire attend la suite?

A Washington, le Joint Center for Political Studies (JCPS), cet organisme indépendant qui fait autorité en matière de « politique noire » s'est amusé à cueillir à chaud, en quelque sorte, les fruits d'Atlanta. Une moisson en forme de chiffres : 962 délégués noirs ont siégé à la convention, pratiquement le quart du total (contre 17 % il y a quatre ans). Parallèlement, les Noirs, dont près de 3 millions se sont inscrits sur les listes depuis 1980, représentent aujourd'hui 11,2 % de l'électorat (en 1984 ils étaient 10,8 %). Pourquoi cet enrôlement en masse des électeurs noirs? Réponse : le besoin de lutter contre une administration Reagan perçue comme « hostile »; l'impact, en 1987, de la réélection de deux maires noirs populaires comme Harold Washington à Chicago et Wilson Goode à Philadelphie; et surtout l'enthousiasme réel suscité par la candidature de Jackson, qui a reçu 80 % du vote noir, alors que, aux primaires de 1984, les autres candidats démocrates, Walter Mondale et Gary Hart, en avaient obtenu une bonne part.

« Jesse a fait une percée symbolique. Il a confirmé, ce que l'on savait déjà depuis 1986 lorsque, avec l'appui des Noirs, les démocrates ont regagné cinq sièges au Sénat : il faut désormais compter avec nous! » Simeon Booker jubile visiblement derrière son noué papillon et la retenue de bon ton qui sied au chef de bureau washingtonien d'Ebony, le magazine de l'establishment noir. Lui-même est une figure historique de la croisade pour les droits civiques, ce qui l'autorise sans

com X l'a fait pour Luther King. » Pour parvenir jusqu'à un petit bureau encombré qu'il occupe dans la vertigineuse tour néogothique du Tribune, Clarence a, lui aussi, accompli son chemin de croix : « Quand j'étais jeune, il n'y avait pas un seul rédacteur noir. » Alors la cause noire, merci, il connaît! Assez en tout cas pour ne pas se laisser prendre au piège des promesses électorales d'Atlanta : « On verra », et il ajoute, comme pour s'excuser de se départir un instant de sa désinvolture coutumière : « On prend toujours le vote noir pour acquis chez les démocrates, c'est frustrant à la longue. L'adhésion des Noirs au parti est récente après tout, elle date de 1932 avec Roosevelt. Et certains se disent qu'ils n'ont pas vraiment été payés en retour, ils y voient une discrimination au même titre qu'une insulte politique... »

### « Tiers-monde »

Méfiance envers le Parti démocrate qui s'exprime à tous les niveaux. Méfiance « statistique » du JCPS, selon lequel 41 % des Noirs se considèrent aujourd'hui comme des démocrates « indéfectibles », alors qu'ils étaient 55 % il y a seulement quatre ans. Méfiance camouflée en ironie courtoise chez Simeon Booker : « Ce Dukakis sait-on vraiment qui il est? Bush nous est presque plus connu »; ou encore : « En ce moment je pense beaucoup à l'opportunisme noir des frères Kennedy... » Méfiance enfin dans la révolte de ce jeune prêtre noir de Watts, la banlieue-ghetto de Los Angeles : « On nous a toujours considérés en termes de marketing, pour faire nombre. Je me demande comment quelqu'un d'aussi dérangeant que Jackson n'a pas encore été tué! Mais si nous sommes un marché, alors qu'on nous respecte au moins en tant que consommateurs! »

Alors, mariage forcé pour les Noirs? Peut-être (« Le choix pour nous, c'est voter démocrate ou rester chez soi »), disait encore le jeune révolté de Watts), mais beaucoup envisagent de le

fin de la décennie, 30 % à peine de tous les Noirs auront un travail et 70 % des familles seront élevées par une femme seule. « Un véritable problème du tiers-monde au cœur d'une superpuissance! », selon le mot de William Cunningham, qui anime un centre de recherche sur la pauvreté à Detroit.

Un problème en tout cas sur lequel sont venus buter « les initiatives privées », façon Reagan, tout comme les bonnes intentions de la « grande société ». Lorsque, à son arrivée, Ronald Reagan avait lancé « Lyndon Johnson a déclaré la guerre à la pauvreté et elle a gagné », le tollé avait été général. Aujourd'hui, désabusée autant que désemparée la communauté noire serait prête à lui donner raison au deuxième degré. Dans certains prêches, n'a-t-on pas entendu ressortir la phrase amère qu'écrivait Luther King dans sa prison de Birmingham en avril 1963 : « La compréhension superficielle des gens de bonne volonté est plus frustrante que l'incompréhension totale des gens malintentionnés. »

Une incompréhension qui n'épargne pas non plus le « haut » de la communauté noire elle-même, cette « black upper class » qui ne représente qu'un cinquième de l'ensemble, mais empoche 45 % des revenus. « Les gens, ici, se méfient de leurs propres leaders, ils ont l'impression de se faire exploiter « de l'intérieur » en quelque sorte », confiait un des shérifs de la grande banlieue de Los Angeles, avant d'ajouter : « On peut les comprendre, nous avons même démantelé des gangs qui, à titre de « couverture », organisaient des campagnes d'enregistrement des Noirs sur les listes électorales! »

Dans son quartier relativement préservé de Chicago, Frances Sandoval, qui, depuis l'assassinat, en 1986, de son fils Arthur par un gang, à la sortie d'une école, a créé l'association de défense Mothers Against Gangs, a fini par se transformer en assistante sociale, presque en psychiatre. « C'est effrayant, dit-elle, faute de modèles dans leur propre communauté, les adolescents noirs,

# A EVIAN, 7 JOURS POUR RETROUVER SON EQUILIBRE.

### EQUILIBRE 7

Le forfait Equilibre 7 vous propose une remise en forme optimale dans le cadre ultra-moderne du Centre Evian Equilibre. 7 jours pour retrouver votre équilibre à Evian : un séjour de détente dans l'hôtel de votre choix et un programme complet établi avec un médecin, qui allie hydrothérapie et soins d'esthétique aux activités sportives les plus diverses : randonnée, tennis, aquagym... Evian. Le séjour de l'équilibre.

Merci de me faire parvenir une documentation sur Equilibre 7.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

A remplir et à adresser à l'Office de Tourisme, BP 98 F, 74502 EVIAN-LES-BAINS. Tél. : 04.75.04.26.



مكذبا من الأصل

هكذا من الأصل

# Amériques

## CANADA : la victoire électorale des conservateurs en Nouvelle-Ecosse

### Un signe d'encouragement pour M. Mulroney

MONTRÉAL  
de notre correspondante

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a accueilli la réélection, mardi 6 septembre, de son collègue conservateur de Nouvelle-Ecosse, M. John Buchanan, comme un signe de bon augure. A cinquante-sept ans, M. Buchanan a obtenu un quatrième mandat des quelque six cent dix mille électeurs de cette province de l'Atlantique. Son parti a, certes, perdu quatorze sièges par rapport aux élections de 1984, mais il conserve néanmoins la majorité avec vingt-huit députés élus. Le Parti libéral a fait élire vingt et un de ses candidats (un gain de quinze sièges), et le Nouveau Parti démocrate n'a plus que deux des trois sièges qu'il détenait. Un

député a été élu en tant qu'indépendant. Après dix années de pouvoir, M. Buchanan a dû défendre l'intégrité et l'honnêteté de son équipe, dont deux membres ont été reconnus coupables de fraude.

M. Mulroney aura à affronter les mêmes critiques lors de la prochaine campagne électorale. Le premier ministre canadien, qui a dû accepter, depuis son arrivée au pouvoir en 1984, la démission de six de ses ministres à la suite de divers scandales, a prévu d'annoncer à la mi-septembre la tenue de nouvelles élections.

M. Buchanan a su convaincre, de justesse, il est vrai, que les errements de ses ministres n'étaient que de simples accidents de parcours. Il a axé sa campagne sur l'améliora-

tion des performances économiques de sa province (le chômage a diminué de trois points depuis 1983) et sur les retombées positives attendues du traité de libre-échange signé entre le Canada et les Etats-Unis en janvier dernier. Ces thèmes sont précisément ceux que M. Mulroney entend mettre en avant au cours de sa propre campagne, alors que l'opposition libérale bloque au Sénat la ratification de ce traité qu'elle réprovoque.

Avec la réélection de M. Buchanan, les conservateurs sont à présent au pouvoir dans cinq des dix provinces canadiennes. Les libéraux dans quatre : l'Ontario, l'île du Prince-Edouard, le Nouveau-Brunswick et le Québec, le gouvernement de cette dernière province étant néanmoins très favorable au libre-échange.

MARTINE JACOT.

### Des Indiens en quête d'une identité

(Suite de la première page.)

« La loi est la même pour tous les Canadiens, Américains compris, et les commerçants de Kahnawake se livraient à un trafic illégal », ont rétorqué les autorités.

Dispensés de taxes et de droits de douane sur tous les produits américains destinés à leur propre consommation et vendus dans la réserve, les Mohawks ne sont toutefois pas autorisés à revendre ces marchandises aux Blancs, en toute franchise.

C'est précisément le commerce qu'ils ont osé entreprendre ces derniers temps, en se fournissant chez leurs frères d'Akwesasne, dont la réserve est à cheval sur les frontières du Québec, de l'Ontario et des Etats-Unis. Les Mohawks, dont les ancêtres étaient autrefois les alliés de Peter Stuyvesant (le gouverneur hollandais de la Nouvelle-Amsterdam) et les ennemis jurés des Français, ont proposé un rabais d'environ 1 dollar le paquet de cigarettes - vendu 3,35 dollars ailleurs - aux banlieusards et aux Montréalais, toujours plus nombreux à profiter de l'ubaine.

Satisfaits d'avoir trouvé un créneau pour faire des affaires avec les Blancs, les Mohawks rêvaient de transférer leur réserve en une « nouvelle Andorre ».

#### « Ethnocide »

Ces fiers Indiens, à qui les conquérants reprochent depuis des lustres de n'être que des chômeurs vivant aux crochets de la société développée, avaient créé trois cents emplois et financé indirectement les nouveaux équipements de leur communauté en reversant 70 cents par cartouche vendue dans la cigarette de la nation mohawk. Tout le monde y trouvait son compte, sauf le fisc.

Les Mohawks ont vivement réagi au raid-surprise de la gendarmerie. Avec des tonnes de terre et de gravier, ils ont bloqué le pont reliant leur rive à Montréal, provoquant d'énormes embouteillages. Les barrages ont été levés au bout de trente heures, mais rien n'est résolu pour autant. Dans la réserve, le trafic des cigarettes a repris de plus belle. Sur les onze commerçants finalement inculpés, dix ont refusé de se présenter en cour fin juin, en expliquant qu'ils ne reconnaissent pas la juridiction des tribunaux

### Premier accord sur les droits des minorités ethniques

Un pas a été franchi vers la reconnaissance des droits des Américains du Canada, au moment où l'assimilation ne cesse de grandir dans leur communauté.

Le gouvernement canadien a en effet signé, le lundi 5 septembre, une entente de principe avec les quelque 15 000 Indiens Dénés et métis de la région de Yellowknife et de la vallée de Mackenzie (nord-ouest du Canada).

Ces derniers vont devenir propriétaires d'un territoire de 10 000 kilomètres carrés et obtiendront des droits de chasse et de pêche sur 170 000 autres kilomètres carrés, moyennant le versement d'une com-

pensation de 500 millions de dollars canadiens (2,3 milliards de francs) à partir de 1990.

Aux termes d'un autre accord, conclu au début de cet été avec les Indiens Yukon, ceux-ci vont se voir attribuer près de 25 000 kilomètres carrés de terres ainsi que 200 millions de dollars d'indemnités. Mais le plus important des « traités » à venir, entre le gouvernement d'Ottawa et les minorités, concerne les Esquimes des « territoires du Nord-Ouest », ce vaste espace qui englobe également les îles de l'Arctique. La négociation prévue pour s'achever au printemps 1989 porte sur l'attribution aux Esquimes de 230 000 kilomètres carrés de terres.

canadiens sur leur territoire. De nouveaux mandats d'arrestation ont aussitôt été émis. Depuis, la réserve est en état d'alerte. Il est clair qu'une nouvelle intervention de la GRC dégrènera en confrontation violente.

Kahnawake est loin d'être le seul endroit du Canada où les tensions sont vives entre les Américains et le pouvoir blanc. D'un bout à l'autre du pays, les incidents se sont multipliés au cours des derniers mois. Les Ojibways de l'Ontario et les Algonquins du Québec, à l'écart dans leurs réserves, ont établi à plusieurs reprises des campements et des barrages pour empêcher les bûcherons des grandes compagnies d'effectuer de nouvelles coupes à blanc dans des forêts qu'ils considéraient comme leurs. Plus à l'ouest, en Alberta, les Indiens Cris du lac Lubicon, victimes d'un véritable ethnocide, selon le Conseil mondial des Eglises, tentent de préserver les dernières miettes de leur territoire ancestral de la convoitise des compagnies pétrolières. Au bord du Pacifique, les Haïdas ont été les seuls à faire reculer provisoirement les Blancs : ils ont récemment réussi, après des mois de lutte, à dissuader les exploitants forestiers de saccager leurs îles, dont la faune et la flore constituent de véritables trésors écologiques.

Les Indiens ont un réveil indien ne se limitent pas à ces seuls exemples. Les quelque 500 000 descendants des premiers habitants du Canada, tenus à l'écart dans 2 200 réserves créées à la fin du dix-neuvième siècle, sont las d'être méprisés, las de constituer le quart monde de ce pays riche. Près de 70 % d'entre eux sont dépendants d'une forme ou d'une autre d'assistance sociale. Les taux de mortalité et de maladie sont chez eux deux à quatre fois plus élevés que la moyenne nationale. Leur espérance de vie, hypothéquée par l'alcool et la drogue, ne dépasse guère quarante-cinq ans.

« Depuis la conquête, reprochent-ils aux Blancs, vous nous avez laissé le choix entre l'assimilation (par missionnaires interposés), l'émigration vers les villes ou l'assistance de l'Etat. Cessez de vous approprier nos terres et reconnaissez nos droits à nous gouverner selon nos propres lois. » Les plus virulents réclament leur indépendance.

Pour désamorcer cette contestation, trois conférences constitutionnelles ont été organisées autour de la question du « droit des autochtones à l'autonomie

gouvernementale ». La dernière s'est terminée en mars 1987 par un échec, le premier ministre, M. Brian Mulroney, n'ayant pas réussi à obtenir le consensus nécessaire (l'accord de sept des dix provinces canadiennes) sur ce dossier.

« Canada, vous jouez avec le feu. Nous sommes sûrement la dernière génération de dirigeants prêts à négocier pacifiquement avec vous. La prochaine étape, imminente, est celle de la violence. » Cet avertissement lancé en juin dernier par le chef George Brasmus de l'Assemblée des premières nations (375 000 Indiens) n'a pas été pris à la légère. De plus en plus de jeunes Indiens désabusés veulent imposer la souveraineté de force « au lieu de la mendier ».

#### Le rappel des « guerriers »

Les Mohawks de Kahnawake jouent à cet égard un rôle d'avant-garde. En l'espace d'une vingtaine d'années, ils ont créé leur propre police dans leur réserve et, après le décès d'un de leurs, suite à une bavure d'un policier québécois en 1979, celle des Blancs. Ils ont ouvert leurs propres écoles et collèges (où l'on enseigne aussi bien la langue mohawk que l'informatique), construit leur propre hôpital et pris en charge leurs services sociaux. Aujourd'hui, toutefois, les modérés de la réserve sont débordés par les jeunes, qui veulent aller plus vite et plus loin. Ce sont eux qui ont battu le rappel des « guerriers », autrefois chargés de défendre la communauté, pour riposter à la descente de la GRC. Ce sont eux qui ont organisé les barrages routiers, prenant de court le chef de la police de la réserve, qui a démissionné, mettant au pied du mur le chef Joseph Norton du « conseil de bande ».

Imposés par les Blancs au début du siècle au sein des réserves, cette dernière structure (comparable à un conseil municipal élu au suffrage universel) est contestée par les jeunes « traditionalistes », qui voudraient revenir à la règle ancestrale du consensus pour la désignation du chef et la prise des décisions.

Joseph Norton a momentanément réussi à calmer les esprits en obtenant du gouvernement fédéral une nouvelle promesse de négociations sur l'autonomie économique de la réserve. Il a néanmoins approuvé la démarche des « traditionalistes » qui se sont rendus en août à Genève pour déposer une plainte devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies, suite à l'« agression paramilitaire » de la GRC. Les sept membres de la délégation ont voyagé avec leur passeport iroquois établi par la Confédération des six nations et reconnu dans quelques pays, dont la Suisse et Cuba.

« Nous ne nous sommes jamais considérés comme des citoyens du Canada ou des Etats-Unis. Les frontières que les Blancs ont tracées ne nous concernent pas », disent ces Mohawks. A plus d'un titre, ils incarnent la détermination du « nouvel Indien » qui vient de naître en cette fin de siècle.

MARTINE JACOT.

# Diplomatie

## Réunis à Chypre

### Les non-alignés cherchent leur place dans le nouveau climat de détente internationale

NICOSIE  
de notre correspondante

Les pays non alignés ont-ils encore un rôle à jouer ? Poser la question est déjà un signe du malaise qui règne au sein de cette vaste organisation, qui regroupe, avec cent une délégations (quatre-vingt-dix-neuf pays, plus l'O.L.P. et le SWAPO) les deux tiers des membres de l'ONU et représente plus de deux milliards d'individus. C'est pourtant le point fondamental qui préoccupe les participants à la neuvième session ministérielle des non-alignés qui s'est ouverte, mercredi 7 septembre, dans la capitale chypriote.

Inaugurant ces assises dans le tout nouveau centre de conférences, construit pour la circonstance sur une colline de Nicosee, le président chypriote, M. Georges Vassiliou, a d'ailleurs appelé à la constitution d'un comité ministériel qui soumettrait ses réflexions sur la nécessité d'une réorganisation du mouvement au prochain sommet. Le chef de l'Etat a souligné à cet égard que, à côté des traditionnels et volumineux documents politiques et économiques, les ministres adoptent à Nicosee une sorte de déclaration solennelle « pour exposer en termes concis les vues du mouvement sur les points importants d'aujourd'hui, aussi bien que ses objectifs à long terme et son rôle spécifique dans le contexte de la nouvelle situation internationale ». M. Vassiliou s'est félicité du nouveau climat dans les relations soviéto-américaines, qui a déjà entraîné des progrès substantiels vers le désarmement et vers la solution de quelques conflits régionaux. Le président chypriote a tou-

tefois ajouté que de sérieux problèmes persistaient, mentionnant particulièrement la question de Proche-Orient, l'apartheid en Afrique du Sud et, bien sûr, le problème de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui accueillent pour la première fois depuis l'indépendance de l'île, en 1960, une conférence de cette importance, entendent bien en profiter pour gagner à leur cause le plus grand nombre de participants. M. Vassiliou a fait références à sa récente rencontre à Genève avec le représentant de la communauté turque de l'île, M. Denktaş, et a rappelé qu'il espérait voir se réunir la commission chypriote avant le 1<sup>er</sup> juin 1989 : « Nous ferons de grands efforts, et il est dit, pour rénover notre pays dans un système de gouvernement fédéral dans lequel les droits fondamentaux de tous ses habitants, grecs, turcs et autres, seront sauvegardés, dans l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale. A Chypre non aligné et démilitarisé, il n'y a pas de place pour des troupes étrangères ou des colons ».

#### La prochaine présidence

Les non-alignés ont bien conscience de n'avoir joué aucun rôle dans la détente du climat international, alors que les pays membres étaient le plus souvent les acteurs de ces conflits dont s'amorce la solution, comme l'Irak et l'Iran. Les ministres des affaires étrangères de ces deux pays ne viendront d'ailleurs pas à Chypre, l'important pour le

moment étant les négociations de Genève sous le parrainage de l'ONU.

Cette conférence ne devrait pas en tout cas donner lieu à de grands affrontements, le principal problème à résoudre étant celui du pays qui accueillera le prochain sommet et qui présidera donc le mouvement pour les trois années suivantes. Le Nicaragua et l'Indonésie sont en compétition pour ce poste. Si l'on considère la rotation traditionnelle, mais non obligatoire, par continent, c'est, après l'Asie (l'Inde) et l'Afrique (le Zimbabwe), à l'Amérique que devrait revenir la présidence. Le Nicaragua serait mieux placé que l'Indonésie, mais son alliance avec Moscou gêne beaucoup de délégations. A contrario, l'Indonésie est jugée par d'autres trop proche des Américains. Le « non-alignement » a des nuances, et pour départager ces deux pays venus en force à Nicosee, avec chacun plus d'une vingtaine de délégués, Chypre pourrait se devouer si on le lui demandait.

FRANÇOISE CHEPAUX.

« Les libéraux jugent « inopportune » la visite de M. Arsat à Strasbourg. - Le groupe libéral du Parlement européen, présidé par M. Simone Veil, estime que la visite du président de l'OLP Yasser Arafat, le 13 et 14 septembre, est inopportune et inadéquate pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient.

Le groupe libéral, (44 membres sur les 518 parlementaires de l'Assemblée européenne), ajoute dans un communiqué, passé mardi 14 juin à Bruxelles, qu'il ne participera pas aux discussions et aux réunions qui auront lieu à Strasbourg, dans le cadre de cette visite. - (AFP.)

# Asie

## Les inondations au Bangladesh

### La reprise des pluies dissipe tout espoir d'une baisse prochaine des eaux

Les pluies violentes ont repris, mardi 6 septembre, dans le nord et l'est du Bangladesh, où les inondations ont fait jusqu'à présent quatre cent quatre-vingt-dix morts, selon un nouveau bilan officiel établi mardi soir. Par ailleurs, le nombre de personnes malades en raison de l'eau contaminée a dépassé cent mille et le nombre de sans-abri est estimé à vingt-neuf millions deux cent mille, soit un dixième de la population.

Ces nouvelles pluies, prévues par les services météorologiques, ont gonflé le Brahmapoutre et dissipé tout espoir de voir baisser dans les prochains jours le niveau des eaux qui recouvrent les trois quarts du pays, ont indiqué des responsables du Centre de contrôle des eaux. Les niveaux de deux autres importants cours d'eau avaient légèrement baissé ces dernières vingt-quatre heures, selon la même source.

Dix mille personnes supplémentaires ont été atteintes de diarrhée lundi - chiffre le plus élevé jamais enregistré en une journée - et six d'entre elles sont mortes, ont indiqué des responsables des services de santé. Selon des chiffres officiels, cent deux mille huit cent quarante et une personnes ont été touchées par des maladies provoquées par l'eau contaminée.

#### Les secours s'organisent

Les Etats-Unis se sont engagés à fournir une aide de près de 3,6 milliards de dollars, dont 10 000 tonnes d'aliments, plus 2 000 tonnes de maïs et de blé, à-t-on appris mardi de source officielle à Washington. L'agence américaine de développement international (AID) a indiqué qu'elle enverra des experts sur place pour aider à l'évaluation de la situation et examiner d'autres possibilités d'aides. Selon l'AID, 1,29 million de tonnes de nourriture, une quantité estimée suffisante pour deux mois,

« COREE DU NORD : mission parlementaire française Pyong-yang. - Une mission parlementaire française a quitté, mardi 6 septembre, Paris à destination de Pyong-yang, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la Corée du Nord. Conduite par M. Robert Le Fol (PS, Seine-et-Marne), président du groupe d'études sur la République populaire et démocratique de Corée, elle comprend aussi MM. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne), René André (RPR, Manche), Louis Colombani (UDF, Var) et Théo Viel-Massot (PC, Loire).

ont actuellement stockées au Bangladesh.

De son côté, la CEE a accordé mardi une aide d'urgence de 500 000 ECU (près de 4 millions de francs) pour acheter des vivres, des vêtements et des moyens de transport. Cette aide sera gérée par la Croix-Rouge allemande et Concert, une organisation non gouvernementale irlandaise. Médecins sans frontières a annoncé l'envoi d'une mission afin d'assurer une appui sanitaire et évaluer les mesures à prendre afin d'éviter les maladies épidémiques. Cette mission quittera Paris dès que l'aéroport de Dhaka sera rouvert.

Enfin, plusieurs appels ont été lancés. A Genève, la Ligue de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en a lancé un pour réunir 10 millions de francs suisses (44 millions de francs français) destinés à secourir un million de sinistrés. Orfam Américain, organisation humanitaire privée dans le siège est à Boston, tente, pour sa part, de réunir 4 millions de dollars. A Paris, des dons peuvent être adressés à Action d'urgence internationale (10, rue Félix-Ziem, 18<sup>e</sup>. Tél. : 42-64-75-88, CCP 15 820 17 Paris) et au Collectif espoir Bangladesh (Terre des hommes, 4, avenue Franklin, 93200 Saint-Denis, CCP 1988 S Paris).

## BIRMANIE

### L'anarchie se développe à Rangoun

Alors que l'anarchie se développe à Rangoun, l'appui de l'armée au régime semble, pour la première fois, mis en cause. Des défections ont été confirmées et les militaires sont soumis à des pressions de plus en plus fortes en faveur d'un ralliement au soulèvement populaire.

Bo Ye Htut et huit autres survivants parmi les « Trente Camarades » qui ont fondé l'armée birmane et combattu pour l'indépendance, ont invité les soldats à soutenir le mouvement pour le rétablissement de la démocratie, qui a annoncé une grève générale à compter de jeudi et jusqu'à la démission du gouvernement. Entre-temps, le personnel administratif du BSPP (Parti du programme socialiste birman, au pouvoir) a mis le gouvernement en demeure de se démettre et de « passer la main au peuple ». La réunion, le 12 septembre, d'un congrès du BSPP, invité à se prononcer sur l'opportunité d'un référendum sur le multipartisme, semble sérieusement compromise.

D'autre part, face à la multiplication des pillages et des actes de vandalisme à Rangoun, la radio officielle - unique organisme d'Etat toujours contrôlé par le gouvernement - a diffusé un message avertissant que les pillards seraient abattus à compter de mercredi matin. Elle a ajouté que les soldats n'interviendraient pas lors des manifestations pacifiques. Pour la première fois depuis la levée de la loi martiale, le 19 août, des engins militaires ont circulé à Rangoun. « C'est l'anarchie totale ici, il y a des actes de pillages dans toute la ville », a déclaré mercredi un diplomate en poste à Rangoun, contacté par téléphone de Bangkok.

En dépit de l'ultimatum qui lui a été adressé par des personnalités de l'opposition (Le Monde du 6 septem-

bre), le gouvernement ne semble, cependant, toujours pas disposé à démissionner. Mardi, en annonçant un assouplissement du régime fiscal des agriculteurs, il a donné l'impression de vouloir conserver les rênes du pouvoir. Radio-Rangoun continue de démentir l'existence de défections au sein du BSPP et de l'armée. Cependant, dirigeants de l'opposition et diplomates confirment que l'armée hésite à soutenir le gouvernement. Selon les mêmes sources, un bon nombre d'officiers supérieurs se seraient déjà ralliés à l'opposition.

Radio-Rangoun a également réfuté les affirmations de l'opposition selon lesquelles le pouvoir aurait mis sur pied des équipes de provocateurs chargés d'encourager l'anarchie dans les villes. L'un de ces « saboteurs » aurait été exécuté mardi soir dans un quartier de Rangoun.

La plupart des analystes étrangers estime que le général Ne Win, qui a pris formellement sa retraite en juillet après vingt-six ans de dictature, continue de contrôler le pouvoir et pourrait, face à la grève générale annoncée pour jeudi, recourir à la force pour tenter, une dernière fois, de sauver son régime. Entre-temps, étudiants et bonzes essaient de prévenir la poursuite des pillages à Rangoun, mais sans grand succès. Des bandes de voyous s'en prennent aux usines et aux entrepôts. Les gens se barricadent chez eux, ont rapporté des diplomates en soulignant que l'atmosphère s'était nettement dégradée ces derniers jours. L'ambassade des Etats-Unis a, d'ailleurs, annoncé mercredi qu'elle organisait l'évacuation d'une certaine de membres des familles de son personnel. - (AFP, AP, Reuter, UPL.)



ent leur place  
tente internationale

# MAIRIES DE FRANCE MAIRIE-EXPO 88

N° 10 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 88 sur quatre pages achetées au Quotidien Le Monde. JEUDI 8 SEPTEMBRE 1988.

## L'ÉVÈNEMENT

### 70.000 ÉLUS LOCAUX ATTENDUS À MARSEILLE

MAIRIE-EXPO confirme sa vocation de leader du marché des collectivités locales. Après PARIS, LYON, TOULOUSE, la cinquième édition de MAIRIE-EXPO, véritable rendez-vous national au service des Collectivités Locales, aura lieu cette année à MARSEILLE.

Cette manifestation qui accueille chaque année plusieurs milliers de visiteurs est devenue une véritable institution. Plus de 300 sociétés exposantes présentent leurs derniers ma-

A la ville comme à la campagne, on attend tout d'un Maire: il doit maîtriser sa fiscalité, gérer son budget, séduire les entreprises créatrices d'emplois, se battre pour avoir ou conserver sur sa commune les services publics: Ecoles, Bureau de Poste, Gendarmerie, Pompiers et prendre des initiatives pour défendre l'emploi (souvent en trouver à ses administrés ou à leurs enfants), protéger l'environnement, et animer la vie Communale, Cantonale et Régionale.

Dans le contexte Socio-Politique actuel la Collectivité Locale est le relais naturel de la société moderne française.

Le citoyen français est administrativement et affectivement lié à sa commune.

La fonction de Maire est le mandat électif auquel

élus et électeurs sont le plus profondément attachés.

La richesse de la France est la diversité géographique et démographique de ses villes et de ses villages.

Les Collectivités Locales sont aujourd'hui entrées dans une phase de gestion active. En faisant leur marché, elles sont devenues elles-mêmes leur marché. Il n'y a qu'à visiter MAIRIE-EXPO pour s'en convaincre, au travers des 300 sociétés exposantes dans les secteurs de l'Équipement, de l'Animation, et de la Gestion.

#### Le Maire Chef d'Entreprise

Le Maire Politique et Militant ne fera bientôt plus recette sauf dans quelques grandes villes... et encore. Quelle que soit la taille de sa Commune, le Maire est

un véritable chef d'entreprise.

La modernisation des méthodes de gestion avec l'informatique, la référence à l'entreprise et la prise en charge des questions économiques et sociales supposent chez les élus et les personnels communaux un professionnalisme affirmé. Dans les services municipaux ne parle-t-on pas aujourd'hui de productivité.

Fin le temps du « tout municipal » pour beaucoup de villes qui s'adressent désormais à des sociétés privées pour la distribution de l'eau, le ramassage des ordures ménagères ou la gestion des cantines scolaires, voire même la rédaction de leur journal municipal. Dans les grandes villes, nous sommes entrés dans la gestion privée des services publics — efficacité et rentabilité obligent. La fiscalité, la sécurité,

tériels et équipements en matière de gestion, d'informatique, d'aménagement et d'équipement urbain, de transports, d'aménagement du temps, de l'espace et de la communication, etc...

Le succès de cette manifestation confirme qu'aujourd'hui une mairie se gère comme une entreprise et que le Maire est un véritable manager. Plus de 550 000 élus et 2 500 000 agents des collectivités territoriales sont concernés par ce Salon.

l'emploi des jeunes, le 3<sup>e</sup> âge, la vie associative, la police municipale, sont aujourd'hui des domaines sensibles qu'il convient d'appréhender avec une attention particulière.

Le besoin d'information de la part de nos concitoyens a fait entrer très vite les communes dans l'ère de la communication, chaque Maire communique selon ses moyens plus ou moins bien.

#### L'événement à Marseille

Robert VIGOUROUX, Maire de Marseille, une ville dont on parle beaucoup sur le plan politique, ne ménagera pas ses efforts pour accueillir ses collègues. C'est lui qui a souhaité que cette grande manifestation ait lieu dans sa ville.

Depuis son élection à la Mairie de Marseille, il a visité MAIRIE-EXPO à Lyon et à Toulouse et a été reçu par Francisque COLLOMB, Maire de Lyon et Dominique BAUDIS, Maire de Toulouse.

n'y ait pas un adjoint chargé de préparer la commune à 1992. Celui-ci serait chargé de réfléchir au positionnement de la commune au sein de l'Europe, à la façon dont les habitants vont vivre 92, comment les entreprises locales vont pouvoir y faire face, quels problèmes vont

se poser en matière de communication, d'école... De même, l'adjoint chargé des Finances devrait également se charger de la prospective. Enfin, il est un peu archaïque de penser que l'adjoint chargé de l'Urbanisme ne soit pas également chargé du cadre de vie, de l'environnement. Il ne peut plus être uniquement « Monsieur Permis de construire ». Il doit devenir un visionnaire s'intéressant aux schémas de dévelop-

pement régionaux, au Plan et à l'Europe.

#### Un rendez-vous professionnel

Les Élus ont été « échaudés » ces dernières années par la multiplication de pseudo-salons des Collectivités Locales, de journées à thèmes (finan-



Alain TRAMPOGLIERI,  
Commissaire Général de MAIRIE-EXPO

#### MAIRIE-EXPO une Entreprise

La réussite de son entreprise de Communication RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE et son expérience d'Élu local, ont permis à Alain TRAMPOGLIERI de remporter avec MAIRIE-EXPO un succès commercial et médiatique mais également de tirer un certain nombre de leçons sur la gestion de la vie Communale.

Il estime notamment qu'il « faudrait revoir les attributions au sein du conseil municipal. Il est anormal qu'aujourd'hui, il

se pose en matière de communication, d'école... De même, l'adjoint chargé des Finances devrait également se charger de la prospective. Enfin, il est un peu archaïque de penser que l'adjoint chargé de l'Urbanisme ne soit pas également chargé du cadre de vie, de l'environnement. Il ne peut plus être uniquement « Monsieur Permis de construire ». Il doit devenir un visionnaire s'intéressant aux schémas de dévelop-

cement, informatique, cadre de vie). Ils souhaitent un vrai rendez-vous professionnel, c'est la raison du succès de MAIRIE-EXPO devenue une institution. Ils souhaitent aussi des informations, des arguments clairs, des échanges d'expériences, c'est la raison du succès du QUOTIDIEN DU MAIRE lancé l'année dernière par Philippe TESSON et du mensuel VIE PUBLIQUE que dirige Guy SORMAN.

### Vous n'avez besoin de rien?



Vous êtes sûr? Regardez bien. Vous n'avez pas besoin d'un pont? D'une école? D'une piscine? D'une route? D'un stade? Ou d'un centre? Donner vie à ces équipements, c'est la mission des élus locaux. Les finances, c'est la vocation du Crédit Local de France, premier banquier des communes, des départements et des régions. Depuis plus de 20 ans, partenaire financier sûr et compétent des élus locaux, il met son expérience et son savoir-faire de banquier spécialisé, au service du développement local. Grâce à cette vocation exclusive, il propose des produits et services sur mesure et assure à chaque collectivité, quelle que soit sa taille, un suivi permanent de ses problèmes financiers. Partout en France, les directions régionales de la Caisse des Dépôts et Consignations qui représentent le Crédit Local de France travaillent avec les élus pour que les projets deviennent réalité.



Le banquier des  
ambitions locales.  
CRÉDIT  
LOCAL de  
FRANCE

Crédit Local de France. Pour passer du projet à la réalité.

### MAIRIE-EXPO 89 AU C.N.I.T. DE PARIS LA DÉFENSE



L'un des plus grands chantiers en cours de réalisation actuellement est bien celui du réaménagement du nouveau C.N.I.T. de Paris-La Défense. A ce jour, 12 400 m<sup>3</sup> de béton ont été coulés, 22 000 m<sup>2</sup> de planchers réalisés dont 14 000 m<sup>2</sup> de dallage. Christian PELLERIN, P.D.G. de SARI-SEERI qui visite presque quotidiennement son chantier, est sûr de son pari: les travaux du C.N.I.T. seront terminés pour le 14 juillet 1989. Les Élus de France et les fournisseurs des Collectivités Locales pourront le découvrir à l'occasion de la 6<sup>e</sup> édition de MAIRIE-EXPO en octobre de l'année prochaine.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE  
MAIRIE-EXPO 88

CENTRE D'AFFAIRES

NIMES CONFIRME SON RÔLE ET SA  
VOCATION DE MÉTROPOLE ÉCONOMIQUE  
MÉDITERRANÉENNE



Le 15 septembre sera inauguré à Nîmes le nouveau Centre d'Affaires ATRIA.  
Ce Centre répond à un double besoin sur le plan économique :  
• offrir aux entreprises de toute taille des moyens adaptés aux activités tertiaires en leur permettant de disposer d'une importante variété de services et d'un accès immédiat aux nouvelles technologies, facteurs de productivité et de performance commerciale ;

• donner aux municipalités, départements et régions les outils d'un développement économique moderne, créateur d'emplois et de nouvelles ressources.

Pour Jean BOUSQUET, le Député-Maire de Nîmes, ATRIA va donner un nouvel élan pour la ville et sa région. Nîmes est le cœur d'une histoire et d'une culture. Sa vieille ville, sa feria, ses sites touristiques, la douceur de son climat modèlent un certain art de vivre.



Jean BOUSQUET

UNE ÉCONOMIE EN PLEINE MUTATION

Ces dernières années, Nîmes a engagé une politique de développement économique visant à favoriser l'implantation de nouvelles entreprises.  
De nombreux secteurs industriels sont représentés par l'intermédiaire de sociétés d'envergure nationale, voire internationale.

DES PROJETS NOMBREUX ET TRÈS DIVERSIFIÉS

Cette « Nouvelle Californie » accompagne son expansion et prépare activement l'arrivée d'entreprises nouvelles par :

L'amélioration du cadre urbain

La beauté de la ville ancienne se voit réhaussée par des rénovations d'envergure (centre ville, bâtiments historiques) associées à une politique de création architecturale de haut niveau. Ainsi, les plus grands noms de l'architecture et du design (Foster, Kurokawa, Morel, Nouvel, Starck, Wilmotte, etc...) travaillent actuellement pour la ville de Nîmes.

Des réalisations marquantes sont en cours ou en projet : le Centre d'Art Contemporain (Musée et Médiathèque), le quartier Nîmes Zone Sud, la couverture des Arènes, de nombreux immeubles d'habitation, des installations de loisirs, etc...  
Pour sa part, le Groupe SARI-SEERI, outre ATRIA conçu avec ACCOR, développe un certain nombre de projets :

- 15 000 m<sup>2</sup> de bureaux, logements et commerces, dans le secteur Sud (« Le Colisée » - architecte : Kisho Kurokawa) ;
- des ensembles d'habitation résidentiels : 780 logements autour du Golf de Vaqueyrolles ;
- des ensembles de logements sociaux (programme de Font-Couverte) ;
- L'amélioration du cadre de vie

LE PARTI ARCHITECTURAL : SYNERGIE DES FONCTIONS ET INTÉGRATION AU SITE

Premier maillon d'un réseau européen, ATRIA NIMES-CENTRE associe le « savoir-faire » des Groupes ACCOR et SARI qui ont conçu un programme permettant, sur 10.250 m<sup>2</sup>, d'intégrer et de mettre en synergie, dans un même ensemble immobilier, différentes fonctions jusqu'alors dissociées.

La présence toute proche des Arènes, la situation du terrain en bordure de l'esplanade — vaste jardin du XIX<sup>e</sup> siècle au cœur de la ville — et le voisinage de l'Église Sainte Perpétue ont été autant d'éléments qui ont guidé la conception architecturale des bâtiments.

ATRIA

Conçu par SARI et le Groupe ACCOR, la Cité des Affaires réunit tous les équipements nécessaires à l'épanouissement et aux échanges des entreprises modernes.

L'équipe de conception, ACCOR et SARI, concepteurs du « produit », ont retenu un architecte nîmois, M. Pierre MOREL, pour la réalisation de ce premier ATRIA. Le projet a été initié par Gino VALLÉ.

L'UNION DE TROIS PARTENAIRES COMPLÉMENTAIRES

Pour créer ATRIA, trois partenaires se sont associés, complémentaires par leur savoir-faire et leurs compétences spécifiques : la Municipalité, les groupes SARI et ACCOR.

La Municipalité Pour répondre aux be-

soins de son développement économique, elle a souhaité la création d'un pôle de développement tertiaire, facteur de création d'emplois et de ressources, ainsi que d'une salle de 479 places, car les congrès et les réunions sont à l'origine de retombées économiques non négligeables pour les villes qui les accueillent.

Le groupe SARI-SEERI Société d'ingénierie technique, financière et de gestion, la SARI a pour vocation la conception, la réalisation et la commercialisation d'ensembles à vocation tertiaire. En dix ans, elle est devenue l'interlocuteur privilégié des collectivités locales dans leurs plans de développement économique, et des entreprises, pour lesquelles elle conçoit des structures d'accueil et de nouveaux types de bureaux intégrant technologies de pointe et services de qualité.

Le groupe ACCOR Spécialisé dans l'hôtellerie, la restauration et les services, il occupe en France et à l'étranger une place de premier plan. Dans le secteur hôtelier, il propose une structure d'hébergement, une capacité de restauration permettant des prestations variées, un ensemble de salles pour

réunions et conférences, des espaces détente, etc.

Outre les points communs évidents dans la conception de leurs produits respectifs, les deux groupes possèdent également la même caractéristique fondamentale : tous deux, depuis leur création, se sont spécialisés dans la fourniture de services aux entreprises. Ils sont donc à même de comprendre et d'anticiper les besoins des entreprises de demain. Pour innover, ils ont recherché et élaboré en commun les solutions répondant à l'émergence de ces nouveaux besoins.

Le rapprochement des trois partenaires s'est fait autour d'un double constat :

- la nécessité d'offrir aux entreprises un nouveau concept de services : ATRIA ;
- l'importance pour une municipalité, à l'heure où nombre de villes entretiennent à grand frais des Palais des Congrès, de disposer d'un équipement de congrès adapté à ses besoins, et qui, par son intégration dans ATRIA, bénéficie de la complémentarité des installations : faibles coûts d'investissement et de gestion.



HÔTEL DE VILLE

Jennifer, 13 ans, Maire d'un jour

Un nouveau candidat n'est, heureusement, pas entré dans la course des Municipales de Marseille. Mais si elle a accueilli à l'Hôtel de Ville, Brice LALONDE, le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, en compagnie de Robert VIGOUROUX, c'est que Jennifer JEAN a gagné le droit de passer une journée entière aux côtés du Maire de la cité phocéenne, de le suivre partout, de réunions de travail en réceptions, et jusque dans son bureau le temps de « plancher » sur quelques dossiers.

Ce droit-là, cette jeune fille de 13 ans, élève à l'École de la Trinité, l'a obtenu remportant le « Rallye civique » organisé en juin dernier à l'attention des élèves des classes de sixième par la Jeune Chambre Économique de Marseille dans le cadre d'une campagne développée par la Jeune Chambre Économique Française. Objectif de l'opération : faire mieux connaître aux jeunes phocéens les institutions de leur ville, au tra-



vers d'un parcours ponctué de questions d'ordre civique qui les a conduits depuis les six mairies d'arrondissement jusqu'à l'Hôtel de Ville.

« Je suis allée dans les différentes structures, Mairie, Préfecture, Conseil Régional, questionner les agents sur leur travail, raconte Jennifer, qui s'est par ailleurs classée 11<sup>e</sup> au concours d'Orthographe de la ville. Du coup, j'ai eu tout juste au questionnaire... »

Résultat ? Avec Robert VIGOUROUX, elle aura inauguré l'exposition « Cantini 88 » d'art moderne et contemporain, ac-

cueilli Brice LALONDE, reçu le « Pavillon Bleu » des plages propres, participé à l'organisation de la première rencontre internationale des responsables de 100 sites historiques méditerranéens, déjeuné avec César et quelques artistes, et répondu aux questions de Jean-Pierre FOUCAULT sur RMC !

« Ce rallye est une excellente initiative, à la fois originale et instructive, notera Robert VIGOUROUX. Il aura permis à une jeune fille de mieux comprendre les ressorts de notre vie publique, et prend du coup à mes yeux valeur de symbole... »

MAIRIES DE FRANCE  
Réalisation : Christian HOVOS  
Photocomposition : Flash Compo  
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE  
7 bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS  
Tél. (1) 47.53.93.16  
Prochaine parution : Jeudi 6 octobre 1988

*le Quotidien du Maire*

122, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly.  
Téléphone (1) 46.24.10.00. Télécopie (1) 46.24.13.63.

**Tous les jours, du mardi au samedi,  
220 numéros par an.**



(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO88

**Jean-Claude GAUDIN :**

« La solidarité des Elus locaux... »

Parmi les 960 communes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il y a la plus haute Commune d'Europe : St Véran, et des villes au niveau de la mer. A côté de métropoles comme Marseille, Nice, Avignon, ou Toulon, se trouvent en effet une multitude de villages à vocation essentiellement rurale.

Député des Bouches du Rhône, Maire d'Arrondissement et Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Claude Gaudin évoque ce « patchwork » original, tant au plan social qu'économique ou humain.

Jean-Claude Gaudin : « Cette région est l'une des plus importantes car elle compte, à travers six départements, plus de quatre millions et demi d'habitants. Mais la solidarité joue à plein entre les départements urbanisés et les zones de montagnes beaucoup moins peuplées. En développant par exemple de grands travaux structurants, le Conseil Régional contribue à réduire considérablement le désenclavement des Alpes... »

Quel rôle peuvent jouer les élus locaux ?  
J.C.G. : Il leur appartient, par les réserves foncières et le développement d'activités porteuses d'emplois, de préparer l'avenir de la Région pour l'échéance européenne de 92...

soit pas du ressort du maire de secteur.

Lequel doit, pour boucher le moindre trou, demander l'accord du maire de la commune. Voilà une anomalie à corriger. Il y en a bien d'autres...

N'y a-t-il pas utilité à conjuguer un mandat local avec un mandat national ?

J.C.G. : Le cumul des mandats avait, à cet égard, un avantage : généralement, les financements sont croisés et proviennent de plusieurs collectivités territoriales. Un élu était donc mieux à même de défendre, ici comme là, ses projets. Le Parlement a jugé utile d'en limiter le nombre, et une situation nouvelle est apparue. Souvent au détriment des Conseils Régionaux, car les élus préfèrent souvent les Conseils Généraux.

Mais pour sa commune, que peut faire un élu régional ?

J.C.G. : Dès lors que l'on siège dans une assemblée, on a connaissance de tous les dossiers. Et comme on participe aux délibérations, on est associé aux décisions. Tout Conseiller régional peut donc faire déboucher des projets importants. Importants pour sa commune, s'entend, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de développement de la vie et de l'économie locales.



Qu'y a-t-il de commun entre un Elu de grande Ville de la Région et un Conseiller Municipal d'un petit village alpin ?

J.C.G. : La solidarité joue entre eux. Quand la Région construit la Maison des Artisans de la vallée du Queyras ou crée l'Ecomusée de St Véran, il y a entre eux identité de vue et d'objectifs...

Vous êtes Maire de secteur à Marseille. Quel est votre rôle ?

J.C.G. : Je réponds oui à la décentralisation. Mais les élus d'une mairie de secteur n'ont aujourd'hui en charge que l'état-civil. Et le Maire d'un secteur peut tout juste donner un avis sur les permis de construire dont la mairie centrale se garde bien de lui faire savoir s'il est suivi ou non. Si les mairies de secteur doivent demeurer, il convient de leur attribuer davantage de pouvoirs. Il est impensable, par exemple, que la voirie ne

**ROBERT VIGOUROUX : « ETRE DANS LE COUP »**

Neuro-chirurgien de réputation mondiale, il a succédé à Gaston Defferre, voici un peu plus de deux ans, dans le fauteuil de Maire de Marseille, Premier magistrat de la deuxième ville de France. Robert Vigouroux s'explique sur le rôle d'un maire aujourd'hui :

« Ce rôle est particulièrement vaste en France, en comparaison de ce qui se passe dans d'autres pays où les compétences du Maire sont moins étendues et variées. De plus en certains pays il n'est pas élu et doit partager son pouvoir avec d'autres autorités de la ville. Il n'y a guère de domaine, chez nous, où un maire ne soit pas, directement ou indirectement, concerné. Où il ne puisse pas agir, ne serait-ce, au moins comme demandeur ou incitateur.

C'est-à-dire ?

R.V. : Pour créer une politique d'ensemble pour la cité, il faut établir une concertation avec tous ceux qui jouent un rôle ou ont une influence. Rien n'est plus nocif pour une ville que de permanentes oppositions qui entravent l'action. Des institutions, des personnalités ou des organismes œuvrant dans des directions opposées, empêchent tout objectif commun. Pour rassembler les énergies, un maire, doit donc être ouvert à toutes les concertations. C'est ainsi que l'action peut être entreprise et menée à terme.

Etre un professionnel, quoi ?

R.V. : Un professionnel,

avec des opinions politiques. Car il y a, en fonction d'elles, de grandes différences dans la gestion de la ville. Le Maire n'est pas seulement porteur d'idées, il impulse lui-même et conduit des projets inscrits dans ses priorités.

Ca se prépare !

R.V. : Il y a dans chaque individu des capacités d'adaptation. Pour ma part,

j'ai eu une formation médicale, scientifique, politique. J'ai toujours été intéressé par l'ensemble des problèmes socio-économiques. Le gestionnaire doit assurer sa formation continue comme tout un chacun. Notre société Européenne évolue rapidement. Pour s'adapter correctement et efficacement au grand marché unique Européen, il faut savoir évoluer.

D'une petite à une grande commune, le rôle d'un maire varie-t-il ?

R.V. : Chacun d'entre nous, à la tête d'une grande commune ou d'une petite commune, prend des décisions qui l'engagent, même si le niveau de ces décisions n'est pas toujours le même. En tout lieu, il faut du bon sens et de la ténacité. Penser large, s'intégrer dans le contexte, imaginer et entreprendre. En somme, être soi-même « dans le coup » pour que sa ville le soit !

En ce sens, un mandat national n'est-il pas essentiel ?

R.V. : Certains semblent le penser. Mais pour ma part ma charge actuelle remplit mes journées. D'ailleurs les villes prendront de plus en plus d'importance. Les contacts se feront de plus en plus entre elles dans une Europe où les liens s'établiront directement, sans passer nécessairement par les états. Ces contacts sont déjà établis et dépassent le cadre de l'Europe pour être réellement mondial.

Le Maire est-il un homme seul ?

R.V. : Au moment de prendre sa décision. Comme tous les responsables. Il doit donc s'être entouré auparavant des meilleurs conseils, savoir écouter et bien maîtriser ses dossiers. Refuser la frilosité et l'immobilisme, ne pas s'enfermer dans les polémiques stériles. Le poker, non. L'esprit d'entreprise oui. C'est indispensable.



Robert VIGOUROUX : Maire de Marseille

**L'eau pure de votre ville**

L'eau du robinet, un geste réflexe tellement naturel et spontané qu'il en devient banal et pourtant cette apparente simplicité cache un travail considérable pour être garant de qualité, de quantité et de sécurité : des années de recherche, une très haute technicité, des équipements modernes, des femmes et des hommes en permanence au service de votre confort et de votre bien-être.

Grâce aux villes et municipalités qui ont voulu et financé les équipements et grâce à la S.E.M. qui les gère, cette eau "confiance" de tous les jours c'est l'eau pure de votre ville.



**L'eau pure de votre Ville**

**Société des Eaux de Marseille**

25, rue Edouard-Delangle - 13006 Marseille - Tél. : 91.57.60.60



هكذا من الأصل

(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO88

MICHEL PLATINI : POUR UNE « MARIANNE D'OR » DE LA COMMUNE LA PLUS SPORTIVE DE FRANCE

AVENIR

L'EUROPE, UNE CHANCE POUR MARSEILLE

L'EUROPE ?

C'est à l'évidence une question dont la réponse fait l'unanimité au sein des milieux socio-économiques et politiques de la cité phocéenne. Mieux : 1992, c'est LA chance de Marseille.

Mais rien ne se fera seul. Marseille doit réapprendre à vivre avec ses voisins, promouvoir son image de marque, faire valoir ses atouts. Le Député Européen Charles-Emile LOO, dans la « Tribune de Genève » du 22 août 1988 affirme : « L'Europe de 1992 risque d'accentuer les disparités Régionales au détriment du sud. Nous devons donc construire le re-centrage méditerranéen de l'Europe, rééquilibrer les relations du Sud au Sud. »



Charles-Emile LOO

Or, sur le plan géographique, Marseille est merveilleusement bien placée, seul port français d'un tel gabarit sur la façade méditerranéenne, au débouché du Rhône et dont il faudra bien que les 220 kilomètres avec la Mer du Nord via le Rhin, voit le jour, d'autant que l'intérêt communautaire de cette liaison a été reconnu. Une telle liaison fluviale, complémentaire de celle du Rhin-Main-Danube permettra en effet, par l'arrière centrale que représente le Rhin, de mettre en communication l'Europe au Nord-Ouest et au Centre tant avec la Méditerranée Occidentale qu'avec la Méditerranée Orientale. Le 14 juillet dernier, a été prise à la Commission des Transports, une résolution présentée par le Député Européen Communiste M. ROSSETTI qui a retenu à la demande de M. Charles-Emile LOO « la terminaison de la liaison Mer du Nord-Méditerranée » et qui a inclus dans son exposé des motifs l'exemple de Marseille-Fos-sur-Mer

comme port d'éclatement des navires de la 4<sup>e</sup> génération.

Certes, il n'en demeure pas moins que si Marseille n'a pas l'hinterland qui a été la chance des ports comme Anvers ou Rotterdam, elle bénéficie néanmoins d'une position privilégiée face à l'énorme potentiel que représente les marchés du Maghreb et du Continent Africain. De plus, avec l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, la Communauté Européenne voit son centre de gravité se déplacer vers le Sud.

Fin le bon vieux temps des Colonies

Ca bouge à Marseille. Le temps où le premier port Français se laissait vivre grâce au négoce et au trafic généré par les anciennes colonies est fini et bien fini. Tout le monde semble maintenant en avoir conscience, du dirigeant d'Entreprise à l'homme de la rue, en passant par les travailleurs du Port et des responsables politiques qui, trop longtemps, n'ont pas su, comme à Anvers, à Brême ou à Hambourg, par exemple, intégrer le port à la vie de la ville.

Marseille a maintenant son image de marque à regagner, et un défi à relever. C'est d'ailleurs sur ce thème que le Député Européen Charles-Emile LOO a lancé voici quelques mois l'Association « Marseille-Europe 1992 ».

Une gare maritime à vocation Nationale et Internationale et une seconde de croisières sont prévues. Charles-Emile LOO, cette fois en tant qu'administrateur du P.A.M. y a beaucoup contribué, le développement du travail à l'intérieur des grilles du port restant l'un de ses objectifs prioritaires.

Par exemple, les cadres et les techniciens supérieurs y sont nombreux (environ 1 actif sur 10), et c'est l'une des raisons pour lesquelles Marseille dispose de possibilités importantes dans les bio-technologies, la recherche médicale et les cinq axes qui ont été retenus pour le Technopole de Châteaue-Gombert : la robotique, l'optronique, l'industrie des machines, l'électronique et les matériaux composites.

Marseille capitale de l'Europe du Sud ? C'est pour demain.



Charles-Emile LOO sur le port de Marseille en compagnie de Michel DELEBARRE et Paul MORACCHINI, Secrétaire Général du Syndicat CGT de la Marine Marchande.

Michel PLATINI, qui est loin d'être insensible aux activités sportives des milliers de Clubs des Communes de France, souhaite que dans le palmarès des « MARIANNE D'OR » 1988 soit primée une Commune exemplaire dans le domaine des activités sportives : équipements, mais aussi pratique du sport.

Il s'en est entretenu cette semaine à Paris avec Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO et Secrétaire Général des « MARIANNE D'OR ».

Actuellement, le Français le plus connu dans le monde consacre son temps à sa reconversion et à la lutte contre la drogue. Suite à la création de sa fondation à Paris, en février 1987, il s'efforce de réinsérer dans la vie professionnelle active, de jeunes toxicomanes désintoxiqués en s'appuyant sur le sport. Il



Michel PLATINI cette semaine au SISEL aux côtés d'Alain TRAMPOGLIERI.

lance sa marque d'articles de sports qui sera accessible aux consommateurs sportifs, actifs, ou détente, dès

le printemps 1989. Il vient de présenter ses collections : — Au SISEL, Salon Pro-

fessionnel International des Articles de Sport et Loisirs de Plein Air au Bourget, le 4 septembre 1988.

— A l'ISPO de MURNICH, le 30 août 1988

— Au MIAS de MILAN, le 5 septembre 1988

— Et dernièrement à TOKYO.

Cette collection vient de remporter à ces manifestations professionnelles un très grand succès. Sa marque risque dans les mois à venir de rejoindre les grandes marques des fabricants de vêtements de sport.

La marque Michel PLATINI comprend :

— Des vêtements utilisés pour la pratique des sports (dans les terrains de sports ou aires de sport adéquates)

— Des vêtements utilisés pour l'entraînement sportif.

— Des vêtements de sport portés pendant les loisirs et des vêtements non-formels, décontractés.

Mieux financer vos projets avec l'épargne locale.



La réalisation des projets, quelle que soit leur importance, quel que soit leur nombre, dépend pour une grande part des modes de financement et de gestion adaptés au management actuel des collectivités locales.

Face à la complexité de la fonction financière des collectivités locales et face à la concurrence parfois sauvage qui s'est développée, il est plus que jamais nécessaire pour vous, responsable des projets et des finances locales, de traiter en confiance avec un organisme puissant, compétent et proche de vous. Avec ses partenaires régionaux et nationaux, votre Caisse d'Épargne Ecuireuil vous apporte ces garanties.

30% DU MARCHÉ DU FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS.

Une tradition d'échanges s'est établie naturellement entre les collectivités locales et la Caisse d'Épargne.

L'emploi des fonds des livrets A a permis aux Caisses d'Épargne depuis plus de 30 ans d'offrir les prêts MINJOZ à des taux réduits et de créer en même temps des liens de véritables associés connaissant bien vos préoccupations.

Aujourd'hui, avec les prêts MINJOZ et les prêts directs qui totalisent plus de

30% du marché, l'Ecuireuil occupe une place de premier plan dans le financement des investissements publics locaux. C'est pour vous une sécurité.

DU FINANCEMENT A 100%... JUSQU'À LA GESTION ACTIVE DE LA DETTE.

Prêts à taux fixes ou révisibles, prêts avec différé d'amortissement, prêts en devises, prêts à court, moyen ou long terme... votre Caisse d'Épargne est à même de vous apporter les solutions vous permettant d'ajuster le financement de vos projets aux capacités financières de votre collectivité. Étant plus proche de vous, connaissant mieux vos besoins, la Caisse d'Épargne étudiera et réalisera pour vous les montages financiers les plus optimisés avec le maximum de garantie.

Vous réalisez par exemple un investissement dont les recettes évolueront progressivement dans le temps ?... des annuités de remboursement progressives vous seront proposées pour s'aligner ainsi sur l'évolution des recettes. Autre cas devenu courant : pour rentabiliser votre trésorerie, une ouverture de crédit pourra vous être accordée dans les meilleurs délais.

LES ÉLUS LOCAUX DANS LES CONSEILS DES CAISSES D'ÉPARGNE.

Des élus locaux, élus eux-mêmes par les maires, sont membres de droit des Conseils d'Orientation et de Surveillance de votre Caisse d'Épargne.

C'est la meilleure démonstration de la volonté des Caisses d'Épargne de privilégier les relations avec les collectivités locales et de s'impliquer dans le développement économique local.

Ainsi, les Caisses d'Épargne offrent tous les crédits et les services bancaires à une clientèle de plus en plus élargie : associations, artisans, commerçants, professions libérales... et maintenant les entreprises.

Partenaire naturel et banquier de proximité des acteurs de l'économie locale, l'Ecuireuil joue son rôle premier : aider à la réalisation des projets et au développement local, pour améliorer le cadre de vie.

C'est l'Ami Financier de chacun... et des collectivités locales.



Maître d'espionnage digne de leurs romans policiers

Le roman policier... Maître d'espionnage digne de leurs romans policiers... C'est l'Ami Financier de chacun... et des collectivités locales.

# Proche-Orient

Parallèlement aux opérations militaires au Kurdistan

## Bagdad décrète une amnistie pour les Kurdes

Au moment où ses forces sont engagées dans une violente offensive contre le Kurdistan, provoquant l'exil de quelque cent vingt mille Kurdes en Turquie, le gouvernement irakien a annoncé, mardi 6 septembre, avoir décrété une amnistie en faveur des Kurdes, à l'exception de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Cette mesure a été accueillie avec le plus grand scepticisme par l'UPK, ainsi que par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Masoud Barzani, dont certains membres ne voient dans cette décision qu'une manifestation de propagande à l'étranger ou des tentatives de réconciliation avec les Kurdes.

Aux termes du décret d'amnistie pris par le Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance dirigeante irakienne, les Kurdes se trouvant actuellement à l'étranger ont trente jours pour rentrer en Irak s'ils veulent bénéficier de cette amnistie.

Les forces irakiennes ont lancé leur offensive contre le bastion des autonomistes kurdes du nord de l'Irak le 19 juillet, au lendemain même de l'acceptation par Téhéran d'un cessez-le-feu. Les postsoviétiques

(combattants) de M. Talabani ont, ces derniers années, bénéficié du soutien des forces irakiennes, au côté desquelles ils ont mené des opérations contre l'armée irakienne. Selon les témoignages de réfugiés kurdes et d'un médecin turc, les Irakiens auraient utilisé, au cours de leur offensive, des gaz de combat, ce que dément Bagdad. A l'heure où le gouvernement irakien rendait public son décret d'amnistie, l'ambassadeur d'Irak à Ankara estimait, de son côté, que « l'armée irakienne avait le devoir de rattrasser les bandes armées kurdes », selon l'agence turque Anatolie.

### Air France vers Téhéran

Les autorités turques ont pris un certain nombre de mesures pour faire face à cet afflux soudain de réfugiés sur leur territoire. C'est ainsi qu'un officiel a annoncé mardi que ces réfugiés seraient installés dans quatre « centres de résidence temporaire » dans le sud-est de l'Anatolie. 5 milliards de livres tur-

ques (environ 3,5 millions de dollars) seront affectés à l'installation de ces centres.

Par ailleurs, à Genève, les négociations irano-irakiennes paraissent toujours bloquées malgré l'intensification des tractations en coulisses pour tenter d'assouplir les positions des deux parties.

Ces négociations ont été au centre des entretiens qu'a eus, mardi, à Paris le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Djavad Laridjani, avec le premier ministre, M. Michel Rocard, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Bien que, selon des sources françaises, ces conversations devaient essentiellement porter sur les négociations de Genève plutôt que sur les relations bilatérales, la visite de M. Laridjani a coïncidé avec l'annonce par Air France de la reprise de ses vols sur Téhéran, près de trois mois après la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Ces vols reprendront à partir du 5 octobre à raison d'une liaison hebdomadaire. (AFP, AP, Reuters.)

● TURQUIE : huit soldats tués par des rebelles kurdes. — Huit soldats de l'armée turque et deux paysans ont été tués, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 septembre, près d'Erzincan (est de la Turquie), par les rebelles kurdes, rapporte l'agence Anatolie à Ankara.

Le préfet d'Erzincan, M. Metin Ilyas Aksoy, a annoncé qu'un groupe armé de quinze personnes avait couvert le feu sur une patrouille de l'armée à Derivoren, un petit village situé près de Kermah. Les autorités locales pensent que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mou-

vement marxiste qui mène une lutte armée contre le pouvoir d'Ankara, a organisé cette embuscade.

Pour empêcher l'infiltration de militants du PKK, les autorités turques ont pris des mesures de sécurité exceptionnelles dans la région frontalière turco-irakienne où environ 120 000 Kurdes d'Irak s'étaient réfugiés en Turquie depuis une dizaine de jours. Selon un bilan non officiel, près de deux mille personnes (militaires, civils et rebelles) ont trouvé la mort depuis le début des opérations armées de la guérilla kurde en août 1984. — (AFP.)

# ISRAËL

## Une affaire d'espionnage digne des meilleurs romans policiers

JÉRUSALEM de notre correspondant

L'histoire a tous les ingrédients de la grande affaire d'espionnage, avec un personnage central haut en couleur, un procès à huis clos et comme une vague d'inquiétude qui gagne certains milieux de la « jet set » israélienne. Le procès s'est ouvert cette semaine devant un tribunal de Tel-Aviv. Dans le box des accusés, Shabtai Kalmanovitch (quarante-trois ans), riche homme d'affaires israélien, habitué des sociétés mondaines, aujourd'hui soupçonné d'espionnage au profit de l'URSS. La biographie de Shabtai Kalmanovitch est, elle seule, un chapitre de roman, conte éblouissant pour amateurs de réussite sociale.

Juif soviétique, émigré sans le sou en Israël en 1971, Shabtai Kalmanovitch, silhouette et profil avantageux, commence par accomplir son service militaire comme interprète dans l'artillerie israélienne avant de flirter avec la politique. Il cultive d'abord les milieux travaillistes puis s'oriente plus à droite et devient le secrétaire parlementaire de son ami Samuel Flatow-Sharon (1).

C'est aussi un militant très actif au service de la cause des juifs soviétiques. Nombre de portes, à la Knesset et dans les ministères, lui sont déjà ouvertes lorsqu'il se lance dans les affaires, fondant en 1979 une société — la LIAT — spécialisée dans l'import-export avec l'Afrique et certains pays d'Europe de l'Est. Son arrestation, en décembre dernier, est accueillie avec stupeur : Kalmanovitch était l'ami de nombre de parlementaires, ministres et anciens généraux, qui se présentaient régulièrement à ses cocktails.

Après une première audience, le tribunal devrait prononcer jeudi 8 septembre sur l'admissibilité des aveux passés par l'accusé lors de son interrogatoire par les services de sécurité. Le procès ne devrait reprendre qu'en décembre prochain. Le défenseur de Kalmanovitch, M. Amnon Zichrony, a fait valoir que la confession de son client aurait été obtenue par des méthodes illégales.

On n'en saura guère plus sur le fond du dossier mais les questions vont déjà bon train sur la possibilité d'un échange d'espions impliquant Israël, l'URSS et les Etats-Unis. M. Zichrony s'est refusé à tout commentaire à ce sujet, tout comme les responsables israéliens : ils ont notamment accueilli sans la moindre réaction une série de rumeurs qui avaient vu le jour au printemps dernier. On est ici dans le domaine de la spéculation et la presse locale s'est jusqu'à présent bornée à rendre compte, avec prudence, des hypo-

thèses émises par certains journaux étrangers. Moscou chercherait à obtenir la libération de deux Israéliens impliqués dans des affaires d'espionnage, à son profit. Le premier ne serait autre que Shabtai Kalmanovitch ; le cas du second est beaucoup plus délicat. Il s'agirait du professeur Marcus Klimberg, épistémologiste, qui a émigré d'URSS en Israël en 1948. L'hebdomadaire américain *The Independent* et le quotidien britannique *The Independent* le présentent en février dernier, comme ayant eu accès — en tant que directeur d'un laboratoire travaillant pour la défense — aux dossiers les plus secrets sur les armes bactériologiques.

### Echange triangulaire

Le professeur Klimberg n'a jamais été inculpé de quoi que ce soit. Officiellement, il a « disparu » en Europe, en Suisse dit-on, en 1983. Fin février, un hebdomadaire juif new-yorkais, *Israel Shelanu* (Notre Israël), assurait qu'il était détenu en Israël, après avoir été secrètement jugé et condamné en tant qu'agent soviétique infiltré. Les autorités n'ont jamais fait le moindre commentaire sur ces allégations, pas plus que la famille du professeur Klimberg. Il y a déjà plus de deux ans que reviennent de temps à autre à la surface pareilles informations concernant M. Klimberg. L'élément nouveau serait l'intention présumée d'échanger Klimberg contre un agent soviétique infiltré à Jérusalem dans cette affaire. Jérusalem demanderait à Washington de relâcher Jonathan Pollard et son épouse Ann, deux ressortissants américains condamnés il y a trois ans pour espionnage au profit d'Israël ; les Etats-Unis pourraient bénéficier, en contrepartie indirecte, du « prix » que les Soviétiques seraient prêts à payer pour récupérer MM. Kalmanovitch et Klimberg. Il pourrait par exemple s'agir de l'élargissement d'un agent américain détenu en URSS.

Ce scénario, qui ferait les délices de John Le Carré, est au moins pris au sérieux par le *Yedioth Aharonot* : ce journal écrivait à la mi-mai que ce marchandage triangulaire avait été évoqué lors d'une visite à Jérusalem de l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, un spécialiste de ce type d'échange entre l'Est et l'Ouest.

ALAIN FRACHON.

(1) Voir le Monde du 13 février 1988. Ancien député, condamné pour fraudes fiscales et corruption en France, le financier franco-israélien Samuel Flatow-Sharon est recherché depuis plus de dix ans par la police française.

## Le soulèvement palestinien dans les territoires occupés

### Opération massive de ratissage

JÉRUSALEM de notre correspondant

L'armée israélienne a poursuivi mercredi 7 septembre la vaste opération de ratissage entamée la veille en Cisjordanie, à Kalkilya, une ville de vingt-cinq mille habitants placée sous couvre-feu et déclarée zone militaire. Ce raid, sans doute le plus massif jamais lancé depuis le début du soulèvement, a entraîné l'arrestation de plus de cent cinquante jeunes gens soupçonnés de faire partie des « commandos » lanceurs de pierres. De nouvelles arrestations ont eu lieu mercredi matin.

L'opération avait commencé mardi à l'aube. Plusieurs centaines de soldats ont encerclé la ville tandis que des haut-parleurs ordonnaient le couvre-feu. Munis de listes préparées par les Shin-Bet — les services de sécurité — les soldats ont quadrillé la ville, fouillant maison par maison pour procéder aux arrestations. Les jeunes, fuyant dans les vergers voisins, étaient poursuivis par des hélicoptères de l'armée. Les personnes arrêtées étaient conduites dans une cour d'école, yeux bandés, mains liées dans le dos, pour être interrogés par les Shin-Bet, cependant qu'un juge militaire signalait les ordres de détention. L'armée a annoncé avoir découvert une fabrique de pièges à clous, des tracts clandestins et « des documents nationalistes ».

D'autre part, dans son dernier « communiqué » — le numéro 25, — la « direction unifiée du soulèvement » s'en prend de nouveau aux militants islamistes du mouvement Hamas (mouvement de la résistance islamique). Le communiqué est l'accusé de « servir l'ennemi » et de diviser les Palestiniens en appelant à des actions distinctes de celles proposées par la direction unifiée.

Farmi d'autres actions, le communiqué appelle les Palestiniens à s'insérer devant les consuls d'Europe de l'Ouest de Jérusalem le 13 septembre, jour où M. Yasser Arafat doit prononcer un discours au Parlement européen à Strasbourg ; les manifestants réclament que les territoires soient placés sous un mandat des Nations unies (ce qui pourrait être le thème de l'allo-

Al. Fr.

# Afrique

ANGOLA : le retrait des troupes cubaines

## Les négociations de paix reprennent à Brazzaville

BRAZZAVILLE de notre envoyé spécial

Pour la sixième fois en quatre mois, le dossier angolo-nambien est sur la table des négociations. Les pourparlers quadripartites entre Angolais, Cubains, Sud-Africains et Américains sur l'avenir de l'Afrique du Sud-Ouest, suspendus à Brazzaville le 26 août, devaient reprendre, mercredi 7 septembre, dans la capitale congolaise. Ils devraient durer deux jours. Assisté-on cette fois au dernier acte ?

Après dix jours de pause, le dialogue est renoué par les mêmes acteurs : côté sud-africain, M. Neil Van Heerden, directeur général du ministère des affaires étrangères ; côté cubain, M. Carlos Aldana Escalante, secrétaire du comité central du Parti communiste ; côté angolais, M. Antonio dos Santos Franco « Ndalu », premier vice-ministre de la défense et chef d'état-major, côté américain enfin, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint. La discussion porte de nouveau sur l'essentiel sur les modalités du retrait « total et par étapes » d'Angola du contingent militaire cubain (entre cinquante mille et soixante mille hommes selon les estimations). Nul ne sait si, sur ce chapitre crucial, les deux camps ont mis à profit ce délai de réflexion pour assouplir leur position.

Officiellement, un poufre sépare encore les Sud-Africains de leurs adversaires angolais et cubains. Les premiers s'en tiennent à leur exigence d'un retrait rapide, avant le 1<sup>er</sup> juin 1989, permettant à cette date la tenue « d'élections libres sous la protection de l'ONU » conformément à la résolution 435 du Conseil de sécurité. Les seconds veulent faire traîner l'opération sur

une période de trois ans afin d'épargner aux forces angolaises le risque d'un effondrement subit sous d'éventuels assauts de l'UNITA, l'armée rebelle de Jonas Savimbi. Une formule de compromis pourrait retenir un délai de dix-huit mois.

### « Bataille de cartes »

Pourtant cette « bataille de dates », si importante soit-elle a peut-être déjà laissé la place à une « bataille de cartes » encore plus décisive. Il importe moins, en effet, pour les adversaires en présence de connaître le jour exact où le dernier « barbudo » aura quitté le sol angolais que de fixer les diverses étapes du repli cubain. Autrement dit, le rythme du retrait compte plus que sa durée. Pour les Sud-Africains, il est primordial que le gros des effectifs cubains se retire rapidement loin de la frontière afin de ne pas « peser sur le déroulement des futures élections namibiennes ». A l'inverse, les Angolais souhaitent un redéploiement plus lent qui permettrait aux Cubains de tenir en respect l'UNITA.

On imagine aisément les patrons des trois armées présentes à Brazzaville — le Sud-Africain Johannes Gualdemuya, le Cubain Ulysses Rosales El Toro et l'Angolais Ndalu se pencher sur leurs cartes d'état-major pour déterminer les phases successives du redéploiement cubain et les effectifs correspondants. Il y a une semaine, le général Ian Glesson, numéro deux de l'armée sud-africaine, avait révélé que les Cubains s'étaient secrètement engagés d'une part à retirer leurs troupes au-delà d'une ligne située de 40 à 250 kilomètres au nord de la frontière namibienne, d'autre part à

transférer les combattants nationaux namibiens de la SWAPO au nord du 16<sup>e</sup> parallèle qui passe à 200 kilomètres de la frontière. On est là au cœur du volet militaire de la rude négociation en cours. Les généraux trouveront-ils un terrain d'entente ?

Nul ne se hasarderait, mercredi, au moindre pronostic. Les pessimistes rappellent que le climat de la négociation s'est assourdi à la suite notamment de informations, au demeurant démenties à La Havane et à Luanda, qui faisaient état récemment d'un renforcement des effectifs cubains et d'un afflux en Angola de matériel lourd. Les optimistes soulignent les deux acquis majeurs obtenus en un mois sur le terrain : l'instauration d'un cessez-le-feu depuis le retrait total d'Angola le 30 août des troupes sud-africaines. Pretoria, Luanda et La Havane, font-ils savoir, sont désormais trop engagés dans la dynamique de la paix pour songer à faire durablement machiner en arrière. Ils sont condamnés à réussir, sinon cette semaine à Brazzaville, du moins dans un proche avenir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● AFRIQUE DU SUD : perquisition domiciliaire de Mgr Tutu. — Un enrôlement du sermon dans lequel Mgr Desmond Tutu demandait aux fidèles de boycotter les élections municipales du mois prochain a été saisi, le mardi 6 septembre, par la police sud-africaine, a déclaré un porte-parole du Prix Nobel de la paix. Il a indiqué que l'archevêque avait dû remettre l'enregistrement à deux officiers de police qui se sont présentés à sa résidence officielle du Cap, munis d'un mandat. — (Reuters.)

● Accord de principe pour une visite de M. De Cuelier. — Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez De Cuelier, a accepté le « principe » d'une visite en Afrique du Sud, à l'invitation du président Pieter Botha, s'il est approuvé officiellement, le mardi 8 septembre à l'ONU, où l'on précise que le secrétaire général de l'ONU visiterait également d'autres pays de la région à l'occasion de cette visite. Le président Botha avait adressé une invitation à M. Perez De Cuelier à se rendre à Pretoria, dès que possible, pour discuter des modalités du plan d'indépendance de la Namibie, après l'accord intervenu au début du mois dernier, à Genève, entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba sur le règlement des conflits dans l'Afrique du Sud-Ouest. — (AFP.)

## Décentralisation à la libyenne

### Les ministres au désert

Tripoli (Reuters). — La Libye a déplacé vers Tripoli tous ses comités populaires généraux (ministères), sauf deux, à la suite d'un programme radical de décentralisation, a-t-on appris, mardi 6 septembre.

La capitale, surpeuplée au regard des critères libyens, domine actuellement la vie politique et économique nationale, mais a été vivement critiquée pour sa tendance à drainer l'ensemble des ressources du reste du pays. L'an dernier, le colonel Kadhafi avait invité à réduire la population de la capitale, d'un million de personnes, à 100 000 environ, un nombre d'habitants que pourraient nourrir les fermes des environs immédiats.

Selon un diplomate occidental, le Comité populaire des affaires économiques aurait été déplacé à Benghazi, à 650 kilomètres à l'est. Un autre diplomate a indiqué que, après maints efforts, il avait réussi à localiser le siège du Comité populaire de la santé dans l'oasis de Koufra, en plein désert, dans le sud-est du pays. Le Comité de l'information a déclaré que tous les comités transférés à l'exception de trois avaient été installés à Syrte, ville natale du colonel Kadhafi, située au centre de la côte libyenne sur la Méditerranée et à 400 kilomètres à l'est de Tripoli. Les liaisons extérieures (affaires étrangères) et l'information demeurent à Tripoli.

(Publié)

### OLP-ISRAËL : DEUX LITS POUR DEUX RÊVES

Comment le partage de la Palestine s'est imposé comme la seule solution de demain... Quelles sont les prochaines étapes d'un processus de paix... Dans le numéro de septembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tel. : 46.22.34.14

Antoine de la Garanderie ■ Geneviève Cattani

## Tous les enfants peuvent réussir

176 pages, 80 F

Chez votre libraire **Centurion**



# Politique

### Les suites de la nouvelle « affaire Le Pen »

## M. Bachelot est exclu du Front national

Réuni en « section disciplinaire », le mardi 6 septembre au siège parisien du mouvement, le bureau politique du Front national a voté l'exclusion de M. François Bachelot, ancien député de Seine-Saint-Denis, membre de l'exécutif du parti d'extrême-droite. Cette instance a également « suspendu » M. Pascal Arrighi, ancien député des Bouches-du-Rhône, récemment écarté de la direction du FN à Marseille. Ce dernier a décidé de quitter le mouvement.

Ces décisions du bureau politique ont été prises, selon M. Gollnisch, « à l'unanimité » de la vingtaine de membres de cette instance. M. Bachelot, ainsi que M. Yama Piat, ancien député du FN, n'ont cependant pas été invités à participer au vote. Cette dernière avait déclaré, au sujet de M. Le Pen « un homme public devrait savoir ménager ses propos ». M. Bachelot a estimé que cette décision était « la condamnation d'un brave militant du Front national ». Auteur d'un livre intitulé *Ne dites pas à ma mère que je suis chez Le Pen*, elle me croit au RPR, il a reproché les « méthodes archaïques » du mouvement, en soulignant que les ennemis du FN « ne sont pas à l'extérieur du mouvement ». Il a jugé que M. Le Pen était « un ennemi pour son propre mouvement par ses dérapages de langage ».

M. Bachelot avait estimé que l'affaire du calembour de M. Jean-Marie Le Pen (qui avait traité le ministre de la fonction publique de « Durafour-crématoire ») risquait de nuire à « la crédibilité » du Front. Lisant le verdict du bureau politique d'une voix froide, au terme d'une réunion du bureau politique de près de quatre heures, M. Bruno Gollnisch, ancien député du Rhône, a accusé le contestataire de « s'être associé publiquement à la campagne politico-médiatique de dénigrement du président du Front national, en violation flagrante des règles politiques et éthiques du mouvement ». L'instance dirigeante « constate » que « la classe politique s'est emparée » d'un propos de M. Le Pen pour « mener avec les mêmes procédés que dans un passé récent un véritable lynchage médiatique ». « Il s'agit d'une allusion à l'affaire du « défilé » qui avait provoqué la démission de M. Olivier d'Ormesson, député européen et alors directeur de la campagne présidentielle du candidat d'extrême-droite.

## M. Arrighi : « Je me suspends pour toujours »

MARSEILLE de notre correspondant régional

M. Pascal Arrighi, ancien député des Bouches-du-Rhône, a réagi avec « sérénité », le mardi 6 septembre, à la décision du bureau politique du Front national de le suspendre de son parti, qu'il avait rejoint en août 1984 (1).

« Sa réponse » a une anecdote puisée dans la carrière de son « compatriote », M. Moro-Giuffrè. « Un jour qu'il plaidait, il lança : « La cour, dans son sommeil, n'entend pas ma voix. Le président lui répliqua : « La cour, dans son réveil, vous suspend pour trois mois ». Plus fort que la cour, je me suspends pour toujours... Mot aussi, je me suspends pour toujours ».

M. Arrighi, qui a successivement appartenu au Parti radical-socialiste puis à l'UNR, quitta ainsi son dernier parti, fidèle à son image d'homme politique entier et fougueux. Il a précisé qu'il s'était déjà volontairement mis en congé du FN depuis la dissolution en juillet dernier du bureau de la fédération de Marseille — dont il était le secrétaire — précédant la réunification de la fédération des Bouches-du-Rhône annoncée par M. Jean-Pierre Stirbois le 16 août à Marseille. Cette décision de l'ancien député des Bouches-du-Rhône n'avait pas alors été rendue publique.

La mesure prise à l'encontre de M. Arrighi par le bureau politique du FN paraît avoir été motivée par les déclarations de l'intéressé, publiées dans le *Quotidien de Paris*, mardi, plus que par les commentaires que lui a inspirés le calembour de M. Le Pen. En termes beaucoup moins vifs que ceux qu'avait employés M. Bachelot, M. Arrighi avait simplement estimé « qu'avec des mots encore chargés de sens, on ne doit pas faire de mauvais calembours ». « Je n'ai pas du tout apprécié », avait-il ajouté — alors que lui-même s'était montré naguère peu amène à l'égard de M. Jean-Claude Gaudin, — que M. Le Pen ait qualifié M. Durafour d'imbecile et de salaud.

Dans le *Quotidien de Paris*, il était en revanche passé à l'offensive en lançant un appel « aux éléments modérés du Front national » pour « se regrouper et exiger la tenue d'un congrès ». « Au cours de ce congrès », avait-il indiqué, « je demanderais entre autres choses le remplacement des extrémistes qui sont à la tête du Front national, notamment de Jean-Pierre Stirbois ».

M. Arrighi assure que, pendant toute la journée de mardi, il a reçu des coups de téléphone « des quatre coins de la France » de membres du FN lui exprimant leur accord. « Après cette affaire [du calembour], le parti, s'il le pouvait, est en pleine effervescence. Une fédération a décidé d'écrire à tous les

conseillers régionaux et à tous les secrétaires départementaux pour exiger ce congrès ».

L'ancien député des Bouches-du-Rhône a également fait savoir qu'il prendrait « avec les anciens de la fédération de Marseille des initiatives pour la préparation des municipales ». Le principal contentieux de M. Arrighi avec les responsables du FN et en particulier sa bête noire, M. Stirbois, est en fait marseillais. Il avait à plusieurs reprises menacé de démissionner du parti si on ne lui laissait pas les couloirs français à Marseille pour constituer une liste aux prochaines élections municipales, dont il devait prendre la tête, selon les assurances qui lui avaient été données en 1986 — et confirmées en juin 1987 — par M. Le Pen. Finalement, il avait obtenu en juillet 1987 la création d'une fédération autonome marseillaise. Un an plus tard, mettant à profit la défaite de M. Arrighi aux élections législatives, M. Stirbois l'écartait de toute responsabilité dans les nouvelles instances départementales du FN des Bouches-du-Rhône et enterrait ainsi ses espoirs pour la mairie.

M. Arrighi, qui accuse aujourd'hui le secrétaire général du Front national d'avoir « cassé et détruit » le FN à Marseille, a indiqué qu'il s'expliquerait sur les problèmes « marseillais et nationaux » dans une conférence de presse fixée au 13 septembre à Marseille.

M. De Jérusalem, M. Stoléru répliqua à M. Le Pen. — En visite officielle à Jérusalem, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, a voulu répliquer au calembour de M. Le Pen. Au Musée Yad Vachem, qui rappelle les atrocités nazies, M. Stoléru s'est placé devant une photo des fours crématoires d'Auschwitz. « Quand on a vu cette image, a-t-il déclaré, on n'a plus envie d'entendre des plaisanteries monotoneuses sur Durafour-crématoire ».

M. VOSGES : exclusions au PR et au RPR. — Le Parti républicain a exclu M. Jean-Claude Brocard, dont le Parti socialiste a décidé de soutenir la candidature dans le canton de Vitteuil. Le RPR a pris une mesure analogue à l'encontre de M. Noël Barreau, également candidat. Le conseiller général sortant, M. Hubert Volquin (UDF-PR), maire du chef-lieu, bénéficie de la double investiture du RPR et de l'UDF.

### En visite en Corse

## M. Pierre Joxe voudrait enlever aux nationalistes tout « prétexte » à la violence

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, qui a en charge, au gouvernement, le dossier de la Corse, a effectué une visite officielle dans l'île les lundi 5 et mardi 6 septembre.

M. Joxe était accompagné, lundi, de M. Jack Lang, ministre de la culture, et mardi, de M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire.

Cette visite ministérielle, qui intervient quelques semaines avant la fin théorique (30 septembre) de la trêve de quatre mois décidée avant l'été par l'ex-FLNC, avait pour objectif de montrer que le gouvernement de M. Rocard travaille concrètement sur le problème corse d'après les orientations définies par M. Joxe, lors d'une précé-

dente visite, les 20 et 21 juillet. Ces orientations recourent, en effet, les domaines d'action des trois ministres qui viennent de se rendre sur l'île, puisqu'il s'agit de la moralisation de la vie publique et administrative, de la prise en compte du fait culturel corse, du développement économique régional.

plan Etat-région (les contrats en cours viennent à expiration fin 1988), avec les priorités — emploi et solidarité — fixées par M. Rocard. A ces priorités nationales, qui valent aussi pour la Corse, M. Chérèque propose d'ajouter le souci spécifique du développement local, le tout aboutissant à un « partenariat en cascade ».

En cherchant à montrer, comme l'a dit M. Lang, que le gouvernement, sans perdre de temps, « avance concrètement sur des questions concrètes », les trois ministres tentent de convaincre l'opinion corse que le gauche est décidée à répondre le plus rapidement possible, à ses attentes. Même si M. Joxe s'estime engagé dans une action de longue haleine — notamment sur le plan de la moralisation de la vie publique, — il sait que le temps presse : tous les esprits sont occupés par l'approche de la fin septembre et l'éventualité de la prolongation de la trêve décidée par l'ex-FLNC. Convaincre l'opinion que l'Etat ne se « désengage » pas de la Corse, enlever aux nationalistes tout « prétexte » à la violence sont les deux préoccupations exprimées par le ministre de l'Intérieur.

La tâche n'est pas simple pour M. Joxe. Dans son traitement « en profondeur » du problème corse — selon l'expression employée par M. Vincent Carriotti, maire socialiste d'Aléria — le ministre de l'Intérieur doit se garder de céder à la complaisance vis-à-vis de la vieille complainte de l'île sans, à l'inverse, méconnaître la complexité de la situation. M. Joxe aborde la moralisation de la vie publique heures de plein fouet la mentalité corse.

Lorsque le ministre déclare, comme il l'a fait lundi à FR 3, qu'« il faut que l'on vote là où l'on vit », il suscite une levée de boucliers dans la « diaspora » corse, toutes tendances politiques confondues. Cette « diaspora » ne veut en aucun cas voir coïncider son « cordon ombilical » avec l'île. La poursuite, place Beauvau, d'une réflexion dans ce sens, serait probablement très mal perçue par la communauté corse.

Ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque a été associé au tour de France des régions effectué par une escouade de ministres, afin d'harmoniser les avant-projets de contrats de

Dans l'immédiat, de nombreux insulaires observent que les modalités retenues dans le décret du 24 août pour renforcer la régularité des votes par procuration risquent d'aboutir à l'inverse (car elles reposent sur la bonne volonté des maires). M. Joxe répond qu'il prendra le temps et les mesures qu'il faut, mais qu'il veut absolument « sortir de cette ambiance » de fraude.

Parallèlement, MM. Joxe, Lang et Chérèque ont tous trois « insisté lourdement », selon l'expression de M. Chérèque, sur le fait qu'un matériau économique, culturel et social, l'Etat ne peut pas tout faire. Ils ont souligné que les Corses, et notamment leurs institutions régionales, doivent agir et prendre leur destin en main. « Les moyens », a dit crûment M. Joxe, « ce n'est pas ce qui manque... ». « Souvent, le financement est là, ce sont les projets qui manquent ».

Les Corses ont l'habitude de ce langage. Ils l'ont entendu, ces derniers mois, à chaque visite d'un dirigeant socialiste et, notamment, lorsque M. Rocard est venu lui-même les voir, pendant la campagne présidentielle. Un langage qui, à vrai dire, ne semble pas les impressionner outre mesure.

### Le sort de la trêve

M. Joxe veut croire que les générations montantes feront la preuve de leur dynamisme. Il s'est, lundi et mardi, heurté à l'immobilisme qui irrite tant les commentateurs : le ministre de l'Intérieur a rappelé sur tous les tons aux élus corses que, tels qu'ils sont partis, ils risquent de ne pas respecter les délais prévus (la fin de l'année) pour l'établissement par l'assemblée régionale, du schéma d'aménagement régional de l'île. Les délais pour la réalisation de ce schéma prévu dans la loi de 1982, ont déjà été prorogés une fois.

Théoriquement, il s'agit d'achever la tâche au jour dit, c'est l'Etat qui devrait prendre le relais. Or, lors d'une réunion à huis clos, mardi, dans les

## M. Georges Sutra de Germa député (PS) au Parlement européen répond à M. Emmanuelli

M. Sutra s'est étonné de la déclaration d'Henri Emmanuelli contestant le droit de M. Lionel Stoléru de se présenter aux élections européennes sur une liste qui ne serait pas celle du PS, ou du gouvernement, en ces termes : « Je voudrais lui rappeler un point d'histoire : En 1984 il y avait 4 ministres communistes au gouvernement et ce parti présentait une liste qui se démarqua très nettement des positions du gouvernement, notamment sur l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, dossier dont j'avais la charge sur le terrain ».

« Sans doute M. Stoléru se présenterait-il, dans l'hypothèse envisagée, sur une liste composée de membres soutenant l'action du gouvernement, et de centristes opposés ou non... C'était le cas de la liste ERE (en 1984) dont nous étions très heureux, au lendemain d'élections qui n'étaient pas triomphales, de déclarer — qu'au moins en partie, ses voix devaient être comptées... avec les nôtres ».

### EN BREF

M. Michel Rocard a rendu visite à M. Alain Poirer et reçu M. Mithras. M. Michel Rocard s'est déplacé le mardi 7 septembre au palais du Luxembourg pour un entretien d'une heure avec le président du Sénat, M. Alain Poirer. A quel il l'aurait fait le vendredi 2 septembre avec M. Laurent Fabius, le président de l'Assemblée nationale, le premier ministre a évoqué avec M. Poirer « la rentrée parlementaire qui se prépare ».

Quelques heures plus tard, M. Rocard recevait — à sa demande — M. Pierre Méhaignerie, le président du CDS. Officiellement, le premier ministre désirait consulter l'ancien ministre de l'équipement du gouvernement Chirac sur les trois dossiers techniques de l'aménagement du territoire, du logement et des routes.

M. Rösslinot : oui au référendum. — « Le Parti radical votera oui au référendum sur la Nouvelle-Calédonie », a déclaré le mardi 8 septembre à Toulouse M. André Rösslinot, président du Parti radical, à l'occasion d'une réunion régionale de son parti. Le maire de Nancy a enregistré la volonté du gouvernement de ne pas faire du référendum un sujet de politique intérieure, donc tout en étant vigilant sur les questions posées, sur la façon dont se déroulerait la campagne et sur l'application concrète dans les dix années à venir, le Parti radical votera oui au référendum », a-t-il ajouté.

La Ligue communiste révolutionnaire appelle au boycottage du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. — M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), a annoncé, le mardi 6 septembre à Paris, que son organisation avait décidé de boycotter le référendum du 5 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, afin « de ne pas cautionner l'accord néo-colonialiste sur la Kanaky ». « Il y a tout dans le plan Rocard, sauf l'indépendance », a déclaré M. Krivine avant d'affirmer que « le compromis de Matignon (entre le FLNKS et le RPCR) est un accord de loutettes ».

### PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'Appel de Paris.

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 août 1988, M. Robert Rabouan ARBITBOU, né le 6 mars 1939 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (17<sup>e</sup>), 119, rue de Saussure, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 60 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE par omission volontaire de consigner les déclarations et par dissimulation volontaire d'une partie des sommes sujettes à l'impôt (faits commisés courant 1981, 1982 et 1983).

La Cour a, en outre ordonné, aux fins de condamner la publication de cet arrêt par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, le *Figaro* et *France-Soir* — L'affichage de cet arrêt, par extrait, dans les délais et conditions fixés par l'article 1741 du Code Général des Impôts. Four extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. Le Greffier en chef.

Jugement de la 31<sup>e</sup> Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris en date du 9 mai 1986 confirmé par l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris rendu le 6 mai 1986.

M. et M<sup>me</sup> Lionel Bouchar, 2, rue du Donjon à Bruyères (91). Partie civile.

M. Max Albert, P.D.-G. de la Société Sotaire.

La Société de Tourisme Azérie INT-SOTAIRE, 22, quai de la Mégalopole à Paris (75001).

PAR CES MOTIFS : Condamne pour PUBLICITE MENSONGERE, M. Max Albert à 5 000 F d'amende — à payer aux époux Bouchar 2 000 F à titre de réparation — 1 500 F en vertu de l'art. 475-I du Code de Procédure Pénale et aux dépens.

Déclare la Société SOTAIRE civilement responsable.

Ordonne la publication par extrait du présent jugement dans *Le Monde* aux frais de M. Albert et de la Société Sotaire.

Pour extrait.

M<sup>e</sup> Jean-Marie Meffre, avocat à la Cour.

### Les « Dossiers et documents » du « Monde » de septembre

## Les trente ans de la V<sup>e</sup> République

De Gaulle qui l'a forgée à François Mitterrand qui n'en voulait pas, la Constitution ratifiée le 28 septembre 1958 a tenu. Le débat sur l'utilité d'un référendum sur la Nouvelle-Calédonie remet en lumière ce texte fondamental et ses ajouts : les habits taillés à la mesure du général étaient plus souples qu'on le pensait et l'épave unique de la cohabitation en apporte la confirmation.

En un raccourci de huit pages, le numéro de septembre des « Dossiers et documents » du *Monde* balise avec une chronologie détaillée trente années d'histoire contemporaine, explique la fondation et les bases du régime, analyse les deux temps de la république gaullienne, celui de l'effort et celui de la coexistence, que l'on peut dater de 1967-1968. Puis vient le temps des héritiers : Georges Pompidou, l'homme de

la modernisation de la société industrielle, et Giscard d'Estaing, qui tenta de moderniser la société civile et échoua avec la crise économique et sociale. Depuis 1981, la V<sup>e</sup> est à gauche, avec un contrat renouvelé pour François Mitterrand : la lettre constitutionnelle demeure, son esprit a-t-il changé ?

Ces trente ans ont, en fait, été marqués par plus de continuités que de ruptures. Avec plus que des nuances, certes, la continuité l'emporte dans le domaine du nucléaire, de la formation et de l'école, de la régionalisation, de la culture, voire des chantiers des présidents. Par contre, la rupture est nette entre « l'ORTT », voix de la France » et le libérateur des ondes, liés à l'explosion médiatique de ces dernières années.

(\*) En vente chez tous les marchands de journaux. 7 F.

# Politique

## La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie

### Une querelle byzantine

Il y a quelque chose de byzantin dans les premières controverses métropolitaines sur l'opportunité du référendum du 6 novembre qui scellera l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Les arguments avancés par les adversaires du projet gouvernemental qui ne veulent pas laisser MM. François Mitterrand et Michel Rocard encaisser un dividende de politique intérieure se caractérisent, en effet, par une réversibilité qui en rend la portée incertaine.

La position extrémiste prise par M. Le Pen, ou, au contraire, le constat. Elle découle d'un raisonnement qui paraît logique : l'intérêt national commande que la Nouvelle-Calédonie demeure à jamais française. Or, le plan conçu par MM. Rocard, Lafleur et Tjibaou n'exclut pas, à terme, l'indépendance du territoire ; donc, cette perspective doit être absolument prosaïque. Peu importe l'avis des populations locales ? Les intérêts supérieurs de la nation priment les intérêts particuliers.

Passons sur le fait qu'à partir du même raisonnement il suffirait d'invoquer sans cesse l'intérêt national pour essayer de justifier partout

le recours à des mesures autoritaires peu compatibles avec les droits élémentaires et parvint ainsi le fonctionnement du système démocratique.

Mais la faille de ce raisonnement réside dans son postulat : la question est de savoir si la meilleure façon de maintenir la présence de la France en Nouvelle-Calédonie, donc de préserver l'intérêt national, est de faire fi des aspirations des populations locales en s'y opposant au besoin par la force, comme l'implique la logique de M. Le Pen, ou, au contraire, d'en tenir compte pour ce pas, justement, sacrifier l'avenir.

L'attitude adoptée par M. Chirac dans l'attente de la prise de position officielle des instances du RPR est plus nuancée mais pas moins contradictoire. Si l'ancien premier ministre regrette vraiment, comme il l'a laissé entendre le 4 septembre à La Baule, que M. Lafleur ne se soit pas montré, de mars 1986 à mai 1988, aussi conciliant avec M. Tjibaou qu'il l'est devenu depuis le retour des socialistes au pouvoir, il devrait logiquement approuver les effets de cette conversion spectaculaire, c'est-à-dire abonder dans le

sens du plan mis au point par son successeur, avec le concours des calédoches et des Canaques.

**Le peuple souverain**

L'argument le plus solide de MM. Chirac, Le Pen et des autres détracteurs du projet référendaire est sans doute le fait que légitimement les doutes ne peuvent légitimement susciter, au regard des règles constitutionnelles, la disposition prévoyant le gel du corps électoral de la Nouvelle-Calédonie à la date du 6 novembre jusqu'en 1998. Le compromis conclu à ce sujet entre le gouvernement, le RPR et le FLNKS prend certes des libertés avec l'orthodoxie de la Constitution. S'il avait eu à ce jour, le Conseil constitutionnel n'aurait sans doute pas manqué de soulever quelques objections. Il est vrai que le recours au référendum fera faire à MM. Mitterrand et Rocard l'économie, sur ce point, d'une épreuve difficile.

Mais, là encore, on peut renverser l'argument : n'est-ce pas, précisément, parce qu'il s'agit d'un point crucial reconnu comme tel par les signataires de l'accord que la meilleure façon de le régler est d'en faire juger le peuple souverain ? Qui d'autre pourrait légitimement une entorse faite aux sacro-saints principes de la loi suprême pour trouver une issue pacifique à une situation de guerre civile ?

Quant à M. Rocard, il dispose assurément d'un argument fort lorsqu'il souligne que l'aval de l'ensemble de la communauté nationale apportera aux Calédois et surtout aux Canaques, si souvent trompés, la plus solennelle des garanties. Mais même cet argument rencontre ses limites. Référendum ou pas, qui pourrait réellement demain, par exemple en 1993, empêcher une nouvelle majorité parlementaire de déjouer de ses objectifs le plan soumis aujourd'hui à l'appréciation du corps électoral ?

Autant, donc, s'en tenir dans l'immédiat à une considération morale qui mériterait bien une trêve nationale : les électeurs métropolitains ont-ils le droit de refuser à leurs compatriotes de Nouvelle-Calédonie le vote de solidarité que ceux-ci leur réclament ?

## Les futurs scrutins municipaux...

### Amiens : course de vitesse à droite

AMIENS de notre correspondant

Pour la troisième fois consécutive, M. Jean-Claude Broutin, avocat de quarante-deux ans (CDS), présentera une liste aux élections municipales à Amiens. M. Broutin, qui avait annoncé sa candidature depuis longtemps, a tenu, lundi 5 septembre, à le faire plus officiellement. Une course de vitesse est en effet engagée à droite pour la conquête de la mairie, tenue, depuis 1971, par M. René Lamps, PC.

Selon M. Broutin, l'accord passé au sein de l'opposition locale prévoit que lui-même sera candidat à la mairie, laissant à M. Gilles de Robien, assureur (PR), le mandat de député. M. de Robien, député depuis 1986, considère qu'il serait bon qu'Amiens ait un maire qui soit aussi député. La réplique de M. Broutin ne s'est pas fait attendre : lancement d'un hebdomadaire, l'« Heures d'Amiens », dont le premier

numéro vise à démontrer qu'avec la décentralisation la notion de « député-maire » est périmée ; placardage d'affiches sur les murs de la ville avec pour slogan : « Renforçons la majorité du conseil général ».

Non renouvelable aux prochaines cantonales, M. Broutin a déjà été investi par le CDS pour les municipales de mars 1989, mais l'UDF ne s'est pas encore prononcé. Il est secondé dans sa campagne par M. Roger Mézia, apparenté RPR, directeur de l'École supérieure de commerce d'Amiens, qui ne réclame que la troisième place sur la liste Broutin, la deuxième étant réservée à M. de Robien.

Pour le PS, c'est M. Serge Dellignères, adjoint au maire, qui a été désigné comme chef de file. Quant à M. Lamps, maire sortant, soixante-deux ans, il n'a pas fait savoir encore s'il briguera ou non un quatrième mandat.

MICHEL CURIE.

### ...et cantonnals

### Meurthe-et-Moselle :

### le « retour au pays » de M. Jacques Chérèque

NANCY de notre correspondant

Au nom de l'amitié, mais aussi dans l'objectif avoué d'un « retour au pays », M. Jacques Chérèque sera candidat aux élections cantonales. Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux restructurations de son ami Antoine Troglie, conseiller général du canton de Pompey, décédé en juillet. Les deux hommes avaient abordé ensemble le militantisme syndical dans leurs jeunes années, d'abord au sein de la CFDT, puis dans les rangs de la CFTD, en animant de « belles bagarres » dans les aciéries. Ils s'étaient retrouvés avec enthousiasme en 1983, lorsque M. Chérèque, quittant la CFDT, fut nommé préfet délégué à la restructuration industrielle de la Lorraine. Antoine Troglie lui avait alors servi efficacement de relais sur le terrain.

Nul en Meurthe-et-Moselle n'a été vraiment surpris par la décision de M. Chérèque, même si on ne l'attendait pas si tôt. « Ou bien l'on est ministre, et on prend les décisions à Paris, ou bien on est élu local et on prend les choses en main sur le terrain », proteste son principal adversaire, le maire UDF-

radical de Maxéville, M. Henri Bégorre.

M. Chérèque, loin de développer le complexe du parachuté, assure : « L'action d'un ministre doit être nourrie du vécu de ses concitoyens ; je ne veux pas être un Lorrain qui n'aurait de fonctions que parisiennes ». « Je suis bien que je ne sois pas ministre jusqu'à la fin de ma vie, ajoute l'ancien « super-préfet » de la Lorraine, et je m'inscrits aujourd'hui dans une nouvelle étape de ma vie militante : d'abord le canton, puis il y aura sans doute d'autres échéances ».

A Pompey, où les aciéries ont fait place à une vaste friche quasi déserte, M. Chérèque n'hésite pas à décrire son poste gouvernemental en jeu : « Si je ne suis pas élu, je quitterai mon ministère. Je suis candidat pour vérifier mon ancrage dans la population et je tirerai les conséquences de ce scrutin. » (Intérim)

● **VENDEE :** retrait de M. Crucis. — Président du conseil général de la Vendée depuis 1970, M. Michel Crucis (UDF-PR), sénateur, a décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat dans le canton de Charenton-le-Château où il avait été élu pour la première fois en 1981.

## La justice s'adapte au nouveau climat de détente

NOUMÉA de notre correspondant

« C'est un frémissement de changement dans la justice » : la formule est de l'Agence kanake de presse (AKP), liée au FLNKS. Ce constat donne la mesure du climat de décontraction qui semble imprégner désormais le fonctionnement de la justice en Nouvelle-Calédonie. Les ardeurs polémiques sur « la justice coloniale à deux vitesses », tant pour l'heure, tombées en sommeil.

A deux mois du scrutin référendaire sur les accords de Matignon, qui prévoient entre autres une amnistie des infractions à caractère politique, les remises en liberté des militants du FLNKS se succèdent à Nouméa. Les plus spectaculaires sont intervenus la semaine dernière avec la relâche de cadres de l'Union calédonienne (UC), composante majoritaire du FLNKS, tels Marie-Joséphine, épouse de Léonard Jorédié, numéro trois du FLNKS ou Jérôme Tein, responsable de la turbulente tribu de Saint-Louis dans la banlieue de Nouméa.

Une cinquantaine de prévenus indépendantistes ont été libérés depuis le 1<sup>er</sup> août, soit près de la moitié

de l'effectif de détenus canaques impliqués dans les troubles politiques des six premiers mois de l'année. Sur les dix-huit personnes interpellées après la prise d'otages — sans effusion de sang — de deux gendarmes en février à Poindimié (côte est), seuls quatre militants restent incarcérés.

Les libérations sont une manière plus aisée de rendre compte de la situation que celle de l'application de la future amnistie : on évite ainsi l'« effet de masse » susceptible de heurter l'opinion anti-indépendantiste. Au Palais de justice, aucune fausse note n'est véritablement venue troubler cette atmosphère de bienveillance. Les magistrats jouent globalement le jeu, même si quelques réticences sont exprimées ici et là, comme à ce propos par M. Louis Jorédié, conseiller technique pour les affaires judiciaires du premier ministre.

Les véritables inquiétudes des juges se cristallisent autour du sort que réservera la loi aux « auteurs de crimes de sang ». D'après ce que l'on sait du projet de loi référendaire, ces derniers sont exclus du champ de l'amnistie. Il est toutefois envisagé de les libérer le 25 décembre prochain et de les soumettre à une période d'observation jusqu'au 14 juillet 1989, date à laquelle ils pourraient être amnistiés, si leur

bonne conduite est attestée. Ils sont une dizaine dans cette situation.

Les réformateurs parient sur un apport de sang frais dans la magistrature locale : de nouvelles nominations sont attendues aux postes de procureur de la République, de premier substitut et de juge d'instruction. Un remaniement des structures est aussi étudié. La justice en Nouvelle-Calédonie, que l'on a longtemps accusée de vivre en osmose avec le microcosme européen de Nouméa, et d'être ainsi en déphasage complet avec les réalités de la brousse, notamment le milieu mélanésien, va se décentraliser. M. Rocard a annoncé l'installation de trois sections détachées du tribunal à l'extérieur de Nouméa : il s'agira des communes de Koné, Poindimié et Lifou.

Les partisans de cette nouvelle donne judiciaire souhaitent en particulier que les magistrats de fonction reçoivent avant leur prise de fonction une « formation de sensibilisation à la Nouvelle-Calédonie ». Après tout quelques solides rudiments d'ethnologie canaque ne seraient-ils pas aussi précieux que le code de procédure pénale dans certaines affaires sensibles où la coutume est partie prenante, tels les litiges fonciers ?

Cela durera-t-il ? L'effort d'adaptation à l'« autre » semble en tout cas faire école en ce moment sur le territoire. Si l'institution judiciaire nourrit quelques velléités de rapprochement avec le monde mélanésien, les indépendantistes de leur côté affirment vouloir se faire violence sur un autre domaine, celui de l'économie.

Lors du dernier comité directeur de l'Union calédonienne samedi 3 septembre à la tribu de Nassirah (80 kilomètres de Nouméa), M. Jean-Claude Tjibaou a en effet décrété une mobilisation générale devant le constat de la marginalisation des Canaques dans les circuits économiques. M. Tjibaou a lancé : « Il n'y aura pas de places pour nous si nous ne nous battons pas pour les avoir. Il n'y aura pas de cadeaux. Il faut donc nous mobiliser pour être présents et crédibles (...) ». Si on veut partager les espaces d'administration avec ceux qui les ont aujourd'hui pour eux seuls, il faut que l'on fasse preuve de sérieux. Huit heures, c'est huit heures ! Sinon, des partenaires nous n'en trouverons plus. Ils ne viendront pas au rendez-vous. Moment précis seront-ils pas aussi précieux que le code de procédure pénale dans certaines affaires sensibles où la coutume est partie prenante, tels les litiges fonciers ?

FREDERIC BOBIN.

## Pour réduire l'inflation des « dimanches électoraux »

# Faut-il regrouper les élections ?

Les élections sont les garanties de la démocratie. Vérité de La Palice... dont il faut se souvenir au moment où la multiplication des « dimanches électoraux » commence à peser sur les responsables politiques eux-mêmes et peut-être sur les électeurs. Il est normal dans un pays de liberté que l'action du pouvoir soit soumise régulièrement au jugement des citoyens. Mais la technicité croissante de la gestion des pays industrialisés n'impose-t-elle pas que soit laissés aux gouvernements le temps nécessaire à la mise en œuvre de leur politique ? La qualité de leur action ne peut être jugée que dans la durée. En France, ils n'en disposent plus.

La politisation croissante des élections locales les transforme chaque fois en enjeu national. Cela s'est vu aussi bien en 1976 et en 1977, quand la droite a perdu les cantonales puis les municipales, qu'en 1982 et 1983, quand la gauche, à son tour, a souffert de ses combats locaux, et en 1984 lorsqu'elle a subi une cuisante défaite aux élections européennes. Finalement, l'action d'un président de la République n'est plus jugée au terme de son septennat, l'œuvre d'une majorité parlementaire à la fin de la législature mais à travers les échéances électorales qui se présentent, toutes les échéances électorales ont pour objectif que de même si officiellement elles n'ont pour objet que de choisir les gestionnaires des départements ou des communes, voire les membres de l'Assemblée européenne, et ceux-ci ne sont — souvent — plus appréciés sur leur œuvre propre mais en fonction de leur adhésion à une politique nationale.

Dans le même temps, les occasions de consultations électorales ont été multipliées par plus de deux. Traditionnellement, le tonneau des électeurs français n'avait que trois choix : à effectuer (puisque les sénateurs ne sont élus que par un collège restreint) : celui des députés, celui des conseillers généraux, celui des conseillers municipaux. La Constitution de 1958 a introduit la possibilité de référendum ; la réforme de 1962 l'élection du président de la République au suffrage universel ; une décision des chefs d'Etat et de gouvernement du Marché commun en septembre 1976 l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ; une loi du 10 juillet 1985 a créé des conseillers régionaux par tous les électeurs. A cela, il faut ajouter que, depuis leur élection au suffrage direct en 1971, les conseillers généraux sont renouvelés par moitié tous les trois ans.

Les « dimanches électoraux » se succèdent ainsi à un rythme accéléré. Leur calendrier pour les années à venir est on ne peut plus révélateur, même si on exclut les élections sénatoriales. En 1988, les citoyens ont déjà eu à élire leur président de la République et leurs

députés ; ils vont devoir encore consacrer deux dimanches au choix de leurs conseillers généraux, et un au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. En 1989, ils seront convoqués en mars pour les deux tours des élections municipales, puis en juin pour la tenue de l'élection présidentielle. En 1990, ils auront à choisir leur président de la République au suffrage universel. En 1992 des régionales, en 1994 encore de nouvelles cantonales, en 1995 des cantonales puis des européennes, en 1996 des municipales et l'élection présidentielle... et ainsi de suite. Sans compter de possibles référendums, une éventuelle vacance de la présidence de la République ou une dissolution de l'Assemblée nationale. Trop n'est-ce pas trop ?

### Traditions et hasard

Le diagnostic est facile à établir. Les remèdes plus difficiles à trouver. Il est bien entendu hors de question de supprimer des élections, mais il peut être envisagé d'en regrouper certaines de façon à limiter le nombre des « dimanches électoraux ». Trois échappatoires à cette possibilité s'offrent à modifier profondément la Constitution. Le référendum est une prérogative du chef de l'Etat qui dispose souverainement du droit d'y recourir et du choix de son moment. L'élection présidentielle n'est pas prévue par la Constitution, mais elle est prévue par la loi. Elle peut être supprimée, mais cela impliquerait, dans le premier cas, l'institution d'une vice-présidence de la République pour suppléer une possible vacance à l'Elysée, et dans le second cas, la suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale par le chef de l'Etat.

Reste l'élection européenne et les trois élections locales. Mais là encore les regroupements obligent à des bouleversements importants, même s'ils ne sont pas aussi imposants que dans les cas précédents. Leur échelonnement dans le temps est le fruit du hasard. Parce que c'est la durée de vie des Parlements la plus communément admise, les responsables européens ont été fixés à cinq ans la longueur du mandat des membres de l'Assemblée européenne. En France, la tradition depuis les grandes lois rétablissant la démocratie locale, au début de la III<sup>e</sup> République, est de confier un mandat de six ans aux administrateurs locaux, mais les notables qui dominaient encore l'Assemblée nationale en 1871 imposèrent un renouvellement par moitié des conseillers généraux pour éviter les bouleversements trop brutaux ; depuis, les socialistes ont respecté cette disposition. Les élections ont lieu tous les six ans, mais les communes de moins de deux mille cinq cents habitants, il est possi-

ble de voter pour des non-candidates ; ou alors il faudrait supprimer cette faculté. Par ailleurs, ce mode de vote rend le dépouillement fort long ; il serait pratiquement impossible d'avoir tous les résultats en début de nuit. De même, il serait plus difficile de distinguer les votes blancs et nuls selon l'élection.

Tout cela n'est que technique, mais le regroupement des élections obligerait aussi à des choix politiques. Organiser, par exemple, les régionales en même temps que le scrutin européen (il s'agit de deux élections à la proportionnelle) obligerait à réduire le mandat des conseillers régionaux, puisque la France seule ne peut allouer celui des députés européens. Faire voter le même jour pour les municipales et les cantonales imposerait, pour réduire vraiment le nombre de « dimanches électoraux », de supprimer le renouvellement par moitié des conseillers généraux. Mettre dans un même « paquet » les trois élections locales n'amènerait-il pas à remettre en question le mode d'élection des uns et des autres ? L'électeur pourrait en effet être désorienté par l'obligation d'user, en même temps, de trois systèmes électoraux différents : la proportionnelle départementale pour les conseillers régionaux, le scrutin majoritaire pour les conseillers généraux, un mélange des deux pour les conseillers municipaux.

Une telle réforme, de toute façon, ne peut être d'application immédiate. Il semble en effet constitutionnellement difficile de réduire par la loi le mandat de personnes déjà élues. Il faudrait donc laisser s'achever celui des conseillers généraux élus en septembre et même, probablement, celui des conseillers municipaux qui débiteront en mars prochain. Elle ne pourrait donc entrer en application, au mieux, qu'en mars 1995, avec de délicates dispositions transitoires pour que les mandatures des uns et des autres s'achèvent en même temps.

Un « Y-a-t-il » ne suffit donc pas à régler ce délicat dossier. Une fois même accepté la pétition de principe sur la nécessité de réduire le nombre de « dimanches électoraux », les difficultés techniques et politiques ne manquent pas. En revanche, ce genre de dossier se prête assez facilement à une analyse et à des décisions transparentes sur le modèle de ce qui a été fait en 1985 pour la limitation du mandat des mandats et en 1987 pour le financement des campagnes électorales et des partis politiques. Le temps pourrait être trouvé de la mener à bien en 1990... la seule année sans élection avant 1996, si rien ne change.

THIERRY BRÉNIER.

### Pas d'application immédiate

Les difficultés pratiques d'un regroupement sont sérieuses. Les résoudre obligerait à revenir sur bien des habitudes électorales françaises. Ce passé récent semble montrer que la solution de plusieurs bureaux, semble-t-il, dans un même lieu, n'est pas la bonne ; en tout cas, elle interdirait pratiquement de réunir plus de deux élections. Mais utiliser une urne commune à plusieurs élections impose la confection d'un bulletin unique sur lequel les électeurs indiqueraient leur choix entre les différents candidats aux diverses élections par des croix. Ils savent jouer au loto, ils sauraient bien voter ainsi.

Mais ce système ne pourrait pas être utilisé pour les municipales, puisque, dans les communes de moins de deux mille cinq cents habitants, il est possi-



كذا من الأصل

# Société

## MÉDECINE

### En marge du congrès européen sur le diabète Le pari de la ciclosporine

Le vingt-quatrième congrès de l'Association européenne pour l'étude du diabète a lieu à Paris jusqu'au 8 septembre, en présence de trois mille spécialistes venus de quarante-trois pays. En marge de cette importante réunion, diabétologues, pédiatres et immunologistes s'opposent sur le point de savoir s'il est ou non légitime de traiter les enfants diabétiques avec de la ciclosporine.

L'affaire a éclaté il y a quelques jours dans les colonnes du *Quotidien du médecin*. Le professeur Henri Lestradet (hôpital Robert-Debré, Paris) s'inquiétait de constater que des enfants diabétiques étaient actuellement traités, dans le cadre d'essais thérapeutiques, avec de la ciclosporine, un médicament immunosuppresseur, utilisé avec succès depuis plusieurs années dans la prévention du rejet des greffes. Invitant au respect « des principes éthiques », le pédiatre rappelle les directives internationales édictées en 1981 par l'Organisation mondiale de la santé, selon lesquelles « les enfants ne doivent jamais participer comme sujets à des recherches que l'on pourrait tout aussi bien mener chez des adultes ».

À l'évidence, le problème posé par l'utilisation de la ciclosporine chez des enfants diabétiques méritait d'être soulevé, ne serait-ce que par le débat éthique fort complexe qu'il soulève.

L'idée d'utiliser la ciclosporine dans le traitement du diabète insulino-dépendant remonte à 1982. Apparaissant, il était admis que le seul moyen de traiter cette maladie était de procéder à des injections pluriquotidiennes d'insuline et une surveillance de l'alimentation et du taux de sucre dans le sang. Mais, à mesure que les recherches sur le diabète insulino-dépendant avançaient, on s'apercevait que cette affection était une maladie auto-immune, caractérisée par un dérèglement du système immunitaire de l'organisme. De fait, on sait bien aujourd'hui qu'au cours des premières semaines de la maladie apparaissent dans le sang des patients des auto-anticorps anti-îlots de Langerhans, capables d'inhiber la sécrétion d'insuline. Tout se passe comme si le diabète diabétique détruisait lui-même certaines cellules de son pancréas.

Dès lors, il était évidemment tentant d'utiliser la ciclosporine afin, en

quelque sorte, « d'enrayer » le développement de la maladie. En 1982 au Canada et en 1983 à Paris, deux essais furent entrepris chez des malades atteints de diabète insulino-dépendant débutant. Dans 40 % des cas, il fut possible d'obtenir une rémission de la maladie et donc la possibilité d'interrompre le traitement par l'insuline.

#### Effets secondaires

Quelques années plus tard, une nouvelle étude, contre placebo fut réalisée en France (le *Monde* du 7 juillet 1986). Une rémission complète de la maladie fut observée chez 24 % des malades traités par l'insuline. Pour la première fois, il était démontré qu'un médicament immunosuppresseur pouvait agir sur l'évolution d'un diabète insulino-dépendant. Il devenait possible d'envisager une prévention du diabète, prévention *a priori* d'autant plus efficace que le traitement était commencé précocement. Pour autant, l'enthousiasme des spécialistes était tempéré par le fait qu'on ne savait pas si les effets de la ciclosporine pouvaient perdurer. En outre, les effets secondaires à long terme du produit, notamment sur les reins, étaient mal connus. Aujourd'hui, à la lumière d'études récentes, on sait que si la ciclosporine doit être un jour utilisée dans le traitement du diabète insulino-dépendant, c'est à vie que ce médicament devra être prescrit. Ce qui, compte tenu de ce que l'on a appris sur ses effets secondaires, en particulier rénaux, n'ira pas sans poser de sérieux problèmes.

La position défendue par le professeur Lestradet découle de ces constatations : « La marge entre les doses efficaces et les doses exposant à des complications est étroite », rappelle-t-il. D'autre part, ajoute-t-il, « se pose le problème des effets secondaires du traitement (nausées, hirsutisme, etc.) et, plus particulièrement, chez le diabétique, de la néphrotoxicité chronique ». Est préoccupante également, ajoutait le professeur Lestradet, la possible apparition de lymphomes. C'est pourquoi, poursuit le célèbre pédiatre, « devant de telles incertitudes concernant les bénéfices réels que l'on peut escompter et les effets secondaires à long terme que l'on peut redouter, il semble bien que, pour l'instant, les essais de traitement des diabètes insulino-

dépendants par la ciclosporine ne devraient être menés que chez des adultes volontaires ». Il ne lui semble pas éthique de mettre des enfants diabétiques sous ciclosporine.

La position défendue par des diabétologues est plus nuancée. Certes, reconnaissent-ils, il existe un problème éthique, mais, ajoutent-ils, il serait difficile de refuser *a priori* de traiter à un stade très précoce de l'évolution de la maladie des enfants par un médicament immunosuppresseur. Voir avant même l'apparition du diabète. Un pari risqué, qui suppose à tout le moins que l'on soit en mesure de prédire la maladie chez un enfant quelques mois ou quelques années plus tard.

Deux chercheurs de l'hôpital Saint-Bartholomée de Londres, MM. Gianfranco Bottazzo et Edwin Gale, viennent de franchir un pas important dans cette voie en mettant en évidence un véritable facteur prédictif. Ce facteur, d'ordre immunitaire, lorsqu'il est présent, laisse prévoir que, dans un cas sur deux, (54 % exactement), un diabète insulino-dépendant va survenir. Lorsque ce facteur est absent, le diabète insulino-dépendant ne survient que dans 3 % des cas. « Si l'on y ajoute d'autres paramètres, comme le groupe HLA et la capacité d'autosécrétion du pancréas, il devient possible, nous explique le professeur Gérard Sliama (Hôtel-Dieu, Paris) de parler d'une prédisposition pour le diabète ».

Faut-il, dès lors, envisager de donner de la ciclosporine de manière préventive à des enfants ? Rien n'est moins sûr. « Des essais thérapeutiques plus en amont seraient certainement fort instructifs », explique le professeur Sliama, mais le problème éthique s'en trouverait décalqué.

Il est certain que, lorsque des marqueurs sensibles et spécifiques, permettant de dépister à coup sûr, dans les familles à risque, les personnes susceptibles de développer un diabète insulino-dépendant, seront mis au jour, le problème sera d'une nature différente. Un traitement immunosuppresseur pourrait alors prévenir, de manière durable, l'installation de la maladie. Mais, pour franchir cette dernière étape, tout laisse penser qu'il faudra mettre au point de nouveaux médicaments plus efficaces que la ciclosporine et n'exposant pas aux mêmes effets secondaires rénaux.

FRANCK NOUCLH.

## ENVIRONNEMENT

### Un nouveau pont sur la Loire

#### Les vigneronn arrosent le TGV

En querelle depuis plus de quatre ans, à cause du tracé du futur TGV Atlantique, qui menaçait leur vignoble, les vigneronn de Vouvray (Indre-et-Loire) et la direction de la SNCF ont officiellement décidé, le mardi 6 septembre, d'enterrer la hache de guerre.

#### VOUVRAY de notre envoyé spécial

Ce fut un bel après-midi, aux couleurs des vins de Loire et de la SNCF pour une fois riant. Une cérémonie historique aussi, au-dessus des eaux limoneuses du fleuve et à la gloire commerciale de deux appellations longtemps ennemies de Vouvray et de Montouis, unies pour la première fois grâce au pont du futur TGV Paris-Bordeaux.

Cela avait été, dès 1984, une totale incompréhension, une sourde guerre de tranchées, au cours de laquelle des gardes mobiles avaient été copieusement arrosés de sulfate de cuivre et de jets de fumée. Les contestataires s'annonçaient : la SNCF n'avait trouvé d'autre solution pour le parcours du TGV-Atlantique que de traverser, de part en part, le site de

l'appellation d'origine contrôlée Vouvray, en perçant un tunnel de près de 1 500 mètres de long et de plus de 70 mètres carrés de section dans le coteau nord de la Loire.

Les vigneronn concernés, les syndicats professionnels, quelques associations, et — beaucoup plus timidement — quelques politiques, s'étaient alors élevés contre ce qui apparaissait à leurs yeux comme la pire des solutions puisque d'autres tracés, moins meurtriers, étaient envisageables (le *Monde* des 27 juillet et 19-20 août 1984).

Le temps sans doute, la puissance publique certainement et des indemnités pour expropriations plus que raisonnables, ont vite eu raison de cette jacquerie sans espoir. Le tunnel du coteau s'élevait à ses côtés sans problème — si l'on excepte un incident géologique mineur — aucun cap de vignes n'a, en définitive, été amoché. Le pont, ciment et bleu vit, enjambe majestueusement les vallées de la Loire et du Cher.

#### « Une sorte de cadavre »

Des ruisseaux du chemin de fer, il n'est plus question, ou presque. La SNCF, qui a accepté de disparaître un tapis caoutchouté antibruit dans la

partie du tunnel qui jointe les caves les plus proches, ne veut plus parler de quelques dizaines de millions de francs supplémentaires qu'a coûtés le tunnel par rapport à une section à ciel ouvert. « Ce n'est, dit-on, qu'une sorte de cadavre fait à l'appellatif ; nous devions bien paux vigneronn, et il est vrai que nous avions part-faire, au départ, été avec eux très maladroits ».

Les vigneronn des deux rives, largement opposés par une vieille guerre péroratoire, qui voyait Vouvray (1 800 hectares) s'affronter, depuis un demi-siècle, à Montouis (300 hectares), ont, du coup, décidé de remettre les semences à l'étable et de trouver dans le pont du TGV le trait d'union qui s'élevait pas aux deux-mêmes contestataires. C'est ainsi qu'on a vu, le mardi 6 septembre, sous le chaud soleil de la rentrée des classes, M. Jean Comar, directeur général de la SNCF, accepter galamment une double intronisation : celle de la contrée des Closiers (Montouis) puis celle des vigneronn de la Champagne (Vouvray), avant de promettre mordicus que, dans deux ans, on proposerait éventuellement ces deux vins blancs aux milliers de voyageurs qui emprunteront les rames Paris-Bordeaux du TGV-Atlantique.

JEAN-YYVES NAU.

### Après avoir privé Tours d'eau potable pendant huit jours

#### L'usine de la Protex redémarre

M. Robert Moor, cinquante-huit ans, président-directeur général du groupe des industries chimiques Protex — dont l'une des usines situées en Indre-et-Loire, partiellement détruite par un incendie en juin dernier avait pollué la Loire et privé d'eau potable la ville de Tours durant une semaine — a annoncé, lundi 6 septembre, la réouverture de ses ateliers. M. Moor a expliqué, en détail, quelles ont été les conséquences de cet accident pour son entreprise et les mesures adoptées pour qu'il ne se renouvelé plus.

À quel point le malheur est bon, ou comment la sagesse écologique vient aux entreprises : telle pourrait être la morale de cette histoire. L'usine de la Protex installée à Auzouer-en-Touraine depuis un quart de siècle était prospère. Employant environ deux cents personnes, elle réalisait un chiffre d'affaires de 200 millions de francs par an. Les déchets, un sous-produit — et dégageait un substantiel bénéfice. Elle fabriquait huit cents produits de chimie fine, à partir de

matières premières dont son patron avoue que certaines sont fort dangereuses.

Pourtant, les précautions anti-feu et le système d'épuration des eaux étaient nettement insuffisants. Témoin, l'incendie qui avait éclaté en 1979 et les dizaines de pollutions de la Brenne — le cours d'eau traversant l'usine — dont se plaignaient les pêcheurs. Il avait fallu les mises en demeure répétées de l'administration et surtout l'accident des usines Sandoz à Bâle pour décider la firme à projeter des améliorations.

Elles n'étaient pas emarées lorsque la catastrophe du 6 juin est survenue : explosion en pleine nuit, violent incendie, arrosage massif, pollution de la Brenne et de la Loire. Conséquences : les usines fermées durant trois mois, le personnel au chômage, huit millions de francs de travaux exécutés en hâte et, probablement, un effondrement des bénéfices en fin d'année.

Ce traumatisme, qui aurait pourtant été évitable à révéler les responsables. Non seulement ils ont rénové leur système de sécurité, amélioré les procédés d'épuration et isolé totalement les ateliers de la rivière, mais ils ont modifié leur processus de fabrication, réduit drastiquement le nombre de leurs produits et engagé une politique de communication avec leurs voisins. Bref, une véritable « révolution culturelle », comme dit M. Moor.

L'usine modernisée devrait améliorer ses performances et se révéler, demain, encore plus rentable. Elle aurait obtenu le même résultat à moindre frais pour elle, pour la ville de Tours et pour la Loire, si ses dirigeants avaient compris que les dépenses de sécurité et d'environnement, dont ils se plaignaient tant, sont des investissements hautement productifs. Ils obligent tout simplement à sortir de la routine et à réfléchir : la voie du progrès est à réinventer d'aujourd'hui...

MARC AMBROISE-RENDU.

## ESPACE

### Rentrée mouvementée pour les cosmonautes d'une mission Soyouz

Le cosmonaute afghan Abdul Abad Mohamad, qui vient de passer une huitaine de jours dans l'espace, dont six à bord de la station orbitale Mir, se souviendra sans doute longtemps de sa première mission spatiale et, surtout, de son retour sur Terre, particulièrement mouvementé. Bien qu'Abdul Abad Mohamad et son compagnon de capsule, le vétéran soviétique Vladimir Liakhov, n'aient pas été placés en situation catastrophique lors de leur première tentative de descente vers la Terre, mardi 6 septembre, ils ont été confrontés — comme l'a souligné l'agence Tass — pendant vingt-quatre heures à une « situation sérieuse ». Tout s'est heureusement terminé, le mercredi 7 septembre à 2 h 50 (heure française), par un atterrissage en douceur dans la Kazakhstan.

Les difficultés ont commencé le mardi 6 septembre, peu après 1 heure du matin, lorsque les deux cosmonautes ont quitté comme prévu la station orbitale Mir à bord de leur vaisseau Soyouz TM-5, après avoir salué leurs compagnons de la station qui tentent de battre le record de durée dans l'espace. Le commandant de bord, Vladimir Liakhov, engagea les manœuvres de retour, mais la procédure de descente automatique devait être bien interrompue en raison du fonctionnement anormal du système de décélération du vaisseau. À l'origine de ce contretemps, la panne d'un capteur directionnel chargé de fournir des indications de position à l'ordinateur de bord.

C'est alors que le commandant de bord a déconnecté en partie le système automatique pour passer en manuel et engager, trois heures après l'incident, une nouvelle procédure de descente. Celle-ci ne fut pas plus heureuse que la précédente en raison du fonctionnement pendant six secondes seulement — au lieu des deux cent soixante-deux secondes pré-

vues — du moteur de rentrée. À l'origine de ce nouvel incident, la non-reprogrammation, selon Tass, de certains systèmes informatiques après la troisième tentative de retour. Les contrôleurs au sol décidaient alors de prendre leur temps pour un nouvel essai et de retarder le retour de vingt-quatre heures.

Dans le même temps, les Américains, qui ont connu au cours d'une mission lunaire une aventure semblable avec le non-allumage du moteur de retour d'une capsule Apollo, ont proposé de mettre au service des Soviétiques leur réseau de poursuite et de télécommunications afin de rester en permanence en contact avec la capsule Soyouz. Mais l'offre a été repoussée, bien que certains experts occidentaux, aient rappelé que les installations du Soyouz ne permettaient qu'une autonomie de deux jours. Incident sérieux, donc, dans le programme bien rodé des Soviétiques, qui, s'il n'avait pas été réglé, aurait conduit les deux cosmonautes à atterrir en Chine.

J.-F. A.

## RELIGIONS

### Quarante mille jeunes s'y sont retrouvés cet été Taizé aux dimensions du monde

#### TAIZÉ (Saône-et-Loire) de notre envoyé spécial

« C'est la première fois qu'un moine reçoit un prix international. Le visage se plisse, mais le regard bleu de Frère Roger est toujours aussi profond. Le prieur de la communauté ecclésiastique de Taizé (Saône-et-Loire) a eu maints scrupules avant d'accepter de l'UNESCO d'un prix qu'il avait jusque-là refusé à beaucoup d'autres. Envisagé comme une coiffure blanche, dans l'ancienne grange ouverte sur une cour humide, il préside un repas du soir frugal : un bol de soupe, un omelette et des légumes. Près de là, des milliers de jeunes battent la semelle, avant d'entrer dans l'église de la Réconciliation pour l'office du soir, de prier et de chanter jusqu'à une heure avancée de la nuit.

En juin dernier, Frère Roger était invité à Moscou par le patriarche orthodoxe pour le millième anniversaire de la Russie chrétienne. Le mois suivant, il était reçu à Genève

par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. Le prix que l'UNESCO lui remet le 21 septembre à Paris (le *Monde* du 11 août) consacre le troisième âge de la communauté fondée en 1940 par le pasteur suisse. Après l'entraînement dans la vie monastique et la phase de contestation des Églises dont le Concile des jeunes avait été en partie le témoin dans les années 70, l'internationalisation de Taizé n'a fait que croître et embellir.

Des records ont même été battus cette année. Taizé est devenu une sorte de microcosme de l'Église universelle. Le communauté des frères elle-même, avec ses quatre-vingt-dix moines, compte près de vingt-cinq nationalités différentes. Un Irlandais du Sud vient de faire sa profession de foi religieuse, au moment où un Irlandais du Nord traitait comme novice. Pour la première fois, plus de quarante mille jeunes, originaires de cent vingt pays, ont participé depuis Pâques, sur la colline bourguignonne, à des rencontres dites intercontinentales. Les Européens ont perdu la majorité. Signe d'une Église qui se rééquilibre vers le Sud, ce sont maintenant des jeunes Asiatiques, Africains et Latino-Américains qui assurent à Taizé l'essentiel de l'animation.

#### Un lieu de jonction

« La foi ne nous rendit d'Afrique », dit un jour un missionnaire protestant de passage à la maison du pasteur Charles Schütz. Ce mot, son fils Roger ne l'oubliera jamais. Si aujourd'hui il le constate, comme Jean-Paul II, la désertion des églises par les jeunes Européens de l'Ouest ou Nord-Américains, il hésite devant l'expression de « seconde evangelisation » chère au pape. Il

préfère celle de « printemps de l'Église », dont les jeunes pousses se trouvent, selon lui, dans les continents du Sud ou les « chrétiens blessés » d'Europe de l'Est.

La tentation est de faire de Taizé une citadelle de la tradition, un aimable lieu de prière, sorte de serre-chaude pour de jeunes chrétiens devenus minoritaires. La communauté a su éviter ces formes de repli et épouser les évolutions et générations les plus récentes des Églises chrétiennes. Elle s'exporte de plus en plus. Des fraternités sont nées à New York, à Nairobi, au Brésil et en Corée du Sud. Des rencontres durent à chaque fin d'année des milliers de jeunes dans les grandes capitales européennes. Il y a deux ans, ils sont allés jusqu'à Madras en Inde et à Ljubljana ou Yougoslavie (1).

Et ce n'est pas fini. Les Frères avaient cru à un célibat quand, à Noël dernier, un leur avait annoncé l'arrivée d'un millier de jeunes Hongrois à la rencontre européenne de Rome. La proposition était sérieuse et n'a pas été qu'un feu de paille. Un car a fait plusieurs fois la navette entre Budapest et Taizé, devenu aussi lieu de pèlerinage, avant Lourdes, de jeunes catholiques polonais. Seules, malgré les allers-retours insistants de quelques Frères et de l'évêque évangelique de Dresde, les autorités allemandes de l'Est rechignent toujours à envoyer leurs jeunes croyants en France.

On est venu aussi cet été, pour la première fois, de pays comme la Malaisie et la Bolivie, du Malawi ou d'Éthiopie... Pas pour le tourisme et l'exotisme ; rythmés par les trois offices quotidiens, des cours d'approfondissement biblique, des rencontres Est-Ouest et Nord-Sud, la vie de Taizé est austère. Les jeunes disent venir y chercher « un cœur à leur vie ». Ils découvrent des Églises « moins pesante » que

celles qu'ils connaissent et désertent. « Sans la foi, on ne peut pas tenir dans mon pays », explique à son auditoire Jossiah, un Sud-Africain envoyé à Taizé par Mgr Dossonnat Tshu. « La vie de l'Église ne compte plus dans vos pays », ajoute Federico, un Chilien. Chez nous, elle est engagée dans tous les débats.

Lieu de jonction entre Églises, Taizé est aussi un lieu de brassage entre les courants traditionnels et progressistes. « En Inde, dit Suzan, on sépare vie intérieure et engagement social. On fait l'un ou l'autre. À Taizé j'ai appris à lier les deux. » Même raisonnement pour de jeunes mineurs boliviens très engagés dans le syndicalisme et qui viennent découvrir en Bourgogne « l'importance de la vie spirituelle ».

« À travers l'épreuve, on mûrit », dit Frère Roger, qui évoque à tout bout de champ Jean XXIII, le cardinal Gerlier, ancien archevêque de Lyon, artisans tous les deux de bonnes relations entre Rome et Taizé, marquées par la visite de Jean-Paul II le 5 octobre 1985. Même si l'occultisme n'a jamais été pour lui un but en soi, il constate comme chacun « un durcissement des courants » au sein des Églises chrétiennes et entre elles. Cet été, une trentaine d'évêques anglicans, luthériens, catholiques ont fait le pèlerinage de Taizé. Discrètement, deux responsables du séminaire d'Écône étaient aussi passés par la colline de Saône-et-Loire. Peu avant les sacres qui ont valu à Mgr Lefebvre son excommunication, Frère Roger avait tenté une même démarche de conciliation.

HENRI TIVCO.

(1) Une nouvelle rencontre intercontinentale à Madras aura lieu du 27 au 31 décembre 1988, ainsi qu'une rencontre européenne à Paris du 30 décembre 1988 au 4 janvier 1989.



Pasolini ress

AR

aissez venir à m

# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### Une rétrospective à la Mostra de Venise

## Pasolini resuscité

Mieux qu'une rétrospective, la redécouverte par un public nombreux, jeune et fervent d'une œuvre. Celle d'un homme engagé qui s'est servi du cinéma, du théâtre, du journalisme, de sa vie surtout, pour s'affirmer ce qu'il est, un grand poète.

« Je travaille tout le jour (comme un moine) Et la nuit j'erre (comme un matou) En quête d'amour... Je proposerai A la Curie de me sanctifier Car je réponds à la mystification Par la douceur. Je regarde avec l'œil D'une image pieuse les préposés (au lynchage) J'observe mon propre massacre (avec le) Courage d'un scientifique. Je (parais) Epruver de la haine (quand au contraire) j'écris Des vers pleins de ponctualité (amour). »

Trente ans après avoir écrit ces vers-là, le 1<sup>er</sup> novembre 1975, Pier Paolo Pasolini sera massacré. Aujourd'hui, Venise lui rend hommage. L'intégralité de ses films, vingt-deux, est projetée depuis le début de la Mostra, et les salles sont pleines, tous les jours, à toutes les séances. Le public est jeune, calme ; il manifeste une unanime ferveur, une étonnante proximité. Le poète, cinéaste, écrivain, prophète, journaliste, polémiste, visionnaire, brasseur d'idées et de mots, d'images, le plus dérangeant qui soit, ne dérangera-t-il plus ? L'homme qui, dans une œuvre explosive mais infiniment cohérente, a arpenté les villes et les champs, le monde archaïque et le monde futur, créé des voyous et des dieux, un Christ marxiste et un ange copulateur, adapté Boccaccio, Chaucer, Sade, les Évangiles et les Mille et une nuits, serait-il rentré dans le rang ?

Sans doute pas. Cette formidable rétrospective permettra au fil des mois, des prochaines années, où elle va voyager - elle est déjà attendue à Budapest, Orléans, Annecy et Bruxelles - d'en juger plus clairement. Car on s'aperçoit déjà que beaucoup de films de Pasolini qu'on croit connaître, qu'on dit aimer ou haïr, parce qu'en leur temps ils ont provoqué de véritables chocs, n'ont pas été vus depuis des lustres, bien que depuis on continue d'en parler, d'y faire référence, de s'en inspirer.

Ainsi *Théorème*, dix-huit ans hors circuit (il date de 1968), a été retrouvé après des investigations éperdues dans un tribunal où il pourrissait sous séquestre... Rassembler l'œuvre cinématographique de Pasolini, à tenu de la quête initiatrice et l'enquête policière. Ce travail, qui a duré trois ans, financé par le ministère italien du tourisme et des spectacles, entre dans le cadre d'une vaste campagne visant à promouvoir et à relancer le cinéma italien à l'étranger. Il s'agit pour l'Ente Gestione Cinema de réunir non seulement tous les films d'un auteur (longs métrages, courts métrages, inédits éventuellement) et de les présenter dans des copies restaurées, complètes, sous-titrées, aussi proches de l'original que possible, mais aussi de recueillir tous les documents graphiques ou audiovisuels, photos, affiches, interviews, se rapportant à l'auteur choisi.

Pasolini est le premier. Rossellini et Antonioni devraient suivre. Le budget consacré à ce projet multimédia est de 1 milliard de lire (5 millions de francs).

Mais l'argent, pour indispensable qu'il soit, ne serait rien si, pour signifier, stimuler, électriser les bonnes volontés, il n'y avait eu dès l'origine du projet Pasolini, Laura Betti.

Elle a la noble corpulence de la tragédie et un visage ravissant de petite fille, on la voit passer dans des films français intelligents, elle a en général peu de scènes, mais marquantes. Présidente du Fonds Pier-Paolo-Pasolini, elle ne ressemble pas à une présidente mais à la femme qu'elle fut auprès de Pier Paolo. Très proche. Ils se voyaient tous les jours, ils travaillaient ensemble, ils voyageaient ensemble.

« Ce soir-là, dit Laura Betti (le soir de sa mort), nous devions aller au cinéma voir Andrei Roubliev. » Laura Betti n'a rien d'une veuve, abusive ou non. La diva de la *Ricotta*, la Desdémone de *Che cosa sono le nuvole* (Qu'est-ce que les nuages), la servante de *Théorème*, la femme de Bath dans les *Contes de Canterbury*, dit en riant : « Aujourd'hui je vis dans un petit château de Jolie. Tu comprends, ou tu crèves ou tu continues. »

Elle continue. Raconte Pasolini. « Les films naissent à table. Il n'aimait pas les acteurs professionnels parce qu'il n'avait rien à leur dire. Longtemps il n'a pas eu d'argent du tout. Et puis un avocat qui ne réalisait jamais ses contrats lui a fait obtenir un pourcentage sur le *Decameron*. Parce qu'on l'a pris pour un porno le film a eu beaucoup de succès et Pier Paolo un peu d'argent. »

La-dessus, la Betti d'un ton léger vous dit : « Je t'ai déposé le catalogue. » Le catalogue est introuvable. C'est un livre magnifique de 458 pages dont elle a dirigé la rédaction. Tout. Il y a tout, les synopsis, les photos, les extraits de manuscrits, la genèse de chaque film. Pasolini écrit, explique, éclaire, réveille. Ainsi lorsqu'il parle de *la Rabbia* (*la Rage*), film de montage à partir de documents d'archives, sorti en 1963 : « J'ai choisi le matériel le moins élégant et même le plus objet ; j'ai élaboré un montage vers l'essai d'un commentaire et un essai polémique et idéologique sur les événements de ces dix dernières années... Mon critère a été celui, disons, d'une dénonciation marxiste de la société et des événements de cette époque... Le moment le plus réussi de ma mort du film (et c'est le seul morceau qui mérite d'être sauvé) est



Pasolini dirige Laura Betti dans « Théorème ».

la séquence qui concerne la mort de Marilyn Monroe. »

« Mais tu continuais à être une enfant. Soit comme l'antiquité, cruelle comme le futur. Et entre toi et ta beauté possédée par le Pouvoir. S'entremet toute la stupidité et toute la cruauté du présent. Tu l'as portée toujours avec toi comme un sourire parmi les larmes. Impudique par passivité, indécente par obéissance. Elle disparaît comme une blanche colombe d'or. »

Comment s'est opéré le travail de reconquête de l'œuvre pasolinienne ? Vittorio Giacchi, directeur de l'Ente Gestione Cinema, historien et critique, aussi précis et méticuleux que Laura Betti est véhémente et passionnée, répond : « Notre champ d'exploration était semé de pièges, d'obstacles de toutes sortes, géographiques, techniques, juridiques. Disons que nous sommes arrivés juste à temps. Les boîtes de pellicules de

la plupart des films avaient été entreposées sans amour. Certains, complètement rouillés, ne pouvaient même plus être ouverts. Les maisons de distribution avaient fait faillite ; les films étaient dispersés, vendus aux enchères plusieurs fois, on ne savait plus à qui. Les ayants droit n'avaient même plus identifiés. La MGM avait racheté le *Decameron*. Salò, les Mille et une nuits, et ne voulait rien entendre pour nous y donner accès. Il a fallu que, à Los Angeles, Dino de Laurentiis aille plaider notre cause au nom du patrimoine italien, et le fasse si bien que les films nous ont été prêtés - pour le seul usage culturel. »

« Le négatif d'Uccelli Ucelliani était une ruine, celui d'Accatone avait des trous. Les bandes-sons, comme souvent en Italie, avaient été jetées à la poubelle. Notre obsession, à Laura Betti et à moi, a été de ne pas outrepasser son droit et, sous prétexte d'exhaustivité, de ne pas rendre à chaque œuvre ou fragment d'œuvre son intégrité. C'est ainsi que nous avons pris conseil des collaborateurs les plus proches de Pasolini. Le directeur de la photo, Tonino Delli Colli, notamment. Eux savaient... »

« Quel sera le destin de la rétrospective ? Elle sera fournie gratuitement aux pays, aux institutions, aux festivals qui la demanderont. Les sous-titres anglais et français ont été eux aussi l'objet de soins maniaques. Elle s'accompagne d'une série de documents vidéos et d'une exposition. »

Cette exposition, montée par Enzo Serrani, livrée - clé en

main -, est en soi un poème si l'on se réfère à son mode d'emploi, donné aux futurs utilisateurs : « Section I. Fossiles mondaines. Quatre-vingt-trois photographies sur pellicule transparente, d'un format moyen de 60 cm x 80 cm. Avec texte poétique sur la structure transparente montée sur la structure modulaire d'une installation d'éclairage (lampe halogène de 300 watts à 220 volts). Thèmes : « Corps d'amour », « Les parois », « Aller vers », « de passion », « Les tables mises », « Les symétries », « Le regard... »

Alors qu'il tournait l'épisode d'Alibech du *Decameron* (coupé au montage), Pier Paolo Pasolini s'est pris d'amour pour Sanaa, la capitale du Yémen du Nord, cette « Venise sauvage dans la poussière ». Son architecture, la noblesse obscure de ses maisons éternelles bâties sur le sable. Il voulait sauver Sanaa ; il avait tourné un petit documentaire en forme de supplique à l'UNESCO. Aujourd'hui, Laura Betti reprend le projet et met sur pied une bourse pour y parvenir. « Pier Paolo voulait acheter un hôtel à Sanaa, dit-elle. Il me disait : « Toi, tu tiendras la caisse et moi j'écrirai... »

Comment on le voit, jamais Pasolini n'a été plus vivant. Des étudiants réunis à la Mostra par Laura Betti pour la sauvegarde de ses films l'ont assez bien ressenti. Ils ont jugé ses images « nécessaires ». Pasolini, qui disait : « Au fond, le cinéma n'est qu'une question de soleil. »

DANIEL HEYMANN.

## Laissez venir à moi les petits opus

Ce sont quatre parés baroques comme tombées d'un collier, extraits de films à sketches des années 60. Les autres épisodes sont souvent signés de noms illustres, Rossellini, Godard, Bertolucci. Mais les films entiers ne sont pas passés à la postérité. Ainsi réunis et détachés de la grande rétrospective, les « petits » Pasolini constituent un programme passionnant qui pourrait - devrait - trouver une salle d'accueil à Paris.

Pour commencer, la Terre vue de la Lune (trante minutes, 1966), sketch tiré du film *le Strage* (les Sorcières). Couleurs criardes, gestes saccadés, ellipses et gags, nous sommes dans l'univers du dessin animé « genre Donald », précise Pasolini. En compagnie d'un veuf consolable (Toto) et de son fils, Ninetto Davoli, pennacque carotte et pied léger, il décide de trouver une nouvelle femme qui les contente tous deux. Ils la trouvent, c'est une sourde-muette « belle comme la statue de la Liberté ». En effet, puisque Silvana Mangano tient le rôle. Au cours d'une escroquerie au suicide, la belle glisse pour de vrai sur une peau de banane depuis le sommet du Colisée et meurt. Lorsque les deux compères en larmes rentrent dans leur bidonville, ils la trouvent debout, avec ses bas bleus. La soupe est prête. D'un signe de tête, elle confirme qu'elle est défunte. Moralité pasolinienne : « Être mort ou vivant, c'est la même chose. »

Deuxième opus. Qu'est-ce que les nuages ? (vingt-deux minutes, 1967), épisode de *Caprice à l'italienne*. De grandes marionnettes



Avec Orson Welles.

dociles comme il en existe en Sicile, esclaves de leurs ficelles. Mais, la représentation terminée, elles recouvrent une personnalité autonome, vivant « un rêve à l'intérieur d'un rêve ». Dans cette salle de banlieue grise, on joue ce *saïte* d'Othello. Le rôle est assuré par un jeune homme (Ninetto Davoli) qui n'a de noir que la maquillage. Et lego - peint en vert (la couleur de la trahison) - est le génial Toto. Au moment où la tragédie se noue, où Desdémone (Laura Betti) va expirer, la foule se rue sur scène et, prenant parti, trucidé les méchants et porte Cassio en triomphe. Les deux marionnettes « tuées » gisent sur le sol. Un éboueur les expulse sur une

décharge en chantant. Et là, pour la première fois, elles voient le ciel, les nuages, les merveilleux nuages. Admirable.

Troisième opus. *l'Épisode de la fleur en papier* (douze minutes, 1969) extrait de *Amore e Rabbia* (*Amour et Rage*). Ninetto Davoli, comme toujours gambadant, incarne cette fois Ricotto, un jeune chômeur dans les rues de Rome. Pour un amoureux qui a oublié son bouquet, il va quérir une fleur géante. Elle est rouge et en papier. Chemin faisant apparaissent en surimpression des images de guerre, bombes, orgues de Stralino, foules chinoises, Che Guevara, défilés militaires. Ricotto gambade encore. La voix de Dieu fait vibrer les caténares du

trolleybus. Le noir et blanc envahit l'écran. Beaucoup de cadavres sont étendus sur le sol. La couleur revient. Il n'y en a plus qu'un, celui de Ricotto. Pesant.

Quatrième opus, la *Ricotta* (trente-cinq minutes, 1963), épisode du film *Rogopag*. Orson Welles, monument de mélancolique autorité, est le metteur en scène d'un film sur la Passion. Tout est tourné en noir et blanc, sauf le tableau vivant de la descente de croix, « citation » de deux peintres maniéristes, Rosso Fiorentino et Pontormo, qui adopte les couleurs suaves des toiles de l'époque. Un des deux tableaux est un sous-profiteur de la banlieue romaine, Stracci. Stracci a faim, mais il offre son panier-repas à sa progéniture encore plus éffamée que lui, qui attend à quelques pas de là. Après avoir été, à deux ou trois reprises, cloué sur sa croix puis redescendu, le malheureux parvient à vendre le chien de la diva (une Vierge Marie irascible) pour mille lire à un passant. Il peut enfin s'empresser de ricotta. Les figurants lui jettent en plus quelques reliques du dernier repas de Christ. Il mange, mange, Stracci. Puis il remonte sur sa croix. Il a une phrase à dire, une seule, s'adressant à Jésus : « Quand tu seras au royaume des cieux, parle de moi à ton père. »

On tourne. Moteur ! Stracci ne dit rien. Orson Welles s'approche. Remarque pour la première fois l'existence du misérable larron : « Allora, dis ta phrase. » Mais Stracci ne la dira pas, il est mort. Bouleversant.

D. H.

A l'initiative du Ministère de la Culture et de la Communication

## THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

Cinquième saison  
Octobre 1988  
Juin 1989

CHORÉGRAPHERS INVITÉS  
Maguy MARIN\*, Dominique BAGOUET, Katine SAPORTA, Josef NADY\*, Philippe TRÉSSERRA, Angelin PRELJOCAJ\*, Jean-Claude GAILLOTTA\*, Régine CHOPINOT, Elsa WOLLASTON, Hervé JOURDET, Valérie RIVIERE/Olivier CLEMENTZ, Jeannette DUMÉX/Marc VINCENT, Sidonie ROCHON, Jean-François DUROURE, Catherine DIVERRES

\* Dans le cadre de la programmation de la Maison des Arts de Créteil ou du Théâtre de la Ville

A B O N N E Z - V O U S  
De 6 à 10 spectacles : 50 F la place - Plus de 10 spectacles : 50 F la place

Pour recevoir gratuitement le programme veuillez retourner ce bulletin au :  
Théâtre Contemporain de la Danse - 9, rue Geoffroy-l'Asnier 75004 Paris

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

مكتبة من الأصيل

CINÉMA

La quarante-cinquième Mostra de Venise  
Intermèdes soviétiques



« Asik Kerib », de Serge Paradjanov.



« Le Moine noir », d'Ivan Dikhoïvitchi.

Quatre films en provenance d'URSS sont projetés à la Mostra. Les uns vont dans le sens de la « perestroïka », d'autres l'ignorent ou s'en moquent. On voit aussi, à Venise, d'exquis plats destinés au grand peuple et les Afghans mettre la guerre russo-afghane au tapis. Sur la lagune tiède, sinon la transparence encore, c'est la poursuite du dégel.

L'écran de la « perestroïka »

ASIK KERIB, de Serge Paradjanov, et la Petite Véra, de Vassili Picaloffrent, pour la cinématographie soviétique, la meilleure vitrine qu'il soit de la « perestroïka ».

Les deux films s'opposent du tout au tout. La nouvelle chanson de geste de Paradjanov, après Sayat Nova et la Forteresse de Souram, est le triomphe de l'art pour l'art, une succession d'icônes et d'enluminures inspirées par l'art populaire.

Adaptées de Lermontov, les aventures d'Asik Kerib, le troubadour vagabond qui traverse mille épreuves pour retrouver sa bien-aimée, deviennent, sous la caméra-pinceau du cinéaste, autant de tableaux précieux et érotiques, des épiphanies d'une sensualité chatoyante.

Paradjanov est, à la ville, couvert lui aussi d'étoiles baroques, de crucifix, d'améthystes; une œuvre d'art ambulante, mais aussi

un ogre chaleureux aux sourcils noirs et à la barbe blanche, qui stupéfie son monde par la franchise de ses déclarations.

Après des années de prison, il visite l'Europe à soixante-quatre ans, pour la première fois, ivre de liberté retrouvée. Hier, c'était les Pays-Bas; aujourd'hui Venise. Ironiquement, deux des plus vieilles Républiques du continent.

Les autorités soviétiques - il n'y a pas de petites économies - n'ont pu contraindre pas pu envoyer sur la lagune son jeune confrère Vassili Pical : celui-ci aura dû se contenter d'un voyage à Montréal, où son film, la Petite Véra, a reçu un prix spécial du jury.

Une caméra nouvelle vague

A vingt-sept ans, cet élève de Marien Koutsiév, qui fut le chef de file de la nouvelle vague khrouchtchévienne, avec J'ai

vingt ans et Plus de juillet, signe une œuvre d'une noirceur fellinienne, mais aussi d'une énergie peu commune, qui est, pour les Occidentaux du moins, la première manifestation de la « glasnost » sur les écrans.

Situé à Jdanov, la ville natale du metteur en scène, sur les bords de la mer Noire, le film, écrit par son épouse, contredit, point par point, les théories réalistes socialistes de Jdanov, justement, le tristement célèbre responsable de la culture sous Staline. On songe, bien sûr, à notre nouvelle vague, aussi aux films tchèques du Printemps de Prague. Mais Pical, à travers le portrait d'une jeune Russe d'aujourd'hui, habillée et coiffée à l'occidentale, de ses aventures sexuelles et sentimentales, de son père ivrogne et brutal et de sa mère bornée, montre une société où les jeunes sont privés de tout idéal et les parents repliés sur eux-mêmes. Rien n'est caché de la nudité charmante de Natalia Negoda, non plus que de sa crainte du SIDA.

Pical se moque bien de soigner ses cadrages - on est loin des légendes caucasiennes - tant il poursuit, la rage au cœur et la caméra au poing, ses protagonistes, ménageant des ruptures de ton, associant le rire aux larmes avec l'ardeur de ceux qui voient soudain une chance de s'exprimer et la saisissent au vol.

MICHEL CIMENT.

Trop mystique, mon ami !

N' d'ennuier, ni critique sociale, le Moine noir n'est pas à Venise pour représenter le cinéma de la « perestroïka ». Ivan Dikhoïvitchi, sur son premier long métrage (lire ci-contre l'article de Michel Braudeau), a préféré adapter Tchekov plutôt que de critiquer Staline : « Actuellement, en URSS, on peut faire les films sociaux les plus violents, les plus réalistes, et pourtant j'ai envie de faire des films plus mystiques. »

Ancien élève de Tarkovski, « mais pas disciple », Ivan Dikhoïvitchi est devenu réalisateur d'acteur. On peut d'ailleurs toujours le voir jouer à Moscou sur les planches de la Taganka. Après quatre courts métrages remarqués, Moïsefilm décide de reproduire le Moine noir et fournit au réalisateur d'importants moyens, « techniques essentiellement ». « Si j'ai pu m'entourer d'une bonne équipe, celle-ci a cependant été, comme toujours, décevante. Par exemple Vadim Yousev, un des meilleurs directeurs de la photo en Union soviétique, qui a notamment fait trois films avec Tarkovski, n'a reçu que 2 500 roubles (environ 25 000 francs) pour de longs mois de travail. »

C'est paradoxalement aujourd'hui que Dikhoïvitchi reproche des difficultés. Son film, dont la production avait été décidée au tout début de l'ère Gorbatchev, déçoit les critiques à Moscou et illustre bien les tensions actuelles entre Gorkino (l'organisme d'Etat du cinéma, encore tout puissant), et l'Union des cinéastes (qui remet en cause, par une lutte de chaque côté, le régime de l'Etat). « Un film comme le Moine noir ne serait plus envisageable aujourd'hui » car la censure, hier idéologique, devient maintenant financière. Les réalisateurs, qui ont longtemps lutté pour une « glasnost » des finances du cinéma, sont pris au mot : un film doit dorénavant être rentable. Or le prix d'une place ne coûte que quelques kopeks et la télévision ne paie aucun droit de diffusion. Il faut donc entre 15 et 20 millions de spectateurs pour qu'un film fasse des bénéfices. Ce ne sera pas le cas du Moine noir : Gorkino vient de le classer en deuxième catégorie, c'est-à-dire que le nombre de copies - et donc de salles - sera limité. Pour laisser la place à d'autres films, moins ambitieux mais plus rentables.

L'aide que l'Etat apportait au « plus important de tous les arts » n'étant plus ce qu'elle était (elle s'élevait à environ 70 millions de roubles par an), il faut trouver de l'argent ailleurs. « Avant, personne ne parlait à l'étranger : un film prestigieux de temps à autre suffisait. Aujourd'hui, les dirigeants veulent des devises » et, pour ce faire, atteindre jusqu'aux salles des grands boulevards parisiens. « Si un jeune réalisateur veut faire un deuxième film, il faudra que le premier ait été un succès commercial ou récompensé dans les grands festivals internationaux. La réalisation de mon prochain projet, le développement d'un spectacle de Cirque et Théâtre, s'annonce difficile. » Ivan Dikhoïvitchi aurait rencontré à Paris plusieurs personnes intéressées.

LAURENT DANÉLOU.

Les moines et leurs habits

OTAR Iosseliani, connu en Occident par Il était une fois un merle chanteur et les Favoris de la Lune, est venu à la quarante-cinquième Mostra avec un documentaire, Un petit monastère en Toscane, tourné à Castelnuovo del Abate, dans l'une des régions les plus belles et les plus contrastées, sur le plan économique, de l'Italie. Le monastère a été sauvé de l'abandon par cinq moines français, arrivés ici il y a cinq ans, et qui mènent une vie de prière des plus simples. Ils restaurent de vieux manuscrits, apprennent des chants grégoriens, lisent la Bible, méditent, disent la messe le dimanche dans les champs. Parfois, ils vont boire un petit verre au café du village. Les paysans cultivent la vigne, font du vin, tuent le cochon. Le spectateur s'ennuie peu à peu, avec bienveillance.

C'est beau la Toscane, certes, mais Iosseliani la montre avec discrétion, par des détails quotidiens qui sont un peu allusifs et appellent le commentaire : les souliers vernis des riches propriétaires à la messe, en contrepoint avec les pieds nus et martyrisés du Christ en croix. On ne sait pas non plus ce qui fait pouffer de rire les quatre moines, qui mangent leur broiet pendant que le cinquième leur lit, d'une voix monocorde, des textes pieux. Un paysan regarde une belle fille à la télé. Les moines se confessent entre eux :

« Hier, j'ai manqué au silence et je n'ai pas fait mes prières... »  
« En pénitence, tu observeras cinq minutes d'adoration du Saint-Esprit. » Au bout de cinquante-deux minutes, un panneau indique : fin de la première partie ; la suite sera tournée dans une vingtaine d'années, en ce même lieu et avec les mêmes personnages, si tout va bien. Rien ne presse.

Pour son premier long métrage, Ivan Dikhoïvitchi n'a pas choisi un sujet politique ou racoleur - il s'attend, du reste, à quelques difficultés, lucidement, pour la suite de sa carrière (notre encadré), mais une nouvelle de Tchekhov, le Moine noir. Kovrin, un homme d'une quarantaine d'années, revient dans une villa où il a passé son enfance, à la campagne, près d'une rivière. Il est magistrat, diplômé, prestigieux. Le maître des lieux l'accueille comme un fils ; sa fille, Tania, en est toute tremblante ; elle se sent ignorante, trop simple : « Je ne rêve que de poires et de pommes. » Elle fait allusion au superbe jardin autour de la maison, qui occupe apparemment la famille à plein temps.

Kovrin a d'autres rêves, lui ; il est obsédé par la légende d'un moine noir, qui traversait le désert il y a mille ans et que, par un effet d'optique inexplicable, on avait vu à des distances très éloignées marcher sur les eaux, à l'autre bout de la Terre, et même ailleurs dans l'univers. Le moine devrait achever son périple de nos jours. Et, de fait, il apparaît bel et bien : Kovrin, après son mariage avec Tania, Kovrin devient bizarre, irritable ; il parle tout seul ; les autres ne voient ni n'entendent le moine qui conforte Kovrin dans l'idée qu'il est génial, exceptionnel. On le fait saigner, pas trop méchamment, mais quelque chose

en lui se brise. « Avant, j'étais heureux, fou et heureux ; maintenant, je suis normal et je m'ennuie. » Un ennui fatal, il va de soi.

Les images sont léchées ; il y a ce qu'il faut de lenteur pour tenir une heure trente sur très peu de dialogues et un court argument. C'est prometteur et on espère que Ivan Dikhoïvitchi saura se défendre des deux dragons qui sont sur sa route : l'ombre de Tarkovski et le système de production soviétique.

A ce propos, si l'on peut se permettre de passer du coq à l'âne, en utilisant une formule de Iosseliani - « Chacun est né pour boire le verre de sa vie » - il est possible de découvrir en ce moment à Venise des tasses, des théières et des assiettes soviétiques, où l'on entendait faire déguster quelques mets idéologiques dans les années qui suivirent la révolution d'Octobre.

La porcelaine soviétique

Dans le cadre du palais Fortuny se tient en effet une exposition intitulée « La révolution au salon : la porcelaine soviétique 1917-1930 », magnifique, même pour ceux que ne passionne pas, d'ordinaire, la beauté des assiettes creuses. Dans l'élan qui suivit la révolution, où beaucoup d'artistes furent invités à collaborer à la création d'un nouveau monde, dans tous les domaines, on s'interrogea sur ce que devait être le quotidien du prolétaire libéré de ses chaînes. Des vêtements nouveaux, des outils plus grands, des objets pleins de sens. Et, si l'on espérait, selon la logique en vigueur, avoir un jour des pissettoires en or, le métal jaune n'ayant plus cours dans le circuit des marchandises, pourquoi ne pas commencer par manger dans une vaisselle de prince rouge ? D'où une série d'assiettes et de tasses d'une richesse et d'une délicatesse : hermines, noir, rouge et or, aux emblèmes des vainqueurs, avec fanfaillies et martreux, icônes de Lénine et usines stylisées. La production fut assez rare, très luxueuse et vite abandonnée quand les Kandinsky, Tatlin et Malevitch s'orientèrent vers l'abstrait, le suprématisme, alors que le mot d'ordre était au réalisme socialiste.

Mais ces joyaux ont été conservés, exubérants et paradoxaux, par les autorités soviétiques, qui les laissent paraître au compte-gouttes.

A qui ces splendeurs fragiles ne suffiraient pas pour apprécier la force du vent d'Est, il reste à voir, près de la Fenice, une exposition de tapis afghans, les premiers à notre connaissance à représenter la guerre russo-afghane. Sur la trame des tapis classiques, avec motifs géométriques et couleurs traditionnelles, se découpent des écrans sombres, où l'on voit des bombardiers, des chars, des éclairs d'obus en laine colorée. Le curieux de la chose est que la trame en carré du tapis leur donne le même aspect simplifié, algébrique, que dans les jeux de guerre vidéo fabriqués par les Américains. Mais c'est là une affaire de code plus que de stratégie, sans doute.

MICHEL BRAUDEAU.

SOTHEBY'S

FOUNDED 1744

GENEVE

Prépare ses prochaines ventes de novembre 1988

BIJOUX



Broche diamants et émeraude par Georges Fouquet vers 1910. Vendue à Genève le 11 mai 1988: 93 500 F.S. soit 380 000 F.F.

Les personnes désireuses de soumettre des bijoux en vue de ces ventes, pourront rencontrer notre spécialiste sur rendez-vous à :

Monaco: les 8 et 9 septembre

Paris: du 12 au 15 septembre

Veuillez contacter :

Sotheby's, Sporting d'Hiver, Monte Carlo (Monaco). Tél.: 93.30.88.80  
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél.: (1) 42.66.40.60

CHÂTEAU DE CHENONCEAU

Tél.: (16) 47.23.90.07

WEISBUCH

Jusqu'au 30 Octobre

KIKOÏNE - YANKEL  
CHANA ORLOFF  
AU MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle - M° Montparnasse  
Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
du 2 juin au 2 octobre

GRAND PALAIS  
avenue Winston-Churchill

FIGURATION  
CRITIQUE 88

de 11 h à 19 h  
jusqu'au 29 septembre

ODEON  
THÉÂTRE NATIONAL  
Comédie Française

Du 13 septembre au 16 octobre

les Exilés

JAMES JOYCE

Mise en scène: Jacques Baillon

Avec  
Jean-Luc Boutté, Dominique Constanza,  
Natalie Nerval, Marianne Epin  
et Maurice Auffer

Co-production :  
Théâtre de Croux,  
Théâtre national de l'Odéon  
et Comédie-Française

Renseignements: 43 25 70 32

L'absurde est



Un  
artiste, nau



VARIÉTÉS

Une rencontre avec Raymond Devos

« L'absurde est notre condition »

Raymond Devos revient sur une scène parisienne, au Théâtre du Palais-Royal, avec « Et le spectacle continue ». « L'Artiste », que nous publions ci-dessous, est un de ses plus beaux sketches.

**P**ARLER de clown à Devos, c'est lui mettre « un poignard dans le cœur ». A dix-huit ans, il rêvait de faire ce métier et, certains jours encore, il aimerait l'exercer, entrer sur la piste, jongler avec les instruments de musique, avec les mots et les idées, bouillottes : « Mesdames et messieurs, de temps en temps j'ai des blocages parce que je pense très vite, et parle lentement. Alors, parfois, il y a des mots qui ne peuvent plus sortir. Je pourrais faire devant vous un double saut périlleux mais si j'ai un blocage, je ris que ma vie, aussi je ne le fais pas. » Il y a cinquante ans, Raymond Devos aurait sûrement été clown. « Mais, dit-il, je suis devenu un homme de texte. Le cirque a de telles exigences : il faut, par exemple, être aussi éloquent de dos que de face... »

Raymond Devos présente son nouveau spectacle sans Jean-Michel Thierry, le pianiste et le faire-valoir qui collaborait avec lui depuis vingt-cinq ans et qui s'exprimait essentiellement par regards, par signes. Jean-Michel Thierry est mort il y a plus d'un an. Et il a fallu trouver d'urgence un autre Monsieur Loyal parce que Devos ne s'arrête jamais de jouer : quand il ne se produit pas à Paris, il tourne dans les régions au moins huit à dix jours par mois. « A la mort de Jean-Michel Thierry, j'ai d'abord eu la tentation de tout stopper. Et puis j'ai appelé mon professeur de piano, je lui ai dit : « Je joue à Paris dans six jours, je t'emmène. » Hervé Guérol a



trente-cinq ans, il est d'origine italienne et il a le sens du théâtre. Je n'ai rien répété avec lui. Je lui ai simplement donné chaque thème. Tout est resté à l'état potentiel et le spectacle à Paris a été net.

« Et le spectacle continue : le titre s'est naturellement imposé pour ma rentrée. Mais cette appellation a mille autres résonances. Je commence par dire le texte de l'artiste qui tombe à l'eau, joue le radeau de la Méduse et se noie dans la foule. Je l'ai écrit après avoir vu, dans les coulisses des Césars les stars pétries de trac, angoissées à mourir, et qui, trois jours plus tard, déclarent : « C'est le plus beau des métiers ». « C'est humoristique, c'est magnifique aussi, mais quand j'y songe, c'est dangereux : on travaille sans filet. Si on rate, l'ogresse en prend un coup. C'est pourquoi la comique frappe

souvent bas. Au-dessus, il n'est pas sûr du tout. Je vois mes confrères, ils sont mal dans leur peau, ils ne sont pas heureux. Ils sont inquiets tout le temps. Ils cherchent, pinallent, finissent par désespérer et se détruisent parfois.

« En général, les textes viennent par étapes. Il faut les mériter. Même si le ciel est avec vous, il y a un moment où il ferme le guichet : fini l'inspiration, revenez demain. Le lendemain, on frappe à la porte et le travail recommence.

« Les idées surgissent dans la vie quotidienne. Ainsi, j'ai toujours été fasciné par les pâtisseries. Quand je passe devant une de leurs vitrines, je reste comme hypnotisé face aux macarons, aux éclairs au chocolat, aux babas au rhum, aux flans, aux Paris-Brest... Il faut entendre ces mots ! Et moi, un jour, ça m'a fait penser à un

sketch sur la faim dans le monde, que j'ai intitulé : Mille feuilles ! et qui est une farce tragique.

« Bien sûr, j'ai mon texte sur la Révolution. Ça s'appelle le Vent de la révolte ! Je rêve que je fais la Révolution française tout seul, avec au haut de ma pique une tête de ci-devant. Je ramène la tête chez moi en disant qu'on ne sait jamais, ça peut servir. Et je m'aperçois que c'est la tête de ma femme.

« Quand un sketch est terminé, je ne le soumets pas à un auditeur privilégié. Je prends le premier venu et je teste. Souvent, il y a des bavures, une notation, une réflexion en trop. L'humour, c'est un jeu de l'esprit. Il y a une transposition constante. Les mots doivent être à la fois précis et troubles, tout doit aller très vite. A mes débuts, les gens s'étonnaient, trouvaient parfois un sketch trop difficile. Le public est beaucoup plus averti aujourd'hui. Tout le monde sait que l'absurde est notre condition. Et on peut se moquer de beaucoup plus de sujets.

« Dans le rire, il y a toujours une espèce de défi pour entraîner les gens ailleurs, les éloigner du réel. Quand je dis aux spectateurs que je traverse les murs, personne ne pense : ne suivons pas ce type, il est dangereux, on va se cogner. Tous me suivent et franchissent le mur avec moi.

« Après, ils applaudissent. Mais il ne faut pas dépasser sa fonction. Le bouffon doit rester à sa place. Si on enlève le respect due autres, on ne peut plus rien dire, on n'amuse plus. On dit que le rire est le progrès de l'homme ? Il est le contrepois de l'intelligence. Sans lui, on mourrait de prétention, d'orgueil, de sécheresse. Le rire est notre garantie de survie. »

CLAUDE FLÉOUTER.  
\* A partir du 20 septembre.

Dolby stéréo dans les salles équipées  
PARIS V.O. : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - FORUM HORIZON  
BIENVENUE MONTPARNASSE - SAINT-MICHEL - V.F. : FRANÇAIS  
GAUMONT CONVENTION - MONTPARNOS - GAMBETTA - IMAGES  
CONVENTION SAINT CHARLES  
PÉRIPHÉRIE : VERSAILLES ROXANE - CHAMPIGNY PATHÉ  
LA DÉFENSE 4 TEMPS - MARNE-LA-VALLÉE ARTEL - VINCENNES 3 VINCENNES  
BOULOGNE GAUMONT OUEST - PANTIN CARREFOUR - SARCELLES FLANADES  
ORSAY ULIS

Après « La Balance »  
le nouveau thriller  
de BOB SWAIM

ROB LOWE  
MEG TILLY  
KIM CATTRALL

Une héritière.  
Un truqueur.  
Un piège.  
Le meurtre.

**MASQUERADE**

METRO-GOLDWYN-MAYER  
MICHAEL I. LEVY ENTERPRISES  
BOB SWAIM  
ROB LOWE MEG TILLY KIM CATTRALL MASQUERADE DOLG SAANT  
JOHN BARRY DAVID WATKIN DICK WOLF  
MICHAEL I. LEVY BOB SWAIM

Sortie le 7 octobre

NICHOLSON 1938, ALBANY (USA) STREEP  
FRANCIS FURBER EST DE RETOUR POUR UN ULTIME RENDZ-VOUS  
AVEC SES RÊVES, SES SOUVENIRS, ET SES REGRETS...

**IRONWEED**  
LA FORCE D'UN DESTIN

et il se pourrait que, cette fois-ci, il n'y ait pas de survivants...  
Le public, imperméable jusque-là, se dit : « C'est un spectacle cool... Pas de survivants ? Cela promet... Cela laisse entrevoir une fin heureuse ! »  
Alors, après avoir crié : « Bis ! »  
il crie : « Ter ! Ter ! »  
Et c'est le miracle !  
Devant le public médusé, l'Artiste, transfiguré, [regagne la rive en marchant sur les flots... et il se noie dans la foule !...]

Un sketch

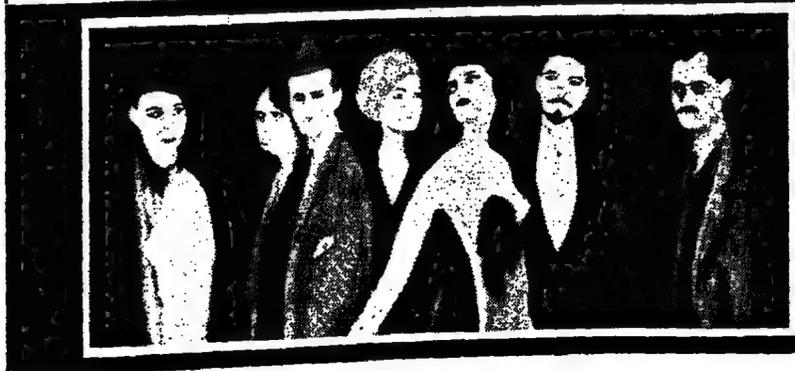
L'Artiste, naufragé volontaire

Sur une mer imaginaire, loin de la rive...  
L'Artiste, en quête d'absolu,  
joue les naufragés volontaires...  
Il est là, debout sur une planche  
qui oscille sur la mer.  
La mer est houleuse et la planche est pourrie.  
Il manque de chavirer à chaque instant.  
Il est vert de peur et il crie : « C'est  
[merveilleux !]  
C'est le plus beau métier du monde ! »  
et pour se rassurer, il chante :  
« Maman, les p'tits bateaux qui vont sur l'eau  
[ont-ils des jambes ?]  
Mais oui, mon gros bébé... » et piouf !  
Il tombe à l'eau.  
Il est rappelé à la dure réalité de la fiction.  
Lui, qui se voyait déjà en haut de l'affiche,  
il se voit déjà en bas de la liste de ces chers  
[disparus !]  
Il a envie de crier : « Un homme à la mer ! »  
Mais comme l'homme, c'est lui,  
et que lui, c'est un Artiste,  
et qu'il exerce le plus beau métier du monde,  
il crie :  
« Et le spectacle continue ! »  
Il remonte sur sa planche pourrie.  
Il poursuit sa quête de l'absolu.  
(Chanté) :  
« Maman, les p'tits bateaux qui vont sur l'eau  
[ont-ils des jambes ?]  
et piouf ! il retombe à l'eau.  
Il est ballotté comme une bouteille à la mer  
à l'intérieur de laquelle il y a un message  
[de détresse].  
Il a envie de crier : « Une bouteille à la mer ! »  
Mais comme la bouteille, c'est lui,  
et que lui, c'est un Artiste et qu'il exerce  
le plus beau métier du monde, il crie :  
« L'eau est borge !... Un peu fraîche, mais  
[bonne !]  
Il remonte sur sa planche pourrie...  
Il a complètement perdu le nord ;  
il se croit sur la mer du même nom,

la mer du Nord... il fait le manche...  
Toujours le quête de l'absolu !  
(Chanté) :  
« Maman les p'tits bateaux qui vont sur l'eau  
[ont-ils des jambes ?]  
Et il retombe à l'eau.  
Le public, lui, qui est resté sagement sur  
[la rive,  
se demande si l'Artiste n'est pas en train  
[de l'emmaner en bateau ?]  
Il se dit :  
« Mais alors, quand est-ce qu'il se noie ? »  
L'Artiste, lui, s'aperçoit soudain  
que la planche pourrie sur laquelle  
il est remonté pour la énième fois  
donne de la gîte sur tribord !  
C'est-à-dire qu'elle penche du côté où il va  
[tomber !]  
Il a envie de crier :  
« Les femmes et les enfants d'abord ! »  
mais, comme il est tout seul, il crie :  
« Je suis le Maître à bord ! »  
Il ajouterait bien : « Après Dieu ! »  
mais comme dans l'imaginaire, Dieu, on ne  
[risque pas de le rencontrer !...  
— Dieu existe, certes... mais dans le réel ! —  
Pour Dieu, l'imaginaire, c'est une vue  
[de l'esprit !]  
La fiction, ça le dépasse !  
L'Artiste sait qu'il n'a rien à attendre du Ciel.  
Alors, au lieu de crier :  
« Après Dieu ! » il crie : « Après moi,  
[le déluge !]  
Et tandis que la planche, qui fait eau de toutes  
[parts,  
s'enfonçait dans les eaux, il n'a plus qu'une  
[pensée :  
« Sauver la recette ! »  
Il fait une annonce publicitaire :  
« Mesdames et messieurs,  
la planche pourrie sur laquelle j'ai eu l'honneur  
[de sombrer pour la dernière fois devant

[vous ce soir était sponsorisée par le ministère  
[de la Culture ! ]  
Et il coule avec la subvention !  
Il disparaît dans les flots...  
et il réapparaît aussi sec...  
Il a de l'eau jusqu'à la ceinture...  
Ses deux pieds touchent le fond de la mer.  
Alors, le public : « Hé, hé !  
il s'est noyé dans un verre d'eau ! »  
A l'évidence, la mer imaginaire sur laquelle  
l'Artiste s'est embarqué imprudemment, est à  
[la hauteur de son imagination.  
Elle manque de profondeur :  
C'est une mer à marée basse... une mer de  
[fonde !]  
Une mer indigne d'un grand naufrage !  
Alors, l'Artiste, pour ne pas sombrer dans la  
[ridicule,  
il fait la planche...  
Il fait la planche pourrie.  
Il a envie de crier :  
« Une planche à la mer ! »  
Mais comme la planche, c'est lui,  
et que lui, c'est un Artiste  
et qu'il exerce le plus beau métier du monde,  
il crie :  
« Je suis le radeau de la Méduse à moi tout  
[seul !]  
et il se pourrait que, cette fois-ci,  
il n'y ait pas de survivants... »  
Le public, imperméable jusque-là, se dit :  
« C'est un spectacle cool...  
Pas de survivants ?  
Cela promet...  
Cela laisse entrevoir une fin heureuse ! »  
Alors, après avoir crié :  
« Bis ! »  
il crie :  
« Ter ! Ter ! »  
Et c'est le miracle !  
Devant le public médusé, l'Artiste, transfiguré,  
[regagne la rive en marchant sur les flots...  
et il se noie dans la foule !...

V.O. : PATHÉ MARIGNAN - PATHÉ HAUTEFEUILLE - FORUM HORIZON - PARNASSIEN - V.F. : GAUMONT PARNASSE - PATHÉ FRANÇAIS  
Et salles périphériques : ROXANE en V.O.



1926... LE PARIS DE LA GÉNÉRATION PERDUE.  
**LES MODERNES**  
UN FILM DE ALAN RUDOLPH

avec KEITH CARRADINE LINDA FIORENTINO GENEVIEVE BUSIOLD  
GERALDINE CHADLIN WALLACE SHAWNA KEVIN J. O'CONNOR JOHN LONE  
PARIS LA NUIT... CHARLÈLE COUDRE

هكذا من الأصل

سكزا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

PLATEAU BEAUBOURG. rue Saint-Martin (42-77-33). Les mer., ven. et dim. de 10 h à 18 h.
LES ANNEES CINQUANTE : DES IMAGES ET DES VOIX. Studio 5 - information Ccl. Jusqu'au 17 octobre.

Grand Palais

LES ANNEES CINQUANTE. Quelques aspects de l'art contemporain, grande galerie. Petit foyer. Jusqu'au 17 octobre.
ARCHITRAIN. Atelier des enfants. Jusqu'au 24 septembre.

Musée d'Orsay

LA HUNE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 17 octobre.
HEROS DE PAPIER - LES RECITS COMPLETS DES ANNEES CINQUANTE. Salle d'accueil. Jusqu'au 26 septembre.
LE PETIT LAROUSSE (1906-1989) : DE LA TRADITION A L'ELECTRONIQUE. Galerie de la BPL. Jusqu'au 17 octobre.

Musées

A CHACUN SON CARACTERE - PORTRAITS DIVERS. Dans l'atelier du sculpteur au milieu des moules et des outils. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-64). Mer. et sam. de 14 h à 19 h.
COSTUMES DE VILLE. COSTUMES DE SCENE. La collection Umberto Tirelli au Palais Fst. Musée des Arts de la mode, 108, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 septembre.

Palais du Louvre

LES ANNEES CINQUANTE. Musée de l'histoire de France, archives nationales, hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). T.l.j. sf mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 octobre.

Centres culturels

LE REVE. Art naïf international contemporain. Musée d'art naïf Max Fourny, Halle Saint-Pierre, musée en Herbe, 2, rue Rosard (42-58-74-12). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 30 septembre.

LESAGE, MAITRE BRODEUR. Musée de la Mode et du Costume, 10, av. Pierre-I-er-de-Sorbie (47-20-83-46). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 septembre.
LORD BYRON. Une vie romantique. Maison Roman-Scheller, 16, rue Chapuis (42-74-95-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 octobre.

LE MOUVEMENT SURREALISTE A BRUXELLES ET EN WALLONIE (1924-1947). Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.
LE ROCK RUSSO A L'AFRIQUE. Musée-galerie de la Sois, 12, rue Surcouf (42-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. De 13 septembre au 15 octobre.

CHRISTIAN ECKART. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 10 septembre au 8 octobre.
HELENE AGOFFROY, JEAN CLARE-BOUDRY, KELI UEMATSU. Galerie Baudouin Leboz, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Du 10 septembre au 27 septembre.

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN. Les aléas du monde. Galerie Philippe Castin, 13, rue Chapou (42-04-09-34). Du 10 septembre au 11 octobre.
CARL ANDRE. Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (42-71-04-25). Du 10 septembre au 10 octobre.

LE MOUVEMENT SURREALISTE A BRUXELLES ET EN WALLONIE (1924-1947). Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.
LE MOUVEMENT SURREALISTE A BRUXELLES ET EN WALLONIE (1924-1947). Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Jean Barthez, Pierre Toul. Centre d'art contemporain, 95, av. Georges-Goniat (46-70-15-71). Jusqu'au 16 octobre.
NEUILLY-SUR-MARNE. Georges Hu et Jeanne L'Aprerie, château Grotin, 19, rue de Général-de-Gaulle (43-08-62-73). Mardi et jeudi de 14 h à 18 h, dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

CAEN. Esquisses peintes. Moments anonymes. Normandie 1850-1950. Musée des beaux-arts. Escalier du château (31-85-28-63). Jusqu'au 26 septembre.
CARCASSONNE. Hans Hartung, Tour Marbonniais (68-71-04-10). Anne-Eva Bergman ; Patrick Raynaud : La sculpture en bronze. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (68-77-71-28). Jusqu'au 15 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Jean Barthez, Pierre Toul. Centre d'art contemporain, 95, av. Georges-Goniat (46-70-15-71). Jusqu'au 16 octobre.
NEUILLY-SUR-MARNE. Georges Hu et Jeanne L'Aprerie, château Grotin, 19, rue de Général-de-Gaulle (43-08-62-73). Mardi et jeudi de 14 h à 18 h, dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

SAISON 88/89
THEATRE DE GENNEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DIRECTION BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 93 26 30

LIDO
Le charme est sur scène. Le professionnalisme est de rigueur. Le plaisir est dans la salle !
20h - dîner dansant, champagne et revue : à partir de 510F. 22h15 et 0h30 - champagne et revue : 350F. Service compris.
116 bis, Champs-Élysées. Tél.: (1) 45.63.11.61 et agences.

ORCHESTRE DE PARIS
AVIS DE CONCOURS
Recrutement de : VIOLONS DU RANG (trois ou quatre) - (4ème catégorie)
Mercredi 28 et jeudi 29 sept. 88 (Clôture des inscriptions : 16 sept. 88)

ALLENCON. Gaston Chabouat (1918-1964). Peintures, collages, objets et objets. Musée des beaux-arts et de la dentelle. Jusqu'au 18 septembre.
ANTIBES. Gravures et dessins dans le monde grec. Musée d'histoire et d'archéologie. Bastion Saint-André (93-34-48-01). Jusqu'au 31 octobre.

THEATRE DE GENNEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DIRECTION BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 93 26 30
EURIPIDE
HÉCUBE
CASARES
DOSTOIEVSKI
OLLIVIER
SHAKESPEARE
EMBALLAGE
THEATRE
OSTROVSKI
SOBEL
AUB
GIRONES
SLAVKINE
LAPALUS - RMOUX

ABBAYE DE ROYAUMONT
SAISON D'AUTOMNE
LES VOIX DE FEMMES CHEZ MOZART
10 septembre 20 h 45
Françoise POLLET
Jean-Marc LUSADA
Orchestre National de l'Île-de-France
dir. Jacques MERCIER
17 septembre 20 h 45
Elzbieta SZMYTKA
Orchestre du Théâtre Royal de la Monnaie de Bruxelles
dir. Sylvain CAMBERLING
24 septembre 20 h 45
Jeanne PILAND, soprano
Charles SPENCER, piano
Mozart, Schumann, Stravinsky
1er octobre 20 h 45
Catherine DUBOSC
Ensemble Orchestral de Paris
dir. Armand GEREZC
Mozart : opéra de concert, Symphonie n° 35
Haydn : Symphonie n° 95
RENSSEIGNEMENTS :
Fondation Royaumont
(1) 30.35.30.16
ou 36.15 code PSTL

LES BALLETS DE L'ESPOIR
SPECTACLE spécialement conçu par Janine CHARRAT
Pour la première fois à Paris
Vladimir DEREVIANKO
Danseur étoile du Bolchoï
Monique LOUDIERES & Laurent HILAIRE
Danseurs étoiles de l'Opéra de Paris
Eric VU AN
Artiste invité de l'Opéra de Paris dans un rôle de Monsieur BEJART
Martine HARMEL
Le 19 septembre 1988
au Casino de Paris
Soirée de Gala
donnée au profit du
Comité National
Pour la Recherche sur le Sida
L'authenticité des sommes recueillies sera vérifiée pour la Recherche sur le Sida.

THEATRE

MUSIQUE



THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

THE FANTASTIC HORROR SHOW. Les Débardeurs (42-36-51-52) (1).

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00). Paradoxe, suivi de Va doc miroir au lit tes racines: 20 h 30. Rel. dim.

Périphérie

MEAUX (64-34-90-11). > Meurt en marée sur la liberté: ven., sam. (dernière) 22 h 30.

Les cafés théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Arcs = MC 2: 20 h 15. Rel. dim. 19 h 30. mer. 19 h 30. Rel. dim.

MUSIQUE

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES. Helena Varovova. Reger Murray, 19 h. ven. (piano). Concert enregistré autour d'Olivier Messiaen.

TAC STUDIO (43-73-74-47). Pierre Hirjovjan, Pierre-Etienne Natal. 21 h. mer. (piano). Concert enregistré autour d'Olivier Messiaen.

CASÉ DE LA GARE (42-78-53-51). o Nouveau Spectacle de Snam: 20 h 11 et 22 h. Rel. dim.

Ballets

CENTRE MANDAPA (45-99-01-60). Truppe Asara. 20 h 30. ven. sam. 17 h 30. dim. Dir. Bharati Vayaboury.

Les salles à Paris

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-06-77-71). Les Cahiers tango: 20 h 30. sam. 15 h et 21 h. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Michel Comandé. 19 h 30. ven. (piano). Concert enregistré autour d'Olivier Messiaen.

MONTEGOLFIER (40-60-30-30). Jean-Pierre Lemaire. 20 h 30. mer. (chœur). Chœur du Conservatoire de Paris.

NEW MORNING (45-23-51-41). Betsy Carter and her Trio. 21 h 30. sam. D. Grant (piano), I. Coleman (basse), T. Davis (bat.). Pub Session, 21 h 30. mer.

PETTIT JOURNAL MONTMARTRE (42-36-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-MICHEL (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-GERMAIN (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-VICTOR (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-JACQUES (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANDRÉ (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANTOINE (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ROCH (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-NICOLAS (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-LAURENT (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANDRÉ (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANDRÉ (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANDRÉ (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANDRÉ (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANDRÉ (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

PETTIT JOURNAL SAINT-ANDRÉ (41-26-28-59). Watergate Seven + One. 21 h 30. mer. Maxin Saury. 21 h 30. jeu. mar. 15 septembre. 21 h 30. mer. Jean-Christophe.

CHRISTOPHE HARRIS E.D. LAMBERT



TO KILL A PRIEST UN FILM D'AGNIESZKA HOLLAND

AMERICAN CENTER 1987-1991 WORK IN PROGRESS AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

DE L'ESPOIR

DE L'ESPOIR... Société de Gals... Théâtre National... à Boulogne-sur-Mer

وكذا من الأصل

هكذا من الأصل

# "Un M\*A\*S\*H à la puissance 10."

7 A PARIS

## "Extraordinaire numéro de Robin Williams."

FIGARO MADAME

### "La comédie la plus désopilante de l'année."

PREMIERE

## "Un régal."

BIBA

# ROBIN WILLIAMS



# "GOOD MORNING, VIETNAM"

UN FILM DE BARRY LEVINSON

Un disc-Jockey délirant diffuse la subversion à Saïgon. Ses armes : le rock et l'humour.

TOUCHSTONE présente en association avec SILVER SCREEN PARTNERS III  
ROLLINS, MORRA, BREZNER et BARRY LEVINSON  
ROBIN WILLIAMS "GOOD MORNING VIETNAM" FOREST WHITAKER  
ALEX NORTH et BEN MOSES  
PETER SOVA et ROY WALKER et MITCH MARKOWITZ  
MARK JOHNSON - LARRY BREZNER et BARRY LEVINSON

VO: PATHE MARGNAN CONCORDE - UGC BIARRITZ - MAX LINDER - BIENVENUE MONTPARNASSE  
14 JUILLET ODÉON - FORUM DES HALLES - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE  
VF: PARAMOUNT OPÉRA - PATHE MONTPARNASSE - GAMBETTA - LA FAUVETTE  
MISTRAL - PATHE CLICHY

GAUMONT OUEST BOULOGNE - PATHE BELLE ÉPINE THIAIS - CYRANO VERSAILLES  
LE FRANÇAIS ENGHUEN - ARTEL CRETEIL - UGC VELIZY - ARTEL NOGENT-SUR-MARNE

## CINEMA

### La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)

MERCREDI  
L'Étrange Monsieur Victor (1937), de Jean Grémillon, 16 h; Cendres et Diamant (1958), v.o.a.l.l., de Andrézej Wajda, 19 h; C'est la vie (1980), de Paul Vecchiali, 21 h.

JEUDI  
Agence matrimoniale (1951), de Jean-Paul Le Chanois, 16 h; En haut des marches (1983), de Paul Vecchiali, 21 h.

VENDEDI  
Maison (1948), d'Henri-Georges Clouzot, 16 h; Antonia des Mures (1969), v.o.a.l.l., de Gianber Rocha, 19 h; Cour de lauriers (1984), de Paul Vecchiali, 21 h.

SAMEDI  
La Belle et le Bélier (1961), de Lucchino Visconti, 17 h; Bande à part (1964), de Jean-Luc Godard, 19 h 15; Trois de Mémoire (1984), de Paul Vecchiali, 21 h 15.

DIMANCHE  
Le Cameraman (1928), de Edward Sogdwick, 15 h; Les Escroqués (1953, v.o.), de Vincente Minnelli, 17 h; Page d'or (1930), de Luis Buñuel, 19 h 15; A dire posthume (1985), de Paul Vecchiali, 21 h.

LUNDI  
Relâche.

MARDI  
Éducation de prince (1927), d'Henri Diamant-Berger, 16 h; Le Fils unique (1936, v.o.), de Yasujiro Izuma, 19 h; Rom la Rose (1985), de Paul Vecchiali, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

MERCREDI  
Paris: un arrondissement par jour: 1<sup>er</sup> arrondissement: le Nouveau Quartier des Halles: Une vidéothèque au cœur de Paris (1988) de la Vidéothèque de Paris, De votre côté au cœur (1978) d'Alain de Sédouy, Rom la Rose (1985) de Paul Vecchiali, 14 h 30; Actualités anciennes: Actualités Gaumont, 16 h 30; le Musée du Louvre: Que sais-je? (1985) d'Elis Coyé, le Nuit fantastique (1941) de Marcel L'Herbier, 18 h 30; les Halles anciennes: le 1<sup>er</sup> arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), les Halles centrales (1927) de B. Kautzman, Voilà le temps des semaines (1956) de Julien Drivier, 20 h 30.

JEUDI  
Paris: un arrondissement par jour: 2<sup>e</sup> arrondissement: Toute la mémoire du monde (1956) d'Alain Resnais, Mémoires pour mémoire (1964) de Laurent Perrier, 14 h 30; Du Sertier à la galerie Vivienne: Insurrection de la boutique Jean-Paul Gaultier (1986) de la Vidéothèque de Paris, French Confessions (1980) de Michel Hazonis, 16 h 30; Rue Méunier: la Rue de papier (1937) de Jean-Claude Bernard, 125, rue Montmartre (1959) de Gilles Grangier, 18 h 30; le Palais Bruguier: le Palais Bruguier (1910-1930), l'Argent (1928) de Marcel L'Herbier, 20 h 30.

VENDEDI  
Paris: un arrondissement par jour: 3<sup>e</sup> arrondissement: le Marais d'hier: le 3<sup>e</sup> arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), le Marais imaginaire (1965) de Dominique Delonche, le Bossu (1959) d'André Hunebelle, 14 h 30; le Marais d'aujourd'hui: Théâtre de la Galiléenne (1986) de la Vidéothèque, le Cabinet d'Amateur (1986) de Pierre Oscar Levy, Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 16 h 30; le Marais d'hier: le 3<sup>e</sup> arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), le Marais imaginaire (1965) de Dominique Delonche, le Bossu (1959) d'André Hunebelle, 18 h 30; le Marais d'aujourd'hui:

Théâtre de la Galiléenne (1986) de la Vidéothèque, le Cabinet d'Amateur (1986) de Pierre Oscar Levy, Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 16 h 30; le Marais d'hier: le 3<sup>e</sup> arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), le Marais imaginaire (1965) de Dominique Delonche, le Bossu (1959) d'André Hunebelle, 18 h 30; le Marais d'aujourd'hui:

Paris: un arrondissement par jour: 4<sup>e</sup> arrondissement: Actuelles anciennes: Actualités Gaumont, 12 h 30; le Centre Pompidou: la Vale des médias (1987) de Luc Montiel, le Centre Georges Pompidou (1977) de Roberto Rossellini, 14 h 30; Paris: un arrondissement par jour: 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissement: Quartier latin: le Désordre à vingt ans (1966) de Jacques Baratier, Voilà l'ordre (1966) de Jacques Baratier, la Vengeance des saints (1987) d'Alain Guichard, Chacun pour l'éternité immortelle (1986) de la Vidéothèque de Paris, 14 h 30; le Luxembourg: le 4<sup>e</sup> arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), Tous les garçons s'appellent Patrick (1987) de Jean-Claude Godard, Patamorphose (1961) de Michel Boschet et André Martia, le Palais du Luxembourg (1981) d'Alexandre Traza, 16 h 30; Quartier latin: le Chénobios (1986) de M. Monteloz, Es maintenant les étudiants, Mai 68 (1968), 18 h 30; Quartier latin 1950: l'Age bête (1959) de A. Traugot, les Ténoriers (1938) de Marcel Carné, 20 h 30.

LES AILES DU DÉSER (Fr.-Al., v.o.); Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

AMBER ÉCARTÉ (Al., v.o.); Studio de la Harpe, 5 (46-34-23-52).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.); Gaumont Les Halles, 1<sup>e</sup> (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); 13 (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14 (43-25-59-83); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-36-86).

HEAD (A., v.o.); Forum Aco-en-Ciel, 1<sup>e</sup> (42-01-53-74); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); Trois Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

HELLODEPORT (A., v.o.); Pathe Marignan-Concorde, 3<sup>e</sup> (43-59-92-82); v.f.; Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-83); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-51); Pathe Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Pathe Cléry, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

LA BOHEME (Fr., v.o.); Vendôme Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-97-52).

BONJOUR LANGOISSE (Fr.); Forum Orient Express, 1<sup>e</sup> (43-42-42-25); Bretege, 6 (42-32-57-97); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); Pathe Frappas, 9<sup>e</sup> (47-70-31-59); Mistral, 12<sup>e</sup> (45-39-52-43); Concession Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); UGC Maitrot, 17<sup>e</sup> (47-48-06-80); Pathe Cléry, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

BORIS GODOUNOV (Ser., v.o.); Le Triomphe, 5<sup>e</sup> (45-62-45-70).

CANT BRU ME LOVE (A., v.o.); UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44).

CRITIERS 2 (A., v.f.); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

CRY FREEDOM (Br., v.o.); Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (45-26-78-17).

DANGER HAUTE TENSION (A., v.o.); Forum Orient Express, 1<sup>e</sup> (42-33-42-26).

DE BRUIT ET DE FUREUR (Fr.); Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Br.-It., v.o.); Les Trois Balcons, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.); UGC Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Hollywood Boulevard, 8<sup>e</sup> (47-70-10-41); V. 9 (45-62-41-46); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

EMMANUELLE 6 (Fr.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).

ENCORE (Fr.); Pathe Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-72-52); Clad Beaubourg, 2<sup>e</sup> (42-25-30); Le Saint-Germain-des-Frères, Salle O, de Beaugrenelle, 6<sup>e</sup> (42-22-87-23); Le Triomphe, 5<sup>e</sup> (45-62-45-70); La Beauséjour, 11<sup>e</sup> (45-54-07-76); Trois Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

L'ENFANCE DE LIARTE (Fr.); Gaumont Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); Les Trois Balcons, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60); Pathe Frappas, 9<sup>e</sup> (47-70-31-59); 14 Juillet Beauséjour, 11<sup>e</sup> (45-54-07-76); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.o.); Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

ENVOYEZ LES VIREONS (Fr.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).

LE FESTIN DE BARETTE (Den., v.o.); Chmy Palaco, 3<sup>e</sup> (43-54-07-76); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); UGC Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16).

FRANCO (A., v.o.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Sept Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

LES AILES DU DÉSER (Fr.-Al., v.o.); Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

AMBER ÉCARTÉ (Al., v.o.); Studio de la Harpe, 5 (46-34-23-52).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.); Gaumont Les Halles, 1<sup>e</sup> (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); 13 (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14 (43-25-59-83); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-36-86).

HEAD (A., v.o.); Forum Aco-en-Ciel, 1<sup>e</sup> (42-01-53-74); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); Trois Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

HELLODEPORT (A., v.o.); Pathe Marignan-Concorde, 3<sup>e</sup> (43-59-92-82); v.f.; Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-83); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-51); Pathe Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Pathe Cléry, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

LA BOHEME (Fr., v.o.); Vendôme Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-97-52).

BONJOUR LANGOISSE (Fr.); Forum Orient Express, 1<sup>e</sup> (43-42-42-25); Bretege, 6 (42-32-57-97); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); Pathe Frappas, 9<sup>e</sup> (47-70-31-59); Mistral, 12<sup>e</sup> (45-39-52-43); Concession Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); UGC Maitrot, 17<sup>e</sup> (47-48-06-80); Pathe Cléry, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

BORIS GODOUNOV (Ser., v.o.); Le Triomphe, 5<sup>e</sup> (45-62-45-70).

CANT BRU ME LOVE (A., v.o.); UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44).

CRITIERS 2 (A., v.f.); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

CRY FREEDOM (Br., v.o.); Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (45-26-78-17).

DANGER HAUTE TENSION (A., v.o.); Forum Orient Express, 1<sup>e</sup> (42-33-42-26).

DE BRUIT ET DE FUREUR (Fr.); Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Br.-It., v.o.); Les Trois Balcons, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.); UGC Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Hollywood Boulevard, 8<sup>e</sup> (47-70-10-41); V. 9 (45-62-41-46); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

EMMANUELLE 6 (Fr.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).

ENCORE (Fr.); Pathe Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-72-52); Clad Beaubourg, 2<sup>e</sup> (42-25-30); Le Saint-Germain-des-Frères, Salle O, de Beaugrenelle, 6<sup>e</sup> (42-22-87-23); Le Triomphe, 5<sup>e</sup> (45-62-45-70); La Beauséjour, 11<sup>e</sup> (45-54-07-76); Trois Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

L'ENFANCE DE LIARTE (Fr.); Gaumont Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); Les Trois Balcons, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60); Pathe Frappas, 9<sup>e</sup> (47-70-31-59); 14 Juillet Beauséjour, 11<sup>e</sup> (45-54-07-76); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.o.); Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

ENVOYEZ LES VIREONS (Fr.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).

LE FESTIN DE BARETTE (Den., v.o.); Chmy Palaco, 3<sup>e</sup> (43-54-07-76); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); UGC Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16).

FRANCO (A., v.o.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Sept Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

### Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.); Forum Horizon, 1<sup>e</sup> (45-08-57-57); Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-83); Bretege, 6 (42-32-57-97); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-47-30-40); UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); Pathe Frappas, 9<sup>e</sup> (47-70-31-59); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Gaumont Aléna, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (43-25-59-83); Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

LES AILES DU DÉSER (Fr.-Al., v.o.); Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

AMBER ÉCARTÉ (Al., v.o.); Studio de la Harpe, 5 (46-34-23-52).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.); Gaumont Les Halles, 1<sup>e</sup> (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); 13 (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14 (43-25-59-83); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-36-86).

HEAD (A., v.o.); Forum Aco-en-Ciel, 1<sup>e</sup> (42-01-53-74); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); Trois Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

HELLODEPORT (A., v.o.); Pathe Marignan-Concorde, 3<sup>e</sup> (43-59-92-82); v.f.; Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-83); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-51); Pathe Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Pathe Cléry, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

LA BOHEME (Fr., v.o.); Vendôme Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-97-52).

BONJOUR LANGOISSE (Fr.); Forum Orient Express, 1<sup>e</sup> (43-42-42-25); Bretege, 6 (42-32-57-97); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); Pathe Frappas, 9<sup>e</sup> (47-70-31-59); Mistral, 12<sup>e</sup> (45-39-52-43); Concession Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); UGC Maitrot, 17<sup>e</sup> (47-48-06-80); Pathe Cléry, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

BORIS GODOUNOV (Ser., v.o.); Le Triomphe, 5<sup>e</sup> (45-62-45-70).

CANT BRU ME LOVE (A., v.o.); UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44).

CRITIERS 2 (A., v.f.); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

CRY FREEDOM (Br., v.o.); Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (45-26-78-17).

DANGER HAUTE TENSION (A., v.o.); Forum Orient Express, 1<sup>e</sup> (42-33-42-26).

DE BRUIT ET DE FUREUR (Fr.); Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Br.-It., v.o.); Les Trois Balcons, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.); UGC Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Hollywood Boulevard, 8<sup>e</sup> (47-70-10-41); V. 9 (45-62-41-46); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

EMMANUELLE 6 (Fr.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).

ENCORE (Fr.); Pathe Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-72-52); Clad Beaubourg, 2<sup>e</sup> (42-25-30); Le Saint-Germain-des-Frères, Salle O, de Beaugrenelle, 6<sup>e</sup> (42-22-87-23); Le Triomphe, 5<sup>e</sup> (45-62-45-70); La Beauséjour, 11<sup>e</sup> (45-54-07-76); Trois Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-30-30-19).

L'ENFANCE DE LIARTE (Fr.); Gaumont Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-36-86); Les Trois Balcons, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60); Pathe Frappas, 9<sup>e</sup> (47-70-31-59); 14 Juillet Beauséjour, 11<sup>e</sup> (45-54-07-76); Marnaval, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.o.); Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

ENVOYEZ LES VIREONS (Fr.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).

LE FESTIN DE BARETTE (Den., v.o.); Chmy Palaco, 3<sup>e</sup> (43-54-07-76); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); UGC Ermitage, 3<sup>e</sup> (45-63-16-16).

FRANCO (A., v.o.); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Sept Paroissiens, 14<sup>e</sup> (



CINEMA

DRAME DE LA JALOUSIE (Il, v.o.) : Accanto (ex Studio Cujas), 9 (46-33-85-86)
L'EMPIRE DES SENS (\*\*) (Fr.-Jap., v.o.) : Maxisville, 9 (47-70-72-86)
L'ÉPREUVE DE FORCE (A, v.o.) : Paris Ciné 1, 10 (Le Champ), 9 (43-54-51-60)
LA FIEVRE AU CORPS (A, v.o.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65)
HELLZAOPPIN (A, v.o.) : Cinq Beaubourg, 9 (42-71-52-36)
HROSHIMA NON AMOUR (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25)
HITLER, UNE CARRIERE (AIL) : Studio 43, 9 (47-70-63-40)
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A, v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82)
MACADAM COW-BOY (\*) (A, v.o.) : Epic de Bois, 9 (43-37-37-47)
MALADIE D'AMOUR (Fr.) : Club, 9 (46-33-79-30)
MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Cinq Beaubourg, 9 (42-71-52-36)
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Cinq Beaubourg, 9 (42-71-52-36)
MORT A VENISE (Il, v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71)
MR LUCKY (A, v.o.) : Action Boolea, 5 (43-25-72-07)
MURIEL (Fr.) : Pantheon, 5 (43-54-15-94)
NOTES EN GALILEE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : L'Entrée, 14 (45-43-41-63)
LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46)
PALM RIDER (A, v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41)
PANDORA (Brit.-A, v.o.) : Action Christiane, 6 (43-29-11-30)
PATHER PANCHALI (Ind., v.o.) : L'Entrée, 14 (45-43-41-63)
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A, v.o.) : Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14)
QUAND LA VILLE DORT (A, v.o.) : Accanto Christiane, 6 (43-29-11-30)
REBECCA (A, v.o.) : RCF, Logis L, 5 (43-54-32-34) ; Le Triomphe, 6 (45-62-45-76) ; Sept Paracastim, 14 (43-20-32-20)
LA SOUF DU MAL (A, v.o.) : Action Christiane, 6 (43-29-11-30)
SOUDAIN LETE DENIER (A, v.o.) : Les Trois Lincebourg, 6 (46-33-97-77)
LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit., v.o.) : Le Champ, 9 (43-54-31-60)
STRANGER THAN PARADISE (A, v.o.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65)
SWEET MOVIE (\*\*) (Fr.-Can.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71)
TAXI DRIVER (\*\*) (A, v.o.) : Les Trois Lincebourg, 6 (46-33-97-77)
TO BE OR NOT TO BE (A, v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-26-84-40)
VENT DE PANIQUE (Fr.) : Club, 9 (ET PASSION (Il, v.o.) : Accanto (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86)
Les séances spéciales
AFTER HOURS (A, v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 22 h 20, dim. 20 h 40, lun. 18 h 30
ALLEMAGNE ANNEE ZERO (Fr.-It., v.o.) : La Bastille, 11 (43-54-07-76) mer. ven. sam. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15 film 5 mm après
AMADEUS (A, v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 19 h 30, dim. 18 h, lun. 14 h
L'AMI AMERICAIN (\*) (AIL, v.o.) : République Cinéma, 11 (46-05-51-33) mer. sam. mar. 21 h 30
LES ARISTOCRATES (A, v.o.) : Miroir, 14 (45-39-32-43) mer. sam. dim. samedi 13 h 10, 14 h 30, 16 h 30 film 15 mm après
LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A, v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 14 h, sam. 13 h 30
LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 17 h, sam. 15 h 45
LE Baiser DE LA FEMME ARAIGNEE (A, v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. mar. 22 h, sam. 19 h 40
BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN (A, v.o.) : Studio 28, 19 (46-06-36-07) mer. 19 h, 21 h
LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 15 h 30, sam. 17 h
BAMBI (A, v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) l.j. à 15 h 10
BASIL DETECTIVE PRIVE (A, v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. sam. dim. 14 h
BLADE RUNNER (\*) (A, v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. ven. 22 h 15, dim. 22 h 30, mer. 17 h 15

Le film de Martin Scorsese et les chrétiens

Tentations de scandale

Il n'y a plus de procès de conscience dans ce pays. On le sait pour aujourd'hui, on l'espère pour demain. Il serait inapte de soupçonner les autorités catholiques françaises — elles sont suffisamment accusées de laxisme — par les intentions... d'une quelconque tentation de restauration morale ou religieuse, d'arrière-pensées de « chrétienté ». Nos cardinaux ne sont pas naïfs. Ils disent clairement ce qu'ils pensent.

A Venise et à Paris

Des marches de protestation

La Dernière Tentation du Christ devait être présenté officiellement à la presse, le mercredi 7 septembre en début de matinée, à Venise. La projection publique était prévue mercredi soir au Lido, à vingt minutes de vaporetto de la cité des canaux, pour tenter de désamorcer d'éventuelles manifestations. Un important service d'ordre a été mis en place. Malgré le classement du dossier demandé samedi dernier à Venise (le Monde du 6 septembre), les intégristes italiens n'ont en effet pas désarmé. Des marches de protestation et une session de prière étaient annoncées.

Communication

Panne de répéteur sur un satellite Eutelsat

Lancé le 21 juillet dernier par une fusée Ariane, le satellite Eutelsat 1-F3 ne pourra pas remplir immédiatement la mission pour laquelle il a été prévu, c'est-à-dire le remplacement de son homologue Eutelsat 1-F1, qui s'échoua notamment des chaînes de télévision par satellite. En effet, un des répéteurs d'Eutelsat 1-F3 (1) est en panne. Cette panne est due à la défaillance soit d'un tube de puissance construit par Thomson, soit de l'alimentation électrique de ce tube.

La préparation du budget de l'audiovisuel public

La rentrée dans l'audiovisuel public sera-t-elle houleuse ? « Plus ça change, moins ça change », s'indigne ce tract syndical. « Les prévisions budgétaires pour l'année 1989 (...) sont maintenant connues. Les moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles ne sont pas enthousiasmantes du point de vue du budget et du caractère catastrophique sur l'emploi. »

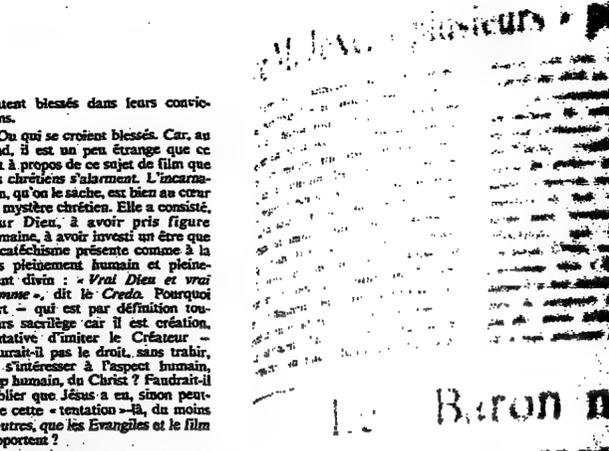
Les syndicats dénoncent une nouvelle baisse des effectifs

Reste à savoir si ces précisions satisfieront les syndicats ou ne seront reçues que comme des « artilices de présentation ». Reste aussi, que les arbitres ne répondent pas au souci des syndicats, d'une gestion plus moderne du service public. Le Parlement, estimant-ils, devrait se contenter — comme ce fut le cas entre 1974 et 1982 — de voter une masse salariale globale. Les entreprises restent maîtres d'ajuster leur effectif à leur charge de travail et à leurs objectifs.

Le marché de l'art sur minitel

Composez 3615 le Monde « Artline »

Le Monde thématique vient d'ouvrir un nouveau service consacré au marché de l'art. Ce service, mis au point avec un partenaire dont les locaux sont installés à Fenouillet près de Toulouse, est constitué par une banque de données, un magazine, un journal et des petites annonces, le tout disponible sur minitel bien sûr. On y accède par le 3615 le Monde suivi du mot-clé « Artline ».



Baron NO...

On s'interroge encore sur l'authenticité du « saint saïre » de Turin, présenté par la tradition comme ayant subi l'impression de la silhouette de Christ et de sa face. S'il s'avère que cette relique vénérée est une mystification médiévale, les chrétiens verront-ils en quoi que ce soit la terre manquée sous leurs pas ou le ciel leur tomber sur la tête ?

Communication

Panne de répéteur sur un satellite Eutelsat

Lancé le 21 juillet dernier par une fusée Ariane, le satellite Eutelsat 1-F3 ne pourra pas remplir immédiatement la mission pour laquelle il a été prévu, c'est-à-dire le remplacement de son homologue Eutelsat 1-F1, qui s'échoua notamment des chaînes de télévision par satellite.

La préparation du budget de l'audiovisuel public

La rentrée dans l'audiovisuel public sera-t-elle houleuse ? « Plus ça change, moins ça change », s'indigne ce tract syndical.

Les syndicats dénoncent une nouvelle baisse des effectifs

Reste à savoir si ces précisions satisfieront les syndicats ou ne seront reçues que comme des « artilices de présentation ».

Publicité for STAGES RADIO, offering courses in radio and audio production.

# Société

## FAITS DIVERS

### Le dispositif de surveillance de l'espace aérien allégé

## Selon M. Joxe, « plusieurs » pilotes ont survolé Paris la nuit cet été

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a estimé, mercredi 7 septembre, sur France-Inter, que le « baron noir » relève « plus de la médecine que de la justice », qualifiant de « cinglés » les pilotes qui ont survolé sans autorisation la capitale fin juillet et début août. Le ministre pense en effet que le premier « baron noir » n'était pas seul et que son exemple fut imité, « plusieurs » pilotes, selon lui, s'étant livrés à ces vols de nuit. Pour M. Joxe, les incohérences dans le décompte de ces vols (le Monde du 3 septembre) s'expliquent par un manque de coordination entre services : « Il y a plus de gens qui survolent Paris le soir qu'on le croit, explique-t-on place Beauvau. Par ail-

leurs, cet été, des gens l'ont fait dans un esprit de défi et, peut-être, de lucarne. » Ces commentaires, et la décision, prise en début de semaine, d'alléger le dispositif de surveillance de l'espace aérien au-dessus de Paris, s'expliquent par le fait que les services de police ont identifié le premier « baron noir », celui qui, fin juillet, a ouvert ce bal aérien. Les renseignements généraux soupçonnent en effet M. Albert Maltret, qui s'était fait connaître, le 10 août 1986, en posant un monomoteur sur l'avenue des Champs-Élysées. M. Maltret n'aurait-il même confié : « Je sais que je suis le suspect numéro un, ils m'ont mis en garde, mon téléphone est sur écoute, mais ils n'ont aucune preuve contre moi ! »

Pour les services de police, M. Maltret est d'ailleurs l'homme masqué qui s'est exprimé au nom du « baron noir » mardi soir 6 septembre sur TF1, au cours de l'émission de Christophe Dechavanne « Ciel mon mardi ». « Il y en a plusieurs. Celui qui s'est exprimé hier à la télévision, je sais qui c'est. Je pense qu'il soupçonne qu'il est lui-même surveillé par la police », a d'ailleurs commenté M. Joxe, mercredi matin sur France-Inter. Tout en refusant de reconnaître publiquement être le « baron noir » — car pour lui « il n'y en a qu'un de vrai » — M. Maltret avait expliqué, il y a quelques jours, au Monde comment le mystérieux aviateur s'y était pris, selon lui.

### Après la disparition d'une fillette dans le Calvados

## Le corps calciné d'un enfant est en cours d'identification

Alors qu'il ramassait des champignons à Saint-Pierre-du-Val, près de Benzeville (Eure), M. Pierre Lenormand a découvert, le mardi 6 septembre, à l'orée d'un bois, le corps calciné d'un enfant. Sur instruction du parquet de Lisieux, saisi de l'affaire, le corps a été déposé à la morgue de Bernay, mais il devait être transporté mercredi à l'institut médico-légal de Paris pour y être autopsié.

Le choix du parquet de Lisieux, qui avait ouvert l'information judiciaire concernant la disparition de Delphine Boulay, dix ans, à Villerville (Calvados) le 27 août, ainsi que la présence sur les lieux des parents de la fillette, laissent à penser qu'il pourrait y avoir un lien entre les deux affaires. Saint-Pierre-du-Val se trouve à environ 25 km de Villerville.

CAEN  
de notre correspondant

Après la disparition de Delphine Boulay, dont le père est informaticien à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), les enquêteurs n'ont écarté aucune hypothèse : fugue, enlèvement, accident ou mauvais rencontre. Trois cents pompiers, gendarmes et militaires de l'armée de terre, assistés de nombreux bénévoles, ont participé aux recherches : le préfet, le sous-préfet et le commandant de gendarmerie supervisent les opérations. Des patrouilles sillonnent les routes du pays d'Auge et de la côte Fleurie, et le père de Delphine a parcouru la campagne à bord d'une voiture équipée d'un haut-parleur pour adresser un message à sa fille. Des affiches, tirées à deux mille exemplaires, ont été distribuées dans les commerces et placardées sur les poteaux téléphoniques et sur les arbres de la forêt de Saint-Gastien.

Le week-end dernier, après neuf jours de recherches, pompiers et militaires ont abandonné leurs battes. Soixante-dix gendarmes ont continué l'opération avec l'appui de trois cents amis et collègues de bureau des parents de Delphine. Les alentours du camp et les sentiers de la région ont été de nouveau fouillés. Mais en vain.

PASCALLE MONNIER.

### Au Havre

## Médecine d'expulsion

La médecine et l'hospitalisation ou secours des propriétaires de la recherche d'un moyen d'expulser leurs locataires récalcitrants... Un huisser du Havre assure que cette méthode est couramment pratiquée. Lui-même l'a tentée, à ses dépens, en faisant appel, ces jours derniers, au SAMU dans l'espoir de se débarrasser d'une femme âgée de soixant-cinq ans qui refusait de quitter son appartement.

« Comme je sais que mes confrères ont l'habitude de procéder de cette façon, aurais-je expliqué l'huissier aux responsables du SAMU du Havre, je viens vous demander de m'envoyer une ambulance pour la faire hospitaliser. » Le directeur du SAMU, M. Christian Orrieu, lui aurait répondu que ce n'est pas de son ressort.

Tandis qu'une information judiciaire était ouverte le 29 août, les témoignages plus ou moins sérieux qui se sont multipliés n'ont guère facilité le travail du commissaire lips et de ses hommes. La petite fille aurait été vue près du port de Deauville et à Trouville, sur le chemin de Calleville, non loin de la maison de l'acteur Gérard Philipe, qui sera, comme tous les riverains, interrogé par la police. L'enfant sera même signalée à Pau et à Bordeaux. Elle restera cependant introuvable.

Lancé sur la trace de Delphine, les chiens pisteurs ne sont arrivés dès le samedi de sa disparition devant les portes de la Bergerie, une grande ferme du valon de Calleville. C'est dans cette zone que les enquêteurs ont retrouvé dans une grange des noyaux de prune et un trognon de pomme. La fillette y a peut-être dormi.

Quelques jours plus tard, le directeur du SAMU a écrit à l'huissier pour lui faire part de son indignation. « Il est hors de question que la médecine d'urgence puisse servir à des actions d'expulsion. Une hospitalisation ne peut être prescrite que par un médecin pour des motifs médicaux », a notamment expliqué le praticien.

## Le « Baron noir » démasqué ?

Voilà que, après enquête, le « Baron noir » reprend consistance dans les coulisses de la place Beauvau : selon les renseignements généraux, il s'agit donc de M. Albert Maltret. Un soupçon sans autre conséquence que préventive, puisque le « Baron noir » ne semble pas avoir laissé d'indices dans un aéroclub ou sur un terrain d'aviation et que son existence ne saurait être prouvée qu'en le prenant la main dans le sac, ou, plutôt, aux commandes. L'hypothèse a pris corps car deux décrets émanés après que des rumeurs de négociations financières sont parvenues aux oreilles policières : le « Baron » tentait d'obtenir un hebdomadaire de 500 000 francs en liquide en échange d'un reportage photographique sur un ultime vol.

M. Maltret, qui réside en banlieue, n'est guère surpris qu'on vienne tout simplement lui demander si le « Baron noir », c'est bien lui. L'homme, qui aura cinquante-deux ans le 11 septembre, aime faire parler de lui. Il y a deux ans, il le prouve en établissant, un dimanche matin, sur les Champs-Élysées, exceptionnellement dégoûté pour le soupage d'un film de promotion sur la consécration de Paris aux Jeux olympiques de 1992.

Condanné, en octobre 1986, à des amendes et à trois ans d'interdiction de pilotage, il s'est vu révoqué de la présidence de l'association de pilotage de l'aéroport de Paris-Mont-Valérien. La veille de l'arrestation, il avait l'habitude de faire appliquer la décision du tribunal français, qui accorde au père un large droit d'hébergement de la fillette de novembre 1988 à février 1989. (Correspondant).

Montrant un manuscrit qui raconte l'histoire de sa vie, M. Maltret n'en corifie pas moins sa fierté d'être « le premier homme qui s'est posé sur la plus belle avenue du monde ». Il se présente comme l'enfant d'une modeste famille de Roscoff, en Bretagne, durement éprouvée pendant la dernière guerre, et comme un ancien pilote de l'aéronavale, jeune officier en poste notamment à Bizerte (Tunisie), dans les années 50. Bien qu'il ait gardé une passion pour les armes à feu — il appartient à un club de tir de Versailles — sa carrière militaire fut de courte durée, et il aurait ensuite mis ses talents d'aviateur au service de divers pays : Maroc, Bangladesh, Gabon, Émirats arabes unis...

Et le « Baron noir » ? Ce n'est pas lui, et ce pourrait être lui. Plus précisément : « Ce n'est pas moi, mais je sais comment il s'y est pris. C'est vrai, la police me soupçonne : quand je décroche mon téléphone, je leur lance : « Bonjour le Gestapo ! »

Un grand oiseau sur une tortue. « La seconde fois, c'était peu avant minuit, avec un monomoteur. Il est,

resté une demi-heure sur Paris, il a fait le tour des monuments et il est sorti par le bois de Boulogne. La troisième fois, après 3 heures du matin, avec un monomoteur plus puissant, un 300 CV Turbo, il est passé encore plus bas, en suivant le Seine, et est reparti en s'orientant grâce aux rails de la gare Montparnasse qui brillent dans la nuit. Il lui est arrivé de se poser sur un tarmac de l'aéroport d'Orly, quand il était poursuivi par deux hélicoptères. Je me suis posé sur un champ... Il avait des copains au sol, des pilotes qui lui signalaient les hélicoptères, d'autres qui l'attendaient en le guidant avec des phares de voitures... »

« Une autre fois, il s'est posé dans un champ... Il avait des copains au sol, des pilotes qui lui signalaient les hélicoptères, d'autres qui l'attendaient en le guidant avec des phares de voitures... »

Pour celui qui ne partage pas sa passion, M. Maltret fait l'impression d'un doux fétide. D'un mythonisme aussi, il l'on en croit ses premiers discours, tandis que l'appareil de défense français se voit dissuader et que la force de l'OTAN est en position défensive. Tel est le sentiment du ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui considère que, dans ces conditions, « il n'y a équilibre de la sécurité en Europe que parce qu'il y a des armes nucléaires » pour l'assurer.

M. Maltret : « J'ai un compte à régler, avec l'armée, avec la France. Je suis un laissé pour compte. Je suis arrivé par le bas, sans parents, et j'ai réussi à faire la une dans tous les pays du monde... Mathias Rust, c'est un charlot. A dix-huit ans, on n'est pas pilote. Et c'est moi qui l'ai inspiré. »

Mythomane sans doute mais, au bout du compte, bon pilote, reconstruit son existence. « Tous les gens qui ont volé avec moi savent que je suis un homme responsable, assure M. Maltret. Un avion, je lui parle, je maîtrise le bébé. Et j'ai le chance avec moi : je suis catholique. J'y crois vraiment, je pense qu'il m'a aidé déjà. Si n'est pas un pécheur, M. Maltret ne comprend pas pourquoi les pouvoirs publics ont dramatisé l'affaire du « Baron noir » : celui-ci, assure-t-il, est fort populaire dans les aéroclubs. Il ferait même des études, par exemple, à l'École nationale de l'aviation civile, si ce n'était pas de la sécurité.

Bref, le « Baron » serait un aviateur, un pionnier, un aventurier de l'air, un « se » fin du siècle. Pas cet irresponsable énoncé par M. Joxe, ce danger public qui menacerait des vies humaines. N'a-t-il pas un rôle civique ? N'a-t-il pas obligé les militaires à repenser le contrôle aérien au-dessus de la capitale, ne leur a-t-il pas offert l'ébauche d'un scénario de guerre venue du ciel, et ne leur a-t-il pas permis d'installer tout récemment, au grand secret, de nouveaux radars au Mont-Valérien ? Et c'est pourquoi M. Maltret lui serait bien décoré, ce mystérieux « Baron ». Pour services rendus à la défense nationale...

GEORGES MARION  
et EDWY PLENEL.

## DÉFENSE

### Lors de sa visite aux forces françaises en Allemagne

## M. Chevènement accuse les Soviétiques de maintenir une « posture offensive » de leurs forces armées

RASTATT (RFA)  
de notre envoyé spécial

L'Union soviétique maintient « une posture militaire offensive », malgré ce qu'on dit sur des Est-majors, tandis que l'appareil de défense français se voit dissuader et que la force de l'OTAN est en position défensive. Tel est le sentiment du ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui considère que, dans ces conditions, « il n'y a équilibre de la sécurité en Europe que parce qu'il y a des armes nucléaires » pour l'assurer.

Après ses entretiens avec son collègue ouest-allemand, M. Rupert Scholz, la veille à Bonn (le Monde du 7 septembre), M. Chevènement a tenu à rendre visite, mardi 6 septembre, au PC de la 1<sup>re</sup> armée, à Strasbourg, et à une unité des forces françaises en RFA : en la circonstance, le ministre a choisi le 11<sup>e</sup> régiment du génie à Rastatt, non loin de Baden-Baden, le PC des forces françaises outre-Rhin qui réunissent environ 50 000 hommes.

Des engins amphibies Gillois, du nom de ce colonel qui les conçut, ont manœuvré sur le Rhin, créant un pont provisoire en s'accrochant au transport des chars AMX-30 B-2 d'une rive à l'autre.

« Les intérêts vitaux de la France », a expliqué M. Chevènement, ne commencent pas sur le Rhin, et la dissuasion nationale contribue à la stabilité de toute l'Europe. « Pour le ministre, « il n'y a pas de contradiction entre, d'une part, le désarmement, la détente et la coopération en Europe et, d'autre part, le souci de la France de main-

tenir un certain équilibre de sécurité et de mieux articuler sa défense avec l'Allemagne fédérale sur une posture défensive. »

### Quatre garnisons pour la brigade

« La posture défensive de l'Union soviétique et de ses alliés du pacte de Varsovie n'existe pas », a ajouté M. Chevènement qui, cependant, dissingue « posture défensive » et « force agressive ». Se référant à Napoléon, le ministre de la défense considère qu'« il faut juger l'adversaire potentiel non à ses intentions mais sur ses capacités ». Or, observe-t-il, « la posture soviétique est faite pour l'offensive, avec des moyens-jeux considérables et impressionnants ».

Si « la priorité est au désarmement classique en raison de la dissymétrie Est-Ouest qu'il faut réduire », M. Chevènement n'en a pas moins confirmé que le missile nucléaire préstratégique Pluton, « en fin de vie », sera remplacé par le missile Hadès, d'une portée de 480 kilomètres, à partir de 1992.

« C'est une arme éminemment politique, a-t-il expliqué, délivrée en une seule frappe pour administrer l'ultime avertissement. »

Le ministre français est ensuite revenu sur le projet d'une brigade commune, lancé au début de cette année par M. François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl. Cette brigade sera composée, outre ses éléments d'état-major, de deux régiments de chacun des deux pays partenaires. Soit une unité de plus de

4 000 hommes. Les deux régiments ouest-allemands viendront de la 35<sup>e</sup> brigade territoriale de la Bundeswehr, qui ne relève pas de l'OTAN mais du seul commandement fédéral.

M. Chevènement a annoncé, de son côté, que les deux régiments français devraient provenir de la Force d'action rapide (FAR) implantée en France. Ces deux unités, réunissant moins de 2 000 hommes, sont un régiment de chars AMX-10RC et un régiment de véhicules de l'avant blindés

(VAB). Elles viendront donc augmenter les effectifs globaux des forces françaises en Allemagne. Le PC de la brigade conjointe sera installé à Böblingen, où est déjà stationnée une unité ouest-allemande. Les autres garnisons retenues sont celles de Steiten (où est cantonné le 3<sup>e</sup> régiment de dragons français), de Donaueschingen (où est basé le 110<sup>e</sup> régiment d'infanterie français) et Horb (où il y aura une unité allemande).

JACQUES ISNARD.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 7 juillet 1988, la 4<sup>e</sup> Chambre B de la Cour d'Appel de Paris a rendu la décision suivante :

Dit que M.M. Alain NONJON et Jean-Louis ROQUE, en organisant à Pâques 1985 le stage dit INTEGRALE alors qu'ils étaient encore liés par un contrat de travail à la société dite IPESUP, en laissant envoyer pour annoncer ce stage une circulaire au chef de classe de la préparation HEC à IPESUP, en ne respectant pas, pour l'organisation de ce stage, l'article 3 de la loi du 12 juillet 1975 et les articles 10 et 11 de la loi du 12 juillet 1971 ont ensemble engagé leur responsabilité envers la société IPESUP.

Les condamne in solidum à payer à la société IPESUP :

- une indemnité de 400.000 Francs,
- une somme de 18.000 Francs au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile (...).

Autorise la société IPESUP à faire publier le dispositif de l'arrêt dans trois journaux ou périodiques de son choix aux frais des intimés (...).

Déboute les parties de leurs autres demandes.

### Dans le Puy-de-Dôme

## La fillette « enlevée » par son père n'a toujours pas été retrouvée

Malgré les recherches entreprises par la gendarmerie, Paolina, la fillette de cinq ans que son père — inculpé de non-représentation d'enfant et écroué à Clermont-Ferrand — a « enlevée » (le Monde du 6 septembre), n'avait pas été retrouvée au matin du 7 septembre. La mère de l'enfant, de nationalité uruguayenne, à qui le tribunal de Clermont-Ferrand a confié la garde de Paolina, a déclaré, mardi au cours d'une conférence de presse, que les craintes de son époux de « ne pas revoir sa fille » sont toujours très vives. Mme Forli Selva, qui veut retourner dans son pays avec sa fille, a précisé que « le consul d'Uruguay en France a fait savoir, le 13 juin 1988, que le juge des mineurs uruguayens avait pris l'engagement de faire appliquer la décision du tribunal français », qui accorde au père un large droit d'hébergement de la fillette de novembre 1988 à février 1989. (Correspondant).

## JUSTICE

### La CGT critique la « reprise du plan Chalandon » pour les prisons

L'union générale CGT des syndicats pénitentiaires (UGSP) a critiqué, mardi 6 septembre, dans un communiqué « la reprise du plan Chalandon » prévoyant « le maintien de la presque totalité du plan de construction des 15 000 places nouvelles de détention ». Selon l'UGSP, la décision du ministère de la justice de construire 13 000 places « montre bien qu'il ne faut pas s'attendre à des modifications importantes de la politique pénale malgré les bonnes intentions du garde des sceaux ».

Ce programme, estime l'UGSP, est « en contradiction évidente avec

### En Seine-Saint-Denis

## La police recherche des témoins qui auraient assisté à un viol sans intervenir

La police judiciaire de Seine-Saint-Denis recherche des témoins pour l'agression commise contre une jeune femme de trente-cinq ans, M<sup>me</sup> D., dans le train au départ de la gare du Nord en direction d'Ermont (Val-d'Oise), vendredi 2 septembre vers 15 h 30.

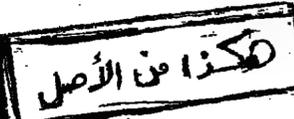
Peu après le départ du train, à hauteur de la station Saint-Denis, trois hommes ont commencé à importuner la jeune femme avant de l'emmener à l'étage supérieur du wagon où ils ont abusé d'elle. Ils seraient ensuite descendus en gare d'Enghein-les-Bains. Cinq ou six voyageurs auraient assisté au début de l'agression sans intervenir et ne se sont pas manifestés par la suite.

M<sup>me</sup> D., très traumatisée, selon les policiers, a déposé plainte, vendredi peu après 19 heures, au commissariat d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) où elle réside.

## En Seine-Saint-Denis

la volonté de lutter efficacement contre la délinquance en agissant notamment sur la diminution du nombre de détenus » et « se fera au détriment des créations d'emplois en milieu ouvert ou fermé, de la formation des personnels et de la modernisation du parc existant ».

« Il ne fait aucun doute, conclut l'UGSP, que le gouvernement s'engage dans cette voie pour des raisons politiques. Son manque de courage dans ce domaine laisse augurer d'une gestion au jour le jour, sans changement fondamental. »



# Société

## SPORTS

### TENNIS : Les Internationaux des Etats-Unis

#### Place aux jeunes

Le choc des générations aura bien lieu. Jimmy Connors, qui dispute ses dix-neuvièmes Internationaux de tennis des Etats-Unis, rencontrera en quart de finale son jeune compatriote André Agassi qui a éliminé, mardi 6 septembre à Flushing Meadow, Michael Chang, l'autre grand espoir du tennis américain. Dans le haut du tableau, l'autre quart de finale opposera le Tchèque Ivan Lendl à l'Américain Derrick Rostagno.

NEW-YORK  
Correspondance

Le huitième de finale entre André Agassi, dix-huit ans, et Michael Chang, de deux ans son cadet, fut pour l'Association américaine de tennis (USTA), une preuve de la santé profonde d'un sport donné encore pour malade il y a peu. Chaque coup droit giflé d'Agassi devait balayer les doutes. Chaque prodige de souplesse et de courage de Chang, celui qui paraît plus petit que ses 1,73 mètre, plus léger que ses 61 kilos, devait faire taire les commentaires perfides.

Pour Agassi, ce ne fut pas un match facile. Des deux jeunes, il est l'aîné, le numéro 4 mondial, la star établie dans sa gloire précoce. C'est lui qui pénétra sur le court avec six titres en poche cette année et son premier million de dollars en banque. Avec une série

de vingt et une victoires successives. Aurait-il la peau de Chang et aussi, pour quelqu'un qui invoque volontiers le Seigneur, l'amour de la foule ?

Il a eu sa victoire comme prévu, mais la surprise est venue de la réplique lucide de Chang. Professionnel depuis six mois seulement, Chang est un garçon déconcertant. Grave, réfléchi, il est doté d'un délicieux humour pince-sans-rire, qui ne paraît pas son âge.

« Mon âge, je ne le sens pas, dit-il. Je fréquente des gens qui ont vingt-cinq ans, trente ans, et je me sens à ma place. »

Sur le court, il compense son manque d'envergure physique par un sens aigu de l'anticipation et du déplacement avec une souplesse et une rapidité supérieures à celles d'Agassi. Il possède une frappe nette des deux côtés et déjà, sur son revers à deux mains, il a appris à élever la main gauche pour jouer en avançant des balles d'approche glissées. Le Suédois Wilander, qui mit plusieurs saisons à modifier ainsi son jeu, a dû apprécier la finesse tactique et l'ambition intelligente de Chang. Malgré les points qui les séparent, c'est bien au numéro deux mondial que l'on pense en voyant l'Américain.

Contre Agassi, il n'avait pas encore les moyens de sa grande ambition. Il n'a pas résisté à la fatigue. En quittant le court derrière Agassi, il reçut pourtant une ovation plus nourrie que celle qui

avait salué le vainqueur. « Parfois, dit-il, sérieux comme un pape, cela aide d'avoir seize ans. »

Agassi, quant à lui, n'a pas encore apprivoisé le central du Flushing. La foule n'y est pas encore inconditionnellement acquise à sa cause. Les dimensions du stade lui interdisent cette complicité qu'il crée ailleurs par des mimiques et ses gestes. Rendre intime le central de Flushing est une tâche redoutable. « Je souris, dit-il, c'est le seul message qui passe. »

Agassi pense à son match contre Connors. Il sait que le « vieux » anime cette salle comme personne. « Ils seront sans doute pour Jimmy, admet-il, mais pas par simple commisération. » Agassi est né en 1970, l'année du premier US Open de James Scott Connors...

MARC BALLADE.

#### LES RÉSULTATS

##### SIMPLE MESSIEURS (bâtiments de finale)

Connors (E-U, n° 6) b. Lozano (Mex.) 6-1, 6-2, 6-0; Agassi (E-U, n° 4) b. Chang (E-U) 7-5, 6-3, 6-2; Lendl (Tch., n° 1) b. Hasek (Sui.) 6-4, 5-7, 6-2, 6-4; Rostagno (E-U) b. Agassi (Hat.) 6-2, 3-6, 6-1, 6-3.

● Football : coupe d'Europe. — L'Association sportive de Monaco a raté son entrée en Coupe d'Europe des clubs champions en s'inclinant (1-0), le mardi 6 septembre, à Reykjavik (Islande).

## EDUCATION

### La rentrée scolaire

#### La surcharge des effectifs dans les lycées provoque des protestations

Le retour des 12,4 millions d'élèves et du million d'enseignants et de personnels administratifs dans les 75 000 établissements scolaires s'est effectué mardi 6 septembre sans difficultés majeures. Quelques « bouvants » maternels ont inévitablement émaillé cette rentrée : constructions scolaires non achevées, comme le nouveau collège Jean-Monnet de Lyon, ou fuite de gaz dans un collège de Muret (Haute-Garonne). Mais les principaux points noirs se situent dans les lycées professionnels, où de nombreux jeunes n'ont pu s'inscrire dans la section de leur choix, et dans les lycées car les mises en service de nouveaux bâtiments par les régions restent encore insuffisantes au regard des 90 000 élèves supplémentaires à accueillir cette année.

Ces blocages, facteurs d'importantes surcharges d'effectifs dans les classes, ont provoqué à et là des mouvements de protestation. Ainsi les parents, enseignants et élèves du lycée professionnel Albert-Camus de Nantes ont bloqué l'accès à l'établissement et empêché la rentrée. A La Seyne-sur-Mer (Var), les enseignants du lycée ont lancé le jour « J » une grève de vingt-quatre heures reconductible. A Besançon, les enseignants ont choisi le jour de la visite du recteur au lycée Pergaud pour se mettre en grève et « refuser la soupe ». Au Raincy (Seine-Saint-Denis), le lycée Schweitzer est également en grève, les professeurs n'admettant pas que cet établissement construit pour 1 600 élèves en abrite 2 400. Au lycée Grandmont de Tours, les professeurs ont aussi bloqué la rentrée pour exiger 30 postes supplémentaires. Toutes

les classes de seconde comptent 40 élèves et des groupes de langues vivantes atteignent un effectif de 45. Enfin le SNES (FEN) de l'académie de Créteil prévoit une journée d'action le 20 septembre contre les surcharges dans les collèges et lycées.

Dans le primaire, plusieurs écoles sont « occupées » par les parents en

signe de protestation contre les fermetures de classes ou l'absence d'instituteurs le jour de la rentrée. C'est notamment le cas à Loriot (Drôme) et à Garges-lès-Gousses (Val-d'Oise), où les parents menacent d'installer une classe sauvage au milieu du carrefour à grande circulation si une classe supplémentaire n'est pas ouverte.

### Dans « le Monde de l'éducation » de septembre

- Les études littéraires ne mènent pas au chômage
- Bac 88 : les sujets de français et de philosophie

Passer un baccalauréat A et s'engager dans des études de lettres modernes, d'histoire-géographie ou de langues à l'Université ? On croit « casse-cou ». Le Monde de l'éducation démontre qu'on a tort. A tous ceux qui sont prêts à se laisser séduire par le métier de professeur, aucun doute n'est permis : il y a des places à prendre. En lettres modernes et classiques, par exemple, l'éducation nationale manque déjà de professeurs, et les universités retrouvent leur vocation initiale : former de nouveaux enseignants. Pour les autres, les experts du CEREC ou certains responsables de l'insertion des diplômés dans les universités sont formels : un cursus littéraire ne mène pas au chômage.

Contrairement à l'idée répandue, les étudiants qui choisissent cette voie s'en tirent plutôt bien sur le marché de l'emploi. A deux conditions toutefois. D'abord, qu'ils s'arment de patience. L'insertion professionnelle des « littéraires » est en effet plus lente que celle des « scientifiques », et leurs débuts de carrière sont plus cahoteux. Mais, selon l'enquête du CEREC, dis-

huit mois après leur sortie de l'Université, 80 % d'entre eux ont un emploi.

Ensuite, l'imagination et l'ouverture d'esprit. Une fois leur diplôme en poche, les littéraires doivent acquiescer des savoir-faire professionnels hors de l'Université. Formation accélérée, stages, expérience professionnelle, même de courte durée : tout est bon pour donner de la plus-value à une licence de lettres ou à une maîtrise d'histoire.

Dans son enquête de septembre, le Monde de l'éducation raconte comment ces jeunes diplômés parviennent à trouver leur place dans des entreprises où le métier de l'expression écrite, une bonne connaissance de la langue ainsi que des capacités de communication sont des valeurs en hausse.

Egalement, au sommaire de ce numéro, « Les sujets du bac en français et en philosophie ». Un dossier réalisé avec des enseignants, pour ceux-ci et pour leurs élèves, afin de préparer, dans les meilleures conditions, l'épreuve 1988. Avec des exercices et des témoignages.

## ECHECS

### Le championnat d'URSS

#### Le match de barrage entre Kasparov et Karpov aura finalement lieu

Ilse jouera! Après quinze jours de tergiversations et, sans doute, de négociations byzantines, le comité directeur de la Fédération soviétique d'échecs a finalement pu annoncer que Kasparov et Karpov disputeraient, à partir du 25 décembre, le match en quatre parties pour l'attribution du titre de champion d'URSS d'échecs 1988.

On sait (le Monde des 23 et du 24 août) que les deux champions ont terminé premiers ex aequo de cette épreuve. Le règlement prévoyait un match de barrage en quatre parties pour les départager. En cas d'égalité, le match se prolongeait jusqu'à la première victoire de l'un ou l'autre joueur.

Karpov refusa, trouvant le délai de préparation trop court et n'admettant pas la poursuite du match en cas de résultat nul. La Fédération, incapable d'imposer un règlement consistant de tous, proposa de faire élire le champion d'URSS par des joueurs délégués! Ce fut un

beau tollé. Le gouvernement s'en mêla et son organe officiel, les Izvestia, envoya aux dirigeants une volée de bois vert jugeant « absurde » leur proposition et l'insistant leur incapacité à faire terminer « correctement » une des plus prestigieuses épreuves sportives d'URSS.

« Après mûre réflexion », les dirigeants proposèrent une autre formule : que le titre de champion soit attribué aux deux joueurs! Qui a refusé? Kasparov, Karpov ou... le gouvernement? On ne sait, mais le mardi 6 septembre, l'agence Tass annonçait que le match aurait lieu.

Il semble que Karpov ait obtenu satisfaction puisque, en cas d'égalité, les deux joueurs seront déclarés champions ex aequo, ce qui supprime le deuxième match. Kasparov et Karpov doivent faire savoir avant le 1<sup>er</sup> octobre s'ils ont l'intention de disputer le match. Si l'un d'eux déclare forfait, le titre ira automatiquement à l'autre.

**DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DU CONSEIL**  
(FORMATION DE 3ème CYCLE)  
En intégrant l'I.D.C.E., l'Ecole des Consultants, vous vous assurez un emploi passionnant dans un secteur d'avenir.

Extraits du programme

- Entraînement à la prospection de clientèle et à la vente de services, au travail en équipe et à la formation d'adhésés, aux démarches et processus innovants dans les entreprises.
- Maîtrise d'outils bureautiques et informatiques.
- Introduction aux stratégies des cabinets de consultants.
- Méthodologies d'intervention des professionnels du conseil.
- Préparation à l'exercice de la profession dans un cadre européen.

... CHANTIERS d'application et d'intervention comprenant l'établissement de diagnostics, de recommandations, un suivi, une évaluation.

- Avec parrainage d'un consultant
- En France et/ou dans un autre pays de la CEE.

**INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE**

DURÉE DE LA FORMATION : 10 mois ; rentrée octobre 1987

ADMISSION SUR DOSSIER SUIVI D'UN ENTRETEN

Etre titulaire d'un diplôme 2ème cycle (Maîtrise ; Ecole Sup. de Co et/ou de Gestion ; I.E.P., etc...)

Dossier d'information et de candidature. ÉCRIRE A : I.D.C.E. - B.P. 1879 - 49018 ANGERS CEDEX (A l'attention de Monsieur GOURVES)

les libraires Clé vous proposent une autre façon de voir l'école et les études.



Réussite scolaire primaire  
Réussite scolaire secondaire  
Réussite universitaire

chez votre libraire Clé



• AIX-EN-PROVENCE Librairie Goulet • ALLENCON Librairie Soger • AMIENS Librairie Martelle • ANGERS Librairie Contact • BORDEAUX Librairie Mollat • BRUXELLES L'Écrit de St Job • CAEN Librairie Gallienne • CHAMBERY Librairie Guin • CLERMONT-FERRAND Librairie Les Volcans • LAMAL Librairie Sibul • LIEGE Librairie Plasson, La Penitence • MONTPELLIER Librairie Sismappa • NANTES Librairie Collard • NANCY Librairie La Procession • NICE, CANNES Librairie A La Scopione • PARIS 6 Librairie Médias • PARIS 8 Librairie L'Œil Éclairé • PARIS 9 Librairie La Procession • REIMS Librairie Guérisse • ROUEN Librairie Les Éditions • SAINT-ETIENNE Librairie Plaine • STRASBOURG Librairie Internationale Klotz • SUISSE Librairie Pirelli S.A. • TOULON Librairie Bossaud • TOULOUSE Librairie Privat • TOURS Librairie 1911 Terre des Hommes • VALENCE Librairie Crouzet

le hussard

MAIRE

GENERATION RENTREE

88

du 5 au 2

SEPT

de 10 h

28

750

# Le Monde CAMPUS

## DES LYCÉES AU SECOURS DES RÉGIONS

# Le hussard de Vierzon

**L'agonie des industries traditionnelles du pays de Vierzon aurait pu ôter au lycée technologique Henri-Brisson sa raison d'être. C'est le contraire qui s'est produit. Le proviseur a réussi le pari de faire de son établissement un bureau d'études pour les entreprises de la région.**

DEPUIS un siècle qu'il fonctionnait comme le grand pourvoyeur de main-d'œuvre de l'industrie locale, le lycée technologique Henri-Brisson de Vierzon semblait voué au même déclin. Au contraire, il apparaît aujourd'hui comme le ferment de la renaissance industrielle de la ville. Son secret : un renouveau total de ses rapports avec les entreprises.

Dernière les murs décrépis qui abritent les vestiges d'une machine à vapeur, conçue autrefois pour fournir la force motrice aux ateliers, des professeurs et leurs élèves s'activent sur des ordinateurs, des machines à commandes numériques, donnent des idées aux entreprises venues les consulter, mettent au point des formations nouvelles.

« Le lycée nous a réveillés », constate un cadre d'une usine de porcelaine, qui a demandé à des étudiants de BTS de réfléchir à l'automatisation de certaines

tâches. « Nous anticipons les métiers de l'avenir en formant les professionnels dont les entreprises auront bientôt besoin si elles veulent survivre », explique en écho M. Maurice Perrin, proviseur de l'établissement, qui part ces jours-ci à la retraite, après avoir présidé, pendant seize ans, ce qu'il appelle « la république indépendante du lycée technique de Vierzon ». « Indépendante, même de l'éducation nationale », précise ce fringant provocateur de soixante-cinq ans, aux cheveux blancs coiffés en brosse.

Rien a priori ne prédisait ce fils de l'école laïque, héritier des hussards noirs de la République et historien de formation, à se faire l'apôtre du rapprochement éducation-industrie et à devenir l'un des premiers proviseurs à créer une pépinière d'entreprises dans le sillage de son lycée. « Mes maîtres m'ont communiqué leur foi extraordinaire dans le progrès humain, se souvient-il. J'en ai retenu que le monde change et que ce n'est pas forcément une mauvaise chose. »

La mort lente des activités traditionnelles du « pays de Vierzon » — porcelaine et métallurgie — aurait pu ôter au lycée sa raison d'exister. A quoi bon continuer de former des chaudiéristes, des fondeurs et des céramistes condamnés à l'exil ou au chômage ? L'idée du proviseur, relayée par son collègue du GRETA, l'organisme de l'éducation nationale spécialisé dans la formation continue pour adultes, a consisté à mettre à la disposition des entreprises la matière grise technique concentrée au sein d'un ensemble scolaire regroupant près de deux mille lycéens, élèves des sections de techniciens supérieurs, stagiaires et leurs professeurs. Un potentiel de taille pour une ville de trente-cinq mille âmes. Le lycée s'est présenté comme « un énorme bureau d'études au service des PME, le point de convergence de toutes les demandes d'innovation technologique », selon les expressions de M. Jacques Mizrahi, le fougueux animateur du GRETA qui a pris son bâton de pèlerin pour démarcher les entreprises et détecter, voire susciter, leurs besoins d'innovation. C'est ainsi qu'a été façonnée, en 1986, une formation de « maître d'œuvre en conception et fabrication assistées par ordinateur » permettant à des techniciens supérieurs d'être des intermédiaires entre les concepteurs de logiciels et leurs utilisateurs dans les PME. Cette spécialisation,

d'une durée d'un an après le BTS, est assurée par la formation continue. Mais M. Mizrahi ne désespère pas de la faire reconnaître par l'éducation nationale comme un prolongement du BTS.

L'interpénétration entre formations initiale et continue, le mélange de lycéens et d'adultes, salariés ou chômeurs, dans les laboratoires et les ateliers, ont aidé à tisser des liens de confiance avec les entreprises. Certaines d'entre elles, qui ne peuvent offrir les services d'un cabinet de conseil spécialisé, ont vite compris ce qu'elles pouvaient gagner à confier aux élèves de BTS des études d'innovation technologique. L'opération s'achève exceptionnellement par des embauches, plus souvent par un versement de taxe d'apprentissage ou des dons de matériel. Mais elle permet surtout aux élèves de travailler à partir de situations réelles et parfois d'expérimenter les machines dernier cri installées dans les entreprises. De leur côté, les enseignants actualisent leurs connaissances et peuvent, comme l'explique M. Michel Aufaivre, professeur de productique, « débusquer les besoins de demain pour adapter dès aujourd'hui leur enseignement ». Bien sûr, il a fallu clarifier et moraliser ces relations d'un nouveau type, rédiger des conventions et des cahiers des charges fixant les rôles de chacun. Le proviseur reconnaît que, au début, le lycée s'est fait traher », par des entreprises qui considéraient le service public de l'éducation nationale comme une vache à lait.

« Mais aujourd'hui, on se connaît et on se respecte », assure-t-il.

Signe des temps : le comité de bassin d'emploi de Vierzon, présidé par le PDG d'une entreprise du bâtiment, M. Max Albizzati, et qui réunit patronat, syndicats, établissements d'enseignement et élus, va créer une association pour rémunérer les professeurs qui apportent leur savoir aux entreprises. Depuis cinq ans déjà, certains collaborent bénévolement aux travaux d'un organisme régional chargé d'aider les PME à innover. Et les échanges de bons offices se multiplient. Plusieurs entreprises de porcelaine viennent de confier au lycée l'étude d'un procédé nouveau de fabrication. Ils ont constitué un groupement d'intérêt économique (GIE) dont le siège est naturellement au lycée. EDF a choisi d'installer à Henri-Brisson le prototype d'un nouveau four électrique pour la cuisson de la porcelaine et d'en étudier les utilisations avec les enseignants. Une formation à l'usage des céramiques techniques ouvre à cette rentrée.

PHILIPPE BERNARD.  
(Lire la suite page 26.)



La rubrique quotidienne « Campus » reprend à partir de demain (éditions datées du 9 septembre)

# Les croisés de Lens

**Les parents de Condorcet se mobilisent. Leur objectif : créer, dans la cité minière, des formations supérieures et des classes préparatoires aux grandes écoles.**

LES puits de mines silencieux ressemblent à de grands échassiers désœuvrés. Les terrils défectueux n'ont pas encore été rattrapés par l'herbe. Malgré les travaux de réfection en cours, le gare de Lens conserve son allure banlieusarde, à l'écart de l'axe Paris-Lille. Et, comme l'an dernier, comme il y a deux ans, les parents d'élèves du lycée Condorcet ne verront pas s'ouvrir cette année les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs dont ils réclament la création.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir tout tenté pour mobiliser, convaincre, lever les réticences des uns, bousculer l'indifférence des autres, et frapper à toutes les portes. De celle du maire de Lens, M. André Delelis, sénateur du Pas-de-Calais, à celle du conseil régional ou du ministère de l'éducation nationale, du conseil général du Pas-de-Calais ou de la chambre de commerce et d'industrie locale. Sans oublier les candidats à l'élection présidentielle, qui ont tous reçu un dossier complet, plaidant en faveur de formations supérieures à Lens. Une véritable croisade, animée depuis trois ans par un ingénieur des mines, M. Gérard Glanjetas, audit interne aux Houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais. « Cette histoire de formation post-baccalauréat à Lens était sur le tapis depuis une vingtaine d'années, explique-t-il. Quand j'ai été élu président de l'association des parents d'élèves de Condorcet en 1985, on a décidé de relancer ce dossier et on y est allé pied au plancher. »

Il fallait d'abord dresser l'état des lieux : il est accablant. Lens semble accumuler tous les handicaps. Il y a vingt ans, la mine faisait vivre 220 000 personnes dans la région. Elles ne sont plus que 12 000 aujourd'hui et, dans quatre ans, le personnel des Houillères sera réduit à 3 000 personnes. C'est dire l'ampleur des problèmes de reconversion économique et d'emploi : le Pas-de-Calais est l'un des départements les plus touchés par le chômage (14 % contre 10,05 % pour la moyenne française) et Lens est l'arrondissement le plus atteint du département. Cette crise a ébranlé tous les fondements du bassin charbonnier. Les cent années de l'ère minière ont engendré une véritable culture régionale et marqué pour longtemps mentalités et comportements. Il y a encore vingt ans, rappelle

Gérard Glanjetas, « on envoyait les garçons à la mine et les filles à l'école ménagère. C'était la production qui comptait, pas la formation ».

Cet héritage est très lourd. A Lens, le taux de scolarisation, après le baccalauréat, des jeunes de dix-neuf à vingt-deux ans dépasse à peine 5 %, contre 10 à 15 % dans les différentes zones de la métropole régionale, Lille-Roubaix-Tourcoing, tous proches. Il est vrai que le département du Pas-de-Calais est particulièrement mal loti en formations post-baccalauréat. Ainsi le nombre des classes préparatoires (neuf maths sup' et maths spé à la rentrée 1988) par rapport à la population est l'un des plus faibles en France. Quant au secteur de Lens, qui constitue pourtant le deuxième pôle urbain régional avec ses 380 000 habitants, il est encore plus démuné : aucune prépa, cinq sections de techniciens supérieurs et un département IUT ouvert

l'an dernier pour une cinquantaine d'étudiants. On ne saurait être plus dissuasif pour les bacheliers de la région, le plus souvent d'origine ouvrière et modeste et qui hésitent à s'expatrier vers Lille, Arras et plus encore Paris.

Or, comme l'explique avec énergie M. Etienne Wolfcarius, l'un des responsables de la chambre de commerce et d'industrie de Lens, « le handicap numéro un de la région lilloise, c'est le niveau insuffisant de qualification de sa population active. L'alternative est simple : ou bien l'on accepte d'être éliminé, alors qu'on est la première agglomération du Pas-de-Calais et la quatorzième de France ; ou bien on décide de se battre sur le terrain stratégique de la formation. C'est la seule façon d'affronter les mutations technologiques. Mais c'est une véritable révolution culturelle. »

GÉRARD COURTONS.  
(Lire la suite page 26.)

## Ecriture et Ecrivains

Collections dirigées par Béatrice Didier.

### Collection Ecriture :

- Nagao Nishikawa. *Le roman japonais depuis 1945*, 328 pages, 145 F.
- Jean Bellemin-Noël. *Biographies du désir. Stendhal-Breton-Leiris*, 272 pages, 130 F.
- Adrien Marino. *Comparatisme et théorie de la littérature*, 392 pages, 140 F.

### Collection Ecrivains :

- François Rigolot. *Les métamorphoses de Montaigne*, 240 pages, 140 F.
- Gisèle Mathieu-Castellani. *Montaigne. L'écriture de l'essai*, 272 pages, 150 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## SOMMAIRE

- La douzième rentrée scolaire de Nicole Terrapal, inspectrice départementale... 26
- Les souvenirs de rentrée... en 1888 à Aix-en-Provence de l'écrivain Louis Bertrand... 27
- Manuels scolaires : qui parviendra à détrôner le sacro-saint Lagarde et Michard ?... 28
- Sarrebruck, une université qui mise sur l'Europe... 29
- Bloc-notes... 29
- Bibliographie : pensée mythique et histoire... 30
- Les livres... 30

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE** accueille les enseignants en **ECONOMIE STE EDUCATION CIVIQUE DROIT** Information Conseil Orientations bibliographiques

**RENTRÉE 88**  
du 5 au 23 SEPTEMBRE de 10 h à 17 h  
29, quai Voltaire 2<sup>e</sup> étage 75007 PARIS

كندا من الأصل

هكذا من الأصل

# L'inspectrice est optimiste

**Le vingtième arrondissement de Paris n'est pas une circonscription « facile ». Pourtant, depuis douze ans qu'elle est inspectrice départementale, Nicole Temporal observe que le moral de l'éducation nationale s'améliore.**

EN remontant mentalement ses douze rentrées dans l'enseignement élémentaire, Nicole Temporal bute sur un souvenir cuisant : 1977, son premier jour de service en tant qu'inspectrice départementale de l'éducation nationale (IDEN). Une émeute de parents d'élèves dans le préau surchauffé d'une maternelle du dix-neuvième arrondissement de Paris, à cause de la suppression d'une classe. Il a fallu improviser, calmer les parents, rassurer le député, expliquer aux journalistes... « Depuis, j'ai appris à aborder les parents. Quand on les informe, ils deviennent moins agressifs », confie-t-elle de sa voix sereine de pédagogue aguerrie.

Avant ces débuts mémorables dans l'inspection, Mme Temporal avait enseigné le français en Afrique noire, puis au lycée de Colombes. Ensuite, elle a connu plusieurs circonscriptions de la région parisienne, toujours dans des quartiers réputés difficiles, avant d'être nommée en plein cœur de ce qu'il reste du Paris populaire, entre Belleville et Ménilmontant, dans une zone d'éducation prioritaire (ZEP).

La quarantaine tout juste esquissée, souriante mais prudente - surtout ne pas blesser les collègues - M<sup>me</sup> l'inspectrice de la vingt et unième circonscription vit intensément la rentrée. Dès la fin août, elle a retrouvé son bureau pour régler les derniers détails d'un ballet préparé discrètement depuis novembre, et qui aboutit à ce petit miracle annuel : la rencontre d'un maître et de ses élèves dans une classe ! Le métier d'IDEN n'est pas de tout repos en ces jours de bouillonnement scolaire. L'IDEN - ils sont plus d'un millier en France - inspecte et note des instituteurs. Mais sa fonction d'animation pédagogique (stages, conférences) se double d'un travail administratif de relai

entre les écoles et l'inspecteur d'académie. Il transmet notamment les prévisions d'effectifs, au vu desquelles seront décidées les ouvertures et fermetures de classes. Il se trouve donc en première ligne, avec les directeurs d'école, le jour de la rentrée.

M<sup>me</sup> Temporal s'est efforcée de prévoir les facettes de la démographie scolaire dans les quinze établissements de sa circonscription. « C'est un peu le marc de café. On déménage et emménage beaucoup dans le vingtième arrondissement. Mais je me fie à mon intuition : les effectifs - trois mille cinq cents élèves environ - seront stables cette année. » Sage prévision, car pour une IDEN, « l'intuition » commande de minimiser, autant que possible, les baisses démographiques qui entraînent la suppression de classes, en vertu d'une logique administrative bien rodée, mais très mal vécue par les instituteurs et les parents.

Quelques déménagements inattendus, la livraison anticipée d'un immeuble, la fermeture d'une entreprise... L'école vit au rythme des quartiers. Si les effectifs restent insuffisants à l'école du 104, rue de Belleville, un poste sera peut-être bloqué. Dans la ZAC des Amandiers en pleine fièvre immobilière, l'école neuve n'est pas achevée : les enfants seront provisoirement hébergés dans deux établissements voisins. Mais l'IDEN sait que les appartements neufs, aux loyers élevés, attirent des couples plus âgés, dont les enfants ont souvent dépassé l'âge de l'école primaire.

Les enseignants, eux aussi, ont bougé pendant les vacances : il faut compter avec les mutations, les mises en disponibilité, les congés de maladie et de maternité, à remplacer en catastrophe. Car la rentrée pour M<sup>me</sup> Temporal, ce sont aussi les retrouvailles

avec « ses » quinze directeurs et « ses » quelque deux cents instituteurs, dont elle doit entretenir l'enthousiasme pédagogique. A Gennevilliers, puis à Paris, elle a axé ses interventions sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Le sujet la passionne à ce point que, licenciée en linguistique, elle a consacré une partie de ses vacances à terminer son mémoire de DEA sur la manière dont les élèves de CM2 utilisent la parole pour construire et corriger leurs écrits. En attendant d'entreprendre une thèse sur le même sujet. Cette année, elle incitera les instituteurs à se lancer dans des projets d'action éducative (PAE) sur le Bimestrielle de la Révolution. En 1987-88, des élèves de quatre écoles avaient rédigé un roman sous la houlette d'un écrivain ; d'autres initiatives visent à diffuser la lecture et l'écriture, à travers le théâtre, le conte ou les marionnettes. « Les instituteurs sont très demandeurs de formation sur la lecture », constate M<sup>me</sup> Temporal. Mais en évaluant leurs pratiques, on s'aperçoit que certaines idées ne passent pas. Par

exemple celle qui veut que les enfants doivent lire, dès le CP, des textes d'une certaine longueur. Certains manuels de lecture donnent la vision d'une langue en miettes. Ils servent surtout à rassurer les parents et les instituteurs, mais ne préparent pas les enfants à être de vrais lecteurs et scripteurs. » Pourtant, reconnaît

« on sent leur désir d'aller plus loin et ce n'est pas un mal ».

Des instituteurs rassérénés, de vrais directeurs, des parents mieux informés, des immigrés progressivement intégrés - des filles d'origine étrangère sont premières de leur classe - et même des élèves du privé qui demandent à intégrer l'école publique... L'optimisme serait-il de mise en cette rentrée 88 ? Non, M<sup>me</sup> Temporal se défend d'être trop euphorique : les instituteurs parisiens restent enfermés dans leurs classes et il n'est pas question de les réunir après 16 heures 30. Les classes difficiles sont encore trop souvent laissées aux débutants désarmés, les résultats des recherches pédagogiques pénètrent peu dans les classes et des stages de formation sont supprimés faute de candidats. Les changements survenus à la tête de l'Education nationale feront-ils évoluer les mentalités ? M<sup>me</sup> l'inspectrice reste sur sa réserve. « Nous sommes tous dans l'attente de ce qui sera dit et fait », lâche-t-elle seulement.

PHILIPPE BERNARD.

« Prévoir les effectifs, c'est un peu le marc de café. Je me fie à mon intuition. »

l'inspectrice, de plus en plus d'instituteurs ont conscience que savoir lire ne signifie pas seulement déchiffrer un texte, mais le comprendre et pouvoir l'utiliser. Ils savent que ces apprentissages fondamentaux peuvent s'étaler sur plusieurs années.

Alors, envole le malaise des instituteurs ? Oubliée leur grande révolte de 1987 (qui a pris naissance précisément dans des écoles des dix-neuvième et vingtième arrondissements) ? « L'image de

posent plus en maîtres que dans les années 70. Leurs méthodes sont plus... traditionnelles (le mot la gêne) et ils ont des élèves plus sages ». Souvent bardés de diplômes et ayant eu une autre activité professionnelle, les nouveaux instituteurs « apportent à l'école la diversité de leurs expériences. Plus ouverts aux projets et à la formation, ils font évoluer sans doute certains de nos collègues ». Sans doute certains se sentent-ils seulement « de passage » dans l'enseignement. Mais

## DES LYCÉES AU SECOURS DES RÉGIONS

### Les croisés de Lens

(Suite de la page 25.)  
Les parents d'élèves sont parvenus à la même conclusion. Pour eux, l'implantation de formations post-baccalauréat débouchant sur des études longues provoquera à terme le redémarrage économique et culturel de la région. Selon la formule de M. Gianjetas, les classes préparatoires scientifiques doivent être « le levier qui poussera vers le haut le niveau global de formation des jeunes de la région ». Un peu à l'image de Valenciennes, qui, en une quinzaine d'années, a réussi, à partir de son IUT, à construire un pôle universitaire dynamique.

Malgré trois ans d'efforts et de démarches, cette stratégie n'a toujours pas abouti. Bien au contraire. Alors que les Lenois attendaient

sans succès, puisque les locaux tout neufs de l'institut universitaire de technologie, presque fastueux dans le paysage lennois, ont ouvert leurs portes à la rentrée 1987. Une rentrée pourtant difficile et qui risque de l'être encore cette année. Car, en dehors des locaux et du matériel flamboyant neuf, l'IUT navigue à vue. « Ce sont les moyens humains qui nous manquent », reconnaît volontiers le directeur, M. Delaunays. Nous avons démarré sans postes de professeur titulaire, uniquement avec des vacances d'enseignants de BTS du secteur. Nous devons avoir deux postes cette année, mais pour beaucoup d'universitaires. Lens et ses environs, c'est un peu le début de la banquise. » Pourtant, ce jeune directeur ne manque ni de projets

et des familles pour des formations courtes ? Les parents d'élèves reconnaissent qu'elle est forte, mais ils craignent justement que trop de jeunes de la région soient orientés trop tôt vers des formations techniques trop étroites. Bref, estime Gérard Gianjetas, « nous sommes victimes d'ostracisme. Les responsables de l'éducation nationale ont du mal à admettre qu'une ville minière et ouvrière puisse disposer de classes préparatoires. Comme si nos jeunes n'avaient pas le droit à l'égalité des chances ».

Loïn de baisser les bras, les parents ont décidé de doubler la mise. A l'ouverture de classes préparatoires, ils ont, depuis un an, ajouté deux autres revendications : la création à Lens de DEUG scientifiques décentralisés depuis les universités lilloises, comme cela s'est fait pour Boulogne et Calais, et la réalisation d'un projet d'INSA (Institut national des sciences appliquées) envisagé il y a deux ans et abandonné depuis.

Quitte à regrouper l'ensemble de ces formations supérieures ainsi que les projets de la chambre de commerce, et à choisir Lens comme siège de la future université du Pas-de-Calais que réclame explicitement le schéma régional des formations. Mais sur ce point la concurrence est aussi féroce que fœné. Et le chef-lieu du département, Arras, n'est pas le dernier à revendiquer le rôle de pôle universitaire.

Si la formation apparaît désormais comme un enjeu national, voire européen, elle n'en suscite pas moins de passions au niveau régional ou local.

GÉRARD COURTOIS.

### Le hussard de Vierzon

(Suite de la page 25.)

Un travail de haute précision sur ces matériaux nouveaux qui pourraient constituer un créneau industriel d'avenir au pays de la porcelaine, comme le croit M. Yves Fromion, conseiller régional (RPR) de Vierzon. Des investissements potentiels, français et étrangers, ont été conviés à visiter le lycée et une association de promotion a été créée, dont le président est évidemment... le proviseur.

Mais le plus beau rêve de M. Perrin - faire naître une activité industrielle et des emplois par la formation - a déjà pris corps. Les premiers bâtiments gris et jaunes de la « pépinière d'entreprises du pays des cinq rivières » vont être inaugurés en octobre à Méreau, à l'ouest de Vierzon. Ils accueilleraient des sociétés créées notamment par d'anciens élèves ou des stagiaires de formation continue, qui bénéficieraient du soutien logistique et technique du lycée.

L'ambition de ses promoteurs est d'y installer un centre permanent d'aide aux transferts de technologie auquel pourront collaborer élèves et enseignants, et d'en faire un lieu d'accueil pour les jeunes créateurs d'entreprise.

Ainsi germeront peut-être les graines semées par le hussard noir de l'enseignement technique.

Ph. B.

### Beaucoup de familles pensent encore que l'université n'est pas pour leurs enfants

en vain leurs prépas, ce sont les lycées d'Arras, de Béthune ou de Boulogne qui ont bénéficié des quelques créations de maths sup et de maths spé du département. Le rectorat de Lille ne manque pas d'arguments pour juger « prématurée » une telle implantation à Lens. Il estime en particulier que la région lennoise ne dispose pas d'un nombre suffisant de lycées scientifiques pour permettre à des prépas de se développer dans de bonnes conditions.

Une argumentation que partage pour l'essentiel le proviseur du lycée Condorcet, M. Bernard Vœglin. « Je suis solidaire des parents d'élèves, souligne-t-il. Ils ont fait un formidable travail pour donner confiance aux élèves et à leurs parents. Et, à terme, je suis favorable à la création de prépas. Mais il faut d'abord préparer le terrain, travailler en amont au niveau des mentalités pour augmenter notamment les orientations vers les classes de première S et les terminales C. Et constituer un vivier assez riche d'élèves susceptibles d'aller en prépa ». « D'autant », précise-t-il en proviseur averti, que nous n'échapperons pas à la hiérarchie des classes préparatoires. Si nous démarrions avec un niveau trop faible, comme des canards boiteux, on compromettrait les futurs prépas ».

A cette prudence des autorités académiques, s'ajoutent les réticences des industriels de la région. M. Wolfcarius, à la chambre de commerce, exprime bien le sentiment général : « La formation est une des clés de notre avenir. C'est clair. Mais ce que demandent les entreprises du coin, notamment les PME, ce sont des techniciens formés à bon + 2 ou bon + 3 pour recruter rapidement. Et puis il ne faut pas se faire d'illusions : notre tissu industriel ne nous permettrait pas, pour l'instant, de retenir sur place ces jeunes sortis de classes préparatoires et des grandes écoles ».

Un sentiment que partage probablement le maire de Lens, M. Delelis. Même s'il suit personnellement le dossier des prépas et s'il a toujours soutenu l'action des parents d'élèves, c'est pour arracher la création d'un IUT dans sa ville qu'il s'est le plus battu au cours des dernières années. Non

ni d'optimisme. « Le seul fait d'avoir créé un bout d'université ici bouscule les mentalités. Beaucoup de familles du cru n'imaginaient même pas de pouvoir envoyer leurs enfants dans l'enseignement supérieur. Ils pensaient que ce n'était pas pour eux. Avec l'IUT tout près, l'université n'est plus inaccessible. Pour cette rentrée, nous avons eu une dizaine de demandes par place ».

Toutes ces objections, l'association des parents d'élèves les connaît par cœur. Et les résume sans hésitation. L'insuffisance du vivier de bacheliers scientifiques ? Peut-être, mais le même argument pourrait être opposé à Béthune ou Boulogne. La demande des indus-

**CANDIDATURE A LA SESSION DE SEPT/OCT INSCRIPTION IMMEDIATE**

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management  
Hôtelier International  
Paris-Genève-Londres-New York

**INSTITUT INTERNATIONAL Maxim's de Paris**

3 années de Formation Supérieure de Management Hôtelier

Admission : 1<sup>re</sup> année : BAC  
2<sup>e</sup> année : BTS, DUT, DEUG, Licence.

**(1) 42 66 66 82**

**MAXIM'S**

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TELEPHONE \_\_\_\_\_

NEVEAU D'ETUDES \_\_\_\_\_ DATE \_\_\_\_\_

**MAXIM'S**  
71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

**Graphologue MSI**

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individualisée. Informations gratuites à MSI 134

École Suisse de Graphologie - Beau Site 15, CH 1624 Bèze, Suisse

**POUR SAVOIR VENDRE, POUR SAVOIR NÉGOCIER, EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE ENTIER : L'INETEC**

Contact :  
**T. CHEVILLARD**  
41-87-25-55  
41-87-30-74

41, rue Dupetit-Thouars  
49000 ANGERS

**INETEC**

**INSTITUT EUROPÉEN DES TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION**

**VOUS LE VOULEZ, VOUS LE POUVEZ !**

« Le talent sans technique, c'est une sale manie » (G. Brassens)

**Ma première**

**CONDUCTEUR DE TRAVAIL**

**CLASSES PRÉPARATOIRES AUX GRANDES ÉCOLES**

**MATH. SPÉ.**

**EYROLLES ÉDUCATION**

CAMPUS/RENTRE

Ma première classe... en 1888

Septembre 1888... Franchement émoulu de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, l'écrivain Louis Bertrand rejoint son premier poste de professeur de seconde au lycée d'Aix-en-Provence. Il raconte cette expérience éprouvante dans un texte publié en janvier 1935 dans les Œuvres libres: « Mes débuts dans l'université »... Cent ans après, ce témoignage garde une certaine actualité...

C'ÉTAIT pendant la dernière semaine de septembre 1888. Autant que je me rappelle, j'avais dû prendre à la gare de Lyon un express qui partait de Paris vers Marseille le lendemain, vers six ou sept heures du matin. Je sortais de Normal. J'avais vingt-deux ans. Récemment nommé professeur de seconde au lycée d'Aix-en-Provence, j'allais rejoindre mon poste. Une vie nouvelle commençait pour moi. Je n'étais plus un élève, j'étais mon maître, ou je pouvais en avoir l'illusion... Vingt-deux ans! Un avenir qui n'avait rien de désespéré! Et Marseille, la Provence, le soleil méditerranéen, la mer à l'horizon! Le lendemain, à l'aube, je descendrais de wagon devant des paysages tout neufs pour mes yeux, dans un pays dont j'avais longtemps rêvé, et qui ne pouvait être que merveilleux... J'aurais dû être enchanté et, avec mon habituel tempérament, fou de joie! Et pourtant j'étais triste, inquiet, mécontent de moi et des autres (...). Ce qui m'inquiétait et me mortifiait, c'était ce gain-pain dérisoire que m'offrait l'université: deux cent vingt-cinq francs et quelques centimes par mois pour nourrir et entretenir trois et bientôt quatre personnes! Et sur tout — car ma vanité l'emportait sur tout le reste, — ce qui m'humiliait, c'était cette chaire de seconde au lycée d'Aix-en-Provence! J'avais accompli beaucoup mieux. Depuis plusieurs années, je me préparais pour l'Ecole d'Athènes. Je devais passer trois ans en Grèce et en Asie Mineure. Je verrais Rome, l'Italie, Constantinople, Jérusalem, enfin tout l'Orient. Et, pendant de longs mois, j'avais vécu dans la fièvre et les éblouissements des grands voyages. J'étais l'hôte des rapides, des paquebots, des hôtels cosmopolites. Par avance, je goûtais l'ivresse de débarquer dans des ports inconnus, de me promener dans de grandes villes exotiques, où chaque pas est une découverte! ... Et puis rien de tout cela! Pour apaiser ma fringante d'exotisme, de grands spectacles merveilleux, Aix-en-Provence! Une sous-préfecture des Bouches-du-Rhône! Un petit lycée tout neuf et de troisième ou quatrième catégorie! ... Mais c'était bien ma faute et c'est ce qui achevait de me navrer! J'avais eu la sottise de me faire refuser à l'agrégation, ce qui m'interdisait toute ambition athé-

nienne, et cela par dilettantisme, pour m'être épris d'un des auteurs du programme, auquel j'avais tout sacrifié, au lieu de piocher sagement et méthodiquement mon examen, comme les camarades. Alors de quoi me plaignais-je? Je n'avais que ce que je méritais! (...)

Aix! Ce nom un peu aigre sonnait désagréablement à mes oreilles! Sa silhouette graphique alle-méma, que je considérais pour la centième fois sur ma feuille de nomination, n'avait rien de flatteur pour mes yeux. Aix! Une majuscule pointue, et rien derrière! Ce mot m'était déplaisant à lire! Et, pour comble de désenchantement, j'avais feuilleté avant de partir un vieux manuel de géographie et j'y avais lu ceci: « Aix, dix-huit mille habitants. Archevêché, cour d'appel, faculté des lettres et de droit. Siège d'une Académie. Commerce d'amandes et d'huile d'olive... ». Foin de l'huile d'olive et des amandes aixoises! Je n'avais aucun goût pour ces denrées, et ce que je voyais de plus clair, à travers cet étalage de titres ecclésiastiques, parlementaires et universitaires, c'est que tout cela déguisait un affreux trou de province, une vieille petite ville moribonde! D'ailleurs, j'en avais l'âme trans-

(...) Cependant ma première impression fut des plus favorables. Je voulais, d'ailleurs, qu'elle

« Mon proviseur me jugeait trop jeune, incapable de tenir une classe... »

le fit. Il m'était intolérable de penser que la ville où désormais j'allais vivre était un lieu médiocre. Je m'excitais à la bienveillance et même à l'admiration. Et, tout de suite, j'avoue que je fus très frappé par le grand style du paysage aixois, cette campagne aux molles inflexions et aux nobles feuillages italiques, la couleur chaude des terrains et des fabriques, et, aux arrière-plans, les masses architecturales de Sainte-Victoire. Je trouvais même au viaduc de Roquefavour je ne sais quoi d'antique ou de classique qui m'évoquait tout un coin de la campagne romaine, un paysage de Poussin ou de Claude Lorrain. Mais il faut bien que je l'avoue aussi: à cette époque-là, j'étais aussi mal préparé que possible pour goûter le charme archaïque d'une vieille ville parlementaire

comme Aix-en-Provence. Presque toutes ses beautés datent du dix-septième et du dix-huitième siècle. Or, cet art-là était à peu près fermé aux générations qui florissaient vers 1890. On méprisait en bloc tout ce qui n'était pas l'Anti-



Aix-en-Provence. Cours Mirabeau - Fontaine d'eau chaude

quité grecque ou le gothique. L'histoire de l'art finissait après la Renaissance. Enfin le Midi provençal ou languedocien, le Midi français n'était guère qu'un prétexte à plaisanterie. Parlez-nous

des pays exotiques! Nous donnions furieusement dans l'exotisme. Nous étions Orientaux et même Extrême-Orientaux avec Loui. Et ainsi je ne pouvais rien comprendre à Aix-en-Provence. Je n'en pouvais rien sentir.

(...) Je n'exagère pas en disant qu'à vingt-deux ans je n'avais aucune idée des humains. J'étais une espèce de moine, ou de séminariste laïque, qui n'a jamais mis le pied dans le monde. Pour moi n'existaient que les bouquins et, à l'arrière-plan, l'odieuse nécessité des examens. Mes camarades, c'étaient des concurrents qu'il s'agissait de distancer; mes professeurs, des robinets à fonderie avare ou généreuse, dont je prenais ou laissais selon ma convenance. Avec mes habitudes d'isolement et de renoncement, je ne tenais aucun compte des autres. Je croyais qu'il me suffisait d'aller de l'avant, de me développer en suivant ma ligne et en essayant de bien faire et que, si l'on ne me savait pas précisément gré de chercher mon salut par des voies personnelles, on ne pouvait pas m'en vouloir de cela. On eût tôt fait de me déromper.

Dès mon arrivée, j'avais rendu visite à mon proviseur. Je pensais que mon extrême jeunesse, ma franchise, mes façons d'adolescent bien élevé et aussi mon érudite, quoique maladroite, bonne volonté, que tout cela me vaudrait un peu d'indulgence, sinon de sympathie, de la part de mes chefs. Tout de suite j'eus l'impression que cela précisément déplaisait. Mon proviseur me jugeait trop jeune, sans expérience, inca-

pable de diriger une classe, et il était convaincu d'avance que le souci de l'agrégation allait me détourner de mes devoirs professionnels. Mon Dieu! ce n'était que trop vrai. Mais c'était aussi une raison de plus pour venir à mon secours, me tendre la perche, me diriger et me conseiller doucement, sans en avoir l'air. Je sais bien que j'étais très ombrageux et sans doute plein de prétentions. Mais je me connaissais aussi: avec un mot cordial, une poignée de main affectueuse, enfin le moindre témoignage de bienveillance, on eût fait de moi tout ce qu'on eût voulu. Au lieu de cela, je sentis instantanément une hostilité pré-

Et c'est ce qu'ils appelaient mon « pardessus de fourrure ». Ce pardessus m'attira bien des sarcasmes, mais aussi beaucoup de considération de la part de mes élèves.

Tous ces menus faits ramassés, colportés et commentés par des bouches hostiles ou malveillantes, me valurent un accueil assez frais, lorsque j'allai présenter mes devoirs à mon recteur.

L'hôtel où étaient installés alors les bureaux de l'Académie est un vieux logis qui a encore assez bonne mine. Mais l'Université en avait fait quelque chose de solide et de sinistre. J'y fus reçu par

veur, que je trouvais mes premières compensations! Tout de suite, je m'entendis très bien avec mes élèves et, contrairement aux pronostics de mon proviseur, je sus très bien tenir ma classe. Rien n'est tel que d'être jeune. Etant très près de ces adolescents, je sus leur parler un langage qui était le leur. D'abord, comme je ne le répétais cyniquement, je ne voulais pas m'embêter! Je ne voulais pas m'assommer moi-même à faire une classe assommante. J'entendais m'intéresser à ce que je disais et aussi tirer un profit de mon enseignement, apprendre moi-même quelque chose. En réalité, j'étais le meilleur élève de ma classe. Avec une pareille pédagogie, j'avais le sentiment d'intéresser tout mon auditoire, jusqu'aux derniers des cancre. Je les émuais par mes lectures. Je leur donnais le goût des belles choses. Tout ce petit monde vibrait, était en effervescence. Ceux qui avaient tant soit peu le sens littéraire me témoignaient autant de sympathie que d'enthousiasme. J'étais fort populaire... Mais les bêtes à concours, les figurants du tableau d'honneur et ceux qui, sur de petits carnets, appuyaient leurs points pour le prix d'excellence, tous ces pharisiens m'en voulaient secrètement, d'abord de mésestimer leur besogne de piocheurs et de fouisseurs, et ensuite de négliger scandaleusement la lettre des programmes et la stricte préparation des examens...

L'administration, qui me guettait, prêtait l'oreille à ces doléances sournoises. On aurait dit que je m'appliquais à lui fournir des armes contre moi. N'aurais-je pas eu l'audace ou l'inconscience — je ne sais plus comment ni à propos de quoi — de prononcer en pleine classe le nom alors maudit de Zola! ... En ce temps-là, Zola n'était pas l'ami des universitaires. Incontinent, je fus mouchardé par les pharisiens, ou trahi involontairement par l'enthousiasme naïf de mes élèves. Dans les huit jours, je reçus un blâme sévère. L'atmosphère de suspicion et de malveillance devenait de plus en plus épaisse autour de moi. (...)

LOUIS BERTRAND.

Louis Bertrand (1866-1941) fut ensuite professeur au lycée d'Alger. Il écrivit plusieurs romans où il décrit la vie des colons d'Algérie et fut membre de l'Académie française.

un petit bonhomme grassouillet, qui avait l'air d'une grenouille juchée sur un tabouret. Ce fut bref et tout à fait dépourvu de cordialité. Ce personnage me dit en substance: « Il faudra vous occuper de vos élèves! Vous n'êtes pas ici pour parader et faire de la fantasia... pour sculpter votre statue intérieure (je ne sais où il avait péché cette expression ambitieuse, qui, somme toute, ne manquait pas de justesse). Et n'oubliez pas que vous êtes un fonctionnaire! Les fonctionnaires doivent servir la République, qui les paie! » Là-dessus, l'insolente petite grenouille me mit à la porte.

(...) Chose surprenante, c'est dans ce métier, embrassé sans fer-

conçu. Et le fond de cette hostilité, c'est que j'étais normalien et que lui, mon proviseur, ne l'était point: ce sont de ces choses qui, de mon temps, dans l'Université, ne se pardonnaient pas. Et c'est pourquoi il ne me fit la grâce d'aucun conseil. J'allais être en observation sous des yeux inamicaux et qui guettaient mes premiers managements pour les noter avec allégresse. Le bonhomme avait l'air de se froter les mains, en se disant dans sa barbe: « Ah! ah! mon petit ami. Vous voilà jeté à l'eau! On va voir comment vous vous en tirez!... » Et je ne tardai pas à me convaincre que le cruel escomptait mon naufrage.

(...) Je dus passer aussi pour un insupportable « poseur », car, ne trouvant aucun agrément dans le commerce de mes collègues, je les évitais le plus possible. En général, c'étaient de très braves gens, mais avec qui je ne me sentais absolument rien de commun. Je n'y mettais aucun orgueil. Je m'efforçais même de me montrer extrêmement poli et prévenant. On ne me pardonnait pas ma politesse, pas plus qu'on ne me pardonnait ma tenue. J'étais pourtant très très simple. Ce qui me singularisait, c'était le port du haut-de-forme, dont j'avais pris l'habitude à l'école. Tous mes camarades portaient le « tuyau de poêle » ou, comme nous disions:

« Abrutaient de grands fronts / sous de modestes tubes. »

J'avais à Aix mes vieux chapeaux de la rue d'Ulm. Enfin, vanité scandaleuse chez un si petit fonctionnaire, j'avais un « pardessus de fourrure ». Il appelait ainsi un simple paletot en gros drap verdâtre que j'avais acheté à la Belle Jardinière sur mon premier argent, gagné à donner de chétives leçons. Ma mère, toujours affolée pour moi à l'idée d'une bronchite possible, y avait cousu de ses mains, en guise de collet, la peau de je ne sais plus quelle bête très peu somptueuse.

Le hussard de Vierz

POUR SAVOIR EN EUROPE



TECHNIQUES DOULEZ, SUVEZ!

Advertisement for Eyrolles Education. It lists 'CONDUCTEUR DE TRAVAUX BÂTIMENT OU TRAVAUX PUBLICS' and 'CLASSES PRÉPARATOIRES AUX GRANDES ÉCOLES' with 'MATH. SUP.' and 'MATH. SPÉ.' courses. It includes contact information for Eyrolles Education at 22 Avenue du Président Wilson, 94230 Cachan.

Advertisement for a university diploma in translation and scientific/technical writing. It describes a two-year program at Bourges University, mentioning the Institut des Langues et Civilisations Orientales (I.N.A.L.C.O.). It includes contact information for inscriptions at Université François Rabelais, U.P.R. anglais et L.E.A. - 3, rue des Tanneurs, 37041 Tours, Cedex.

Advertisement for IEMI (Institut Européen de Management International). It offers a '2e Cycle' license in European Business Affairs, a 10-month program with management missions. It includes a phone number (1) 42 66 66 82 and a form for requesting documentation.

مكذبا من الأصل

هكذا من الأصل

# A l'assaut du Lagarde et Michard

Qui parviendra à détrôner le célèbre manuel de littérature ? Tous les grands éditeurs ont leur prétendant. Mais il résiste...

**BATAILLE** de prétendants pour un trône occupé. Après quarante ans de règne quasi absolu sur les anthologies de littérature, la célèbre collection Lagarde et Michard est assaillie de toutes parts. La rentrée 1988 voit s'achever l'éclosion des manuels de français destinés aux classes de seconde et de première. Après l'interdité Magnard en 1983, qui récidive cette année avec une nouvelle série en deux volumes (*Littérature*), Hachette et Nathan en 1986, c'est aujourd'hui Hatier qui souhaite ébranler la forteresse Bords. Mais comment conquérir le public inconditionnel de cette vénérable collection, tout en répondant aux exigences novatrices des programmes définis par l'inspection générale ?

Réponses en ordre dispersé. Entre les livres édités par Magnard, dont la conception paraît aux antipodes du canonique Lagarde et Michard, le décalage-touillage du Bords réalisé par MM. Decote et Dubouché pour Hatier, en passant par le Darcos neutre - d'aucuns diront terne - de Hachette ou le - trop ? - savant Mitterand chez Nathan, chacun trouvera son compte. Maquettes louchées et multicolores, surenchère d'illustrations somptueuses, abondance de notes de lecture, d'extraits de critiques contemporaines, introduction aux techniques d'expression, présentation des courants littéraires - parfois en jargon par trop abstrait, certains paragraphes du Nathan en étant la caricature, - ouvertures sur la littérature étrangère et les autres formes de communication, tous veulent gommer les imperfections du Lagarde et Michard. Un succès, l'ont-ils contesté, s'imite et facilite l'inspiration.

Du haut de son expérience et fort d'un public fidèle et large, le Lagarde et Michard regarde ces nouveaux concurrents avec sérénité. Depuis sa naissance en 1948, il a déjà affronté plusieurs tentatives de déstabilisation. Révolutionnaire à l'époque par le mariage réussi de l'histoire littéraire et de morceaux choisis, par ses questions de bas de page - qui peuvent sembler un peu naïves mais qui facilitent le travail des enseignants - par sa maquette

aérée et illustrée, il a toujours surmonté les épreuves. Ebranlé après mai 1968 par la vogue de l'enseignement thématique, qui croyait à tort que les élèves maîtrisaient la chronologie et l'histoire, brocardé par les adeptes de l'école sans manuel, il s'est ressaisi. Malgré quelques défauts - son ancienneté qui privilégie certains auteurs aujourd'hui considérés comme mineurs : son vingtième siècle qui rattache large, mais se contente d'une « pincée de Yourcenar, de treme lignes de Modiano contre



un chapitre hypertrophié consacré à Romain Rolland », selon la formule d'Alain Boissinot de l'Association française des enseignants de français, - il reste une valeur sûre, qui emporte près de 60 % du marché.

Bords garde confiance dans la réussite de son vieil enfant, croit dans la fidélité de ses générations de lecteurs. Certains concurrents attribuent ce succès continu à la routine qui rouillerait les enseignants, les empêchant de choisir d'autres manuels par crainte de devoir refaire leurs cours. D'ailleurs en 1985, lors de l'épousage de la collection, MM. Lagarde et Michard ont veillé à ce que chaque texte reste à la même page, pour ne pas dérouter les professeurs ayant « appris » leur livre.

Un léger lifting suffisait selon l'éditeur. « Le Lagarde et Michard reste très actuel, assure

Alain Cardona, directeur d'édition chez Bords. Les concurrents nous donnent d'ailleurs un coup de chapeau, puisqu'ils semblent avoir conçu leurs manuels en ayant constamment un œil sur notre collection. Cet hommage ne fait que renforcer notre position.

Les nouveaux venus ne cachent pas leurs ambitions. « Notre objectif est de détrôner le Lagarde et Michard, de nous mégarer une place au soleil », affirme Georges Decote, un des responsables des « itinéraires littéraires » d'Hatier. « Le Lagarde et Michard, c'est la III<sup>e</sup> République, assène Anne Blacas, directrice d'édition de la série « Perspectives et confrontations » d'Hachette. Son succès est une question de génération. Les professeurs d'aujourd'hui, qui sont allés à l'Université dans les années 60, veulent de nouveaux livres. Aussi notre collection est un bilan des études littéraires depuis la naissance du Bords. »

« La grandeur du Lagarde et Michard s'estompe dans les deux ans à venir », prophétise (peut-être imprudemment) Xavier Darcos, l'auteur maison. Chez Nathan, Henri Mitterand, le directeur de la collection « Littérature, textes et documents », insiste sur l'âge des Bords : « Les collections existantes sont démodées. On n'enseigne plus la physique comme en 1945, alors pourquoi en faire autant du français ? »

Pourtant, la plupart de ces nouveaux manuels se contentent de soigner les rhéismes du livre qu'ils veulent déstabiliser. Ainsi tous reconnaissent la place incontournable de la chronologie pour bien expliquer et faire découvrir la littérature. Même Magnard, qui avait tenté de se démarquer en 1983 avec sa collection « Textes et contextes » aux éditions pré-

sentés par ordre alphabétique, est revenu à plus de classicisme dans deux livres de MM. Biet, Brighelli et Rispail, sobriement intitulés « Littérature ». « La première série s'adressait à des élèves capables de se repérer historiquement. Très vite, nous nous sommes rendu compte que seuls les plus forts s'y retrouvaient, que les autres ne savaient pas situer dans le temps Corneille ou Racine », se désole Jean-Paul Brighelli.

Autre héritage du Lagarde et Michard : l'importance de la bio-

innovations - résident dans le respect des programmes définis par l'inspection générale. Ceux-ci mettent l'accent sur l'étude d'œuvres complètes et le rapprochement thématique de textes, insistent sur l'apprentissage des techniques d'expression et de communication, recommandent l'utilisation de documents non exclusivement littéraires.

Les éditeurs répondent plus ou moins bien à ces exigences. Bords autorise des rapprochements thématiques par de simples index en

de préparation aux épreuves du baccalauréat.

Reste que l'intelligence n'est pas toujours synonyme de réussite commerciale. Les éditeurs sont face à un dilemme : répondre à toutes les exigences des programmes, au risque de devenir trop touffus, trop riches, trop élitistes - ce qui fut le cas de la première collection Magnard, - ou demeurer frileusement dans la lignée du Lagarde et Michard avec le danger de s'en déstabiliser qu'un essai au look amélioré. Conséquence de ce « toujours plus » des manuels (toujours plus de photographies, d'astuces de mise en page, de recherche dans la présentation, de textes méconnus) les livres deviennent de plus en plus lourds, et chers. Au Lagarde et Michard de petit format, et à prix raisonnable, répondent le bon kilo trois cents du dix-neuvième de Hatier ou les neuf cent vingt-sept pages du dix-neuvième de Magnard. Comment les faire tenir dans les sacs à dos des élèves, peu enclins à transporter trop de matériel ? Hatier, conscient du handicap, vient de décider de diviser son dix-neuvième en deux volumes, brochés ou non. Magnard vise plus loin et met au point une collection sur disque optique. La culture et la connaissance de la littérature ne se mesurent pas en kilos.

THERRY BILLARD.

- *Anthologie et histoire littéraire*, par André Lagarde et Laurent Michard, Bords, 6 volumes de 66 à 125 F.  
- *Textes et contextes*, par Biet, Brighelli et Rispail, Magnard, 4 volumes de 130 à 192 F.; collection *Littérature* 2 volumes, 129 et 135 F.  
- *Perspectives et confrontations*, par Darcos, Tardieu, Agard et Bédaride, Hachette, 4 volumes entre 100 et 120 F.  
- *Littérature sous la direction de Henri Mitterand*, Nathan, 4 volumes de 91 à 98 F.  
- *Littérature littéraires*, sous la direction de Georges Decote, Hatier, 2 volumes peris, 110 F.

« On n'enseigne plus la physique comme en 1945. Alors pourquoi en faire autant du français ? »

graphie pour éclairer les œuvres des écrivains. Le Hatier revendique clairement cette filiation : « Les biographies vivantes et complètes sont un de nos points communs avec le Lagarde et Michard », précise Georges Decote. Un auteur est un être de sang et de chair. Il faut connaître sa vie pour se passionner, sympathiser avec ses ouvrages et se raccrocher à son destin. » Aux longs discours Hachette et Nathan préfèrent des tableaux ou des paragraphes courts, suivis en ce sens par Magnard dans ses derniers ouvrages.

Quant au choix des œuvres, chacun apporte ses trouvailles, déniche son auteur méconnu, installant de nouvelles plumes dans le Panthéon des Lettres. Les textes vendent soit à. Mais Hatier ressort des oubliettes Jules Verne et Jules Laforgue, Nathan exhibe Forneret ou Flora Tristan, et Magnard n'oublie... personne.

En fait, les vraies différences avec l'antique collection de Bords - en somme les véritables

fin de volume et par quelques indications dans ses questions de bas de page. Nathan est resté fidèle à la « littérature », refusant d'introduire des articles de presse, des écrits techniques ou scientifiques.

« Nous n'avons retenu que la littérature de grand genre », souvient Henri Mitterand.

Démarche totalement inverse chez Magnard qui dépasse la littérature pour s'intéresser à tous les moyens d'expression. En partant du constat que « les phénomènes culturels sont interdépendants, qu'un élève ne peut ignorer ce qu'est un concerto pour acquérir un savoir minimum culturel garanti », selon la formule de Louis Magnard, les auteurs ont créé un volume de morceaux choisis à couverture noire, présenté comme un magazine à entrées multiples, et un second manuel blanc offrant des méthodes de travail, donnant les moyens de comprendre, de lire et d'écrire. Toutes les facettes du programme en deux ouvrages. Magnard a créé un pont entre les anthologies classiques et les livres

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. (1) 48.74.65.94  
Documentation M sur demande

### LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES

Options	Admissions	USA
Finance Gestion de personnel Marketing Publicité et relations publiques Commerce international Informaticien Création d'entreprise	1 <sup>re</sup> année Baccalauréat ou baccalauréat 3 <sup>e</sup> années DEUG - 4 <sup>e</sup> année 3 <sup>e</sup> année Licence ou maîtrise - 4 <sup>e</sup> année sur dossier, BTS-DUT	MBA en un an après EAD Programme d'été diplôme Services de placement EAD Enseignement supérieur privé

15, rue Soufflot  
75240 PARIS CEDEX 08  
Tél. 43.29.97.60

anglais - allemand - espagnol - italien - russe...

### EUROPE 1992 : PRENEZ DE L'AVANCE !

Faites fructifier vos connaissances en langues, renforcez vos aptitudes (études-profession), décrochez un diplôme d'avenir.

- Chambres de commerce étrangères, certificats européens, Cambridge.
- BTS + Langues : Commerce international, Action commerciale, Bur./Secrétariat.

Cours par correspondance tous niveaux avec supports oraux. Renforcement études. Formation continue. Séjours à l'étranger.

Documentation gratuite sur diplômes et cours à :  
LANGUES & AFFAIRES, Service 4793, BP 95  
92203 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.70.81.88

### VOTRE REUSSITE EN PREPA

ECOSUP PREPA HEC - ESC  
MATH SUP - MATH SPE

128, avenue de la République - 75011 PARIS  
Inscriptions : Tél. (1) 60.72.74.00

### « LES CHEMINS » Institut LESCHI

Cours privé secondaire de la 6<sup>e</sup> aux terminales ABCDG. Classes à effectifs limités. Un contrat de formation par niveaux tenant compte de la personnalité de chaque élève. Une pédagogie de la responsabilité.

Renseignements, inscriptions :  
16, rue Mithéon  
**13100 AIX-EN-PROVENCE**  
Tél. : 42-63-10-60

58, cours Julien  
**13006 MARSEILLE**  
Tél. : 91-48-10-04

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation

### ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1963  
Contrôle de l'Éducation Nationale  
B. 3 - Dép. LM  
12, villa Saint-Pierre  
94220 CHARENTON  
Tél. : (1) 43-79-72-01

Préparation à la profession de graphologue  
Conseils de formation continue  
Inscriptions reçues toute l'année  
Documentation gratuite  
(11) Contraintes Électronique  
Analyse, sélections, bilan de personnalité

### LA COORDINATION RÉGIONALE INTERUNIVERSITAIRE DE FORMATION CONTINUE PROVENCE ALPES CÔTE-D'AZUR

organise

- Le séminaire national annuel des services formation continue des universités le mardi 20 septembre 1988 à Aix-en-Provence.

### FORMATION CONTINUE SUPÉRIEURE et POLITIQUES RÉGIONALES

- Un séminaire en mer du 15 au 17 novembre 1988 sur le paquebot « Liberté » (MARSEILLE-ALGER-MARSEILLE). Connaissance du marché algérien du logiciel et de la formation en microinformatique. Un séminaire similaire est organisé pour les Algériens au départ d'Alger le 16 novembre 1988.

Renseignements pour ces deux séminaires :  
Coordination régionale PACA  
Atelier de prévision Université AM III  
3, avenue R-Schuman  
13628 Aix-en-Provence, Cedex.

### ÊTES-VOUS DÉCIDÉ A ALLER PLUS LOIN ?

Plus loin pour être compétitif ?  
L'ESIAE vous y prépare. Chaque année, elle vous plonge dans le bain de l'entreprise pour affûter vos compétences.

Plus loin en Europe ?  
L'ESIAE vous y engage. En 3<sup>e</sup> année, c'est une exclusivité ESIAE, vous partez 5 mois pour Londres, Madrid ou Trèves, maîtriser l'international, école/entreprise.

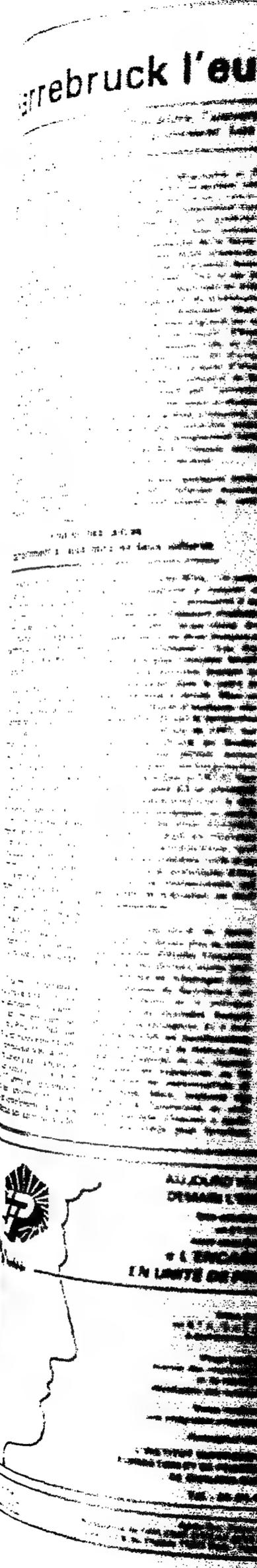
Plus loin dans vos spécialités ?  
L'ESIAE vous y encourage. Avec une 4<sup>e</sup> année axée sur la spécialité de votre choix (banque/Bourse, Vente/Négociation Internationale, Publi/Promotion, Création d'Entreprise). Un stage de pré-emploi de 4 mois et la possibilité de préparer un MBA. Avec l'ESIAE, décidez d'aller plus loin dans vos ambitions pour aller plus loin dans votre carrière. (Salaires moyens d'un débutant : 135.000 F.)

Conditions d'admission : Bac + concours d'entrée - 14-15/09 - 21-22/09  
Aide au financement total des études

### 46.51.51.26

École Supérieure Internationale d'Administration des Entreprises  
**L'ÉCOLE DES MANAGERS**  
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur Commercial  
63, Bd Exelmans 75016 PARIS  
Tél. (1) 46 51 51 26

13, rue des Augustins 69001 LYON  
Tél. 78 27 82 90



CAMPUS/UNIVERSITÉS

# Sarrebruck l'européenne

**S'appuyant sur sa situation frontalière, l'université de Sarrebruck a poussé particulièrement loin la coopération franco-allemande.**

« **N**OUS nous sommes tout de suite coulés dans le moule d'Erasmus, le programme européen d'échanges universitaires d'étudiants et d'enseignants. Malgré sa réserve naturelle, le professeur Richard Johannes Meiser ne cache pas sa satisfaction. Bien qu'elle appaise outre-Rhin comme une université encore jeune et de taille moyenne, avec ses dix-huit mille étudiants, l'université de la Sarre qu'il préside affiche un incontestable dynamisme européen.

Parmi les universités allemandes, elle est celle qui participe au plus grand nombre de conventions dans le cadre du programme Erasmus. En une année, dix-neuf accords ont été conclus, dont cinq avec des établissements français (Metz, Strasbourg, Nancy, Lyon et Mulhouse). Une centaine d'étudiants de Sarrebruck bénéficient de bourses européennes, pour suivre une partie de leur cursus dans un pays de la Communauté. Cette ouverture

mandes. La géographie et l'histoire ont donc largement contribué à forger une tradition européenne, et notamment franco-allemande, dont les symboles et les réalisations sont nombreux. Ainsi, l'université de la Sarre est la seule université allemande à décerner des diplômes homologués en France. C'est le cas pour les licences et maîtrises de littérature comparée et de littérature et linguistique allemandes. Mais la situation la plus originale est sans doute celle du Centre d'études juridiques français créé en 1955 et sans équivalent en Europe. Intégré au département d'études juridiques de l'université de Sarrebruck, financé par l'université, mais dirigé par deux professeurs de facultés de droit françaises, cet institut a pour première mission de fournir un enseignement fondamental de droit français, conduisant au DEUG de droit.

Mais, depuis quelques années, souligne M. Christian Autexier, l'un des codirecteurs du centre

**Fournir des cadres parfaitement à l'aise dans les deux cultures**

devrait se poursuivre cette année, puisque une convention est en projet entre l'université de la Sarre et Paris-X Nanterre (droit du commerce international), ainsi qu'un accord d'échanges triangulaire entre Sarrebruck, l'université de Lille-II et celle de Warwick en Grande-Bretagne.

Pour réussir ce pari européen, l'université de la Sarre a sans doute bénéficié du soutien actif du gouvernement sarrois. Mais elle a surtout joué à fond la carte de la région frontalière, habituée depuis des décennies à la coopération et aux échanges économiques, culturels... et politiques. Passée sous administration française après le premier conflit mondial, revenue dans le giron allemand en 1936, soumise à un gouvernement militaire français au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Sarre opte définitivement pour le rattachement à la République fédérale d'Allemagne à l'occasion du référendum d'octobre 1955. Tout en conservant des liens privilégiés avec la France, la création de l'université de Sarrebruck, à quelques kilomètres de la frontière française, en est une preuve singulière.

En 1947 est en effet décidée à Nancy la création d'un « Institut d'études supérieures de l'université de Nancy en territoire sarrois ». C'est à Paris, en 1948, que cet Institut est transformé en université indépendante dont la présidence est confiée à un Français, le professeur Angelos. Et ce n'est qu'en 1957, après le référendum sarrois, que l'université de Sarrebruck est formellement rattachée à l'ensemble des universités alle-

mandes. En fin, le sommet culturel franco-allemand de 1986 a permis la mise en place du « collège franco-allemand ». Il s'agit d'un programme d'études intégrées tout à fait original qui débouche sur une maîtrise franco-allemande de civilisation comparée. Piochant dans de nombreuses disciplines (droit, lettres, sociologie, sciences politiques, histoire), cette filière est destinée à former des cadres du secteur tertiaire parfaitement à l'aise dans les deux cultures. Elle démarre à cette rentrée et s'adresse à des étudiants recrutés au niveau bac + 2, qui effectueront leur année de licence à Sarrebruck et leur année de maîtrise à Metz.

Situation frontalière, liens historiques avec les universités françaises, regroupement régional « Sarre-Lor-Lux » : il n'est pas surprenant que l'université de Sarrebruck ait immédiatement joué à fond la carte des programmes de coopération universitaire européenne. Les obstacles, pourtant, ne manquent pas. Les problèmes linguistiques restent tenaces. Les mentalités évoluent lentement, et, si l'université de la Sarre compte 8 % d'étudiants étrangers, dont plus de trois cents français, le professeur Meiser admet volontiers qu'il est « difficile de motiver les étudiants allemands pour aller à l'étranger ». Les échanges d'enseignants sont encore plus faibles. Enfin, les procédures d'harmonisation des cursus et des diplômes sont complexes. A Sarrebruck, comme ailleurs, le chemin de l'Europe est encore long.

Enfin, le sommet culturel franco-allemand de 1986 a permis la mise en place du « collège franco-allemand ». Il s'agit d'un programme d'études intégrées tout à fait original qui débouche sur une maîtrise franco-allemande de civilisation comparée. Piochant dans de nombreuses disciplines (droit, lettres, sociologie, sciences politiques, histoire), cette filière est destinée à former des cadres du secteur tertiaire parfaitement à l'aise dans les deux cultures. Elle démarre à cette rentrée et s'adresse à des étudiants recrutés au niveau bac + 2, qui effectueront leur année de licence à Sarrebruck et leur année de maîtrise à Metz.

Situation frontalière, liens historiques avec les universités françaises, regroupement régional « Sarre-Lor-Lux » : il n'est pas surprenant que l'université de Sarrebruck ait immédiatement joué à fond la carte des programmes de coopération universitaire européenne. Les obstacles, pourtant, ne manquent pas. Les problèmes linguistiques restent tenaces. Les mentalités évoluent lentement, et, si l'université de la Sarre compte 8 % d'étudiants étrangers, dont plus de trois cents français, le professeur Meiser admet volontiers qu'il est « difficile de motiver les étudiants allemands pour aller à l'étranger ». Les échanges d'enseignants sont encore plus faibles. Enfin, les procédures d'harmonisation des cursus et des diplômes sont complexes. A Sarrebruck, comme ailleurs, le chemin de l'Europe est encore long.

GÉRARD COURTOIS.



**PRÉPAS**

La Chambre de commerce et d'industrie de Melun fait savoir qu'il y a encore des places dans les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce qu'elle ouvre à cette rentrée à Paris, 128, avenue de la République, 11<sup>e</sup> arrondissement.

\* Math sup-spé, 36-38, rue Basseil, 77007 Melun Cedex. Tél.: 64-09-27-69.

\* Excomp, 1, rue du Port-de-Valvins, 77215 Avon-Fontainebleau Cedex.

**CHINOIS**

L'association Rencontre et culture franco-asiatique organise des ateliers de langue chinoise, cuisine asiatique, arts martiaux, musique, calligraphie... pour enfants et adultes.

\* 29, avenue de Chobry, 75013 Paris. Tél.: 45-86-10-52.

**AUTOMOBILE**  
L'Institut supérieur de l'entreprise et des affaires de tourisme et des loisirs (Ecole des cadres) crée une option automobile au BTS action commerciale, pour former au commerce automobile.

\* ISEA, 92, avenue Charles-de-Gaulle, 92300 Neuilly. Tél.: 47-47-06-40.

**COMPTABILITÉ**  
Le groupe La Villeguerin - Revue fiduciaire crée une collection d'Annales commentées, pour les candidats aux examens des différents diplômes comptables. DPECF, 4 épreuves, 85 F le volume. DECF, 7 épreuves, 95 F le volume.

\* Editions La Villeguerin, 54, rue de Chabrol, 75010 Paris. Tél.: 48-40-80-44.

**PSYCHOLOGIE**  
Le Syndicat national des psychologues publie dans son bulletin Psychologues et psychologies (juin-juillet, n° 83, 42 F) les résultats complets de l'enquête sur les débouchés de la psychologie réalisée pour le Monde Campus et le compte rendu de la table-ronde organisée à cette occasion.

\* SNP, 40, rue Pascal, 75013 Paris. Tél.: 45-87-03-39.

**VISEZ PLUS HAUT!**  
AVEC LES MEILLEURS EN FORMATION CONTINUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DE LA RÉGION PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

\* Conseil en formation, Audit  
\* Formations de perfectionnement intra et inter-organisations  
\* Formations diplômantes adaptées pour adultes (DUT, BTS, DEUG, Licences, Maîtrises, DESS, etc.)  
En Droit, Economie, Gestion, Sciences et Techniques, Sciences Sociales, Langues, etc.

- UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE I (Provence)  
1, place Victor-Hugo  
13331 MARSEILLE CEDEX 3  
Tél. 91-62-57-90
- UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE II  
Jardin Emile-Duclaux  
Bd Charles-Lyon  
13007 MARSEILLE  
Tél. 91-52-90-34 - Poste 249
- Dont : IUT d'Als  
Avenue Gaston-Bergier  
13625 AIX-EN-PROVENCE  
CEDEX I  
Tél. 42-26-57-23
- UNIVERSITÉ D'AVIGNON  
1, rue Romarin-de-Poille  
84000 AVIGNON  
Tél. 90-86-61-35
- UNIVERSITÉ DE NICE  
CEPUN  
Parc Valrose  
06034 NICE CEDEX  
Tél. 93-29-06-98
- UNIVERSITÉ DE TOULON  
+ IUT - Châteaue St-Michel - RN 98  
83130 LA GARDE  
Tél. 94-21-11-90
- CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS  
(Centre Régional d'Als)  
2, cours des Arts-et-Métiers  
13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tél. 42-39-00-65
- Institut de Promotion Supérieure de Travail (Interuniversitaire)  
3, place Victor-Hugo, 13331 MARSEILLE CEDEX 3 - Tél. 91-95-90-71

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954 **SUCCÈS CONFIRMÉS**

**SCIENTES'PO**

- Méthodologie de la dissertation
- Mises à niveau en langues vivantes
- Compléments pédagogiques en sciences politiques et économiques

**Entrée en AP**

- Année complète - octobre à juin
- Sessions trimestrielles - février à juin
- Session intensive juillet-août

Toutes options assurées  
Nouveau programme 88.

TOLBIAC : 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél. : 45.85.59.35 +  
AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henney 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72 +

**POUR L'EUROPE DE 1992**

**LES ÉCOLES DE COMMERCE DU GROUPE I DOUBLENT VOS CHANCES DE RÉUSSITE**

**icad** **ISiC**

20 ans d'enseignement : succès prouvés aux examens d'état + 20 ans d'entreprise : des dirigeants H.E.C.

**1<sup>er</sup> CYCLE :** Bac ou niveau bac : **BTS en 2 ans**

- Action commerciale
- Force de vente
- Commerce international
- Communication et publicité
- Comptabilité-gestion

**2<sup>e</sup> CYCLE :** Niveau bac + 2 : IDEUG, DEUST, DUT, BTS : ADMISSION DIRECTE

**SPÉCIALISATION en 1 ou 2 ans**

- Management international
- Création-gestion d'entreprise (PME)
- Marketing-vente

**FINANCEMENT DES ÉTUDES POSSIBLE A 100 %**

**RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS**  
(1) 45.51.23.90 et (1) 40.95.10.11

**icad** Ecoles de commerce **ISiC** et de gestion du Groupe I Ecoles privées d'enseignement supérieur

DEMANDE DE DOCUMENTATION - ADRESSE POSTALE : GROUPE I - 95, rue La Boétie, 75008 PARIS

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Niveau d'études : \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
Intéret pour : \_\_\_\_\_

**Décollez en anglais allemand espagnol italien.**

**EUROCENTRES**

13 G. PASSAGE DAUPHINE 75006 PARIS  
TÉLÉPHONE 43-25-81-40

**INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I L E R I)**

Établissement d'enseignement supérieur libre  
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS  
Tél. : 42 96 51 48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

**CARRIÈRES INTERNATIONALES**

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les cours se répartissent sur 4 années. Le diplôme donne accès aux études du 3<sup>e</sup> cycle (DEA et DESS), ainsi qu'aux diplômes des universités étrangères (MBA, MIA, MIR, etc.).

Recrutement exigé - Recrutement sur dossier après entretiens.  
Statut étudiant.

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et 14 h à 18 h.

**SCIENTES PO.**

- STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
- STAGE ANNUEL
- STAGE SEMESTRIEL

**DROIT/SCIENTES ECO.**

- STAGE 2<sup>ème</sup> SESSION
- STAGE DE PRÉ-RENTRÉE
- STAGE DE SOUTIEN

documentation sur demande  
**IPEC**  
Face à la Sorbonne  
Institut Privé d'Enseignement Supérieur  
48, bd Saint-Michel, 75006 Paris  
Tél. 46.33.81.23 / 43.28.03.71

**AUJOURD'HUI BAC + 2 DEMAIN L'ENTREPRISE**

Dès octobre 1988, en 21 mois, nous vous formons à « **L'ENCADREMENT EN UNITÉ DE PRODUCTION** »

Vous avez un B.T.S./D.U.I.T./D.E.U.S.T. à dominante industrielle

Vous souhaitez exercer des responsabilités techniques et de management développer des technologies nouvelles

Vous recherchez une intégration progressive en entreprise

Renseignez-vous sur : **L'INSTITUT SUPÉRIEUR CONSULAIRE DE FORMATION ET DE PROMOTION INDUSTRIELLE DE CHALONS-SUR-MARNE**

Tél. : 26-21-11-33

Après Bac, Prépa ou Bac + 2  
Préparation du **DIPLOME D'ÉTAT (DECF)**, 4<sup>e</sup> année : CEE, USA, JAPON  
Libs : 65 R du Théâtre 75015 Paris - Etablissement privé agréé par le MEN

**LA NOUVELLE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE DE PARIS**

concours 26 septembre  
(1) 45.77.11.61

مكتبة من الأصيل

**Richard**

... CONTINUE SUPÉRIEURE ...  
... LIQUES RÉGIONALES ...

**DECIDÉ LER OIN ?**

11.26

REVUES ETHNOLOGIE

Histoires de mythes

La pensée mythique avale gloutonnement les événements. En inventant des histoires, elle raconte l'Histoire à sa façon.

« EXPLIQUEZ-MOI, je n'en comprends rien. » Voici ce qu'aurait déclaré Lévy-Bruhl à l'un de ses proches à la réception d'une lettre du philosophe Edmund Husserl...

La question ainsi posée est bien celle de la plasticité de la pensée mythique, de sa capacité à « être dans le monde »...

dans le vécu de l'individu, de même qu'autrefois il a semé le trouble dans la société traditionnelle. Un autre témoignage de cet impact des invasions européennes sur la mythologie autochtone nous est donné par les mythes des Matsigenka d'Amazonie...



Femmes indiennes devant Pizarre et de Almagro

des contributions de ce numéro. « De l'histoire des mythes » : tel est le titre un brin provocateur d'un article où Alban Bensa et Jean-Claude Rivière analysent très finement la façon dont le discours mythique est lui-même travaillé par l'histoire...

Faudrait-il alors distinguer différents registres de la pensée mythique : d'un côté un récit où l'événement n'a sa place que réinscrite dans l'épaisseur d'un univers anhistorique...

du moins la dimension de la contingence. Pour ceux qui ont en mémoire la fameuse controverse qui oppose Sartre et Lévi-Strauss au début des années 60...

Cesévitz. Ici les Blancs sont des morts-vivants. C'est le condor, roi des charognards, qui redonne vie aux cadavres, et ceux-ci renaissent sous l'aspect des Blancs.

De la richesse et de la plasticité de cette pensée « sauvage », on peut prendre toute la mesure en lisant une remarquable étude d'Emmanuel Déjeux (3) sur les mythes des Indiens de Big Trout Lake...

En fait, ces sociétés ont cessé depuis longtemps d'être coupées du monde; elles ont subi le choc de la présence étrangère avec l'arrivée des Blancs. C'est ce problème du contact dont traitent plusieurs articles qui mettent en évidence la manière dont la mythologie locale s'approprie de tels événements et leur donne un sens.

La mythologie, on le voit, les données de l'histoire. Celles-ci sont « bricolées » afin de préserver la cohérence d'un ensemble qui elles ne sauraient à elles seules mettre en cause. Nos sociétés ne font pas exception à la règle.

MARC ABÈLES.

LIVRES

INFORMATIQUE

Images de synthèse

DEPUIS l'invention de l'imprimerie et, plus encore, de la photographie, l'image, comme le son, peut être reproduite. Et qui plus est, elle peut être animée (et sonorisée) au cinéma et à la télévision...

Cela suggère la complexité de la perception, dans laquelle interviennent l'œil, les neurones, le cerveau, les références culturelles. Il y a donc une distinction importante entre image physique et image psychique.

L'informatique a introduit une nouvelle relation avec l'image. Elle a tout d'abord permis un nouveau mode de mémorisation de l'image, en la décomposant (comme le fait déjà la télévision) en points successifs d'un maillage, appelés « pixels »...

Mais, surtout, l'informatique a introduit une possibilité nouvelle : l'image synthétique. C'est une image numérique, que l'on sait entièrement créer par un discours, ce discours étant le programme informatique qui permet de la reconstruire.

Les images de synthèse font aujourd'hui partie de notre univers visuel, et elles intéressent toutes les activités créatrices : les arts, les sciences, l'industrie et l'architecture...

Quels modèles utiliser ? Formes fil de fer, formes planes, formes aléatoires pour dessiner des nuages par exemple. Comment déterminer les parties cachées pour les éliminer ? Comment représenter des textures variées ? rugueuses, lisses ou brillantes ? Comment modéliser la lumière ? Comment animer les images ?

Toutes ces questions sont abordées en associant, de façon claire et équilibrée, les données techniques et les considérations artistiques dans le remarquable ouvrage de Michel Bret : Images de synthèse.

Wladimir Mercouloff.

\* Michel Bret, Images de synthèse, méthodes et algorithmes pour la réalisation d'images numériques, collection « Daoud Informatique », DUNOD/BO-PRE, 1988, 316 pages, 250 F.

LITTÉRATURE

Michel Butor, qui êtes-vous ?

par Skizano et Bernard Teston-Nouilliez. Cet essai, destiné à permettre une meilleure compréhension des multiples facettes de l'œuvre de Michel Butor (romans, études, essais, illustrations, etc.), s'achève sur une série d'entretiens, une partie de la correspondance de l'écrivain avec Georges Perec et un texte jusqu'ici inédit consacré à Pablo Picasso.

\* La Manufacture, 376 p., 72 F.

ne pas écarter les « questions de notre temps » posées par les médias (choix des jeunes, réduction de la durée du temps de travail)...

HISTOIRE

Le Portugal au XX<sup>e</sup> siècle, 1910-1985

par Jacques Marcadé. Cette étude, qui prend en compte les aspects aussi bien géographiques que politiques, économiques ou humains, s'inscrit entre deux dates importantes de l'histoire du Portugal : la proclamation de la République en 1910 et l'inségnation récente dans la CEE.

\* Presses universitaires de France, collection « L'Histoire », 442 p., 220 F.

ÉCONOMIE

Economie du travail

par André Tiano. Un manuel qui traite, d'une part, de la force de travail et de l'emploi et, d'autre part, des conditions de travail, ainsi que des revenus et de leur détermination. Cela, avec le souci de

Le « Plus » E.S.I.A. ÉCOLE SUPÉRIEURE DES LANGUES APPLIQUÉES. Diplômes d'État - I.B.T.S. Spécialisation (Bac + 2) 1 an.

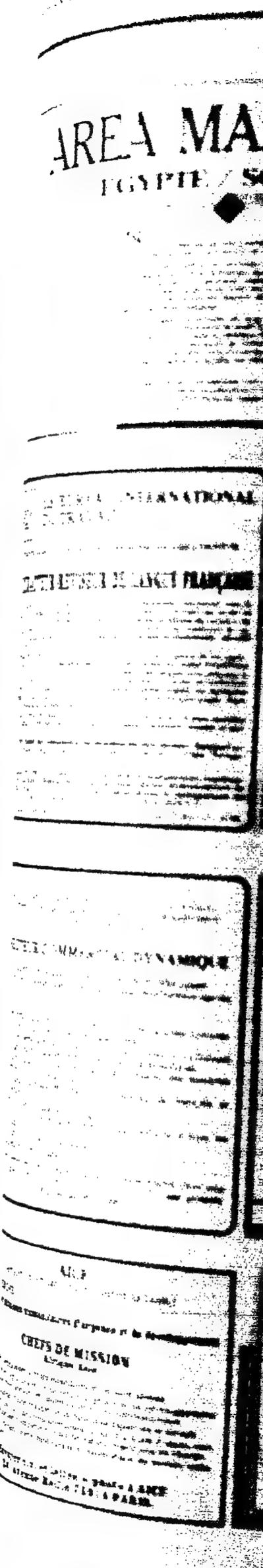
An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS. MBA - Diplôme de Master in Business Administration. COLETS DU JOUR ET DU SOIR. UNIVERSITY of HARTFORD BUSINESS SCHOOL.

Deux métiers d'avenir. TRANSPORT et L'ÉQUIPEMENT. ESTEP/ESTER. Dans trois cycles pour de véritables titulaires à partir d'octobre 1988 à juin 1989.

CHOISISSEZ VOTRE BONNE DIRECTION. S'orienter tout de suite vers une formation adaptée à ses ambitions et aux exigences du marché est la condition essentielle à la réussite d'une carrière. 1<sup>er</sup> cycle (2 ans), 2<sup>e</sup> cycle (1 an), 3<sup>e</sup> cycle (1 an).

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954. Pour vous aider à réussir aux examens et concours de l'enseignement supérieur. L'Expertise Comptable. BTS, DPECF, DECF et DESCF. UV 1 à 16. SUCCÈS CONFIRMÉS.

MÉTIER DE LA COMMUNICATION L'EXPLOSION DU MARKETING DIRECT. Le Marketing Direct : un marché porteur avec de nombreux débouchés pour trouver un travail passionnant et lucratif. Contactez l'ISMAD. Formation aux métiers du Marketing Direct. Stages en entreprises. Cycle des études : 15 mois. Effectif des promotions restreint.





# AREA MANAGER

## EGYPTE / SOUDAN

**N**ous sommes une société internationale spécialisée dans l'instrumentation scientifique de pointe. Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (écoles d'ingénieurs, commerce ou biologie) appuyée par 5 années d'expérience dans le domaine biomédical, vous êtes capable de développer et de créer des contacts de haut niveau et comprendre les besoins de l'environnement dans lequel vous évoluerez.

Autonome dans un contexte de large délégation, vous serez responsable du centre de profit Egypte/Soudan en coordination directe avec le Directeur Export. De plus, vous dynamiserez et motiverez une équipe d'ingénieurs et de technico-commerciaux. Une aisance parfaite en anglais est naturellement nécessaire.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photos et références à AXIAL (réf. 8173) 27 rue Tolbiac, 75008 Paris, qui transmettra. Discretion assurée.

### POSTES OUTRE-MER

Certaines de postes bien payés. Rev. exonérés d'impôts. Avantages sociaux intéressants. Occ. pour tous métiers spécialisés, prof., administrateurs, techniciens, etc. Renseignements gratuits. Ecrire à : Services Emplois outre-mer, dépt. L.M. 1256, bd Laird, chambre 208, ville Mont-Royal, Québec, Canada H3P 2T 1.

PROJET INTERNATIONAL RECHERCHE

### MÉDECIN DE SANTÉ PUBLIC GESTION

pour assistance technique de haut niveau de responsabilité auprès du ministre de la santé d'un pays d'Afrique subsaharienne.

expérience africaine de 5 années souhaitées. Français courant indispensable. Ecrire sous le n° 8724. LE MONDE PUBLICITÉ 8, rue de Montessuy 75007 Paris.

AGENTS required in France and other countries to represent a distributor of unique chemicals and electronic industrial and transport organizations and to publicize. Substantial rates of commission offered. Please reply to: M. C., 6 Globe Road, LETCHWORTH SG8 1DR.

## Traducteur.

Philips recherche pour son service de traduction à Eindhoven (Pays-Bas) un traducteur (homme ou femme) de langue maternelle française. Sa tâche sera essentiellement la traduction en français de textes variés de nature technique, scientifique, économique et juridique.

- Les candidats devront remplir les conditions suivantes:
- Etre âgés de 40 ans au plus.
  - Maîtriser parfaitement le français. Ils devront avoir fait des études d'un niveau universitaire ou équivalent dans cette langue et l'écrire dans un style précis, voire élégant.
  - Posséder une connaissance approfondie de l'anglais. La connaissance du néerlandais et, ou de l'allemand est souhaitable.
  - Posséder de solides notions d'électronique et d'électricité et, d'une manière générale, s'intéresser aux questions techniques.

Le salaire sera fonction de l'âge et des qualifications. Les conditions d'embauche impliquent une aide de la société en ce qui concerne le logement et les frais de déménagement.

Ecrire en joignant curriculum vitae à Monsieur F.J. Réz, Philips, Département du Personnel, P.O. Box 218, 5600 MD Eindhoven (Pays Bas), sous le numéro de référence 80113 MON. Date limite de dépôt des candidatures: 22-9-1988.

**PHILIPS**

## Traducteur d'un niveau universitaire.

### LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

agence spécialisée des Nations Unies, cherche pour son siège à GENEVE

#### UN RÉDACTEUR-RÉVISEUR DE LANGUE FRANÇAISE

qui sera chargé de l'édition française de la *Revue internationale du travail*, sous la direction de son rédacteur en chef. La *Revue internationale du travail*, qui paraît en français, en anglais et en espagnol, publie des articles sur les problèmes de travail et les questions sociales; politique de l'emploi, relations professionnelles, conditions de travail, sécurité sociale, économie du développement, formation professionnelle, sécurité du travail, etc.

Le candidat idéal, âgé de 27 à 43 ans, doit avoir une bonne connaissance de ces sujets; un diplôme universitaire ou une expérience équivalente; plusieurs années d'expérience de la traduction et de la révision. Il aura en effet à traduire en français, avec précision et dans un style fluide et clair, des textes anglais et espagnols et à réviser les traductions faites par d'autres collaborateurs. La connaissance des langues, en particulier l'allemand et le russe, serait un avantage. Parfaites maîtrise du français écrit. Expérience de la rédaction d'un périodique souhaitable.

Conditions d'emploi intéressantes: traitement et indemnités élevés, 30 jours ouvrables de congé annuel, congé dans les foyers, caisse de pensions, assurance maladie et sociale.

Préférence sera donnée aux candidats des pays suivants: Belgique-Faso, Canada, Corée, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Italie, Niger, Portugal, Rwanda.

Les candidatures avec C.V. complet, ou les demandes de renseignements supplémentaires, sont à adresser au Bureau International du Travail, Service de développement du personnel, bureaux 4-73, CE-1211 GENEVE 22 ou au correspondant du BIT à Paris, 205, bd Saint-Germain, 75340 PARIS CEDEX 07.

Date de clôture: 10 octobre 1988.

### FIDA - FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Le Fonds International de développement agricole (Nations Unies) à Rome (Italie) recherche un:

#### CONSEILLER TECHNIQUE SUR LES QUESTIONS RELATIVES A LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT

RESPONSABILITES: Sous la direction générale du coordonnateur de l'Unité consultative technique, le titulaire du poste s'attachera à concevoir des approches novatrices de l'établissement de programmes destinés à accroître le rôle économique des femmes pauvres dans les zones rurales. Plus précisément, ses fonctions seront les suivantes: analyser socio-économique et institutionnelle en vue d'établir et de promouvoir des lignes directrices; analyser les moyens de créer des activités économiques viables en faveur des femmes pauvres; analyser de la place de chaque sexe dans les structures rurales, les organisations et les institutions rurales et notamment des systèmes de travail des femmes rurales; analyser des éléments à introduire en matière de distribution et de réception du crédit; analyser des procédures et modalités de prêt intéressant les femmes rurales; analyser des éléments à introduire en matière de femmes dans les projets; élaboration de directives pratiques pour la conception d'activités féminines; soutien des activités se rattachant à toutes les phases du cycle des projets; diverses tâches connexes.

QUALIFICATIONS: Diplôme d'études universitaires de niveau supérieur ou équivalent en économie, économie agricole, sciences humaines, études sociales, développement rural ou discipline analogue. De préférence, 10 à 15 années d'expérience, notamment sur le terrain, dans les pays en développement. Connaissance pratique des activités du secteur rural et expérience du travail dans les institutions internationales des zones rurales. Excellente connaissance de l'anglais et connaissance pratique du français, de l'espagnol ou de l'arabe.

TRAITEMENT ET AVANTAGES: Faisant partie du système commun des Nations Unies, la FIDA offre des traitements, avantages et indemnités comparables à ceux du plan international.

Les femmes présentant les qualifications requises sont encouragées à faire acte de candidature. Envoyer un curriculum vitae détaillé à:

Division du Personnel: FIDA - Via del Saracino, 107 - 00142 ROME (Italie)

Date limite de présentation des candidatures: septembre 1988

Société suisse occupant une place prépondérante dans le commerce international recherche pour le département des échanges compensés un

#### DIRECTEUR COMMERCIAL DYNAMIQUE

Vous aurez la responsabilité de valoriser et de développer nos activités en Extrême-Orient, en relation avec nos bureaux/agents.

Si vous

- avez vécu dans cette région et acquis de bonnes connaissances des marchés du sud-est asiatique,
- avez l'expérience des affaires internationales et collaboré dans une ou des sociétés de commerce international,
- pouvez justifier des succès dans le domaine des matières premières ou des finances,
- possédez l'anglais et des connaissances de français et d'allemand,
- êtes disposé à beaucoup voyager,
- êtes apte à créer et à entretenir des contacts à tous les niveaux,
- avez un esprit créatif, ouvert et flexible,
- avez entre 35 et 45 ans,

veuillez soumettre vos offres à Monsieur Pierre André, directeur du personnel, André & Cie S.A., Ch. Messidor 7, case postale, 1002 Lausanne, Suisse.

Vous êtes déjà positionné sur le marché de la SELECTION DES PERSONNELS relevant du domaine spécifique de l'utilisation des Systèmes d'Information ou HAUTES TECHNOLOGIES

Vous souhaitez étendre le champ de vos moyens par une meilleure ouverture internationale

Nous vous offrons de vous intégrer à notre Réseau WINC: Worldwide Interactive Network Carat, en devenant:

- DIAMOND PARTNER** (Création d'entreprise avec financement CARAT)
- GOLD PARTNER** (Participation minoritaire dans entreprise existante)
- SILVER PARTNER** (Accords de coopération commerciale)
- IVORY PARTNER** (Coopération ponctuelle)

Nous examinerons avec attention les documents que vous voudrez bien nous adresser - Compétences, références, moyens, objectifs... Nous sommes exigeants, au plan de la qualité et de la rigueur de gestion de notre organisation, mais aussi ouverts, pour résoudre vos problèmes.

Envoyer toutes informations utiles à:

**CARAT TECHNOLOGIES INC.**  
ADVANCED MANAGEMENT INFORMATION SYSTEMS  
800 Square Victoria, Tour de la Bourse, CP 800  
MONTREAL QUE. H4Z 1K1 - FAX 1-514-2899296

Réponse assurée sous QUINZAINE et RVS possible pour entretiens à PARIS en Octobre, avec Candidatures retenues.

### L'OFFICE EUROPEEN DES BREVETS A MUNICH

recrute un

#### directeur du service linguistique

(réf. OJ 8/2)

Le directeur est responsable de l'organisation et de la gestion des services « interprétation » et « traduction » de l'Office. Le service linguistique emploie quelque 30 traducteurs et réviseurs (répartis dans les sections allemande, anglaise et française); il a également recours à des interprètes et traducteurs freelance.

Les qualifications minimales sont un diplôme sanctionnant des études complètes de niveau universitaire; de longues années d'expérience dans un service linguistique dans des postes à responsabilité de plus en plus élevées; une parfaite connaissance de l'une des langues officielles de l'Office (allemand, anglais ou français) et une très bonne connaissance des deux autres. L'OEB offre un traitement plus élevé que la moyenne, comparable à ceux versés par d'autres organisations internationales, auquel s'ajoutent diverses indemnités et de nombreux avantages en matière de sécurité sociale et de système de retraite. Les candidatures (sur formulaires pouvant être obtenus sur demande à l'Office) doivent parvenir au plus tard le 26 septembre 1988 au Directeur principal du personnel, Office européen des brevets, Ehrenstrasse 27, D-8000 Munich 2. Tél. (89) 23-99-43-18.

### AICF

(action internationale contre la faim)

#### RECHERCHE:

pour ses missions humanitaires d'urgence et de développement

#### CHEFS DE MISSION

Afrique-Asie

- Poste opérationnel à responsabilités et de haut niveau.
- Gestion et négociation de projets d'urgence et de développement avec autorités locales et bailleurs de fonds internationaux.
- Coordination d'une équipe de techniciens expatriés et locaux.
- Contrats de 1 à 3 ans renouvelables, 5 000 F à 6 000 F/mois, couverture sociale complète et frais de vie sur place pris en charge.
- Anglais courant, forte motivation et expérience du terrain indispensables.

Envoyer c.v. et lettre + photo à AICF  
34, avenue Reille 75014 PARIS.

### BANQUE INTERNATIONALE - PARIS 8<sup>e</sup>

recherche

#### Traducteur Professionnel H/F

Français-Allemand / Allemand-Français

Spécialisé dans la terminologie économique financière, comptable et bancaire.

Expérience 3 à 5 ans dans secteur économique ou financier de préférence.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et présentations sous réf. 742 à M. A. DANNENBERGER  
CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS  
qui vous garantit la discrétion

### RECHERCHONS

#### TRADUCTEURS (TRICES)

EXPERIMENTÉS (ÉES)

spécialisés en informatique (mini, micro et bureautique) pour mission chez nos clients en R.P.

Disponibles rapidement pour contrat de plusieurs mois.

Français-anglais (langue maternelle).

Egalement TRADUCTEURS (TRICES) pour intervention ponctuelle.

Italian-français / français-italien.  
Allemand-français / français-allemand.  
Utilisateurs P.C., Word et P.A.O. appréciés.

Envoyer votre C.V. détaillé sous n° 8000  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

مكذبا من الأصل

**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



## PLACEZ VOTRE AVENIR A LA BRED

Première banque populaire 3300 collaborateurs - 190 agences

**Maîtrise Sciences Eco et Gestion, DESS, Ecoles de commerce :**  
diplôme en poche, prenez en main votre avenir ! Intégré dès votre arrivée au sein de l'une de nos agences de la Région Parisienne, de Seine et Marne ou de Normandie, vous apprendrez la réalité du terrain, indispensable à votre cursus. C'est là que vous devrez faire vos preuves, démontrer vos talents : conseiller une clientèle de particuliers, de commerçants, d'artisans, et d'entreprises et la convaincre.

**De réelles perspectives d'évolution vous sont offertes :** Responsable de Clientèle de Particuliers, d'Entrepreneurs Individuels, d'Entreprises et Responsable d'Agence, sont des postes que nous vous confierons dès que vous en aurez les capacités. A la BRED, vous forger un bel avenir, c'est possible : à vous de saisir cette opportunité.

**Vous découvrirez un métier aux multiples facettes et assurerez des contacts à tous les niveaux.** Nos structures souples, notre progression constante et la taille de notre Groupe vous y aideront.

**Vous devrez affûter vos arguments et maîtriser toutes les techniques.** Pour placer votre avenir à la BRED, adressez votre dossier de candidature, CV, photo et téléphone, sous réf. 8809 M.

Direction Commerciale - Simone GREBAN  
4 Av. Vélasquez - 75008 PARIS.

**BRED : la banque de votre avenir.**

**BASE SPATIALE DE KOUROU** LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES RECHERCHE POUR SA BASE DE LANCEMENTS A KOUROU

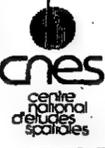
### CADRE

**FONCTION PERSONNEL**  
Etudes et Statistiques

Vous serez principalement chargé de la réalisation d'enquêtes et d'études sur la gestion des ressources humaines et l'organisation du travail, de l'élaboration du bilan social et des tableaux de bord mensuels, des prévisions budgétaires des marchés d'assistance technique. Maîtrise ou DESS gestion personnel. Trois ans d'expérience minimum.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 9007.

**AGENCE MAILLE**  
18 RUE VOLNEY 75002 PARIS  
QUI TRANSMETTRA



**CP COFLEXIP**

**MULTINATIONALE LEADER SUR SON MARCHÉ**  
Pour faire face à son développement recherche un

### JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Une Société Française de réputation mondiale réalisant des biens d'équipement de haute performance recherche un ingénieur grande école pour l'intégrer à une équipe de développement.

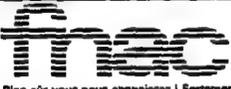
Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience en recherche appliquée.

Au sein d'une équipe il sera chargé d'assurer des études de développement :

- Conception et calculs de structures (connaissance en Fortran et calculs scientifiques souhaités).
- Mise en œuvre de programmes d'expérimentation.
- Qualification de produits.
- Contacts avec Instituts de Recherche Français ou Étrangers.
- Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste proche de ROUEN.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :  
DMV COM - 29, rue des Messageries, 75010 Paris, qui transmettra.



**Au service de la formation...  
votre dynamisme et le nôtre...**

Bien sûr vous nous connaissez ! Fortement implanté à Paris et en province, notre société, FNAC S.A., emploie 2 000 personnes et réalise un C.A. de plus de 2 milliards de francs.

Nous recherchons aujourd'hui un

### Responsable du service formation MF

Intégré à la direction des Affaires Sociales, vous participerez à la traduction, au terme de formation, de la politique sociale de l'Entreprise, vous élaborerez et négocierez notre plan de formation. Vous prendrez en charge avec votre équipe les différentes phases opérationnelles, et suivrez le bon déroulement des actions décidées en liaison étroite avec les différents magasins et services du Siège.

Agé de 30 ans environ, votre expérience de la formation « terrain » dans un grand groupe industriel ou de la distribution vous permettra de prendre très vite la mesure du poste. Votre personnalité, votre sens du dialogue, votre force de persuasion vous aideront à devenir le partenaire opérationnel que nous attendons. Votre lieu de travail, situé au Siège Social, sera Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présent.), sous la référence B/PF/LM, à notre Conseil Denis SESBOUÉ qui vous garantira toute discrétion.

**Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE REASSURANCE

travaillant dans un environnement international renforce ses structures fonctionnelles (informatique, contrôle de gestion, Direction Technique) et Commerciales (Directions de marchés).

Une réelle opportunité s'adresse à de

### JEUNES DIPLOMÉS

- de formation BAC + 4 (école de commerce, Dauphine, Sciences Eco) qui ont une formation en statistique et informatique,
- maîtrisant parfaitement l'Anglais. Une autre langue sera un plus.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à

**UAP Réassurances - DPRS/COM**  
372, rue Saint Honoré  
75001 PARIS.



Le groupe industriel TRELLEBORG (CA : 26 milliards FF, 26000 personnes, présent dans 25 pays) a récemment acquis EMMISSA, société française d'Ingénierie et Biens d'Équipements pour mines, carrières, cimenteries, industries chimiques et sidérurgie.

Nous recherchons, pour participer à notre active politique d'expansion, un :

## Directeur Général

**500 KF +**

**Bilingue anglais**

**VOTRE MISSION :**

- Aujourd'hui : relancer l'activité en France et en Afrique Francophone, développer le chiffre d'affaires en profitant de la synergie du groupe.
- Demain : mettre en œuvre les développements et expansions possibles que vous proposerez.

**NOUS VOUS APPORTONS :**

- une opportunité de premier plan, dans une société à taille humaine (CA : 50 MF)
- une totale autonomie, la puissance logistique et le savoir-faire d'un groupe international diversifié.

**VOUS NOUS APORTEZ :**

- à 35/45 ans, votre formation Ingénieur Mines ou équivalent...
- votre compétence reconnue technique et commerciale export de Biens d'Équipements.
- votre expérience réussie de 5 à 10 ans des secteurs concernés.
- votre capacité à manager, développer une équipe et à prévoir le moyen terme.

Adressez votre dossier sous réf. 541689 LM à  
MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 Paris qui vous assure une totale confidentialité.

**Mercuri Urval**

Nous sommes :

- un important groupe en mécanique de précision, leader en France dans son domaine
- dans une phase de fort investissement et de transformation rapide pour renforcer notre compétitivité mondiale
- engagés dans une démarche "qualité totale"

Nous recherchons un

### INGÉNIEUR ACHATS INDUSTRIELS

Le poste, centré sur l'achat de moyens de fabrication, implique :

- l'élaboration des cahiers des charges en coopération avec les Directions Technique et Industrielle
- la recherche et l'évaluation des fournisseurs
- la négociation des contrats
- la maîtrise de l'anglais
- des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Vous avez un goût prononcé pour la négociation

Vous saurez faire travailler ensemble le fournisseur et nos techniciens

Vous êtes méthodique dans la conduite de votre action

Vous avez une formation d'ingénieur généraliste issue des grandes écoles, dans les spécialités mécanique, et vous êtes prêt à évoluer plus tard vers d'autres fonctions

Une formation complémentaire ou une expérience dans l'achat industriel serait appréciée.

Poste à pourvoir en Haute-Savoie.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle à  
M/C-Pierre Lichau s/réf 5086, 12 rue Président Carnot  
69002 LYON qui transmettra.

REJOIGNEZ FRAN

Jeunes diplômés,  
Futurs diplômés  
de l'enseignement  
supérieur

UNIVERSITÉS

LILLE

TELECOM

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REJOIGNEZ FRANCE TELECOM!

Jeunes diplômé(e)s, Futur(e)s diplômé(e)s de l'enseignement supérieur

FRANCE TELECOM vous propose en Ile-de-France des emplois de cadre dans divers secteurs d'activité: commutation, transmission, recherche, technico-commercial.

UNIVERSITÉS Licence ou Maîtrise Scientifique

I.U.T. D.U.T. de génie électrique, mesures physiques génie civil

FRANCE TELECOM NUMERO VERTI 05 21 11 11

NUMERO VERTI 05 21 11 11

secteurs de pointe

deux rendez-vous exceptionnels.

Lundi 12 daté 13 septembre. Mardi 13 daté 14 septembre.

Organisme public de documentation... ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES... RECHERCHEUR UN TRAVAILLEUR SOCIAL... MÉDECIN, PHARMACIEN OU MAÎTRISE BIOLOGIE BIOCHIMIE... IMPORTANTES STÉ

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

1 responsable secteur formation professe d'enseignement... 1 responsable secteur formation cadres: management, ressources humaines...

1 responsable secteur formation cadres: management, ressources humaines... CADRE ÉDUCATIF pour assurer responsabilité de son enseignement...

TECHNICIEN H/F pour son centre de recherche de MARNE-LA-VALLÉE... DEMANDES D'EMPLOIS

SECRETARE solide expérience, sans relâche, et resp. bonne présence...

MONCEAU 6 p., gd stand, 210 m² + ch. de serv. état excep...

HOUCHE-COURCELLES 3 p., 80 m², de très bon im...

TRUBAINE 4/5 p., 110 m², 11 p. part. pos. 2 520 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

R. FONTAINE 2/3 p., 65 m², et ch. 2<sup>e</sup> ét. 990 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOUCICAUT récent, calme, agréable 4 p. plein soleil sud, balcon, 1 800 000 F. 45-77-96-95

PORTE DE VERSAILLES 4P belon, part., vue panoram. sur Parc. Prix: 1 525 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt CASBARI, immeub. 1/2 p., 115 m², 4 ch. + 2 surt., 135 m², 2 b. de, exposition plein sud, 3 500 000 F. 43-25-18-36

6<sup>e</sup> arrdt N.-D.-DES-CHAMPS gd 3 pièces, 850 000 F. FLEURUS 45-44-22-36

7<sup>e</sup> arrdt RUE DE VARENNE beau 3 pièces, 100 m² env., 2 m sous, 2 b. de, état excep., 2 pers. posséd., 47-05-81-81

8<sup>e</sup> arrdt R. DE ROME 1 pers. 2 p., 80 m², 11 p. part. 1 600 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

9<sup>e</sup> arrdt MONCEAU 6 p., gd stand, 210 m² + ch. de serv. état excep...

10<sup>e</sup> arrdt LOUIS BLANC 4 p., 100 m² belon, part., vue panoram. sur Parc. Prix: 1 525 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

11<sup>e</sup> arrdt PASTEUR appart. en duplex, 4 p., 95 m² + terr. 27 m², 2 b. de, standing, 2 535 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

12<sup>e</sup> arrdt LEUR-ROLLIN 3 p. dans cour, rénové avec bois, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

13<sup>e</sup> arrdt LA MUETTE studio 35 m², 8<sup>e</sup> étage, vue exceptionnelle. 45-00-46-22

14<sup>e</sup> arrdt HOPITAL SAINT-ANNE 2 p., 60 m², 11 p. part. 1 500 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

locations non meublées offertes

PARIS LEUR-ROLLIN 3 p., 68 m² 1/2 p., imm. état excep. 100 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

NEUILLY 3 p., 80 m², imm. pierre de t., 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE 2 p., 47 m², 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE 3 p., 70 m², 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE-RARE 130 m² + terr. 105 m² + b. de, 2 b. de, 3 b. de, 3 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE 2 p., 61 m², 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE 2 p., 61 m², 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE 2 p., 61 m², 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE 2 p., 61 m², 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

BOULOGNE 2 p., 61 m², 11<sup>e</sup> ét., obs. v. g., 2 b. de, 1 200 000 F. TRANS OPERA 43-45-23-15

propriétés domaines

PROCHE CHATEAU ANET superbe maison 475 m² + parc arboré, 3 niveaux de 120 m² + dépendances, garage, proc. commarques et écoles. 4 200 000 F. n.é. 195. André Korchia SA 43-70-98-99

VERTOU (44) Particulier vend maison P5 à chaudières 2 s. de b., cuisine équipée, cheminée, garage, proc. commarques et écoles. Téléphone: 40-34-46-00

EXCEPTIONNEL 18 m. Porte St-Cloud, autor. Ouest, plus Orgeval, tr. belle maison, longue et large terrasse, 480 000 F. n.é. 803. A. Korchia SA 43-70-98-99

RESIDENCE CITY 200 m. MONTPELLIER, MAS rust., beau, de carac., cult., n.é. 9 p., 2 a. de b., w.c., 1 000 m², ch. t., 45-02-95-97, p. 3251 39-72-74-72

INTERNATIONAL SERVICE 100 m. de la Baie de Palamos, 2 CLASSE, belle réception avec minimum 3 chambres. Tél.: (1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE 6, avenue de Messine, 75008 Paris, recherche APPTS DE GRANDE CLASSE, belles réceptions avec minimum 3 chambres. Tél. (1) 45-62-78-99.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE 5, RUE BERRYER 75008 PARIS LOCATION, VENTE GESTION RECHERCHE APPARTEMENTS VIDES OU MEUBLÉS POUR SA CLIENTÈLE LOYERS GARANTIS par compagnie d'assurances. U.F.E. 42-89-12-52.

locations meublées demandes PARIS J.F. ch. studio 25 m² env., de 6161 F. n.é. 13. 2 700 F. C.C. env. Tél.: (1) 27-84-13-54.

Le Gabut 1er PORT SHOPPING DE L'ATLANTIQUE Investissez à La Rochelle, sur le port, en plein centre ville

Le Gabut 1er PORT SHOPPING DE L'ATLANTIQUE Investissez à La Rochelle, sur le port, en plein centre ville

مكنا من الأصل



# Le Carnet du Monde

## « Services »

### Naissances

— **Daniel DALLA GUARDA**, **Dominique NERBAL**, ont la joie d'annoncer la naissance de **Sophie**, le 3 septembre 1988, 18, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

### Décès

— M. et M<sup>me</sup> Jean Apeleig, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M<sup>me</sup> **Yvonne MARIAN APELEIG**, survenue le 13 août 1988, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Semilly (Euro-est-Oise).

72 bis, rue des Martyrs, 75009 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Gérard Cornu, M<sup>me</sup> Marcel Cornu, M<sup>me</sup> Albert Roux, Lawrence Cornu et Jean-Yves Bernot, Vincent Cornu et Françoise Toulton, Dora et Pierre Bessus, Marie Cornu et François Volatron, Françoise Cornu et Pierre-Marie Triloux, Anne-Marie Cornu, Marion Aiz, ont la douleur de faire part du décès de

**Pierre-Maximin CORNU**,

leur fils, petit-fils, neveu, frère et fiancé, survenue le 5 septembre 1988, à Saint-CLOUD.

Un office religieux sera célébré le samedi 10 septembre, à 9 heures, en l'église de Saint-Joseph-Artisan, à Saint-Cloud.

L'inhumation aura lieu à Cliché-la-Polisse (86).

— M<sup>me</sup> Emile Herzfeld, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur **Emile HERZFELD**,

survenue le 31 août 1988, 25, rue du Docteur-Maximo-Freyer, 67000 Strasbourg.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Robert PIEROT**, docteur en droit, maître de conférences à l'Université Paris-III, conseiller municipal de Montfermeil, survenue le 1<sup>er</sup> septembre 1988, dans sa cinquante-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu à Montfermeil (Val-d'Oise), dans l'intimité familiale, le 5 septembre.

— M<sup>me</sup> Charles STRASSER, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Daniel Strasser, M. et M<sup>me</sup> Claude Vimont, ses enfants, M. Jean-Eric Vimont, M<sup>me</sup> Arnette Vimont, M. Armand Strasser, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Charles STRASSER**,

survenue le 5 septembre 1988, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 9 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17<sup>e</sup>.

33, boulevard de Courcelles, 75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Georges Tournon, M. et M<sup>me</sup> Jacques Tournon et leurs filles,

M. Jean Tournon, ont la douleur de faire part du décès de

**Georges TOURNON**,

King's Medal for Courage, médaille de la Résistance, croix de guerre avec palmes, survenue le 1<sup>er</sup> septembre 1988, à Bosc-Le-Comte, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Le service religieux a eu lieu au temple de Luneray, le 3 septembre, 33, avenue Daquenne, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Royette, M. Robert Vacherot, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

**M<sup>me</sup> Yvonne VACHEROT**,

née **Amélie Gablot**.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à la Rochette (Seine-et-Marne), le 7 septembre 1988.

Trouval, 29138 Lesconil.

— M<sup>me</sup> Pierre Ziza, son épouse, Martine et Michel Clement et leurs enfants, Marianne et Jean Sanaole et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Paul Ziza et leur famille, M. et M<sup>me</sup> Francis Horvilleur et leur famille, ses frères, sœurs, neveux et nièces, ont la grande douleur de faire part du décès de

**Pierre, Charles ZIZA**,

survenue le 1<sup>er</sup> septembre 1988.

L'inhumation a eu lieu le lundi 5 septembre, en cimetière du Père-Lachaise.

21, rue Langier, 75017 Paris.

*Notre abonnée, bénéficiaire d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », nous prie de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

### Remerciements

— M<sup>me</sup> René Oppenheimer, M. et M<sup>me</sup> Jean-Christophe Parent et leurs enfants, M<sup>me</sup> Marcelline Oppenheimer, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**M<sup>me</sup> René OPPENHEIMER**,

remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur chagrin.

**Anniversaires**

— Il y a cinq ans, le 8 septembre 1983, nous quittons

**Henri JANNES**, ingénieur général des Télécommunications (ER).

A tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé, il est demandé une prière pesante en ce jour anniversaire.

**Services religieux**

— Ginia Arbib, Clémentine Pagani, Marcos Pagani, Et Annie-Claude Toledano Pagani, vous informent que les prières du mois pour leur cher et très regretté

**HERBERT PAGANI**,

décédé le 16 août 1988, auront lieu le samedi 8 septembre, à 19 h 30, à la synagogue de Neuilly, 12, rue Ancelet, Neuilly-sur-Seine.

### Avis de messes

— Une messe à la mémoire de **Bernard BEZARD**, disparu le 18 août 1988,

sera célébrée le samedi 10 septembre, à 11 heures, en l'église Sainte-Odile, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris-17<sup>e</sup>.

— Une messe sera célébrée le mercredi 14 septembre 1988, à 18 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1<sup>er</sup>, à l'intention de

docteur **Gaston LEPERÇO**,

décédé le 13 juillet 1988.

### Communications diverses

— Cours d'une minute en préparation du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. D'autre part, pour le côté pratique, nous parcourons onze routes vers Paris. Départ le 7 septembre, à 11 heures, à l'hôtel de ville d'Amsterdam. Centre des droits de l'homme de Paris, BP 16, 75622 Paris Cedex 13, informations téléphoniques 24/24. Tél. : (1) 45-82-77-77.

### CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être traités LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 16 h au siège du journal, 7, 5, des Halles, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 650 572 F. Télécopier : 45-22-06-81. Réimpression. Tél. 42-47-95-09. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 78 F  
Abonnés (avec justificatif) ..... 88 F  
Communications diverses ..... 82 F  
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

### DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

### Le Monde DES LIVRES

### LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

La cote des peintures.  
Les annonces des collectionneurs : de la peinture aux objets de collection.  
La magazine : les expositions, les galeries, les ventes.

36.15 LEMONDE  
Code ARTLINE

### La mort de M. Maurice Halff

### De l'Europe à la Lorraine

France et de la Lorraine, qui fut son bastion industriel principal.

Il avait aussi parfaitement compris, et sur ce point, il se rapprochait d'Edgar Faure, qu'il existait aujourd'hui deux idées neuves et mobilisatrices dans l'esprit des Français — idées d'ailleurs complémentaires, — à savoir la construction de l'Europe et la décentralisation des pouvoirs.

Ami fidèle parmi les fidèles de Michel Debré, il avait, depuis 1980, choisi le camp de Raymond Barre dont il admirait la lucidité et le goût systématique à dépasser les circonvolutions étroites et obsolètes de politique intérieure.

L'échec de l'ancien premier ministre à l'élection présidentielle l'avait affecté car il voyait en lui « le solide juste milieu entre ceux qui refusent les lois du système libéral et ceux qui en abusent ». Au point que cet amateur de golf et de marche en montagne avait été, par M. Michel Debré, des zones spéciales de convention. De 1964 à 1974, il présida les Hauts de Lorraine, puis le comité économique et social de cette région jusqu'en 1980. Il était commandeur de la Légion d'honneur.

Maurice Halff était aussi et surtout l'indéfectible ami de notre journal, dans lequel il avait publié de

nombreux articles sur les sujets les plus divers, la politique, l'alternance, l'aménagement du territoire, la défense européenne ou l'entente franco-allemande. « Aller chaque jour sur un kiosque prendre le Monde, c'est pour moi la source du soir », nous disait-il il y a peu, avec davantage d'attachement encore que d'effets de langage — qu'il ne détestait pas — car cet homme charmant était ainsi charmeur.

### FRANÇOIS GROSCHICHARD

[Né le 14 mai 1906 à Paris, Maurice Halff était docteur en sciences économiques. En 1945, il fut chef de la division économique générale et du plan de la zone française d'occupation en Allemagne, puis président du groupe tripartite pour l'application du plan Marshall en Allemagne jusqu'en 1949. Ensuite, il occupa les fonctions de chef de la division économique à l'Autorité internationale de la Ruhr. Sous la Quadrupartite, il occupa des postes de conseiller technique dans plusieurs cabinets ministériels (Industrie), et fut chargé, en 1959, de la mise au point, par le premier ministre de l'époque, M. Michel Debré, des zones spéciales de convention. De 1964 à 1974, il présida les Hauts de Lorraine, puis le comité économique et social de cette région jusqu'en 1980. Il était commandeur de la Légion d'honneur.]

## Le Monde

### SÉLECTION IMMOBILIÈRE

bureaux bureaux maisons individuelles

**Locations**

**CIDES**  
DES ADRESSES DE PREMIÈRE MAIN  
VOTRE SIÈGE, OU VOTRE ANTERNE À PARIS  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
A L'ÉTOILE  
DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES  
\* AV. CHAMPS-ÉLYSÉES  
\* AV. VICTOR-HUGO  
\* RUE DE PONTREU  
\* ÉTOILE/RENA, 10<sup>e</sup>  
\* PASSY/TROCADERO  
Bureaux, 1/2 l., secrét., tél., serv. client, asc. Européenne  
DOMICILE : 150 à 350 F/M  
CONSTITUTION DE STES  
CIDES 47-20-41-88.  
Location à la journée bureau équipé Paris-Centre standing, pour sémin., formations, 10 à 15 personnes. Contact 45-44-25-51.  
DOMICILIATION DÉPENS 80 F av. CH. ÉLYSÉES ou rue SAINT-HONORÉ ou bd des ITALIENS ou PARIS 9<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> ou 15<sup>e</sup>. INTER. DOM., tél. : 45-10-65-50.  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
SARL - RC - RM  
Constitutions de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.  
43-55-17-50.  
DOMICILIATION &  
Bureaux, télés., télécopie.  
AGECO, 42-94-95-28.

**SIÈGE SOCIAL**  
Bureaux équipés et services. Démarches R.C., R.M., S.OUS-SCA.  
CH. ÉLYSÉES, 47-25-55-47. NATION, 43-41-51-51.  
Ses locaux bureaux, 20 m<sup>2</sup> aménagés (fin 1980), au 12<sup>e</sup> étage, 220 F HT/mois, Chauffage, tous charges compris, asc., assuré. Tél. : 45-05-25-53.  
Votre adresse commerciale ou  
**SIÈGE SOCIAL**  
bureaux, secrétariat, télés.  
**CONSTITUTION STES**  
Prix complets. Délais rapides.  
ASPAC 42-93-50-58 +  
locaux commerciaux

**Locations**  
CARDINAL LEMOINE.  
70 m<sup>2</sup>, double entrée, salle 40 m<sup>2</sup>, 2 bureaux, r.-de-ch. bois, 95 000 F H.T./an, asc., tél. A. Korhila S.A. 43-70-89-89.  
**Ventes**  
VENTE PARIS 13<sup>e</sup>  
Pr. de Tolbiac, local à rén. 60 m<sup>2</sup> + cave. 250 000 F. Conseil Habitat 40-24-12-77.  
**boutiques**  
**Achats**  
COURBEVOIE-BECON  
700 000 F  
42-80-84-74 poste 235.

**CLAYE-SOUILLY** pavillon tél. 210 m<sup>2</sup> hab., 5 chambres, 3 s.d., de br. jds d'équipés, 300 000 F., ref., 172. A. Korhila S.A. 43-70-89-89.  
**PROCHE CHATEAU ANET** de terr., terrain, loc. possib. perron à 200 000, ref. 185. A. Korhila S.A. 43-70-89-89.  
**25 KM FERMS (MARNE)** près du XVII<sup>e</sup> entièrement restauré, 400 m<sup>2</sup> habitables & parc 4.000 m<sup>2</sup>, salon 80 m<sup>2</sup>, mezzanine, 4 chambres, 2 s.d.b., terrasse 70 m<sup>2</sup>, dépendances, 1.875.000 F., ref. 130. André Korhila S.A., 43-70-89-89.  
**PRÉ MELAN** 20 m<sup>2</sup>, Paris, belle demeure de 1975 s/parc boisé de 8.000 m<sup>2</sup> ent. salon, cuisine, bureau, 3 chambres, cuis. très moderne, assur. 4.700.000. Réf. 105. André Korhila S.A., 43-70-89-89.  
**CHAVILLE** r.d. résidence, 3 m<sup>2</sup> gare St-Lazare, part. culier vend villa d'architecte à rénover de 120 m<sup>2</sup> conv. p/bur. imp. état, récep. magnifique s/jardin. 930 m<sup>2</sup>. Escal. bois. Prix : 4 500 000 F. Tél. matin : 20-50-56-84 ou 20-50-56-74, soir 20 h 47-50-12-27.

**villas**  
**5<sup>e</sup> PORTE D'ITALIE**  
VILLA récente, F7, 130 m<sup>2</sup> habitable. Terrain 500 F. 1 500 000 F. 45-85-09-50.

**maisons de campagne**  
COTE NORMANDE  
près Deauville, particulier vend petite maison individuelle meublée, tout confort, très agréable. 250 000 F. T. bureaux 45-55-12-66 ; soir 45-55-55-53.

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE (1<sup>re</sup> FORMATION) REGION PARISIENNE

recherche **FORMATEURS**

« Français - Mathématiques »  
Poste à pourvoir : MANTES

« Mathématiques »  
Titulaire d'une maîtrise.  
Poste à pourvoir : Issy Les Moulineaux

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 4485 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Je décide de me spécialiser en Commerce International!

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tel. \_\_\_\_\_

Devenez un Responsable Commercial Export performant grâce à l'EXPREX, Cycle intensif réalisé par le Groupe ESC LYON. Durée : 15 semaines à temps plein. Prochaine session le 17 octobre 88 / Sélection 20 jours avant. Rémunération par l'entreprise ou l'Etat.

Renseignements & inscriptions : Nicole LEBLOUË - Tél. 72.20.25.20 Adresse : 23, avenue Guy de Collongue 69132 ECULLY Cedex

Dirigeants, Ingénieurs et Cadres expérimentés D'ILE DE FRANCE

Vous souhaitez entreprendre une carrière de CONSULTANTS EN PMI L'Association pour la Promotion et le Développement Industriel (APRODI) dispose depuis 20 ans dans ce domaine d'un savoir-faire et organise une

**FORMATION DE CONSULTANTS EN PMI**

Programme :  
• Diagnostic de l'entreprise par l'analyse de ses fonctions,  
• Acquisition d'outils de gestion spécifiques,  
• Maîtrise des « moments importants » de la vie de l'entreprise (création, croissance, transmission).

Durée : 21 semaines (dont 5 semaines de stage pratique en entreprise)  
Début : 4ème trimestre 1988  
Lieu : Paris

Envoyer curriculum-vitae et photo à

**APRODI** 34, avenue Kléber 75116 PARIS

**L'AGENDA**

Bijoux

ARABE

insig

Séance d'été, de 20 h, de 19 h à 20 h, dans le parc de Bagatelle. Cote de bijoux, objets de collection, livres, etc. 20 questions, 10 réponses ou 10 questions ou 10 réponses. Pour plus d'infos, contactez l'agenda à André Strasser, 4076 Groussac, SUSSÈS.

سكزا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-jour...

Mercredi 7 septembre

TF 1 20.45 Variétés: Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Pierre Bachelet, Pierre Mondy, Spina, Gianna Nannini, Herbert Léonard, Dana Dawson, Africa Bambaataa...

Philippe, Max Phipps. 23.50 Cinéma: le Solitaire. Film français de Jacques Dery (1987). Avec Jean-Paul Belmondo, Jean-Pierre Malo, Michel Creton, L20 Chiffons...

Jeudi 8 septembre

TF 1 13.40 Feuilleton: Côte ouest. 14.30 Variétés: La chance aux chansons. Spécial Georges Lemaire. 15.25 Feuilleton: Amour et Victoire...

phine Ferrara, Catherine Wilkenig, Vera Gregh. 17.40 Cadeau cadavre. Bravestarr: Footur. En clair jusqu'à 21.00. 18.30 Dessins animés: Ça Change. Présenté par Philippe Daux...

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4826. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. Grid for crossword puzzle.

HORIZONTALEMENT I. Mot de recommandation. II. Qui semble un peu rongée. III. Filet de pêche...

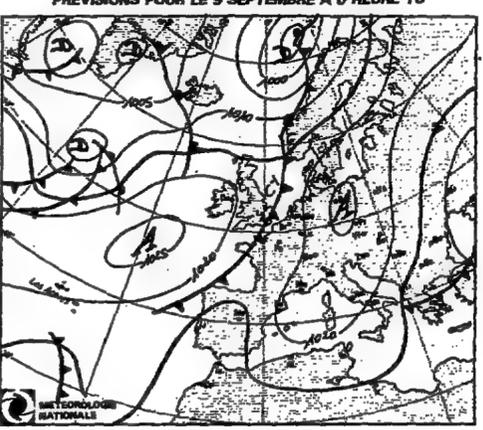
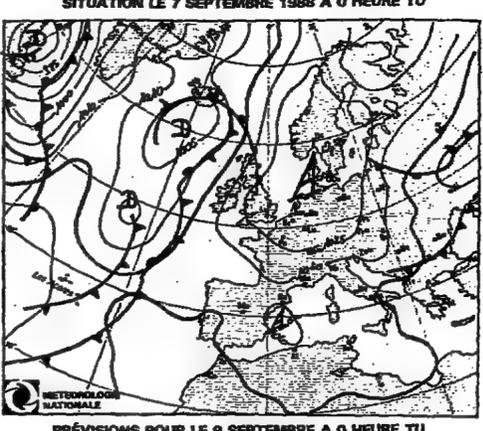
VERTICALEMENT 1. Qui tiennent grâce à des ficelles. 2. Nom qu'on donne parfois à ce qui est rapide. Ruminant disparu...

Solution du problème n° 4825. Horizontalement: I. Badminton. II. Idiote. III. Lotte, Nat. IV. La. V. Acce. Cers. VI. Ri. Ria. VII. Dés. Niger. VIII. Saoule. IX. Gril. lo. X. Urabie. Nu. XI. Rase. Spot.

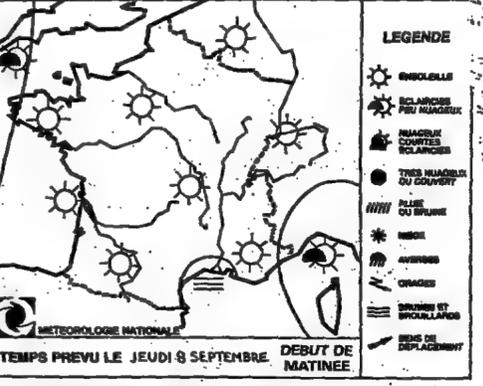
EN BREF

Associations. Associe services organises pour le deuxième anniversaire de l'Association. Pharmaciens sans frontières collecte vos médicaments...

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 septembre à 0 heure et le jeudi 8 septembre à 24 heures UTC. L'anticyclone qui nous protégeait royalement se décale vers l'ouest...



TEMPÉRATURES moyennes - minimales et temps observé. Table with columns for location, date, and temperature/precipitation data.

Audience TV du 6 septembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with columns: HORAIRES, FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %), TF 1, A2, FR3, CANAL +, LA 5, M6. Shows audience share for various channels.

Large advertisement on the right side of the page, partially obscured by a dark, textured overlay. Visible text includes 'prix du pétrole au p...' and 'unités américaines volent...'.

## SOMMAIRE

■ Le FMI révisé à la hausse des prévisions sur l'expansion économique. Elle devrait être de l'ordre de 3,8% en 1988 (lire ci-dessous). ■ Sur 3100 caisses d'épargne et de crédit américaines, près de 500 sont considérées comme insolubles. Le coût de leur sauvetage ou de leur liquidation atteint 65 milliards de dollars (lire ci-dessous). ■ Les Pays-Bas sont au centre des circuits économiques de la contrefaçon des produits de luxe en Europe (lire page 38). ■ Les chantiers navals Benetton ont mis au point un procédé protégeant les coques des bateaux contre l'humidité et le vieillissement (lire page 38). ■ M. Strauss Kahn, président (PS) de la commission des finances à l'Assemblée nationale, se déclare hostile à l'exonération de l'outil de travail de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Il se rapproche sur ce sujet des positions de M. Michel Rocard (lire ci-contre).

## BILLET

### L'impôt de solidarité sur la fortune Trop tard ?

M. Rocard doit être enchanté. M. Bérégovoy furieux. Dans une interview publiée par notre confrère la Tribune de l'Expansion, Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et responsable pour le Parti socialiste, avance l'idée qu'un impôt qui toucherait l'outil de travail ne serait pas anti-économique.

On croyait clôt le débat clos sur ce point important. M. Bérégovoy, qui traduit toujours fidèlement la pensée du président de la République, avait été formel : l'outil de travail sera exonéré. M. Rocard avait suivi sur ce point son ministre des finances, même si ses convictions profondes sont estimées qu'un impôt de solidarité sur la fortune ne peut fonctionner à peu près correctement qu'avec des taux très faibles et un minimum d'exemptions, donc une assiette très large. Mais il faut savoir faire des compromis, et M. Rocard ne pouvait pas le faire — pas heurter de front le Parti socialiste sur ce terrain miné de l'impôt symbole, de l'impôt de circonstance, que sera l'ISF, nouvelle version de l'IGF. Or M. Rocard avait déjà eu bien du mal à faire admettre l'idée que le taux le plus élevé du futur impôt ne devait pas dépasser 1%.

Pourquoi M. Strauss-Kahn ouvre-t-il si tard le débat sur une question aussi fondamentale ? Certes, les socialistes vont tenir le sésame prochainement, leurs journées parlementaires, et débattent de l'impôt sur le patrimoine. Certes, le Parlement va examiner le projet gouvernemental et l'amender sur bien des points. Mais on imagine difficilement que le projet puisse être ramené de fond en comble. Ce qui serait le cas si on réintérait l'outil de travail sans exonération — d'une manière ou d'une autre — une partie des actifs professionnels dans l'assiette de l'impôt », comme le déclare M. Strauss-Kahn.

D'autres bons esprits proposent également, et ils auraient bien raison du strict point de vue de la justice — de réintégrer les objets d'art dans le champ de l'impôt. Mais n'est-ce pas trop tard pour s'apercevoir que l'impôt de solidarité fonctionnera mal sur les basses acceptions retenues, comme il avait mal fonctionné quand les socialistes l'avaient créé.

Al. V.

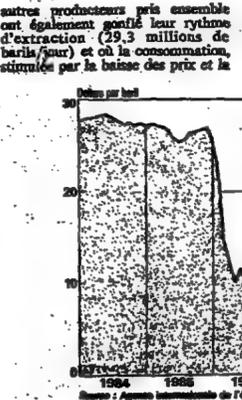
## Stocks et production records

### Les prix du pétrole au plus bas depuis deux ans

Prix au plus bas depuis deux ans, stocks au plus haut depuis 1982 et production record, rien ne va plus sur le marché pétrolier. Pour la troisième fois depuis le début de l'année, les cours du brut frôlent le seuil critique en dessous duquel, selon la plupart des experts, un véritable effondrement, d'ampleur comparable à celui de 1986, est possible. Pour les pays consommateurs, c'est une aubaine : au premier semestre la facture pétrolière nette de la France a diminué de 28% par rapport à l'an passé. Elle pourrait encore baisser davantage si l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne fait rien pour enrayer la chute actuelle des cours.

Mardi 6 septembre, les cours du brut sur le marché au jour « spot », — sont tombés à leur plus bas niveau depuis l'été 1986. Le « WTI », brut de référence américain, a perdu 50 cents à 14,25 dollars par baril, ce qui porte la perte subie en moins d'une semaine à 1 dollar par baril, et a conduit les compagnies à réduire leur prix posté (celui auquel elles achètent le pétrole) à 14 dollars. Le brut britannique, de même que les pétroles du Golfe comme le « Dubai » (voir page 38) ont également subi une chute à plus bas niveau depuis le mois d'août 1986, au plus fort de la guerre des prix. Aux cours actuels, le panier de référence de l'OPEP se situe à environ 13 dollars, soit 5 dollars de moins que le niveau officiel de référence.

La chute va-t-elle se poursuivre ? Jusque-là, les analystes restent prudents. Certes, les données fondamentales du marché sont très négatives. La production de l'OPEP a atteint en août, selon l'Agence internationale de l'énergie, 19 millions de barils par jour, son plus haut niveau depuis le début de l'année, et 1 million de barils de plus environ que le plafond théorique de l'Organisation. Un niveau difficile à absorber, dans la mesure où les



Source : Agence internationale de l'énergie (AIEA).

autres producteurs pris ensemble ont également gonflé leur rythme d'extraction (29,3 millions de barils/jour) et où la consommation, stimulée par la baisse des prix et la forte consommation), et soutiendraient ainsi les cours autour de leur niveau actuel. Inversement, si les groupes pétroliers prévoient une poursuite de la dégradation du mar-

tébran et à ramener l'ensemble des producteurs à la raison.

De fait, il semble que l'arrêt des combats dans le golfe Arabo-Persique, loin d'assainir la situation, constitue le principal facteur de risque. Bouleversant l'équilibre politique de la région, le processus de paix aura en outre pour conséquence de rendre obligatoire, lors de la prochaine conférence de l'OPEP en novembre, une vaste redistribution des quotas entre les treize membres de l'Organisation, pour faire place à l'Irak, jusqu'ici exclu du système. Or tout se passe jusqu'ici comme si la plupart des pays Arabes saoudites en tête, gonflaient délibérément leur production afin d'avoir une meilleure position de négociation à la fin de l'automne. Les observateurs politiques notent, en outre, l'inquiétude croissante des pétromonarchies du golfe Persique face à la puissance retrouvée de l'Irak, qui dispose, après l'Arabie saoudite, du plus gros potentiel de production de pétrole. Comme en 1986, font-ils observer, une chute violente des cours pourrait être, compte tenu de la situation, le seul moyen dont dispose le royaume saoudien pour contraindre tous ses partenaires, Irak compris, à accepter la discipline nécessaire au soutien des prix.

### En-dessous de 10 dollars

Or, jusqu'ici, tous les augures restent négatifs. « Je n'exclus pas une chute en dessous de 10 dollars, les données de base sont les plus mauvaises qu'on ait vu depuis deux ans », assure M. Peter Bentel, de Futures Inc., à New York. Le secrétaire général de l'OPEP est à peine moins négatif : « Les cours risquent de s'effondrer si les négociations entre l'Irak et l'Iran à Genève continuent à piétiner », a-t-il déclaré, lundi 5 septembre, à l'issue d'une tournée dans le Golfe visant à clarifier les positions de Bagdad et de

### Selon les dernières estimations du FMI La croissance sera plus vigoureuse que prévu dans les pays industriels

Le Fonds monétaire international, à son tour, fait amende honorable. Après avoir envisagé, au printemps dernier, une croissance de 2,8% dans les pays industriels pour 1988, le FMI annonce aujourd'hui une expansion de 3,8%. Une telle révision de 1 point est d'importance et pour le moins inhabituelle. Elle donne la mesure des difficultés des spécialistes à prendre en compte le dynamisme de l'activité mondiale au second semestre 1987, compte tenu des retombées, délicates à quantifier, du krach boursier d'octobre. Avec le recul, les spécialistes du Fonds accordent un satisfecit aux autorités monétaires qui ont su lâcher du lest, à l'époque, pour ne pas laisser le monde se précipiter dans la dépression. Ils les appellent aujourd'hui, à la plus grande vigilance sur les prix et surtout sur leurs comptes extérieurs.

C'est si le bilan de l'année 1988 s'annonce fort bon pour la croissance des pays industriels — 3,9% pour les États-Unis, un record depuis la flambée de 1984, — elle réjouit les économistes : les prix, en moyenne, pourraient augmenter de 3,5% l'an prochain contre 3,2% cette année. Il n'y a rien là de dramatique mais l'exemple des États-Unis où l'inflation pourrait passer de 3% l'an dernier à 4,1% cette année et 4,5% en 1989, constitue un signal d'alarme à ne pas sous-estimer.

Plus préoccupante semble, par contre, la trop lente correction des déséquilibres qui perdent toujours nerveux les marchés financiers et parfois laborieuse la concertation entre les sept principales puissances industrielles. On reparlera encore longtemps des écarts entre le déficit de la balance des comptes courants américains, évalué à 138,8 milliards de dollars cette année, soit plus que ne le pensait le FMI au printemps, et les excédents de l'Allemagne fédérale, encore de 42,5 milliards cette année, ou du Japon, 78,1 milliards de dollars. Les erreurs d'un passé récent engagent à la prudence face aux prévisions à plus long terme. Mais en envisageant une réduction marginale du déficit américain en 1988 et un accroissement de l'excédent japonais, les experts du Fonds signalent une réalité qui alimentera les discussions au fil des mois à venir.

Pour le moment, les gouvernements des principaux pays industriels peuvent s'adonner à un exercice qu'ils affectionnent : l'autosatisfaction. Les Américains font déjà valoir que leur demande interne se calme et répond ainsi à l'une des recommandations du FMI. Chacun sait qu'il faudra attendre l'arrivée, à la Maison Blanche, d'un nouveau président pour reprendre le dossier complexe des déficits budgétaires. En attendant une politique plus volontariste permettant de limiter l'appel aux financements extérieurs des déficits américains, les ris-

### Confrontées à la plus grande crise depuis 1929 Les autorités américaines volent au secours des caisses d'épargne

Le Federal Home Loan Bank Board, l'organisme fédéral américain chargé de réglementer les caisses d'épargne et de crédit, a annoncé le 31 août la conclusion d'un nouvel accord de sauvetage concernant un groupe de quarante caisses au bord de la banqueroute, situées dans l'État de l'Oklahoma. La liquidation des passifs pourrait coûter environ 2 milliards de dollars à l'ensemble de la profession. C'est le dernier épisode en date de la déjà longue série de malheurs qui s'abattent sur les caisses d'épargne et, par ricochet, sur certaines banques américaines depuis deux ans.

Home Loan Insurance Corporation (FHLC), organisme d'assurance mutuelle de la profession, « Nous n'avons pas une minute à perdre, car le montant de la douzième augmentation de 1 milliard de dollars par mois », constate froidement M. Wall.

Trop petites et souvent mal gérées en raison de vieilles traditions incitantes de l'incarcération protectionniste des États américains, les caisses d'épargne et de crédit (Savings & Loans Institutions, S & L) ont très mal résisté aux bonheurs, réelles ou imaginaires, des années 80. Trois quarts des moins de 80.000 institutions locales, les S & L sont incapables d'encasser le plus petit des chocs : en 1984, trois caisses californiennes ont dû fusionner pour faire face aux pertes d'activité résultant de l'absence des athlètes soviétiques des Jeux olympiques de Los Angeles. À l'époque, par contre, la débauche fut provoquée à partir de 1986 par la chute des prix du pétrole. Avant et après, la mévente de blé, provoquée tantôt par les tensions américano-soviétiques tantôt par la concurrence étrangère, ont balayé des dizaines de S & L dans le farm belt, la ceinture céréalière du Centre, ayant que la sécheresse n'en engloutisse d'autres, ailleurs.

temps troué des failles dans le filet qui les enserrait : elles offrent des crédits non seulement en s'appuyant sur leurs propres dépôts, mais aussi en empruntant auprès des banques commerciales. C'est ainsi que la faillite de plusieurs caisses dans l'Illinois avait, en 1986, entraîné celle de la banque Continental Illinois Corp., provoquant la première d'une longue série de banqueroutes retentissantes qu'il faut poursuivre, rendant inévitable une réforme profonde du système bancaire américain. Bien sûr c'est le Texas, tradition de grandeur oblige, qui a apporté les pires surprises, la moindre n'étant pas celle d'une caisse qui, liquidée en juillet 1987, présentait un « trou » de 1,2 milliard de dollars pour un capital récupérable de 24 millions. Sa direction avait investi dans la construction d'un immeuble de bureaux de quarante-cinq étages à Houston qui, achevé en janvier 1987, était entièrement vide encore en juin faute de locataires. La débauche de cette caisse a mis à mal une importante banque commerciale, la First Republic Bank, qui n'attend plus désormais qu'un bon samaritain.

C'est grâce à l'assurance mutuelle de la profession, mais aussi — chose bien neuve à l'ouest de l'Atlantique — à la générosité de l'État fédéral, que les épargnants n'ont pas été touchés directement par la vague des faillites. Tenus de verser annuellement 0,8% de leurs dépôts à la FHLC, les caisses ont pu colmater elles-mêmes les premières brèches. Mais, dès 1987, il est apparu que la FHLC ne pourrait pas faire face à la tourmente sans l'injection de sommes importantes venues d'ailleurs. A la surprise générale, l'État fédéral, d'habitude indifférent aux malheurs des imprudents de la finance, a offert d'acheter une importante quantité d'obligations émises par la FHLC, renflouant ainsi les caisses de l'assurance mutuelle et reportant à son compte une bonne part du risque associé à la refonte du système entreprise par le Bank Board. Après avoir versé 10,8 milliards de dollars en 1987, le Sénat a voté le 5 août dernier, avec une diligence étonnante, l'attribu-

### NEW-YORK de notre correspondant

Le raidier le plus occupé de la banque américaine ne siège pas dans un luxueux bureau à Manhattan, mais dans un modeste immeuble à Washington. Du matin au soir, sept jours sur sept, Danny Wall, homme de loi très puissant, Federa Home Loan Bank Board (FHLBB), rachète à tour de bras caisses d'épargne et banques, les revend à qui les veut, aux enchères, de gré à gré, à crédit ou au comptant, en ferme d'autres du jour au lendemain, gronde les managers imprudents ou ambitieux, lance des mises en garde aux épargnants et hérisse les actionnaires par milliers. Dominant le paysage très accidenté de la finance régionale américaine, M. Wall doit faire face à la plus grande crise depuis le krach de 1929.

« Un trou noir, noir, noir »

Fondées à partir des années 1850, les Savings Institutions disposent d'un statut légèrement différent des Savings & Loans Institutions, apparaissant surtout après le krach de 1929. Alors que les deux groupes servent la même clientèle, celle des employés et des petits épargnants, le premier est un généraliste du crédit à la consommation, alors que le second se spécialise dans l'immobilier, tant résidentiel que, depuis une vingtaine d'années, professionnel. Dans la plupart des États, les S & L sont obligatoirement des mutuelles et il leur est interdit de dépasser les limites territoriales de l'État de leur siège ou d'investir directement à la Bourse. Ambitieuses néanmoins, certaines caisses ont depuis long-

### Lâcher un peu de lest

Au moment où une croissance plus vigoureuse que prévu permet de limiter à quelque 37,7 milliards de marks un déficit budgétaire qui risquerait de frôler les 40 milliards, les Allemands n'auraient-ils pas pu, au nom de la coopération internationale, lâcher un peu de lest fiscal pour encourager une demande interne qui se ralentit ?

La force persistante des exportations demeure un sujet de reproche de la part des partenaires de Bonn. Les économistes d'outre-Rhin ont beau souligner à juste titre que, contrairement aux Japonais, les Allemands n'ont plus grand-chose à découvrir de la société de consommation, ce type de critique reste latent. Le soulagement, par des dévaluations du FMI ou des économistes de divers pays appelés, comme la France, à une expansion plus ferme (le Monde du 30 août), devrait faciliter la coordination internationale. Il n'est pas certain que les Sept parviennent pour autant à éviter de nouvelles frictions des Autonomes sur le rôle imparti à chacun.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Sur les 3100 caisses d'épargne et de crédit que compte encore le pays — plusieurs dizaines ont disparu depuis le début de la décennie — 127, dont les dépôts totalisent 127 milliards de dollars, étaient considérées comme insolubles à la date du 5 septembre. Le coût total de leur sauvetage ou de leur liquidation est estimé par le FHLBB à 65 milliards de dollars, somme qui, en principe, devrait être fournie par la filiale du FHLBB, la Federal

Groupe ISEG PARIS • BORDEAUX • LILLE • TOULOUSE

**24 SEPTEMBRE** Dernière session  
Date limite d'inscription : 20 Sept

**CONCOURS SUP' EUROPE**

Pour groupes HEC, ESCAE et étudiants Bac + 1  
AFFAIRES EUROPÉENNES Cycle en 3 ans  
9, cité d'Hauteville  
75010 Paris

**42 46 41 40**



سكزا من الأصل

Économie

AFFAIRES

L'industrie du faux luxe en Europe

Les Pays-Bas sont la plaque tournante des circuits de contrefaçon

Les marques, tout le monde connaît. Du fameux « L » de Lancel au sigle de Vuitton... Les Pays-Bas sont la plaque tournante des circuits de contrefaçon.

Lacoste, fils du fameux tennisman surnommé en son temps le « Crocodile »... L'enjeu financier... L'enquête révèle également le fonctionnement des filières organisées par les faussaires.

tion des commandes, des travailleurs clandestins, parfois même des enfants, estampillent les montres, cousent des crocodiles, collent des étiquettes sur des flacons de parfum... L'enjeu financier de la lutte contre les contrefaçons est de taille.

A la Société générale de Belgique M. René Lamy préside un conseil d'administration où siège M. Carlo de Benedetti

BRUXELLES de notre correspondant « Vous permettez que je sois le président ? »

CONJONCTURE

Le gouvernement bénéficie d'importantes plus-values fiscales déclare M. Balladur

« En juillet, les recettes fiscales pour 1988 étaient supérieures de 40 milliards de francs aux prévisions », a déclaré, mardi 6 septembre, M. Balladur...

BUDGET

Augmentation de 9% pour le ministère de la mer en 1989

Avec 5,9 milliards de francs, le projet de budget du ministère de la mer devrait, en 1989, progresser de 9,04% par rapport à cette année... Quant à la marine marchande et à l'avenir de la flotte de commerce...

PTE : 14,3 milliards de francs seront prélevés sur les excédents des Télécoms

Mauvaise nouvelle pour l'administration des Télécoms : les prélèvements en faveur du budget général en faveur du budget général... Reste que ce budget, s'il ne sacrifie pas à la tradition, comporte un certain nombre de points positifs.

Un sondage de BVA pour l'INC Les Français prêts à mettre les banques en concurrence

Les Français sont contents de leur banque, mais s'ils cherchent à obtenir un crédit, ils sont parfaitement prêts à faire jouer la concurrence... Si une banque décidait de facturer les chèques, elle perdrait deux clients sur trois au profit d'une banque qui ne les facturait pas.

Construction navale Beneteau a vigoureusement repris sa marche en avant

Après le « coup de tabac » provoqué par l'apparition, à partir d'août 1984, de cloques sur les coques de leurs bateaux, les chantiers navals de plaisance Beneteau ont vigoureusement repris le chemin de la croissance... Mais cet « accident » a stimulé le laboratoire de recherche de la société, qui vient de mettre au point un véritable « écran total ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS PFA sa

Arts aux porteurs de bons de souscription Il est rappelé aux porteurs de bons de souscription PFA S.A. que la période d'exercice des bons de souscription prendra fin le 30 septembre 1988.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS FORMATION SPÉCIALISÉE EN INGÉNIERIE FINANCIÈRE

● Cycle de formation supérieure hors temps ouvrable (une soirée par quinzaine et un samedi sur deux) comprenant des : Cours - Etudes de dossiers - Conférences... Préparation au Doctorat d'Expertise et Ingénierie Financière

Eco

Incertitudes autour du déplacement

Vous ET NOUS VOUS

# Économie

## SOCIAL

### Incertitudes autour de l'effet sur l'emploi du déflafonnement des cotisations familiales

Le gouvernement va-t-il modifier l'assiette des cotisations d'allocations familiales versées par les entreprises qui s'élevaient actuellement à 9 % des salaires bruts jusqu'à un plafond de 10 110 francs par mois ? M. Rocard a proposé de les déplier sur la totalité du salaire, mais d'en réduire le taux, afin d'alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre (à salaires relativement

bas) et d'encourager l'emploi. La mesure est soutenue par M. Bérégovoy, ministre de l'économie, et des finances, qui au cours de l'émission « Grand Jury RTL-Le Monde » du dimanche 5 septembre a évoqué une réduction du taux à 7,5 % ou 7 % pour rendre l'opération neutre.

La proposition a provoqué des réactions diverses des partenaires sociaux. La CFDT l'a approuvée sans réserve, la CFTC s'y est déclarée « assez favorable », la CGT, en revanche, favorable au principe du déflafonnement, rejette la réduction du taux qui n'apporte pas de recettes nouvelles à la Sécurité sociale, et la CGC a affirmé sa « ferme opposition ». Le CNPF aussi est hostile, les entreprises ayant besoin, selon l'expression de son président, M. Périgo, de « salaires bien payés ».

En fait, la mesure suscite plusieurs incertitudes. La première porte sur ses effets réels. On sait que le bâtiment, le textile, le cuir et la chaussure devraient être avantagés, tandis que les établissements financiers, et surtout le pétrole, l'ingénierie et les services aux entreprises seraient désavantagés.

Mais les études menées depuis 1975 ont émis des doutes sur les répercussions sur l'emploi. En particulier le rapport Maillot, examinant en 1982 l'hypothèse d'un déflafonnement compensé de l'ensemble des cotisations familiales — bien plus vaste que celui envisagé aujourd'hui, —

concluait que l'opération n'aurait pratiquement pas d'effet sur l'emploi total, les entreprises bénéficiaires pouvant en particulier utiliser le gain pour reconstruire leurs profits, voire pour augmenter les salaires plutôt que pour créer des emplois.

Au ministère de l'économie, on estime ce pessimisme injustifié. Les modèles économiques utilisés, assez frustes, ne permettent pas de mesurer réellement les effets sur les embauches, souligne-t-on. Surtout, le contexte a changé, les entreprises ayant reconstitué leurs marges. Même l'industrie investit aujourd'hui pour accroître ses capacités de production et, globalement, ne supprime plus d'emplois. Il ne s'agit donc plus de prévenir les pressions d'emplois, mais d'accompagner un mouvement de reprise.

Les entreprises avantagées étant celles qui créent des emplois (services, hôtellerie, restauration, etc.), on espère, par ce coup de pouce, avancer des décisions d'embauche qui autrement risqueraient d'être retardées.

La deuxième incertitude porte précisément sur le lien avec le financement de la Sécurité sociale. Parmi les hypothèses envisagées par M. Claude Evin pour combler le déficit prévisible figure notamment l'idée d'une réduction du taux des cotisations d'allocations familiales, compensée par un transfert sur l'assurance-vieillesse et par l'institution d'un prélèvement sur tous les revenus au profit de la branche famille. Cela permettrait à la fois de réduire le déficit de la branche vieillesse, évalué pour 1989 à une trentaine de milliards de francs, et de rapprocher le financement des prestations familiales de la situation de la plupart des pays européens.

L'opération serait relativement simple et logique, dans la mesure où les prestations familiales ne sont pas liées à une activité professionnelle et sont identiques pour toutes les catégories socioprofessionnelles, salariés et non-salariés.

## Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

Dans le cadre de sa collection « Stratégies et Structures comparées » vient de publier une étude sur :

### LES GRANDS GROUPES DE PRESSE DANS LE MONDE

La presse écrite a su garder ses spécificités au sein des industries de la communication. Celle-ci diminue son histoire et à la diversité de ses produits : quotidiens, magazines, gratuits, bien que leurs marchés respectifs obéissent rarement aux mêmes lois. De plus, chaque pays présente des situations très diverses, qu'expliquent des conditions politiques, culturelles et économiques différentes.

Deux tendances importantes se dégagent dans l'évolution en cours du secteur : le ralentissement de la croissance de la consommation et une accélération de la concentration. Si la période actuelle est marquée par les caractéristiques bénéfiques des années 80, la presse écrite reste bien vivante face à de nombreuses difficultés. Parmi celles-ci, on citera :

- la mise en place de nouvelles technologies et les problèmes qu'elle pose;
- la concurrence des nouveaux médias, audiovisuel essentiellement;
- la dépendance vis-à-vis des ressources publicitaires : 41 % des ressources totales de la presse en France; 70 % environ aux Etats-Unis.

Les stratégies mises en œuvre par les grands groupes s'organisent autour de trois thèmes essentiels :

- le renforcement d'un positionnement dans la presse quotidienne ou dans la presse magazine par croissance externe ou par investissements internes;
- l'internationalisation : les marchés les plus grands en termes de lectorat et de ressources publicitaires étant recherchés en premier, soit les Etats-Unis pour la plupart des groupes des pays européens;
- la diversification multi-médias. Celle-ci apparaît plus complexe pour deux raisons essentielles : d'une part, elle a longtemps été soigneusement évitée en Europe du fait de la structure monopolistique de la presse écrite (radio et télévision); d'autre part, elle nécessite un ensemble de moyens financiers importants, d'autant que les mouvements en cours se traduisent par une inflation galopante des prix de vente (le prix de vente de l'ensemble Diamantidis a plus que doublé en un an). Certains groupes de presse, anciens, ont su trouver une assise financière confortable dans l'exploitation de leurs titres : elle leur a permis des extensions diverses avec un recours plus ou moins grand à l'endettement (grand pour Murdoch, très limité pour les groupes américains). D'autres ont appuyé leur stratégie dans la presse sur d'autres activités (Maxwell et l'édition, Mondadori également; Berlusconi sur l'édition et les clubs de livres, etc.). Tous ont en commun la volonté de ne pas laisser la presse devenir un centre de perte comme certains magasins des générations précédentes l'ont fait à leurs dépens.

Cette étude est en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation, tél. : 42 61 51 24.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

## EN BRIEF

● **Actions CGT dans la métallurgie le 13 septembre.** — La Fédération CGT de la métallurgie a annoncé, le mardi 6 septembre, des « initiatives » allant de l'arrêt de délégués à l'arrêt de travail — le 13 septembre chez Thomson et dans la construction navale, la sidérurgie et l'aéronautique. « Il y a porte pour les salariés et gains records pour le patronat », a assuré devant la presse M. Bernard Laimirand, secrétaire fédéral, en affirmant que pour les salariés « c'est le zéro en augmentation générale depuis le début de l'année ».

● **« Tour de piste » syndical à EDF.** — Les fédérations CFDT, FO, CFTC et UNCM-CGC d'EDF-CDF seront reçues, à leur demande, par la direction le 12 septembre pour un « tour de piste » sur la politique sociale. Les quatre fédérations syndicales ont souligné un commun « les pertes de pouvoir d'achat des salariés et directeurs en l'absence d'accord salarial 1988 » et ont réaffirmé « leur volonté d'aboutir à un accord ».

## TRANSPORTS

Au Salon de Farnborough

### Commandes en série pour McDonnell Embraer et Airbus

Le Salon aéronautique de Farnborough, qui se tient cette semaine en Grande-Bretagne, ne fait pas exception à la règle : les avions y ont annoncé quelques commandes spectaculaires, propres à impressionner leurs futurs clients. C'est McDonnell-Douglas qui a annoncé que la compagnie Alitalia lui achète vingt-sept biréacteurs MD-80 (139-172 sièges), livrables de 1989 à 1991. La firme américaine s'est aussi félicitée de la commande par China Airlines (Taiwan) de quatre triréacteurs long-courriers MD-11 (368 sièges), dont le premier vol est prévu pour le mois d'avril 1989.

Pour sa part, le brésilien Embraer a reçu un contrat pour vingt Brasília Air en option de la compagnie américaine Comair. Le Brasília est un appareil de transport régional de 40 places équipé de deux turbopropulseurs à hélice de Pratt et Whitney.

Enfin, Airbus, qui ne pouvait être en reste, fête la vente de trois Airbus A-300-600 biréacteurs à long rayon d'action à la compagnie China Airlines.

Ces achats confirment que les transporteurs choisissent en priorité des appareils éprouvés. Les innovations les rebutent et McDonnell-Douglas en sait quelque chose, qui a du mal à trouver le nombre de clients suffisant pour lancer un MD-90 propulsé par deux hélices rapides de type « propfan ».

● **Grève des équipages d'Air Inter.** — Les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et de mécaniciens (SNOMAC) d'Air Inter ont déposé un nouveau préavis de grève pour la période allant du lundi 12 au dimanche 18 septembre. Ils appellent les navigants à refuser de prendre leur service avant 8 h du matin pendant cette période. Cette grève à éclipses a pour effet de perturber le trafic régional d'Air Inter sans qu'il en coûte la moindre perte de salaire aux grévistes. Par ce moyen, les syndicats veulent contraindre la direction à faire piloter pendant une période probatoire par trois navigants l'Airbus A 320 conçu pour être conduit par deux hommes seulement et sans mécanicien.

● **PRÉCISION.** — La Bourse sur minitel (Le Monde télématique), taper 3615 le Monde puis Bourse, ou directement 3616 LMBourse.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**VOUS RECHERCHEZ LA SOLIDITÉ DE L'OBLIGATION ET ESPÉREZ LA PLUS-VALUE DE L'ACTION.**

**NOUS VOUS FAISONS PROFITER D'UNE GRANDE PREMIÈRE.**



La Société Générale émet

**F 2 835 000 000 d'obligations convertibles en actions, assorties de bons de souscription d'actions.**  
La souscription est ouverte à compter du 5 septembre 1988.

**Nos actionnaires bénéficient d'une priorité de souscription jusqu'au 23 septembre inclus, à raison d'une obligation convertible pour 10 actions.**

### La solidité de l'obligation

Chacune des 6 300 000 obligations émises à F 450 vous offre la solidité d'un placement dont l'intérêt annuel est de 6 % et la durée de vie relativement courte, un peu plus de 7 ans, avec remboursement au prix de souscription par tirage au sort en 4 tranches égales les 1<sup>er</sup> janvier des années 1993 à 1996.

### Une double possibilité d'acquies des actions Société Générale

Ces obligations vous offrent aussi la possibilité de tirer doublement profit d'une hausse de l'action Société Générale au-delà de F 450.

**Vous pouvez en effet convertir sans frais chaque obligation en une action Société Générale à compter du 13 octobre 1988 et durant toute sa durée de vie. Au moment du remboursement vous disposez d'un délai supplémentaire de trois mois pour demander la conversion.**

**En souscrivant une obligation, vous bénéficiez en plus d'un bon de souscription. Ce bon vous permet de souscrire, du 13 octobre 1988 au 15 novembre 1991, une autre action Société Générale au prix fixe de F 450. Il sera coté en Bourse, séparément de l'obligation.**

**En participant à cette opération, vous serez associé, dans d'excellentes conditions, à la poursuite du développement du premier groupe bancaire privé français.**

**Vous pouvez souscrire dans toutes les agences Société Générale ainsi qu'auprès de votre intermédiaire financier.**

Les modalités complètes de l'opération figurent dans la note d'information (visa COB n° 88-292 en date du 30 août 1988) tenue gratuitement à la disposition du public. BALO du 5 septembre 1988.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
**CONJUGUONS NOS TALENTS.**

مكتبة من الأصل

Marchés financiers

Accord entre M. Bérégovoy et les banques sur les CODEVI

15 milliards de francs pour les PME

Le ministre de l'économie et les banques sont arrivés à un accord sur les CODEVI (comptes pour le développement industriel)...

M. Bérégovoy avait confirmé, le 4 septembre, au « Grand Jury RTL-Le Monde » son intention de mettre à la disposition des PME la somme gérée par la CDC...

Le groupe Bongrain multiplie ses investissements dans la charcuterie

International Fish and Meat, qui regroupe les intérêts du groupe Bongrain dans la transformation de la viande et du poisson...

IFM a été créé au début de l'année, lorsque le fromager Jean-Noël Bongrain a décidé de regrouper ses intérêts dans la transforma-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Casino

Le résultat net consolidé du Groupe Casino pour le premier semestre 1988 est en hausse de 54 % sur la période comparable de 1987...

Table with 4 columns: 1er semestre (en millions de francs), 1987, %, 1988, %. Rows include Chiffre d'affaires H.T. Consolidé, Volume d'activité H.T., Résultat d'exploitation, Résultat courant, Résultat net comptable.

(1) Le % figurant en regard du volume d'activité représente le taux d'évolution par rapport à l'année précédente. Le % de toutes les autres rubriques sont tirés par rapport au volume d'activité.

Les prix de vente ont augmenté moins que l'inflation et les formulettes de magasins ont restreint la CEDIS et RAVI se sont poursuivies comme prévu...

Au cours du semestre, de nouveaux accords ou acquisitions ont été concrétisés: - prise de participation majoritaire dans FREETIME; - accord de franchise QUICK avec ERIS; - associations avec WAGONS-LITS...

Il faut prendre en compte le fait que les résultats du premier semestre sont toujours bien inférieurs à ceux du deuxième semestre, le Groupe ayant une forte implantation dans des régions à activité saisonnière...

Des Assemblées Générales Extraordinaires, tant de la société-mère que de certaines de ses filiales, se tiendront le 25 novembre prochain pour décider un certain nombre de modifications juridiques...

Perspectives de résultats pour l'année 1988. Avec la fin des « restructurations » des réseaux Cédia, on peut penser que le deuxième semestre verra se poursuivre l'amélioration...

N.B. - La lettre aux actionnaires développant les activités du premier semestre 1988 est disponible au Siège social du Casino, 24, rue de la Montat, 42008 Saint-Etienne, Cedex 2 (tél. : 77-38-31-32 - Direction de la communication) pour ceux auxquels elle ne serait pas parvenue.

3 M et CHARGEURS S.A.

3 M et Chargeurs S.A. ont annoncé leur accord de principe sur la cession par Chargeurs S.A. à 3 M de Spontex sur le plan mondial...

Pour Chargeurs S.A., dont les deux activités principales, Transport aérien et Textile, doivent connaître un développement rapide et qui nécessite des investissements très importants en France et à l'étranger...

Cet accord marque la volonté de 3 M de se développer sur le marché des produits grand public au niveau mondial en élargissant ses activités...

Spontex emploie 1 650 personnes dans dix pays: France, Belgique, Italie, Hollande, Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest, Australie, Argentine et Etats-Unis...

3 M, qui est implanté dans cinquante et un pays, a réalisé un chiffre d'affaires de 9,4 milliards de dollars en 1987 avec un bénéfice net de 918 millions de dollars...

Chargeurs S.A. M. Jean-Pierre Lagrange Tél. : 42-68-40-17

M. Hervé Naux Tél. : 30-31-75-37

NEW-YORK, 6 septembre

Hausse modérée

Le mouvement de hausse s'est poursuivi mardi à Wall Street, mais en se ralentissant nettement après l'envolée des cours de vendredi...

Table with 3 columns: VALEURS, Cours de 5 sept., Cours de 6 sept. Rows include Alcoa, A.T.T., Chase Manhattan Bank, etc.

LONDRES, 6 septembre

Gains réduits

Les cours des valeurs ont évolué irrégulièrement à la hausse mardi au Stock Exchange, l'indice FT clôturant à 1 426 points...

FAITS ET RÉSULTATS

La Générale des Eaux prend une participation dans l'Américaine Lifetime (saas). La Compagnie Générale de Santé, filiale de la Compagnie générale des Eaux...

Cette prise de participation se fera lors d'une augmentation de capital, a ajouté Lifetime dans un communiqué...

Hausse de 17 % du bénéfice semestriel de VNU. Le bénéfice net du plus grand groupe d'édition des Pays-Bas, Veertien Nederlandische Uitgeverijbedrijven (VNU) a enregistré une hausse de 17 % pendant le premier semestre 1988 par rapport aux six premiers mois de 1987...

Hausse de 52,8 % du résultat semestriel de Rhône-Poulenc. Le résultat net du groupe chimique Rhône-Poulenc au premier semestre a progressé de 52,8 % par rapport aux six premiers mois de 1987...

PARIS, 6 septembre

Effritement

Le léger raffermissement observé mardi a été de courte durée. Dans un marché sans direction précise, attendant la réouverture de Wall Street...

Situation analogue pour les valeurs en baisse: 70 titres pour les laboratoires Regis, Belton 20 pour les techniciens...

TOKYO, 7 sept.

Raffermissement

Raffermissement à Tokyo où l'indice Nikkei des 225 valeurs industrielles a progressé de 183,50 yens (+ 0,67 %) pour clôturer à 27 504,01 yens...

Table with 3 columns: VALEURS, Cours de 7 sept., Cours de 6 sept. Rows include Albi, Budget, Fuy Bank, etc.

PARIS:

Second marché (sélections)

Table with 6 columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Rows include A.B.P.S.A., Amal & Associés, Aramid, etc.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 6 septembre 1988

Table with 6 columns: VALEURS, PRIX d'exercice, Options d'achat (Sept, Déc), Options de vente (Sept, Déc). Rows include Accor, CCE, Elf-Agip, etc.

MATIF

Table with 4 columns: COURS, Echéances (Sept 88, Déc 88, Mars 89). Rows include Dernier, Précédent, Options sur notional, PRIX D'EXERCICE.

INDICES

Table with 2 columns: CHANGES (Dollar: 6,27 F), BOURSES (PARIS, NEW-YORK, LONDRES, TOKYO, MARCHÉ MONÉTAIRE).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with 4 columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include S.E.U., Sca., Yen (100), DM, Flinla, FB (100), ES, L (1 000), F.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 10 columns: SEULE, 3/4, 1/2, 3/8, 1/4, 3/16, 1/8, 3/32, 1/16, 1/32. Rows include S.E.U., DM, Flinla, ES, L (1 000), F.

Marchés financiers

BOURSE DU 6 SEPTEMBRE

Main financial table with columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'Cours relevés à 17 h 30'. Includes various stock and bond listings with their respective prices and changes.

Comptant (sélection)

Table of 'Comptant (sélection)' containing various financial instruments like 'Obligations', 'Actions', and 'Étrangers' with their current prices and yields.

SICAV (sélection)

Table of 'SICAV (sélection)' listing various investment funds with their performance metrics and prices.

Cote des changes

Table of 'Cote des changes' showing exchange rates for various international currencies.

Marché libre de l'or

Table of 'Marché libre de l'or' listing gold prices and other precious metal market data.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Handwritten note: 'مكتبا من الأصل' (Copy from the original)

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Pologne : les syndicats officiels demandant la démission du gouvernement. 6 La victoire des conservateurs en Nouvelle-Ecosse. - Les inondations au Bangladesh. 11 Bagdad annonce une amnistie pour les Kurdes.	12 Les suites de la nouvelle affaire La Pan. - Le voyage de M. Joxe en Corse. 13 Faut-il regrouper les élections ? - La préparation du référendum en Nouvelle-Calédonie.	14 La ciclosporine et les enfants diabétiques. 22 Communication. 23 Le « baron noir » démasqué ? - La visite de M. Chevènement en Allemagne. 24 La rentrée internationale de tennis des Etats-Unis.	15 45 <sup>e</sup> Mostra de Venise. 16 Quatre films soviétiques : <i>Le Moine noir</i> , d'Ivan Dikovichin ; <i>Ask Karib</i> , de Serge Paradjanov ; <i>Le Petit Véra</i> , de Vassili Pleul ; <i>Un petit monsieur</i> en Toscane, d'Otar Iosseliani. 17 La rentrée de Raymond Devos.	37 Les prix du pétrole au plus bas depuis deux ans. - Les autorités américaines volent au secours des caisses d'épargne. 38 Les Français prêts à mettre les banques en concurrence. 40-41 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 37 à 38 Camet ..... 35 Echecs ..... 24 Météorologie ..... 36 Mots croisés ..... 36 Radio-Télévision ..... 36 Spectacles ..... 18 à 22	● Petits ou gros porteurs, le nouveau service Bourse est enfin arrivé ..... BOURSE ● Le marché de l'art sur internet ..... ARTLINE 38-15 tapes LEMONDE ● Vendez, échangez, achetez vos livres pour la rentrée scolaire 88 (collèges, lycées et universités) ..... LUNE 38-15 tapes LM

## M. Jack Lang au château de Chambord Le ministre du patrimoine

« Un mot encore... » Pour conclure, je voudrais ajouter... Pardonnez-moi d'avoir été long, mais il reste un point que je voudrais évoquer... L'interminable discours du ministre de la culture sur la politique du patrimoine, mardi 6 septembre au château de Chambord, s'est pourtant achevé sous des applaudissements nourris. Pour qui connaît les sympathies ordinaires du milieu, une telle chaleur s'apparente à l'enthousiasme.

Il est vrai que, au-delà des chiffres avancés, le ministre a très clairement établi la volonté gouvernementale de renforcer et son action et sa réflexion dans le domaine si fragile et si complexe de la mémoire nationale (*Le Monde* du 7 septembre). Mais il est vrai aussi que, après le succès médiatique remporté par la nomination de Pierre Bergé à la tête des Théâtres de l'Opéra de Paris (TOP) - une université... progressive que celui du patrimoine - Jack Lang a réintégré pleinement cette peau de ministre de la

culture qui, lors de la répartition des portefeuilles rocardiens, avait paru relever pour lui du chagrin plus que du marocain.

Très boude-en-train, ce qui n'est pas son habitude, le directeur du patrimoine, M. Jean-Pierre Bady, nommé du temps de M. Léotard, devait d'ailleurs nous gratifier d'un « passion et continuité ! » souligné d'un clin d'œil, très révélateur de l'ambiance à Chambord.

Les chiffres et les idées restent assez loin du public, toujours plus familier du vieux concept de monuments historiques. Rien d'étonnant dans ces conditions que l'avenir du Fouquet's, sur les Champs-Élysées, ait tellement suscité l'intérêt des personnes présentes à Chambord, davantage que l'avenir international de Chartres. Chacun est parti rassuré : le ministre a conscience de l'enjeu, il fera en sorte que ses reprenneurs n'y installent pas un fast-food. Si le ministre n'avait de lui-même souligné l'importance qu'il faut accor-

der à la continuité de la ville, aux ensembles marquants du patrimoine français, personne, au demeurant, n'aurait posé de lui-même la question des Champs-Élysées, martyrisés par les hamburgers et les compagnies d'aviation, bien avant l'affaire du Fouquet's.

M. Lang a fait un aveu plus difficile, puisqu'il marque son intention de ne pas passer tous leurs caprices aux maires, qu'ils soient de droite, et donc à ménager, ou bien de gauche, et donc à préserver.

La grande Halle de Reims, splendide construction de béton construite par Freyssinet entre les deux guerres, va faire l'objet d'une mesure de protection, les négociations avec la mairie pour sa réutilisation ou sa protection partielle ayant échoué.

Passé ou presque présent, le patrimoine s'est-il trouvé un ministre à idées et à poigne ? Peut-on désormais parler d'avenir ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

## Les fusions de listes aux municipales La proposition de M. Barre est un « subterfuge » estime M. Mauroy

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a indiqué, le mercredi 7 septembre, qu'il partageait le souhait de M. Raymond Barre de « clarifier » les rapports entre la droite et l'extrême droite, mais il a qualifié de « faux fuyant » et de « subterfuge » la proposition de l'ancien premier ministre visant à interdire les fusions de listes au deuxième tour des élections municipales.

« C'est une échappatoire, a souligné M. Mauroy. C'est vraiment le moyen détourné par lequel on essaie de se tirer d'embarras (...). Nous, nous ne sommes pas dans l'embarras. Nous avons une excellente loi, et je ne vois pas pourquoi on voudrait en changer. Les problèmes moraux et politiques doivent être traités par la droite, et non pas évacués. Il ne nous appartient pas de modifier la législation pour aider certaines personnalités à résister à la tentation. »

M. Mauroy a affirmé qu'une telle modification aboutirait à « une loi d'opportunité ». Il a estimé, en outre, que la proposition de M. Barre ne conduirait pas à la clarification souhaitée. Selon M. Mauroy, l'interdiction des fusions de listes au deuxième tour provoquerait « la généralisation d'accords en sous-main dès le premier tour ».

## Sur le vif Un fin stratège

Je sais que je vais vous choquer, là, aujourd'hui, mais, bon, tant pis ! Faut que je lui tire un grand coup de pistolet à Jean-Marie, Jean-Marie-golo. Il est vraiment fort, ce mec. Aux échecs et au billard, mon Mimi, c'est rien à côté. Non, c'est vrai, il était là, il macronnait, il avait pris une baffa pas possible aux dernières législatives, il était tombé de tout son haut, m'sieur 14,39 %, et ça faisait drôlement bobo.

Fallait réagir. Comment ? Comme d'habitude. En nous pétant à la figure. En lâchant un bon petit scandale médiatique calculé au... détail près. Voyons voir... Dursfour-cramatoirs, ça peut valoir combien, ça, question ligne, gros titres à la une des journaux, temps de passage à la télé et à la radio ? Ouais, pas mal... Et Durstour-b-gac ? Non, moins brillant, moins spectaculaire. Faut taper fort pour qu'ils érudent, ces plumitifs de crotte.

Tiens, bonne occasion de faire un peu le ménage au Front national et de virer tous ces fourtriquets, tous ces Bachalot-lapetta, tous ces Arrighi-guignol, sans

compter le Yvanne Pier-pia... Non, celle-ci, vaut peut-être mieux pas. C'est la seule paire de fesses lapérisée à trôner au Palais-Bourbon.

Voyez qu'il en a sous les bigoudis, le Jean-Marie-vauroi ! Et attendez, c'est pas fini, il a fait d'une pierre trois coups. En crachant son gros gliviot dans les saux dormentants du marigot politique, agitées par le seul soleil du Barrois noir, il a nivelé en essai-tout tous ces vieux crocos affamés de pouvoir.

A commencer par le Baberrie, agitant ses petites pattes et ses grandes dents pour balancer une nouvelle proposition de loi électorale à la guérite des socialistes : Houi ! qu'il est méchant, qu'il est mal élevé. Le Pen, faudra plus jouer avec lui dans la cour des petits, entre les deux tours. Avec les vilains cocos, non plus, bien entendu, qu'est-ce que l'an dieu, Rocky, hain, mon chéri ?

Rien. Mon Jacquot, pareil. Tonitruant silence. Bruyant écho à un jeu de mots... Facile ? Ah, ça non. Fallait le faire !

CLAUDE SARRAUTE.

## ISRAËL La visite de M. Stolérn

JÉRUSALEM  
de notre envoyé spécial

Le secrétaire d'Etat au Plan, M. Lionel Stolérn, en visite officielle à Jérusalem, a eu un premier aperçu de la campagne électorale israélienne. Devant la délégation de journalistes accompagnant M. Stolérn, le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, a péremptoirement assuré, mardi 6 septembre, que seul son parti, le Likoud (droite), était à même d'assurer la paix au Proche-Orient.

A quelques semaines du scrutin législatif du 1<sup>er</sup> novembre, M. Shamir n'en est tenu à son programme habituel : il faut en revenir aux accords de Camp David et négocier sur cette base avec l'Égypte et la Jordanie. « Aucun des partis israéliens, a-t-il dit, n'a intérêt à négocier avec l'O.L.P. en renouant la Jordanie et l'Égypte doivent être sollicités pour qu'elles participent à la constitution d'une délégation palestinienne représentative » avec laquelle Jérusalem pourrait entamer des pourparlers. Seul ce scénario est acceptable pour le Likoud qui,

moins que jamais, a poursuivi M. Shamir, n'acceptera de participer à une quelconque conférence internationale.

Son adversaire travailliste, le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, qui a également reçu M. Stolérn, n'a pas voulu exclure que l'O.L.P. s'oriente un jour vers une solution politique. Mais, pour l'heure, a-t-il confié à la presse française, « le plus grand handicap reste la division qui existe au sein du mouvement ». Evoquant la prochaine réunion du Conseil national palestinien (le Parlement de l'O.L.P.), M. Pérès a souligné que M. Yasser Arafat « avait à faire un choix d'hommes politiques sérieux », faute de quoi les Palestiniens des territoires occupés « n'auront d'autre possibilité que de se tourner à nouveau vers le roi Hussein de Jordanie ».

Arrivé en début de semaine à Jérusalem, M. Stolérn, premier membre du gouvernement Rocard à se rendre en Israël, devait concilier son séjour mercredi 7 septembre en recevant le patronat israélien.

FRANÇOIS SIMON.

## En Chine M. Zhao Ziyang renonce à s'occuper des affaires économiques

M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PC chinois, a affirmé qu'il ne s'occupait plus directement des affaires économiques. « Les choses étaient différentes quand j'étais premier ministre, je ne m'occupe pas directement des affaires économiques, mais je concentre mes efforts sur les recherches, afin de pouvoir discuter des questions majeures concernant notre politique avec mes collègues lors des réunions du parti », a-t-il déclaré. Ces propos sont publiés dans la presse chinoise, le mercredi 7 septembre.

Ces explications peuvent être un signe de l'approfondissement d'une « réforme politique » qui vise à séparer le rôle du PC et celui du gouvernement. Mais elles interviennent également à un moment où circulent à Pékin des bruits faisant état de critiques sur la politique économique préconisée par M. Zhao, jugée trop aventureuse. Les affaires économiques passeraient sous la responsabilité du chef du gouvernement, M. Li Peng, plus conservateur que M. Zhao.

Le débat sur les réformes a pris un ton plus aigu ces dernières semaines, en particulier sur la question des prix qui ont connu une flambée spectaculaire depuis le début de l'année. Le 18 août, le bureau politique du PCC avait annoncé son intention de mener à bien, en cinq ans, la réforme des prix ; le 31 août, le gouvernement donnait à ce projet un sérieux coup de frein. Le 26 août, M. Deng Xiaoping avait déclaré au premier ministre japonais que des réformes trop rapides risquaient de provoquer un « écart vers la gauche ». - (AFP)

## BOURSE DE PARIS Matinée du 7 septembre Amélioration

Dans le sillage des grandes places internationales (New York et Tokyo), les valeurs françaises ont ouvert en légère hausse. L'indice instantané gagnait 0,37 % à l'issue de la matinée. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Sllgos (+6,1 %), SCOA (+6 %) et Crouzet (+4,4 %). L'action Schneider atteignait son plus haut niveau de l'année. En baisse, on notait les Galeries Lafayette (-3 %), les Skis Rossignol (-2,3 %) et Bail Investissement (-1,8 %). Les cotations des Talcs de Luzenac étaient suspendues après l'annonce d'une OPA faite par son principal actionnaire, la CIDEM.

● RECTIFICATIF. - Le directeur de cabinet de M. Roland Dumas est M. Jacques Andréani et non M. Jean-Louis Andréani, comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article « Les nouveaux « ministères » des affaires étrangères » (*Le Monde* du 7 septembre).

Le numéro de « Monde » daté 7 septembre 1988 a été tiré à 518 276 exemplaires



LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX !  
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

L'ANGLAIS POUR TOUS  
Pour moins de 250 F  
vous pourrez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec  
LES COURS DE LA BBC  
Deux cassettes et un livre avec explications en français  
Documentation gratuite :  
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)  
8, rue de Béri, 75008 Paris  
78, (1)43-59-50-05

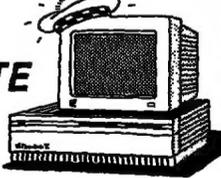
Si vous souhaitez vous RÉORIENTER ou ACQUÉRIR UNE FORMATION LITTÉRAIRE DE HAUT NIVEAU (en Français, Philosophie, Histoire...) en vue d'une Hypokhâgne, d'une Khâgne, ou d'une MEILLEURE RENTABILITÉ DE VOS ÉTUDES UNIVERSITAIRES

Vous pouvez encore vous inscrire en  
**PROPÉDEUTIQUE ou HYPOKHAGNE**  
(Classes supérieures sous contrat d'association)

A 30 minutes de Paris, dans un parc de 4 hectares, avec possibilité d'internat en chambre individuelle, vous bénéficierez à partir du 13 SEPTEMBRE de programmes « à la carte », établis en accord avec les Universités.

**LYCÉE PRIVÉ SAINTE-GENEVIÈVE**  
23, boulevard Jean-Ross 77100 Meaux - (1) 80-25-10-12.

**MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.**



**36 900 F HT !!**  
Un Macintosh II disque dur 80 M.o. interne  
clavier étendu, carte vidéo, moniteur monochrome

**INTERNATIONAL COMPUTER**  
La micro sans frontières  
26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> • 42.72.26.26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> • 91.37.23.03

A B C D E F G

**SVM SCIENCE & VIE MICRO**

**175**

**ORDINATEURS AU BANC D'ESSAI**

**37**

**CONSTRUCTEURS PASSÉS AU CRIBLE**

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE :

- Full Write, un traitement de texte exceptionnel
- Sauvegarde : comment éviter la catastrophe

**N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE**

M.M. la group

JACQUES Beau du o

Publicité for various services and products, including computer-related items.